

Les changements à l'Est et les difficultés de la perestroïka

Le domino bulgare

DÈS l'élimination de M. Todor Jivkov il y a un mois, le nouveau numéro un bulgare, M. Petar Mladenov, avait montré dans quel sens il entendait faire avancer l'histoire dans son pays. Les propos qu'il tenait à Moscou, début décembre, alignaient déjà avec une surprenante rapidité Sofia sur Varsovie, Budapest, Prague avant Berlin-Est - sur la question du multipartisme. C'est au peuple, disait en substance M. Mladenov, de décider. La question est aujourd'hui réglée non par le « peuple », mais par une décision du comité central du PC bulgare, dont le plénum s'est achevé mercredi soir 13 décembre, annonçant qu'il renonce à son rôle dirigeant et que des élections libres auront lieu au cours du second trimestre 1990. Une manière, si l'on veut, de « structurer » dans l'ordre et en gardant un peu mieux le contrôle des opérations qu'en Tchécoslovaquie ou en RDA, par exemple.

EN même temps, plus de trente ans dirigé le régime bulgare, qui prétendait encore en janvier dernier n'avoir de leçons à recevoir de personne en matière de perestroïka, se voit exclu du parti, mis en accusation pour un règne entaché de profits illicites et autres malversations. Car les langues se délient, et c'est par dizaines de milliers que l'on compte les manifestants dimanche dernier à Sofia. Parmi les principales victimes de la purge, l'ancien idéologue en chef, Pentcho Koubadinski, l'artisan de la « bulgarisation » de la minorité turque, est aujourd'hui dénoncé et condamné. Il faudrait beaucoup d'innocences pour ne pas soupçonner M. Mladenov d'une dose - raisonnable ? - d'opportunisme. Voici en tout cas un homme qui sait dans quel sens tourne le vent et qui, si l'on en croit de multiples sources, en a été averti par Moscou, quel qu'il ait pu être l'attachement long-temps proclamé du malheureux Todor Jivkov à l'alliance soviétique.

EST-CE à dire que les bouleversements qui sont en train de changer le visage politique de l'Europe de l'Est ont, plus ou moins, été orchestrés depuis le Kremlin ? Ce serait sans doute prêter à M. Gorbatchev beaucoup plus de pouvoir qu'il n'en a sur ces satelles hérités de Staline et maintenant sous tutelle par la « doctrine Brejnev ». Le maître mot du secrétaire général du PC soviétique est « liberté de choix », et il l'a encore répété samedi dernier devant une session plénière, semble-t-il mouvementée, de son comité central.

Si les risques de déstabilisation de l'équilibre européen sont moindres en Bulgarie qu'en RDA, la rapidité des changements - des retournements, s'il faut les appeler par leur nom - invite en toute hypothèse à repenser d'urgence les rapports Est-Ouest. Le sommet de Malte et celui de Strasbourg ont amorcé la démarche dans cette direction. Et M. James Baker vient de franchir, dans le même sens, un pas supplémentaire. Ne serait-ce que sous la pression des Allemands, il est peu probable qu'on en reste là.

Que peut-on penser le tyran soviétique qui, à Bucarest, continue à prétendre ignorer que le monde change ?



Moscou veut investir massivement dans les biens de consommation

La session du Congrès des députés de l'URSS se poursuit par la discussion du rapport présenté, mercredi 13 décembre, par le premier ministre, M. Ryjkov, sur la politique économique du gouvernement. Des investissements massifs sont prévus dans l'industrie de consommation. Les députés réformateurs ont critiqué le maintien du système de gestion administrative.

« Le plan quinquennal a gagné. » Ce commentaire du député Pavel Bounitch résume bien la frustration des réformateurs après lecture du rapport présenté, mercredi 13 décembre, au Congrès des députés de l'URSS par le premier ministre, M. Ryjkov, sur la situation de l'économie.

Pour son collègue économiste Gavril Popov, « la conception du nouveau quinquennat (1991-1995) conserve le style des quinquennats précédents », dans la mesure où « elle repose sur le

droit du centre de déterminer la vie du pays ».

De fait, les plans du gouvernement en matière de réformes témoignent toujours de la même hésitation à choisir entre le système du marché - qui ne peut, selon M. Popov, « être introduit à petites doses » - et le régime dit de « commandement administratif », qui, tout en étant condamné en principe, se voit ainsi perpétué dans les faits.

MICHEL TATU  
Lire la suite page 6

Après l'acquisition du canadien Connaught

Pasteur-Mérieux renforce sa suprématie dans les vaccins

En négociation depuis deux ans, le rapprochement du fabricant canadien de vaccins Connaught BioSciences avec l'Institut Mérieux vient d'aboutir. Acceptée par les autorités d'Ottawa, l'OPA lancée par la firme lyonnaise s'est achevée jeudi 14 décembre. Assurée d'avoir déjà plus de 90 % des titres, la firme française s'affirme ainsi avec Pasteur comme le véritable numéro un mondial des vaccins.

L'Institut Mérieux, filiale à 50,6 % de Rhône-Poulenc, était assuré depuis plusieurs semaines de prendre le contrôle de Connaught malgré l'offre concurrente du suisse Ciba-Geigy, allié à l'américain Chiron. Après s'être opposé à une première proposition de Mérieux voilà deux mois, le ministère de l'Industrie canadien a finalement donné son accord à l'opération, mercredi. Pasteur-Mérieux s'affirme à présent comme le numéro un mondial des vaccins avec 30 % d'un marché estimé à 5,5 milliards de

francs. Le coût de cet OPA se monte à 5,2 milliards de francs. Selon M. Alain Mérieux, PDG de l'Institut Mérieux, le financement de cette acquisition se fera par la vente de certaines activités de Connaught. Une ouverture du capital de Pasteur-Mérieux devrait permettre de trouver les 3,5 milliards de francs nécessaires pour boucler l'opération.

Lire l'entretien avec M. Alain Mérieux et l'article de notre correspondante au Canada page 33 - section D

Le plan Baker

Satisfaction et perplexité à Paris

page 3

Crise de confiance à Hongkong

Pékin veut imposer son contrôle

page 8

ÉPARGNE ♦ PLACEMENTS

Le bilan des SICAV pages 37 à 45 - section D

Comité central du PCF

Des intellectuels et des syndicalistes s'interrogent sur la ligne du parti

page 7

Mettre de l'ordre dans la psychanalyse...

Un manifeste pour une « instance ordinaire » page 13 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section D

POINT DE VUE L'avenir des Allemands de l'Est

Un calendrier d'espoir

par Valéry Giscard d'Estaing

Imaginons un instant le désarroi des Allemands de l'Est. Ils ont obtenu le départ des dirigeants communistes staliniens, arraché l'ouverture du mur de Berlin. Ils se cherchent maintenant un avenir. Lequel ?

Lorsqu'ils voteront librement, au printemps prochain, ils savent que les communistes, réformateurs ou non, quitteront définitivement le pouvoir. A qui se confieront-ils alors, et pour obtenir quels résultats ? Et lorsqu'ils envisageront leur réunion avec l'Allemagne fédérale, on leur répond, non sans raison, que les alliances, les traités et la structure de leur économie ne permettent pas d'y procéder rapidement. Parmi les devoirs des

Européens de l'Ouest figure celui de répondre à leur interrogation en leur proposant un « calendrier d'espoir ».

Je me permets d'en suggérer les quatre étapes.

1. Reconnaissance immédiate à la RDA le droit à un statut de type finlandais des années 50. Ce statut comporte la liberté absolue du choix de son régime politique, économique et social, et la désignation libre de ses dirigeants. Ce choix s'exer-

cera par le moyen d'élections libres, et la mise en route d'un processus constitutionnel.

Les obligations extérieures de la RDA seront confirmées. Elles s'inscriront au respect de ses alliances, et au maintien des bases militaires existantes sur son territoire.

2. Les quatre puissances concernées et les deux États allemands réaffirmeront la stabilité des frontières en Europe.

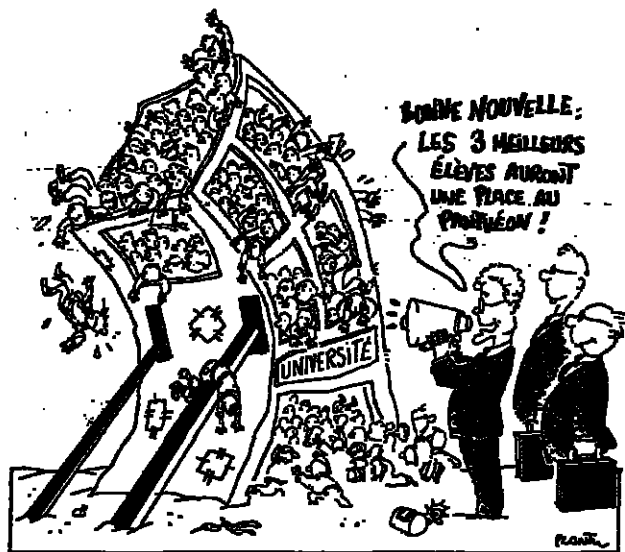
Lire la suite page 2

TCHÉCOSLOVAQUIE

Accord sur l'élection du président par le Parlement d'ici à la fin de janvier

page 4

La colère des étudiants



Lire page 14 - section B nos informations et le reportage à Lille de Raphaëlle Révoile

Trois concessions à l'Europe

Dans les télécommunications, les transports aériens et l'automobile la France a accepté d'ouvrir ses frontières

Une date : 1990. Elle concrétise l'aboutissement des efforts des six mois de présidence française de la Communauté. Une date pour la convocation de la conférence intergouvernementale sur l'union économique et monétaire, la CIG sur l'UEM, qui a été difficile à arracher à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne fédérale parce que l'accepter était accepter le processus d'intégration économique. Obtenir la date, c'était obtenir un engagement européen, du moins c'est ainsi que les choses ont été présentées par le gouvernement français. L'avenir dira s'il n'a pas été trop optimiste.

La présidence française s'achèvera aussi sur d'autres décisions qui, pour paraître plus sectorielles ou plus techniques, n'en vont pas moins changer beaucoup de choses en France. Deux ont été prises formellement par le conseil des ministres de la Communauté sur le transport aérien et les télécommunications. La troisième, sur les importations d'automobiles japonaises, devrait l'être bientôt, mais on en connaît déjà la philosophie.

Sur chacun de ces dossiers, la France a reculé par rapport à ses exigences d'il y a six mois et elle

a dû accepter des compromis qui sont présentés favorablement à Paris, mais qui n'en apportent pas moins des preuves supplémentaires de la construction d'une Europe sur le mode libéral.

Sur le fond, ces trois décisions ne rompent pas encore complètement avec, mais nous éloignent de ce qui fut « le modèle français » depuis la Libération, voire depuis Colbert, construit autour de l'Etat régalien protégeant une ou deux grandes entreprises publiques et leur accordant parfois un monopole. En retour, une fois appuyées sur leur marché intérieur, elles devaient « porter les couleurs de la France » à l'extérieur.

Air France en est le symbole mais aussi Renault. Air Inter et France Telecom devaient, elles,

en échange, assurer un service public. UTA et Peugeot, entreprises privées, venaient compléter le dispositif, la première jouissant également d'un monopole (les destinations africaines et océaniques), la seconde des mêmes protections à l'égard de la concurrence japonaise. Dans les télécommunications, la concurrence était nulle, dans l'automobile, celle de Fiat ou Volkswagen et celle entre Renault et Peugeot étaient totales. Mais ce fait compte en définitive moins que la structuration du système autour de « champions nationaux » avec des objectifs divers mais toujours autres que le simple profit.

ÉRIC LE BOUCHER

Lire la suite page 12

LIVRES ♦ IDÉES

■ « Le Voyage en Égypte », de Jean-Claude Simon ■ « Un prince romain », d'Aldo Palazzeschi ■ « L'île sans rivages », de Marie Sami, réédité ■ Mémoires autour de Picasso ■ Histoire du tango et de la valse ■ « Le ghetto du gotha » : une exploration de l'Ouest parisien ■ Témoignages sur la Roumanie ■ La feuilleton de Michel Braudeau ■ Simonon reporter ■ La chronique de Nicole Zand : les derniers merranes.

pages 21 à 32 - section C

## DÉBATS

Allemagne

## La méthode de Jean Monnet

par Joseph Rovati

La nation allemande veut rétablir son unité, et cette perspective, pour des raisons dont il est ici inutile d'évaluer le bien-fondé, inquiète ses voisins. Telle était déjà la situation en 1950, au lendemain de la guerre. Les Allemands de l'Ouest, à qui les Alliés venaient d'accorder le droit de se constituer à nouveau en Etat, revendiquaient l'abandon des contrôles que la méfiance des vainqueurs, et avant tout celle des Français, maintenaient encore, notamment dans le domaine industriel.

Les Français, eux, s'accrochaient à ces contrôles, le regard fixé sur l'expérience du premier après-guerre. Le génie de Jean Monnet, fait de bon sens, tira de cette contradiction la conséquence que, les uns voulant continuer à contrôler et les autres ne plus être contrôlés, il fallait que tout le monde contrôlât tout le monde. De cette intuition naquit la première Communauté européenne.

Du général de Gaulle à François Mitterrand, les responsables français ont toujours su et dit que la division de l'Allemagne n'aurait qu'un temps. Mais ce temps a tellement duré que tout le monde, ou presque tout le monde, avait oublié

qu'il finirait un jour. Ce terme paraît aujourd'hui plus proche qu'à aucun autre moment depuis 1945.

Il serait néanmoins imprudent, dans une situation extraordinairement mouvante, de prédire des dates et de prophétiser des moyens ou des étapes. Il suffit de dire et de rappeler, et surtout de penser vraiment, que la nation allemande a le même droit de disposer librement d'elle-même que les Français et les habitants du Nicaragua, que les Vietnamiens ou les Algériens. Et comme il semble bien que la partie de la nation allemande qui, jusqu'à présent, avait été empêchée de faire valoir ce droit va vouloir le réaliser et que l'autre partie, la République fédérale, ne va pas pouvoir ne pas suivre la première sur cette voie, les Alliés et les associés de la République fédérale doivent suivre l'exemple de Monnet et dépasser leurs inquiétudes en les transformant en propositions au service d'un progrès commun.

Il serait en effet fort fâcheux qu'aux yeux de l'opinion allemande la France, la Pologne, l'Italie, la Grande-Bretagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Tchécoslovaquie apparaissent sous les traits de freineurs entraînés malgré eux dans une aventure qu'ils ne peuvent empê-

cher. Il faut au contraire que les Allemands aient l'impression que nous nous réjouissons sincèrement de la fin de la servitude qui pesait sur dix-sept millions d'entre eux, et que les pas qu'ils accompliront pour se rapprocher et pour s'unir paraissent normaux et naturels.

## Espace ouvert

Tout Allemand raisonnable peut comprendre de son côté que ce rapprochement, ces progrès sur la voie du rétablissement de l'unité nationale, créent des situations nouvelles en Europe. De tels problèmes n'ont pas cessé de se poser à chaque nouvelle étape du processus de construction de l'Europe unie. Dès 1950, dès la fondation de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), la règle de la pondération des voix est venue protéger les faibles contre la crainte que leur inspiraient les forts.

C'est ainsi que le Luxembourg a une voix au conseil des ministres et la France elle aussi n'y a qu'une voix, de même que la République fédérale. Quand l'unanimité y est prescrite dans un vote, le Luxembourg peut tout bloquer, même si tous les autres sont d'accord contre lui. Un important exemple récent est venu rappeler cette règle fondamentale en matière bancaire.

Les Allemands de l'Est n'ont pas encore l'habitude de penser leurs problèmes en termes européens ; ils n'ont pas encore fait existentiellement l'expérience du haut degré de transfert de souveraineté qui caractérise déjà, et d'une manière pratiquement irréversible, la situation à laquelle ils viendraient à s'associer ou à s'agréger. Mais cette expérience se fera vite, et ils apprendront vite à tirer bénéfice de l'entrée dans un grand espace ouvert comme celui que les Douze formeront à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1992, moyennant bien sûr des transitions que l'exemple espagnol nous a appris à bien négocier.

Quelles que soient les étapes et quel que soit l'aboutissement — après tout la République fédérale est déjà une fédération, et ses Länder, tels que la Bavière, ne manquent aucune occasion de réclamer le respect de leurs droits, à Bonn et de plus en plus souvent aussi à Bruxelles — les perspectives d'un élargissement nouveau du nombre des Etats membres de la Communauté ou du poids spécifique de l'un d'eux devraient pou-

ser la France et d'autres pays à accélérer la construction européenne.

Cela implique l'élaboration de nouvelles règles protégeant l'aspect économique et social des réalités nationales, ou, pour le dire en termes positifs, assurant un développement équilibré de ces réalités au sein de la grande entité supérieure. Cela devrait aussi impliquer des progrès rapides et sensibles sur le plan de la politique commune envers les nations et les puissances extérieures à la Communauté, et la mise en commun de nos moyens de défense, à l'intérieur comme à l'extérieur. Car derrière l'Allemagne de l'Est se profile la Pologne, la nouvelle Tchécoslovaquie et la Hongrie, qui n'ont aucune envie de rejoindre une vague zone de libre échange politiquement dominée par l'URSS, à moindres frais et dans l'intérêt de la reconstruction de l'économie soviétique.

## Le spectre de la décadence

En cherchant à cesser d'être des Allemands de deuxième zone, les habitants de la RDA tentent, beaucoup peut-être ne le savent pas encore, de devenir des Européens de première zone, comme le souhaitent ceux de Prague et de Varsovie.

En 1950 déjà, en France et ailleurs, mais surtout en France, des voix intéressées ou désintéressées avaient mis l'opinion en garde contre la politique de Jean Monnet, politique aventureuse et politique d'abandon. On l'accusait de livrer la France à l'Allemagne mal déguisée, alors qu'il ouvrait à tous les Européens la voie qui leur permettait de dépasser un avenir de décadence. Si nous ne savons pas accueillir dans une Europe toujours plus forte la nation allemande tout entière pour de nouveaux progrès communs, le spectre de la décadence, le spectre de l'impuissance de nos Etats séparés retrouvera toute son actualité avec une virulence destructrice accrue.

Si les Français se méfient de l'Allemagne, les Allemands se méfient de la France, et ces méfiances réciproques ruineront les deux peuples. Pour les Français et pour les Allemands, il n'y a ni liberté ni prospérité possible en dehors des Etats-Unis de l'Europe, qui étaient déjà en 1950 l'objectif suprême de Jean Monnet.

TRAIT LIBRE



CLANDESTIN

Immigration

## « Il n'y a plus de place »

par Guy Aurenche

Nous avons enfin trouvé la solution au problème de l'immigration. « Il faut que les réfugiés économiques, que tous ceux qui meurent de misère chez eux, sachent qu'il n'y a plus de place pour eux en France. » Cette phrase, je viens de l'entendre prononcer par plusieurs responsables politiques français, de la majorité comme de l'opposition.

Peut-on espérer avoir ainsi réglé dignement et intelligemment le problème posé par l'afflux dans nos pays d'Europe de ceux qui n'ont pas le minimum chez eux ?

Imaginons un instant qu'effectivement il n'y ait plus matériellement, et psychologiquement, de place pour de nouveaux étrangers en France. (Personnellement je considère cette analyse du dépeuplement du sol de tolérance comme totalement inexacte en France. Il y a un réel problème d'information d'une part et de répartition d'autre part.) Se contenter de dire « il n'y a plus de place pour les étrangers » sans essayer de préciser immédiatement, dans le même discours, tout ce que nous pourrions faire pour permettre à ces populations de rester chez soi, est une honte. C'est enfoncer l'opinion publique dans l'égoïsme peureux qui nous guette tous.

Dans notre budget national n'y a-t-il plus de place pour des priorités de coopération financière et économique ? Si la place manque sur le sol français, nos responsables politiques, nous pourrions-ils pas immédiatement demander aux Français d'accroître leur contribution financière pour des tâches de coopération dans les pays pauvres ?

S'il n'y a plus de place pour les étrangers dans nos écoles, n'avons-nous pas le devoir d'augmenter les moyens en personnel et en matériel que nous mettons à la disposition de ces nations pour la scolarisation et l'éducation ?

S'il n'y a plus de place pour les étrangers dans les circuits commerciaux en France, n'avons-nous pas le devoir de préciser comment nous allons ouvrir des débouchés aux nombreuses petites et moyennes entreprises qui

commencent à se développer dans ces régions ?

S'il n'y a plus de place pour les étrangers dans nos hôpitaux, n'avons-nous pas le devoir de soutenir les expériences d'organisation des soins de santé primaire qui se multiplient dans ces pays, mettant parfois tout un peuple en marche ?

S'il n'y a plus de place pour les étrangers affamés chez eux par des pouvoirs corrompus, n'avons-nous pas le devoir de nous interroger sur les raisons qui font que la diplomatie française soutient encore, en Afrique ou ailleurs, tant de tyrans affameurs ?

## Dérobade indigne

Il est aujourd'hui politiquement et humanitairement scandaleux de se contenter de rassurer les Français face au problème de l'immigration par une dérobade indigne : « il n'y a plus de place ». Si cette phrase doit être dite (ce dont je doute absolument), il faudrait immédiatement mettre les Français devant les choix politiques et financiers montrant que nos projets ne se résument pas à la fermeture des frontières. Quel pays voulons-nous construire ? Quelle Europe bâtissons-nous ?

La France a fêté avec pénétration la Déclaration des droits de l'homme de 1789. Le 10 décembre 1948, l'Assemblée générale des Nations unies déclarait : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant. » Et aujourd'hui notre déclaration se résume à : « il n'y a plus de place ».

Une histoire me revient à l'esprit. Un jeune ménage pauvre cherchait où s'installer quelques jours pour permettre à la maman de mettre au monde l'enfant qu'elle attendait. L'aubergiste, le meilleur homme du monde au demeurant, était débordé. Les chambres étaient pleines. Il avait beaucoup de problèmes à régler. Alors il n'a su que dire : « il n'y a plus de place ». Deux mille ans après on en parle encore.

► Guy Aurenche est avocat et membre de la commission française Justice et Paix.

## Un calendrier d'espoir

Suite de la première page

La prochaine conférence sur la sécurité en Europe sera appelée à confirmer, par un vote public et solennel, le tracé des frontières existantes.

3. Le droit des deux Etats allemands à établir une confédération germanique, reflétant l'unité du peuple allemand, est reconnu par tous les Européens. Les deux Etats allemands détermineront eux-mêmes les compétences et les pouvoirs de cette confédération. Ceux-ci devront respecter, en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne, les obligations découlant du traité de Rome et de l'Acte unique, et le rôle des institutions de la Communauté. La politique extérieure et la défense resteront

placées hors du champ de compétence de la confédération.

4. La vocation de la RDA d'adhérer à la Communauté européenne est affirmée. Cette adhésion pourra intervenir, si les intéressés le souhaitent, à partir du moment où les alliances militaires auront été dissoutes. Une négociation devra préciser les transitions nécessaires. Dans le même temps, la Communauté est invitée à accélérer la mise en place de structures fédérales parlementaires et démocratiques, respectant le principe de subsidiarité, qui faciliteront l'entrée de la RDA, comme celle des autres pays démocratiques de l'Europe de l'Est qui, le moment venu, en feraient la demande.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING

## AU COURRIER DU Monde

## « Pensez à eux »

Gare du Nord. Côté banlieue, direction Pontonne, entre les voies 33 et 34. C'est un bloc de 2 mètres sur 2.

Pour 6 ou 10 francs, il fournit en petites boîtes jaunes, bleues, oranges, rouges ou saumon, du régal à l'agneau, du panaché aux gâteaux, de la terrine au saumon ou au lapin, du défilé au cœur et au foie.

En lettres rouges sur fond jaune, une inscription : « Nouveau livre-service pour chiens et chats ».

Gare du Nord. Le dos de l'homme glisse lentement le long de la vitre du distributeur marron et jaune. Il descend doucement, comme au ralenti, et s'effondre sur le sol, le nez écrasé dans son manteau de fortune, une boîte à 6 ou 10 francs.

En glissant, l'homme cache un panneau que je ne découvrirai que le lendemain : « Pensez à eux. Faites leur plaisir. »

JACQUES TERRY, Deuil-la-Barre (Val-d'Oise.)

## La poussée du Front national

Comment s'expliquer des résultats obtenus par le Front national dans un pays où, par médias et sondages interposés, il se trouve une majorité d'habitants pour aggraver la conscience de trois petites adolescentes, au mépris de l'un des droits les plus sacrés de l'enfant, sa fidélité aux signes et aux formes de la culture familiale.

JEAN LASERA, Ville d'Avray (Hauts-de-Seine.)

## Le verrou de la souveraineté

Sous le titre « Le dernier verrou de la souveraineté », M. Michel Aurillac regrette que le Conseil d'Etat ait récemment accepté de faire prévaloir les traités internationaux sur les lois internes même postérieures qui y seraient contraires, suivant en cela, mais avec quinze ans de retard, la Cour de cassation. Sous son apparence technique, ce débat est essentiellement politique. Refuser dans-blement la primauté du droit

communautaire revenait à reconnaître à chacun des Etats membres le droit de se soustraire à ses obligations.

Les sages du Palais-Royal ont compris qu'en maintenant leur jurisprudence antérieure, ils auraient encouragé les tendances toujours redoutables à la dispersion et au chaos pour soi. Ils ont ainsi rejoint l'attitude quasi générale des Cours suprêmes ou de dernier ressort de nos partenaires.

Au-delà du débat juridique, c'est notre conception de l'Europe qui est en cause. S'agit-il d'un traité de commerce ou d'une communauté appelée à se transformer en une union d'Etats et de peuples partageant le même destin ?

La construction européenne a pour objet et aura pour effet, si elle parvient à son terme qui est politique plus qu'économique, d'échanger nos souverainetés individuelles affaiblies d'aujourd'hui contre une souveraineté collective mais réelle. Ne pas le comprendre, ne pas l'accepter, alors que l'histoire s'accroît, c'est en fait se résigner au déclin.

ROBERT TOULEMON, président de l'Association française d'études pour l'Union européenne.

## Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)  
Rédacteur en chef : Daniel Vernet  
Corédacteur en chef : Claude Sales  
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

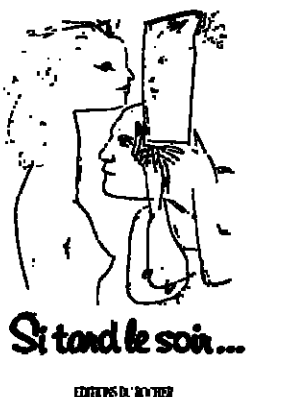
Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

## Le livre du souvenir

Geneviève Laporte

Un amour secret de Picasso



Si tout le son...

Un album 20,5 x 28 cm, illustré de plus de 75 dessins, reproductions de photographies, 256 pages, 175 F

EDITIONS DU ROCHER

Washi



Avant la rencontre du 16 décembre entre les présidents Bush et Mitterrand

## Les propositions de M. James Baker sur l'Europe suscitent à Paris satisfaction et perplexité

Les dirigeants européens préfèrent attendre et en savoir plus avant de se prononcer publiquement sur le plan de restructuration de l'Europe et des relations transatlantiques exposé à Berlin, mardi 12 décembre, par M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain. D'ores et déjà, on ne cache cependant pas dans la plupart des capitales la satisfaction éprouvée en voyant les Etats-Unis rejoindre les Douze dans les grandes manœuvres visant à freiner le processus de la réunification allemande. Les conditions à la réunification exposées par M. Baker sont, en effet, pratiquement identiques à celles mentionnées samedi dernier dans la déclaration politique publiée à l'issue du conseil européen de Strasbourg. C'est d'ailleurs ce qu'a déclaré M. Védries, le porte-parole de l'Elysée, au cours d'une réunion de presse consacrée, mercredi 13 décembre, à la prochaine rencontre des présidents Bush et Mitterrand, prévue pour samedi prochain à Saint-Martin. Affirmant que le discours de M. Baker « est trop important pour

être commenté à chaud sans avoir été examiné très en détail », M. Védries n'en a pas moins affirmé : « En ce qui concerne la réunification allemande, M. Baker en parle en des termes qui sont extrêmement proches, pour ne pas dire identiques, des termes employés par le conseil européen. »

### La réunification allemande

Ce que n'a pas dit M. Védries — mais la question sera sans doute évoquée par M. Mitterrand au cours de ses entretiens avec M. Bush, c'est que l'on s'interroge beaucoup à Paris sur la portée du discours de M. Baker dans laquelle il affirme qu'une Allemagne réunifiée devra être membre de l'OTAN. Une telle condition, estime-t-on dans l'entourage de M. Mitterrand, n'est pas acceptable pour M. Gorbatchev, qui a déjà suffisamment d'ennuis pour qu'on ne lui en rajoute pas. A moins, réfléchit-on à haute voix, qu'il ne

Les ministres des affaires étrangères des seize pays membres de l'OTAN, rassemblés à Bruxelles, les 14 et 15 décembre, pour leur réunion semestrielle, devraient s'entretenir de la question allemande et du « nouvel atlantisme » qu'a ébauché, mardi, à Berlin-Ouest, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. M. Baker aura, d'autre part, l'occasion, lors de la réunion annuelle Etats-Unis — CEE, qui se tiendra vendredi à Bruxelles, de préciser sa pensée sur les nouveaux rapports que la Maison Blanche veut instaurer avec la Communauté.

s'agisse par ce biais de reporter la réunification aux calendes grecques...

### La question de l'OTAN

Autres interrogations provoquées par le plan Baker : n'est-il pas utopique de s'accrocher comme il le prévoit à la survie de l'OTAN, fût-ce sous une forme considérablement remaniée ? Ne serait-il pas plus judicieux de remplacer le problème de la sécurité européenne

dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui a l'avantage de comprendre tous les Etats européens (sauf l'Albanie) mais aussi les Etats-Unis et le Canada ? M. Baker, ajoute-t-on, a d'ailleurs mentionné élogieusement la CSCE et préconisé l'élargissement de ses compétences. Là encore, on paraît craindre à Paris que le maintien à tout prix de l'OTAN ne pose de gros problèmes à M. Gorbatchev, car personne ne se fait d'illusion sur les chances de survie du pacte de

Varsovie. Le numéro un soviétique n'a-t-il déjà pas obtenu le soutien de M. Mitterrand — c'était à Kiev — à sa proposition de réunir au plus haut niveau en 1990 les trente-cinq pays participant à la CSCE ? M. Bush s'est refusé à Maite à cette concession, n'acceptant que le principe d'une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des vingt-trois pays membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie.

### « Bombe à retardement »

Les craintes françaises — mais on ne peut pas encore les interpréter comme l'expression d'une politique, rappellent-elles — sont en contradiction avec la volonté affichée de maintenir le plus longtemps possible les alliances existantes pour freiner le processus de réunification et « encadrer » au maximum le dégel transatlantique que connaissent les pays d'Europe centrale et orientale. Beaucoup en fait est affaire de calendrier et personne ne se hasarde à en dresser un, pas plus M. Baker que MM. Gorbatchev, Mitterrand ou Kohl. Ce qui serait impensable ou inacceptable aujourd'hui pourrait très bien être envisageable dans cinq ou dix ans. Tout le monde en fait bute sur une inconnue : les sentiments et les comportements futurs des Allemands de l'Est comme de l'Ouest, toujours susceptibles d'accroître le mouvement.

Un dernier point du plan Baker laissait perplexes, mercredi, les res-

ponsables français. C'est celui dans lequel le secrétaire d'Etat évoque, après avoir fait l'éloge de la construction européenne, la possibilité de négocier un traité entre la CEE et les Etats-Unis. Ne s'agit-il pas, se demande-t-on, de ce que le *Washington Post* appelle « une bombe à retardement », c'est-à-dire d'une tentative américaine d'obtenir un droit de regard sur les affaires et les décisions de la CEE ? Quelques phrases de M. Baker sont pour le moins sibyllines. Ainsi, par exemple, lorsque le secrétaire d'Etat évoque le jour où « les Américains profiteront de leur accès au marché européen unique de la même manière que les Européens ont profité depuis longtemps de leur accès au marché unique américain ». Le temps des verbes utilisés par M. Bush n'a pas été choisi au hasard et rappelle les vieilles mais tenaces querelles entre Européens et Américains sur le protectionnisme.

Ces questions s'appliquent également à ce qu'on appelle la coopération politique des Douze, c'est-à-dire la tentative des Douze de définir une politique étrangère commune. Les Etats-Unis ne cherchent-ils pas, là encore, à se faire reconnaître une sorte de droit de veto pour l'avenir ? Le dossier le plus souvent mentionné est celui du Proche-Orient, où les positions américaines et européennes (en fait, très souvent françaises) sont pour le moins divergentes.

JACQUES AMALRIC

## Saint-Martin, l'île de tous les corsaires...

L'île franco-néerlandaise de Saint-Martin, où MM. George Bush et François Mitterrand doivent se rencontrer le 16 décembre, est un paradis fiscal qui fait rêver les touristes et fantasmer les policiers. Se présentant comme la « friendly island » dans les déclarations touristiques, Saint-Martin cultive les particularismes jusqu'au paradoxe.

### POINTE-A-PITRE

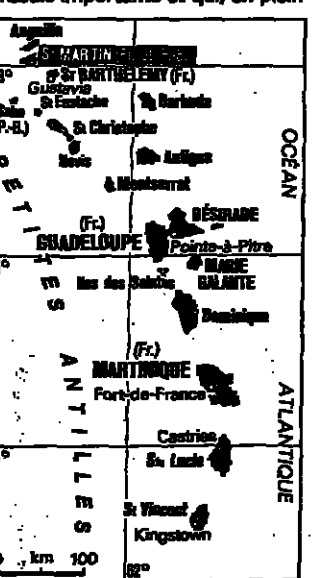
Baies échangées et mer turquoise, boutiques hors taxes et casinos, Saint-Martin est coupée en deux parties inégales (1) par une frontière qui n'est que virtuelle, depuis son tracé en 1648. L'île est surtout un port franc, où ne s'appliquent ni taxes ni droits de douane, et où la langue maternelle n'est pas celle des anciennes métropoles coloniales : on y parle anglais, et le dollar est la seule monnaie à y avoir véritablement cours.

Le contraste est frappant entre l'extrême pauvreté apparente de l'habitat des quartiers autochtones et la blancheur immaculée des hôtels et villas du bord de mer. Plus que sa voisine néerlandaise, la partie française — qui dépend de la Guadeloupe — ressemble à un grand chantier. Dans les deux zones de l'île, de microscopiques bureaux servent de sièges sociaux à des pléiades de sociétés — off shore d'un côté, de droit français de l'autre — aux sigles plus exotiques ou plus énigmatiques les uns que les autres.

La loi de délocalisation adoptée en 1986 (qui permet à un contribuable français de déduire de ses impôts, par simple déclaration dans la limite de 30 millions de francs, jusqu'à 75 % du montant de ses investissements dans les départements d'outre-mer) a donné lieu à un véritable boom de la construction dans la partie française : « On a investi juste pour délocaliser », parfois sans même savoir où se trouvait l'île », confie un spécialiste, qui s'inquiète de l'avenir d'un parc immobilier dont il doute qu'il sera

entretenu. « Saint-Martin, dit-il, est l'île des gros investissements à l'évidence qui finissent par se perdre. » Et de citer l'hôtel de... la pointe du Bluff, laissé à l'abandon dès son ouverture, en 1974, jusqu'à sa réhabilitation en 1988.

Alors que le secteur français comptait déjà une vingtaine d'hôtels de tourisme, six autres — totalisant près de quatre cents chambres — y ont été ouverts en 1988, et près de cinq cents nouvelles chambres ont été mises en service cette année. « Cette augmentation de la capacité hôtelière est sans rapport avec l'évolution prévue des flux touristiques », affirment déjà certains professionnels, qui redoutent d'avoir à consacrer des capitaux importants et qui, en plein



boom, craignent le marasme à venir. Dans son rapport annuel l'institut d'émission des départements d'outre-mer (correspondant de la Banque de France dans les DOM) note simplement que « l'attrait de cette île pour les investisseurs a été ravivé par la loi de délocalisation ».

### Le paradis des contrebandiers...

Saint-Martin n'a, il est vrai, jamais manqué d'attrait, ni pour les contrebandiers de cette région des Caraïbes qui peuvent

tout y acheter hors taxes et y exporter librement, ni pour les Italo-Américains dont on murmure qu'ils contrôlent la plupart des hôtels et casinos de la partie hollandaise, ni pour ceux que les policiers français appellent « le gang des Nipols », et dont ils disent qu'ils sont « implantés à Saint-Martin et y vivent bien, avec de bonnes affaires en règle ». « Cette île, c'est un refuge financier », affirme un policier qui insiste surtout sur le fait que « beaucoup d'argent transite par Saint-Martin ».

La drogue aussi, dit-on : la plupart des affaires de trafic de cocaïne épurée ces dernières années en Guadeloupe étaient liées à l'île de Saint-Martin, soit que la drogue y ait transité, soit qu'elle y ait été vendue. « Il n'est pas démenti qu'on y blanchisse de l'argent, mais on peut le supposer », affirme un autre policier en poste à Pointe-à-Pitre. Selon lui, « Saint-Martin est une terre de droit où celui-ci a du mal à s'appliquer ». « Les flics hollandais sont tatillons, la France est un pays de droit écrit. L'île a une frontière floue, et tout cela laisse le champ libre à la délinquance, à toutes les délinquances », affirme-t-il. « Il y a des gens qui viennent ici chercher la fortune et savent qu'ils y arriveront », dit-il sans cacher que « cette île fait rêver les policiers qui s'imaginent ses multiples trafics ».

Les Etats-Unis, d'où viennent la plupart des touristes, des produits alimentaires et des biens de consommation, sont une terre d'émigration et de référence culturelle pour les Saint-Martinois. Tout les rapproche : la langue et la monnaie, la télévision, et même la franc-maçonnerie puisqu'une loge de l'obédience néo-américaine Prince Hall y est implantée depuis plusieurs années. L'île, personne ne s'en cache, se sent aussi éloignée des Pays-Bas — qui ont accordé à la Fédération des Antilles néerlandaises (Saint-Martin et les îles environnantes de Saba et Saint-Eustache) l'autonomie dès 1951 — que de la Guadeloupe et a fortiori de la France : dans les deux parties de

l'île, sa « spécialité » s'y proclame ou s'y réclame de la même manière. En anglais.

### ...et celui des affairistes

L'affaireisme abonde, dont les exemples abondent, ne choque guère les insulaires ni la plupart de leurs concitoyens d'adoption, quand ils ne le considèrent pas comme un « venet » n'est pas le moindre des spécificités d'une île où les magasins n'effleurent pas les prix tout en distribuant des factures de complaisance et où les salaires se paient de la main à la main, en dollars. Reste que l'échec du marché unique européen — auquel la partie française de l'île devrait être intégrée de plein droit, alors que la partie hollandaise n'est que membre associé de la CEE depuis 1964 — constitue un problème que ne manquent pas de poser les élus du secteur français, qui ne s'expriment dans notre langue et avec un accent anglophone prononcé qui devient ministériel et préfète, pour se référer à l'époque où tombent toutes les frontières, à laisser ériger un mur entre les deux parties d'une si petite île.

Depuis plusieurs années déjà, ils réclament un statut de collectivité territoriale particulière qui, tout en maintenant les liens avec la France, tiendrait un plus grand compte encore des particularismes d'une île où la cohabitation de deux nationalités différentes a toujours transcendé les aïeux de l'histoire : l'esclavage n'a été abolé dans la partie néerlandaise qu'en 1863, quinze ans après la partie française. Pour conquérir la liberté il suffisait de franchir une frontière déjà symbolique, et, au dix-septième siècle, cette dernière avait été, pendant quinze ans, une seigneurie de l'ordre de Maite — autre île où les présidents américains et soviétiques ont évoqué un nouvel ordre mondial, celui-là même qui sera au centre des entretiens entre MM. Bush et Mitterrand...

EDDY MEDELJKOVIC

(1) 52 kilomètres carrés pour la partie française, 34 kilomètres carrés pour la partie néerlandaise.

### La négociation sur le Cambodge

## Washington est favorable à un rôle accru de l'ONU

Washington (AFP). — « Les Nations unies pourraient assumer une certaine forme de supervision de certaines responsabilités gouvernementales au Cambodge pendant la période de transition vers un gouvernement élu », a déclaré le responsable du département d'Etat américain pour l'Indochine, M. Charles Twining, dans un discours dont le texte a été diffusé mardi 12 décembre. L'espérance est que la participation de l'ONU

« neutralise » la structure actuelle du gouvernement du Cambodge pendant cette période « intermédiaire », a-t-il expliqué en ajoutant : « Il serait alors plus sûr que les élections seraient libres et honnêtes, offrant au peuple cambodgien une véritable auto-détermination, ce qui est l'objectif premier de notre diplomatie. »

Reprenant donc la proposition australienne pour sortir la négocia-

tion de l'impasse (Le Monde du 13 décembre), M. Twining n'a cependant pas évoqué la vacance du siège du Cambodge à l'ONU, détenu par les adversaires de Phnom-Penh. Le diplomate américain a ajouté que le contrôle administratif du Cambodge devrait s'accompagner de la présence d'un « mécanisme international de contrôle » et d'une « force internationale de maintien de la paix » sous les auspices de l'ONU.

Colloque sur les droits de l'homme dans le monde arabe. — L'Association de défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques dans le monde arabe organise, les 16 décembre (à la Sorbonne) et 17 décembre (au Théâtre du Lucernaire), « sous le haut patronage de M. François Mitterrand », un colloque international sur le thème « Droits de l'homme et libertés démocratiques dans le monde arabe ». Doivent notamment y participer MM. Edgard Pisani, directeur de l'Institut du monde arabe, et Bassem Abou Charif, l'un des conseillers de M. Yasser Arafat.

# LA SURVIE DU JUDAÏSME

Simon Schwarzfuchs

## Du Juif à l'Israélite

Histoire d'une mutation 1770-1870

360 p. 120 F.

Auschwitz a concentré l'attention sur les aspects les plus dramatiques du judaïsme moderne. Il ne faut cependant pas oublier qu'une immense mutation était en cours auparavant et qu'elle ne pouvait pas ne pas reprendre ensuite. Le retour au ghetto s'est vu définitivement condamné. La solution israélienne est restée partielle, et le judaïsme de la dispersion persiste. Il fallait bien rechercher les origines de ce processus.

*L'Histoire*  
chez  
**FAYARD**

## EUROPE

## Le débat sur la réunification des deux Allemagnes et la situation en RDA

RFA : après l'ouverture du Mur de Berlin

## Bonn, ou les angoisses d'une « petite ville en Allemagne »

Inquiets de la concurrence de Berlin, qui a vu son rôle renforcé par l'ouverture du mur, les édiles de Bonn s'interrogent sur l'avenir de leur ville. Les agents immobiliers enregistrent déjà une baisse du prix au mètre carré de bureaux.

BONN

de notre correspondant

« Il n'y a que le provisoire qui dure. » Telle aurait pu être la devise inscrite sur les armoiries de la ville de Bonn. Promue il y a quarante ans capitale de la République fédérale par la grâce d'un chancelier Adenauer qui voulait souligner ainsi le caractère transitoire de la division du pays, cette « petite ville en Allemagne » décrite par John Le Carré avait fini par s'habituer à voir son nom en haut de l'affiche, comme les « grandes », Paris, Moscou, Londres.

Peu lui importait qu'on la raille. « Deux fois moins grande et deux fois plus morte que le cimetière de Chicago », disaient les Américains contrariés d'y résider. Bonn profitait de son statut de capitale pour s'enrichir et absorber les communes voi-

sines, Bad-Godesberg, Beuel, Mehlern, ce qui lui permettait d'atteindre les deux cent mille habitants, qui font d'une bourgade une vraie ville, sur le papier au moins.

Son bourgmestre, Hans Daniels (CDU), a beau être jusqu'à la caricature l'exemple de ce que la politique allemande peut produire en matière de royaume de province, il se frotte aux plus grands : son livre d'or et son album de photos sont parés des personnages les plus célèbres de la seconde moitié du vingtième siècle : de Gaulle, Kennedy, Brejnev et tout récemment Mikhaïl Gorbatchev ont salué la foule rassemblée sur la place du Marché, du haut du balcon du vieil hôtel de ville.

## Le mètre carré à la baisse

Le 9 novembre 1989, qui vit la fin de l'éclatement du mur de Berlin, a marqué le début des angoisses des édiles de Bonn. Ceux-ci, naturellement, doivent comme tous leurs compatriotes se réjouir publiquement de ce mouvement de l'histoire qui accélère le rapprochement des deux parties de la nation divisée. Mais ils savent bien qu'à terme

cela signifie que Bonn va reprendre son rang de ville rhénane moyenne à l'ombre de sa grande sœur voisine, Cologne. Et cela à un moment où on s'était engagé dans des travaux gigantesques pour donner — enfin — des locaux décentes aux organes du pouvoir et un standing culturel à la ville, construction d'un nouvel hémicycle pour le Bundestag, d'un musée d'histoire de la République fédérale et d'un musée des beaux-arts.

Le mouvement d'exode vers Berlin n'est, pour l'instant, que provisoire : il touche en priorité les estaminateurs, qui se plaignent d'une baisse de fréquentation consécutive à l'absence prolongée de leurs clients réguliers, les journalistes, mobilisés sur le front berlinois.

Les agents immobiliers, constatant, eux, une tendance à la baisse, légère certes, mais prémonitrice, du prix du mètre carré de bureaux, alors que jusqu'à la pénurie avait fait régulièrement grimper des prix qui restaient modestes au regard de ceux pratiqués dans d'autres capitales. C'est sans doute pour freiner ce mouvement que le chancelier Kohl avait tenu à assister personnellement à la signature de la convention décennale entre la ville de Bonn,

l'Etat fédéral et le Land de Rhénanie-Westphalie, qui assure à la capitale fédérale de grosses subventions lui permettant d'être à la hauteur de sa tâche — 4,5 milliards de francs pour les dix années à venir. De quoi rassurer un maire qui ne se fait aucune illusion — « Bonn sera appelée à remplir d'autres tâches dans le futur », a-t-il concédé — mais qui est maintenant certain que les chantiers en cours seront achevés.

Le chancelier Kohl en a également profité pour mettre en garde ses concitoyens contre l'illusion d'un rapide retour de la capitale à Berlin. L'euphorie réunificatrice entretenue par une partie de la presse populaire et par des discours triomphalistes de certains de ses amis politiques — « Nous sommes un peuple ! », clament les affiches de la CDU en noir, rouge et or, les couleurs nationales — pourrait en effet se muer en déception si s'imposait le cours tranquille des choses souhaité par les voisins et alliés de la RFA.

Il ne reste plus à Bonn qu'à mettre en scène sa décadence dans un tourbillon de fêtes et de plaisirs : on lui en donne les moyens.

LUC ROSENZWEIG

## La coopération s'organise entre les deux États

BERLIN

de notre envoyé spécial

Coopération interrégionale, développement des transports et des télécommunications d'une Allemagne à l'autre ont été, mardi 12 décembre, l'objet de trois importantes rencontres interallemandes qui doivent préparer la venue du chancelier Kohl, le 19 décembre, à Dresde.

Le premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, a longuement reçu, mardi soir, à Berlin-Est, le maire de Berlin-Ouest, M. Walter Momper (SPD), avec lequel il est tombé d'accord sur le principe d'une coopération entre Berlin-Ouest, Berlin-Est et les deux districts est-allemands de Potsdam et de Francfort-sur-l'Oder, dans le cadre d'un vaste ensemble régional.

M. Modrow a souligné que cet accord ne remettrait pas en cause le statut quadripartite de la ville, mais s'inscrivait dans la politique du gouvernement est-allemand de renforcer ses liens à tous les niveaux avec la RFA pour consti-

tuer une « communauté contractuelle » entre les deux pays.

Deux autres rencontres ont eu lieu le même jour à Berlin-Est entre les ministres des PTT et à Bonn entre les ministres des transports. Les ministres des PTT ont arrêté un certain nombre de mesures immédiates pour améliorer les relations téléphoniques entre la RDA et la RFA pratiquement inexistantes jusqu'à présent tant le nombre de lignes était réduit. Ils ont arrêté les grandes lignes d'une coopération de longue durée dans ce secteur où les besoins d'équipements de la RDA sont estimés à environ 40 milliards de francs.

En matière de transports, le premier projet à l'étude est la création d'une liaison par train à grande vitesse entre Hanovre et Berlin-Ouest.

Les négociations sur l'aide économique que la RFA est susceptible d'apporter à la RDA seront, par ailleurs, au centre de la visite que M. Helmut Haussmann, ministre de l'économie ouest-allemand, effectuait jeudi 14 décembre, à Berlin-Est.

A. de B.

Le président Von Weizsäcker à la télévision est-allemande

## Un appel au calme et au sens des responsabilités

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Dans sa première interview à la télévision est-allemande, le président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, a, mercredi soir 13 décembre, appelé les Allemands de l'Est et de l'Ouest au calme et à la réflexion. Rendant hommage à la révolution démocratique et pacifique en RDA, il a invité les Allemands de l'Est à assumer des responsabilités et à utiliser à bon escient la liberté conquise.

M. von Weizsäcker, dont l'interview a curieusement été peu reprise par la presse officielle est-allemande, a annoncé qu'il se rendrait avant Noël en visite privée en RDA. Il bénéficie de ce côté aussi de l'Allemagne d'une grande popularité, et son nom est même parfois apparu sur des banderoles, dans les manifestations, pour être proposé comme président des deux Allemagnes.

Interrogé précisément sur cette question allemande, il a tenu à souligner lui-même, mercredi soir, qu'elle ne se résoudre pas dans la précipitation. « Mon opinion, a-t-il dit, est que nous sommes une nation. Et ce qui participe d'un tout ne peut que se développer

dans cette direction. Mais il s'agit justement de développer. On ne doit pas essayer de tout mélanger. » Il a ajouté que cette évolution devait partir de ce qui existe aujourd'hui, c'est-à-dire de l'existence de « deux États d'une nation », et qu'il ne fallait pas perdre de vue le lien entre les dynamiques allemande et européenne.

A lors que la question allemande semble devoir, à l'initiative notamment du chancelier Kohl, l'unique enjeu de la campagne électorale pour les prochaines élections législatives en RFA, le président ouest-allemand a solemnellement demandé à ses concitoyens de ne pas chercher à s'ingérer dans l'évolution de la RDA. « Personne ne doit utiliser l'évolution de la RDA à ses propres fins. Personne ne devrait jeter de l'huile sur le feu à partir d'ici. »

H. de B.

□ Le Pavillon des cancéreux va être publié en RDA. — Le Pavillon des cancéreux, d'Alexandre Soljenitsyne, sera publié en RDA, avant la fin de l'année, par la maison d'édition Aufbau-Verlag. Le livre était interdit depuis sa publication, en 1968.

## ROUMANIE

## Appel d'une dissidente pour une action européenne

« Seule une volonté politique concertée de l'Europe tout entière peut aboutir », a déclaré, mercredi 13 décembre, à Paris, Mme Ardisa Combes, la fille de la dissidente roumaine Doina Cornea, qui vient d'entamer une deuxième grève de la faim dans sa ville de Cluj. Mme Combes, qui s'adressait tout particulièrement à M. François Mitterrand, président en exercice du Conseil de la Communauté européenne, a souhaité le « boycottage des exportations de la Roumanie vers l'Occident ». « Il est du devoir de la France, a-t-elle ajouté, d'inciter les autres pays démocratiques, dont les États-Unis, et les autres pays européens, dont l'Union soviétique, à tous faire pour écarter Ceausescu. »

L'écrivain dissident Mircea Dinescu, en résidence surveillée en Roumanie depuis mars 1989, a, pour sa part, proposé dans un article qu'il a fait parvenir clandestinement à la Frankfurter Allgemeine Zeitung, que les écrivains roumains observent « une grève générale » pour marquer leur opposition au régime. M. Dinescu, qui regrette que l'URSS ne soutienne pas la dissidence en Roumanie — « M. Gorbatchev regarde la Roumanie avec les lunettes noires du général Jaruzelski », a-t-il déclaré —, critique aussi vivement les églises roumaines en partie formées, écrit-il, de « syndicalistes en soutane ». — (AFP.)

## TCHÉCOSLOVAQUIE

## Accord sur l'élection du président par le Parlement d'ici à la fin janvier

Aux termes d'un accord intervenu dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 décembre entre le Forum civique, le Parti communiste et les autres partis politiques tchécoslovaques, le président de la République devra être élu par l'Assemblée fédérale dans un délai de quarante-cinq jours, c'est-à-dire d'ici à la fin janvier.

PRAGUE

de notre envoyé spécial

Un compromis a donc finalement été trouvé, d'une part entre les partisans de Vaclav Havel, qui souhaitent que le président soit élu par les députés dans les deux semaines, comme le prévoit la Constitution, afin de consolider la situation politique actuellement favorable à l'opposition démocrati-

que jusqu'aux élections libres dans quelques mois, et d'autre part le PCT, qui privilégiait l'idée d'une élection au suffrage universel direct, qui lui aurait laissé le temps de s'organiser et de présenter un candidat susceptible de faire face à l'écrivain Vaclav Havel.

Selon un sondage publié mercredi à Prague, 80 % des Tchécoslovaques étaient favorables à une élection au suffrage universel direct ; mais la préférence des Tchécoslovaques va, dans l'ordre, à M. Vaclav Havel, à l'ex-premier ministre Ladislav Adamec, puis, en troisième position, aux anciens dirigeants de 1968, M. Cestmir Cisar en pays tchèque et M. Alexandre Dubcek en Slovaquie.

L'épineuse question du mode d'élection du président a dominé mercredi les débats de l'Assemblée fédérale, qui devrait logiquement procéder, la semaine prochaine, à

la modification de la Constitution, pour permettre l'extension du délai dans lequel doit être élu le chef de l'Etat.

La tension est singulièrement montée lorsqu'un député du Parti populaire, aujourd'hui allié au Forum civique, a voulu faire entrer un représentant du comité de grève des étudiants de Prague pour faire valoir que ceux-ci, tout en étant conscients du caractère plus démocratique d'une élection au suffrage universel, la trouvaient dangereuse dans les conditions actuelles d'instabilité et soumettaient la candidature de Vaclav Havel.

## M. Husak démissionne du comité central

Plusieurs députés se sont opposés avec force, dans un grand brouhaha, à l'admission de l'étudiant dans l'Assemblée. A un autre moment, les députés se sont sponta-

nément levés et ont entonné l'hymne national pour soutenir un orateur communiste.

L'Assemblée fédérale a, par ailleurs, approuvé des modifications du code pénal défendues à la tribune par le nouveau premier vice-premier ministre, M. Jan Carogursky, ancien détenu politique. Les dispositions limitant les libertés religieuses et punissant les participants à des manifestations ont été notamment abolies.

Les députés ont aussi autorisé le gouvernement à ne pas utiliser le projet de budget prévu pour 1990, qui ne correspond pas aux nécessités de la réforme économique qu'il veut mettre en œuvre.

Enfin, l'ex-président Gustav Husak, qui a démissionné dimanche, a demandé mercredi à être relevé de ses fonctions de membre du comité central du PCT.

SYLVIE KAUFFMANN

Dans un entretien à « Gazeta Wyborcza »

## « Je n'accepterais d'être président que jusqu'aux élections libres »

déclare M. Vaclav Havel

M. Vaclav Havel, qui sera peut-être demain le nouveau président tchécoslovaque, a, accordé, le 11 décembre, au quotidien polonais Gazeta Wyborcza un entretien, qui a été recueilli par Andrzej Jagodzinski, le traducteur de toutes les pièces de théâtre écrites par Vaclav Havel depuis 1970. Voici les principaux passages de cet entretien, qui a été traduit pour le Monde par Anna Husarska, journaliste, comme Andrzej Jagodzinski, à Gazeta.

« Il y a plusieurs mois, des observateurs étrangers disaient que la vitesse des changements en Pologne leur coupe le souffle. Aujourd'hui, face aux changements actuels en Tchécoslovaquie, cette expression est beaucoup moins impressionnante. Qu'en pensez-vous ?

— C'est vrai, la vitesse à laquelle vont les changements en Tchécoslovaquie coupe le souffle à tout le monde. Nous-mêmes, nous en sommes surpris. Les seuls qui l'ont prévu sont nos collègues polonais. Je me rappelle qu'en été, lors d'une visite des députés et des syndicalistes polonais dans notre pays, Adam Michnik et Zbigniew Bujak m'ont dit : « Ici, bientôt, vous aurez des changements, et en quelques jours vous deviendrez un pays

démocratique. » En ce temps-là, nous avons souri, en pensant que c'était naïf. Mais il s'est révélé que c'est eux qui avaient raison.

— Vous venez de vivre trois semaines d'événements bouleversants. Êtes-vous content de ce que vous avez réussi à obtenir ?

— Je crois que, comme résultat pour ces trois premières semaines, ce n'est pas mal. Bien sûr, je ne veux pas dire que nous avons déjà gagné, que tout va bien. Je suis conscient qu'il nous reste beaucoup de travail à faire. En peu de temps nous avons quand même obtenu l'abolition de la Constitution de l'article sur le rôle dirigeant du Parti (communiste) et la nomination d'un gouvernement d'entente nationale, dans lequel l'opposition tient neuf sièges. Ce gouvernement a accepté pratiquement toutes nos demandes et, le 10 décembre, le président Gustav Husak a démissionné. Toute la nation s'est éveillée de sa léthargie, des centaines de comités de grève et de cellules locales du Forum civique sont en train d'être créés. Nous avons déjà la liberté d'expression, sans toutefois des garanties légales. Si on considère tout cela, je crois que nous avons obtenu beaucoup.

— Qu'est-ce que vous craignez le plus ?

— Le chaos.

— Tout le monde vous demande si vous serez prési-

dent, permettez-moi alors de vous poser la même question.

— Si la nation le veut, si elle considère cela comme une solution nécessaire et si l'Assemblée fédérale m'élit, j'accepterai cette fonction pour une période transitoire. Mais j'ai déjà prévu que je vais l'exercer uniquement jusqu'aux élections libres. La nouvelle Assemblée, issue des suffrages démocratiques, élira alors un autre président. C'était pour moi une décision difficile, mais dans le passé j'ai déjà sacrifié pas mal de ma vie privée, par exemple j'ai passé plusieurs années en prison.

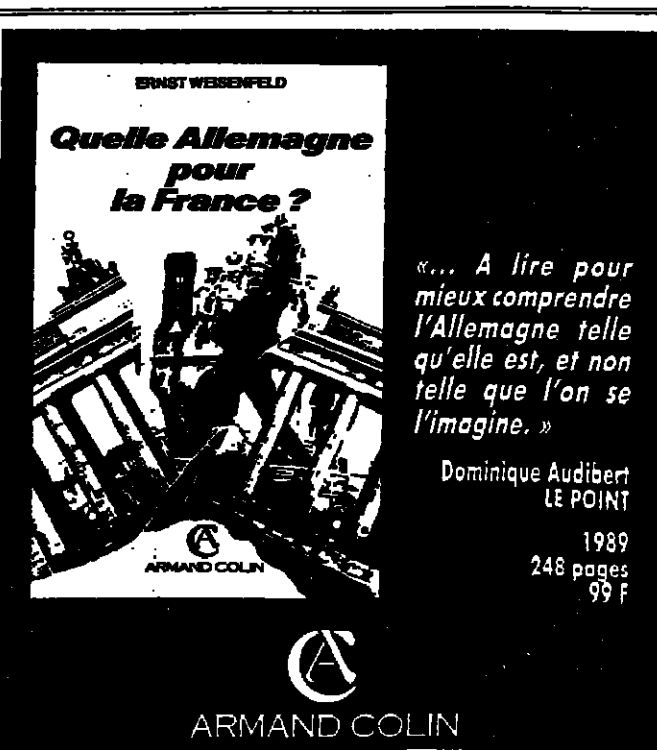
— Je ne sais pas si je dois vous souhaiter d'être élu ou plutôt d'avoir enfin du temps pour écrire.

— Je suis surtout écrivain et je n'ai pas l'intention de laisser tomber la littérature. Je crois que même en tant que président je ne cesserais d'écrire.

— Sûrement la nouvelle situation ne sera pas sans influence sur les relations entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. Comment voyez-vous votre collaboration dans l'avenir ?

— Depuis bien des années, nous avons maintenu des relations amicales avec le Comité de la défense des ouvriers (KOR) et avec Solidarité et, plus récemment, avec vos parlementaires indépendants. Nous avons profité de leur aide et de leur soutien. C'est une bonne base pour

la continuation de la collaboration et pour une amitié authentique entre nos deux nations. Sûrement nous parviendrons à surmonter tous les préjugés historiques et les antagonismes artificiellement fomentés.



Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



CHRISTIAN BLANC

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA

RATP

BERNARD TETAZ MONTHOUX

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CAISSE RÉGIONALE DE

CRÉDIT AGRICOLE DE SAVOIE

GÉRARD BAUVIN

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE

SLIGOS

ET L'OFFICE DU TOURISME  
DE LA PLAGNE

---

SONT HEUREUX  
DE VOUS ANNONCER

AVEC LES SOCIÉTÉS CROUZET / GEM PLUS / SAVOIE TÉLÉMATIQUE

LA NAISSANCE,  
LE 16 DÉCEMBRE 1989  
DE LA "CARTE-VILLE, LA PLAGNE"

CARTE ÉLECTRONIQUE MULTISERVICES  
- SYSTÈME CONÇU PAR LA RATP -

(Publié)

## ALGÉRIE : Où en est le multipartisme ?

Le gouvernement algérien vient de refuser la demande d'agrément déposée par un parti politique, le Parti du Peuple Algérien (P.P.A.).

Pour la première fois depuis la promulgation de la loi du 5 juillet 1989 autorisant en principe le multipartisme, un parti politique se voit refuser le droit à l'existence sur la scène politique algérienne.

La motivation invoquée pour ce refus est : « En ce que cette association se fonde sur une base contraire aux valeurs de la révolution du 1<sup>er</sup> novembre 1954 déclenchée par le peuple algérien sous la bannière du FLN ».

Au sujet des « valeurs », le P.P.A. affirme qu'il a toujours lutté pour une Algérie indépendante et démocratique. Mais le FLN continue à s'arroger le droit d'exclure tel ou tel parti susceptible d'entrer en compétition avec lui.

Dans ces conditions, on peut s'interroger sur les garanties d'existence démocratique dont disposent les partis déjà reconnus ou en voie de constitution en Algérie.

Les soussignés, indépendamment de leurs options personnelles, demandent la levée de cette interdiction.

Yves Jouta — Denis Langlois  
Yves Dechezalles — Henri Leclerc  
Pierre Vidal-Naquet — Pierre Broué  
Ahmed Ben Bella — Mohamed Harbi — Lotfollah Soleiman  
Nagib Hadjadj  
Gilbert Meynier — René Galissot — Benjamin Stora  
Claude Lizarzu

Contact : M. Yves Dechezalles  
2, rue du Maréchal-Battiste — 75007 Paris

## Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

vous présente, dans sa collection Analyses de Groupes :

- Akzo
- Atochem
- BASF
- Bayer
- Ciba Geigy
- Hoechst
- ICI
- Montedison
- Norsk-Hydro
- Orkem
- Rhône-Poulenc
- Solvay
- Sommer Allibert

une analyse stratégique, économique, financière et boursière est réalisée pour chacun de ces groupes.

vous rappelle, dans sa collection Analyses de Secteurs :

- Le leasing en Europe (3 volumes)
- Le capital risque en Europe : financement de la création, du développement et de la transmission d'entreprises
- L'industrie de l'armement dans le monde
- Les SSI européennes face à la concurrence internationale
- Les industries du lait en Europe

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contactez : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 23, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 49 24 90 50. Téléc. : 282 632. Nos représentants à l'étranger : — ESPAGNE : BBR ACTION à Madrid — Tél. : 275.45.39. Télécopie : 4312748. — ITALIE : DATABANK à Milan — Tél. : 80.52.855. Télécopie : 866579. — PORTUGAL : G.V.P. à Lisbonne — Tél. : 57.55.75. Télécopie : 1571738. — BELGIQUE : DAFSA à Bruxelles — Tél. : 647.09.75. Télécopie : 640.38.57.

DECEMBRE 89  
LE N° 45 F

ÉT V IDES

## CHILI : LE RETOUR A LA DÉMOCRATIE

par Pierre Letamendia

DISPONIBLE DANS LES RELAIS H ET A

ASSAS EDITIONS

14, RUE D'ASSAS - 75006 PARIS - TEL. (1) 45 48 52 51

Imaginez un monde  
où des postes auxquels  
vous n'avez encore jamais pensé,  
vous sont proposés.

36 15

I M

Le service télématique  
expert de l'emploi des cadres

## EUROPE

La réunion des vingt-quatre pays membres de l'OCDE

## Les Occidentaux accélèrent l'aide à la Pologne

Les ministres des affaires étrangères des vingt-quatre pays de l'OCDE qui aident la Pologne et la Hongrie se sont réunis, mercredi 13 décembre, à Bruxelles. Ils ont confirmé leur volonté d'étendre leur aide à la RDA, à la Tchécoslovaquie et à la Bulgarie.

BRUXELLES  
(Communauté européenne)  
de notre correspondant

Plusieurs ministres, M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, en tête, ont insisté sur la nécessité de renforcer la coordination entre les vingt-quatre pays, assurée par la Commission européenne. Elle devrait pouvoir s'exercer sur le terrain, de telle sorte qu'on ne passe rapidement de la phase d'identification des besoins, engagée depuis six mois, à une phase plus opérationnelle.

Les ministres polonais et hongrois des affaires étrangères qui se sont adressés au « G-24 » ont une fois de plus souligné l'importance du facteur temps. On a ressenti chez plusieurs intervenants, notamment chez M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, mais aussi chez M. Baker,

une certaine impatience devant la lenteur des opérations.

Le sentiment d'urgence est particulièrement vrai dans le domaine financier. En effet, il n'est pas de réforme économique possible sans assainissement monétaire. M. Michel Camdessus, le directeur général du Fonds monétaire international, qui participait à la réunion a invité les ministres présents à faire diligence. Les vingt-quatre l'ont compris en « bouclant » la constitution du fonds de stabilisation en faveur de la Pologne (voir encadré).

### Moins de sollicitude pour la Hongrie

M. Baker a insisté pour que les contributeurs s'entendent dans les plus brefs délais sur les modalités du fonctionnement du fonds, de telle manière que le gouvernement polonais dispose de l'argent nécessaire pour mener à bien sa réforme monétaire et la libre convertibilité du zloty dès janvier prochain. Les vingt-quatre s'emploient en outre à mettre sur pied le prêt-relais à la Pologne afin de lui permettre d'attendre les crédits que s'apprête à lui consentir le FMI.

L'aide américaine en argent frais à la Pologne devient substan-

tielle ; la Hongrie ne bénéficie pas d'une égale sollicitude. Les déclarations publiées par les vingt-quatre n'envisagent qu'en termes vagues le « prêt d'ajustement » de 1 milliard de dollars auquel le Conseil européen de Strasbourg a pourtant donné son aval. M. Baker a annoncé une aide américaine d'environ 80 millions de dollars, à comparer au 1 milliard de dollars en faveur de la Pologne.

M. Gyula Horvath, le ministre hongrois des affaires étrangères, a constaté avec amertume les difficultés de son pays à trouver une aide financière extérieure, alors que pourtant il avait toujours scrupuleusement assuré le service de sa dette.

L'aide alimentaire fournie par les vingt-quatre à la Pologne a représenté un total de 350 millions de dollars. La Communauté s'apprête à adopter une nouvelle tranche de 200 millions de dollars. M. Krzysztof Skubiszewski, le ministre polonais des affaires étrangères, a demandé d'envisager « une augmentation des livraisons de céréales plutôt que de viande et de beurre ».

En dépit des besoins du marché, il est nécessaire, a-t-il insisté, de ne pas déstabiliser la production nationale par des livraisons massives et mal coordonnées, mais

mais de s'efforcer plutôt de contribuer au développement de cette production.

Les livraisons pourraient être combinées avec des opérations de modernisation conduites sur place grâce aux crédits en zlotys du Fonds de contrepartie de l'aide alimentaire. M. Skubiszewski, soucieux d'actions concrètes, a évoqué l'équipement des exploitations individuelles en prises d'eau... Une telle opération ne pourra être enclenchée que lorsque la Commission disposera d'une équipe présente en permanence à Varsovie.

Pour les investissements à long terme, l'idée d'une banque pour la reconstruction et le développement des pays de l'Est a été plutôt bien accueillie. Plusieurs intervenants, dont le ministre japonais, ont annoncé leur volonté de participer aux travaux préparatoires à l'installation de la banque. Ce ne sera pas le cas des Etats-Unis, qui ont leur propre outil, un fonds de 240 millions de dollars pour la création d'entreprises américano-polonaises. « Il faut examiner comment ces deux institutions pourraient combiner leur action », a indiqué cependant M. Baker.

PHILIPPE LEMAITRE

URSS

## Le COMECON, marché unique ?

M. Nikolai Ryjkov a proposé, mercredi 13 décembre, aux députés soviétiques d'aligner le COMECON sur le droit commun du commerce international en effectuant, à partir de 1991, les transactions aux prix courants du marché et en devises convertibles.

Les Soviétiques envisagent depuis plusieurs mois une telle mesure, qui aurait pour effet de normaliser les relations commerciales entre les pays de l'Est réunis au sein du COMECON ou du CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle). Actuellement, le commerce entre les pays membres est régi par des accords bilatéraux et importés, avec, autant que possible, un équilibre comptable entre les deux. Les prix sont fixés en ce qui concerne le pétrole par exemple, sur la base des prix mondiaux constatés sur les cinq années précédentes et sont réglés en roubles « transférables », en fait une simple unité de compte, inutilisable pour acheter sur les marchés tiers.

Pour l'URSS, l'avantage d'une normalisation des échanges à l'intérieur du COMECON est double : d'une part, elle n'aura plus à accep-

ter les livraisons de mauvaise qualité de ses partenaires — et réciproquement ; d'autre part, elle pourra vendre ses matières premières, notamment le pétrole, contre des devises fortes. Symétriquement, les pays de l'Est peuvent laisser quelques plumes dans l'opération : ils ne pourront plus écouler leurs produits sur le marché soviétique, et leur consommation d'énergie ne sera plus subventionnée. Mais l'assainissement qui résulterait de la création d'un véritable marché international à l'Est pourrait compenser ces inconvénients (que des experts hongrois évaluaient à 1, voire 2 milliards de dollars par an de pertes pour leur pays).

En admettant que les pays de l'Est acceptent de payer le prix de cet assainissement — particulièrement douloureux pour ceux qui n'ont pas beaucoup de produits compétitifs à offrir — le résultat risque fort de ne pas ressembler au « marché unique pour les pays du COMECON » dont a parlé M. Ryjkov devant le Congrès du peuple à Moscou. Si les prix et la monnaie utilisés sont internationaux, chacun sera tenté d'aller faire ses achats à l'Ouest.

S. Gh.

## Polémique autour de la « démission » de M. Gorbatchev

L'offensive des conservateurs contre la politique de M. Gorbatchev a été suffisamment sérieuse, samedi 9 décembre, lors du plénum du comité central du parti, pour que le numéro un soviétique évoque son éventuel départ.

C'est du moins ce qu'affirme un proche du chef de l'Etat, le député Danil Grine, qui assistait à la réunion en tant qu'invité, et qui décrit mercredi 13 décembre, dans un article des *Nouvelles de Moscou*, ce « moment pénible » du plénum : « J'ai entendu des responsables importants du parti lancer des accusations directes contre Gorbatchev, contre sa politique erronée (...), et vouloir revenir en arrière, écrit-il. Ces interventions ont profondément touché Gorbatchev. Il a répondu que si c'était comme cela qu'il était considéré le résultat de toutes ces années de travail, il était prêt à se démettre de ses fonctions. »

« Les débats ont été particulièrement houleux, et le numéro un soviétique a souligné que si la majorité du parti voulait une autre politique, elle se ferait sans lui », indique-t-

on de source proche du parti à Moscou.

Mardi dernier, le nouveau rédacteur en chef de la Pravda, M. Ivan Frolkov, avait démenti « catégoriquement » cette information. Il a été rejoint par M. Vialles, chef du parti en Estonie, qui, selon l'agence TASS, a démenti avoir annoncé, comme le lui avait fait dire l'agence Reuters, que M. Gorbatchev « était prêt à présenter sa démission ». — (AFP.)

La république des Allemands de la Volga n'est pas pour demain. Les Soviétiques suprêmes de l'URSS ont décidé de rétablir l'autonomie des Allemands de la Volga, ainsi que celle des Tatars de Crimée (le Monde du 14 décembre), mais il s'est borné à charger le gouvernement de constituer une commission qui examinera le problème, a déclaré mercredi 13 décembre, selon l'agence Tass, M. Nitchanov, président du soviet des nationalités du Parlement soviétique. « Il faut élaborer un programme étalé sur dix ans pour le réajustement des populations. »

## Moscou veut investir massivement dans les biens de consommation

Suite de la première page

M. Ryjkov prévoit en effet deux étapes pour la mise en route de la « réforme économique radicale » dont il est question depuis plus de deux ans en URSS. La première, qui s'étendra jusqu'en 1992, sera marquée par la mise en œuvre de « mesures extraordinaires » visant à supprimer le déficit budgétaire et le « déséquilibre du marché ». Mais ces mesures se traduiront moins par des réformes de structures que par des investissements autoritaires et massifs dans la production de biens de consommation. Ce n'est que pendant la seconde étape, entre 1993 et 1995, que l'on établira « la diversité, l'égalité en droits et la concurrence entre les formes de propriété et sur le marché ».

Même au cours de cette seconde étape, toutefois, il ne sera pas question de libéralisme, lequel semble devoir être réservé seulement aux relations internationales, y compris avec les anciens pays du « camp » socialiste. Parmi les propositions dites « litigieuses » et que le gouvernement ne peut approuver figurent, selon M. Ryjkov, « l'institution de la propriété privée, y compris sur la terre », une « large dénationalisation de

la propriété d'Etat », « une réforme monétaire » et « la semaine de travail de six jours ».

Autrement dit, on ne revient pas sur le principe de « l'égalité entre les formes de propriété », proclamé précédemment, mais, outre qu'il ne sera pas appliqué avant deux ans, le secteur privé reste moins égal que les autres, dans la mesure où il n'est pas question de privatiser les entreprises étatiques, y compris celles qui sont en déficit chronique. Ce sera le cas notamment à la campagne, où les dettes des kolkhozes et des sovkhozes seront tout simplement effacées.

### Priorité aux kolkhozes

Ce programme a reçu l'appui de M. Ligatchev, garant de l'orthodoxie, mais aussi responsable des questions agraires à la direction du parti, qui a pris la parole devant les députés mercredi. M. Ligatchev n'exclut certes pas la propriété individuelle, sous la forme de lopins privés ou d'exploitations familiales. Mais cette propriété doit rester « intégrée » aux kolkhozes et aux sovkhozes, dont l'orateur a rappelé qu'ils fournissent 74 %

des produits alimentaires du pays, et qui doivent donc rester « prioritaires ».

Ce maintien du système administratif — qu'avait déjà signalé la constitution l'été dernier d'un gouvernement très cloisonné, comportant plusieurs dizaines de ministères industriels sectoriels à responsabilité verticale — n'est évidemment pas incompatible avec le nouvel accent mis par le pouvoir sur les biens de consommation : leur production doit être de 66 milliards de roubles en 1990 contre 17 milliards, en moyenne annuelle, au cours du dernier quinquennat.

En fait, le succès de ce programme tient à d'autres facteurs. M. Ligatchev a lui-même relevé que, malgré une production céréalière en hausse de 26 millions de tonnes par rapport aux cinq années antérieures, il a fallu acheter encore cette année 35 millions de tonnes de grains à l'étranger. L'insuffisance des infrastructures, en matière de routes et de moyens de stockage notamment, de même que les lourdeurs bureaucratiques de l'appareil de distribution sont telles que les pertes s'élèvent en proportion de la production.

Au passage, certains aspects initiaux de la perestroïka ont été abandonnés. M. Ryjkov a dénoncé non seulement la campagne antialcoolique de 1985, déjà très décriée, mais aussi le principe retenu par M. Gorbat-

chev en 1987 de faire élire les directeurs d'entreprise par leur personnel. « Les directeurs des entreprises d'Etat doivent être non pas élus mais nommés », a dit le chef du gouvernement, tout en admettant que d'autres formes de désignation des cadres pouvaient s'appliquer aux coopératives et sociétés par actions.

Au total donc, la « révolution qui fait le tour de l'Europe de l'Est », selon l'expression de M. Mitterrand, tarde à revenir à son point de départ à Moscou, où l'on paraît beaucoup plus timoré qu'à Prague, Berlin-Est et même Sofia. On relève également dans l'ordre du jour qui vient d'être approuvé pour la présente session du Congrès des députés l'absence de toute mention des lois sur la presse, sur la liberté de conscience, sur les associations et autres grands documents fondateurs de l'« Etat de droit » dont la discussion a pourtant commencé depuis plusieurs années. Il est vrai que les difficultés de l'URSS sont encore plus difficiles à surmonter que celles des autres pays du pôle de Varsovie, du fait de l'étendue du territoire, du retard des mentalités et du problème crucial des nationalités. Mais l'on peut se demander si la longueur des « périodes transitoires » prévues dans une série de domaines ne va pas encore ajouter à ces difficultés.

MICHEL TATU

مكتبة محمد السادس



# EUROPE

## ESPAGNE

## M. Manuel Fraga candidat à la présidence régionale de Galice

**MADRID**  
de notre correspondant

Après avoir « déroché », définitivement sans doute, au niveau national, le leader historique de la droite espagnole, M. Manuel Fraga, 74-81, à soixante-sept ans, accède à la présidence du gouvernement autonome de sa région natale ? Telle est la principale inconnue des élections qui permettront aux habitants de la Galice de choisir, le dimanche 17 décembre, son Parlement régional, le troisième depuis l'établissement de l'autonomie dans cette région, en 1981. La Galice coïncide, avec le Pays basque et la Catalogne, l'une des trois « nationalités historiques » de l'Espagne.

Si l'on en croit les sondages, l'objectif semble à la portée de M. Fraga. L'éternel « numéro deux » de la politique nationale semble, en effet, confortablement en tête dans son fief ancien galicien. Sa base électorale traditionnelle, à d'ailleurs traditionnellement les faveurs de l'électorat, dans cette région rurale et conservatrice. Mais elle pourrait toutefois rater de peu la majorité absolue, ce qui le pousserait à chercher un partenaire. Ce fut déjà le cas aux dernières élections régionales, en décembre 1985, lorsque le Parti

populaire doit faire alliance avec une formation régionale modérée, la Coalition galicienne, pour former le gouvernement.

Une alliance qui allait d'ailleurs mal finir : moins de deux ans plus tard, le président de la Coalition galicienne, M. Xosé-Luis Barreiro, décidait de rompre les ponts avec le Psoe et de créer le Psoe-UGA. Parti socialiste. Une provocation bien dans le style de la politique en Galice, où l'on vote davantage pour un « cacique », un chef politique local, que pour une idéologie.

Aujourd'hui, la dénonciation d'une telle « *forfeiture* », comme il le faut appeler, est au cœur de la campagne de M. Fraga. Il accuse les socialistes d'être parvenus au gouvernement de manière très peu éthique et demande aux électeurs de faire, en conséquence, justice à son parti. Fraga veut démontrer à l'ensemble du monde que tout au long des problèmes de sa région, il présente d'ailleurs un projet pour la Galice de demain en... quinze volumes !

La « *forfeiture* », en attendant, semble avoir diversement affecté les deux camps. Ainsi, que la Coalition galicienne de M. Barreiro se déchante libre, les socialistes sont en revanche en nette ascension. Président du gouvernement, leur tête de

Dieu, le jeune Fernando-Gonzalez Laxe, était aujourd'hui d'appareil *comme l'homme de la modernité* et du futur, face à M. Fraga, qui présentait comme l'homme du passé.

Centrée sur les invectives réciproques, voire les insultes personnelles, la campagne électorale aura, en tout cas, laissé bon goût aux Celtsiens et leur fait, elle, au moins, goûter abondamment les problèmes économiques d'une région pourtant particulièrement affectée par les effets de l'adhésion de l'Espagne à la Communauté.

THIERRY MALINAK

---

◀ BELGIQUE : FURSS verse 4 millions de francs flamands pour les dégâts causés par le « Mig fus » en juillet dernier. — L'Union soviétique a versé des indemnités de l'ordre de 25 millions de francs belges (environ 4 millions de francs français), pour les dégâts causés le 4 juillet dernier en Belgique par la chute d'un Mig-23 sans pilote, qui avait fait un minibre. Selon le porte-parole du ministre belge des Affaires étrangères, la somme versée sera partagée entre la famille De Laere et l'Etat belge. — (A.F.F.)

## IRLANDE DU NORD

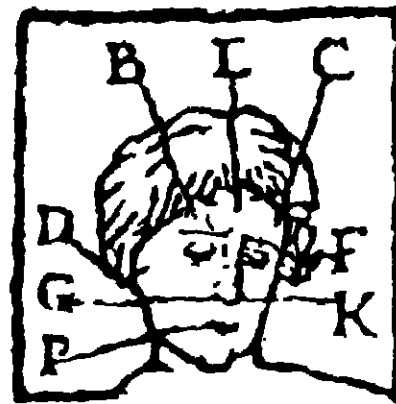
## Deux morts dans l'attaque d'un poste-frontière par l'IRA

Au moins douze membres de l'IRA ont participé, mercredi 13 décembre dans la soirée, à l'attaque d'un poste-frontière isolé de l'armée britannique dans le comté de Fermanagh (sud-ouest de l'Ulster), au cours de laquelle deux soldats ont été tués.

Cette opération est la plus spectaculaire de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) depuis mai 1987. Le commando masqué, armé de mitrailleuses lourdes, a ouvert le feu sur le poste de Derryard, jetant des grenades et faisant exploser une bombe, avant de prendre la fuite vers la République d'Irlande en camion. Les soldats ont riposté, mais apparemment sans atteindre les terroristes. — (AFP.)

□ **GRANDE-BRETAGNE :** la visite du premier ministre hongrois. — Le premier ministre hongrois M. Miklos Nemeth, est arrivé mercredi 13 décembre à Londres, où il devait notamment rencontrer Sir Margaret Thatcher, Sir Geoffrey Howe, vice-premier ministre, ainsi que MM. John Major, chancelier de l'Echiquier, et Neil Kinnock, leader du Parti travailliste.

M. Nemeth, dont la visite devait durer trois jours, a couronné son séjour afin de pouvoir participer à d'importants débats parlementaires à Budapest. — (A.F.P.)



**CORPUS DES ŒUVRES  
DE PHILOSOPHIE EN  
LANGUE FRANÇAISE**

*"L'héritage que nous ont laissé les philosophes de langue française, depuis plus de quatre siècles, étonne par son abondance, sa splendeur et sa diversité : moralistes, métaphysiciens, théoriciens de la politique et du droit, de l'histoire ou de la beauté, savants, voyageurs, essayistes... leur nombre est immense, leur style exact et lumineux ; ils ont, en leur temps, ébloui le monde. Tentons de les publier, de les faire lire et connaître, et peut-être aimer."*

*Voilà ce que nous écrivions, il y a moins de cinq ans, au début de notre entreprise. Nous persistons et signons. Les cinquante titres du Corpus, que nous sommes heureux de compter aujourd'hui, nous ont appris, au moins, que les philosophes de langue française n'ont laissé que peu de choses dans l'ombre. Ce commencement de collection laisse entrevoir leur horizon d'universalité. Apparaissent déjà toutes les matières et tous les points de vue d'où les traiter. Cette somme les caractérise et donne son style à notre publication.*

**Michel Serres**

**Ouvrages parus :**

**XVI<sup>e</sup> SIECLE**  
**LE ROY**, De la vicissitude ou variété des choses en l'univers, 1575  
**BODIN**, Les six livres de la république, 1576 (6 vol.)  
**LA POPELINIERE**, L'histoire des histoires et l'idée de l'histoire  
 accomplie, 1599

XVII<sup>e</sup> SIECLE

DUPLEIX, La logique, 1603  
CHARRON, De la sagesse, 1604  
LA MOTHE LE VAYER, Les neuf dialogues faits à l'imitation des anciens, 1604-1631  
MÉSSENGE, Questions inouïes, 1634  
VALEZARD, De la nouvelle algèbre, M. Vitré, 1630  
DESCARTES, Discours de la méthode, avec les essais de cette méthode, 1637  
SENAULT, De l'usage des passions, 1641  
CUREAU DE LA CHAMBRE, Traité de la connaissance des animaux, 1648  
LAFONT DE LA BARRE, De l'égalité des deux sexes, 1673  
ARNAULD, Des vraies et des fausses idées, 1683  
FONTENELLE, Œuvres, t.3, 1685-1752

XVIII<sup>e</sup> SIECLE

Abbé de SAINT-PIERRE, Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe, 1713  
CROUSAZ, Traité du beau, 1715  
BOUILLIER, Essai philosophique sur l'âme des bêtes, 1728  
DU MARAIS, Les véritables principes de la grammaire, 1729-1756  
FÉNELON, Éducation des rois, 1729-1731  
FREDERIC II, Œuvres philosophiques, 1740-1780  
CONDILLAC, Traité des sensations, Traité des animaux, 1754  
MAILLET, Œellémeé, 1755  
HÉLVIETIUS, De sapient, 1755  
D'ALEMBERT, Essai sur les éléments de philosophie, 1759  
DE BROGUES, Du culte des dieux fétiches, 1760  
BONNET, Considérations sur les corps organisés, 1762  
LINGUET, Théorie des lois civiles, 1767  
GAILLARD, Du mariage des hommes et des bêtes, 1770  
HÉLVIETIUS, De l'homme, 1773  
MABLY, De l'étude de l'histoire, 1775-1783  
Abbé de FÉPES, La véritable manière d'instruire les sœurs et mœurs, 1784  
D'ARCONDET, Sur les élections et autres traits, 1794  
LAPLACE, Exposition du système du monde, 1796  
VOLNEY, Œuvres 1780-1820 (2 vol., parution janvier 1990)

XIX<sup>e</sup> SIECLE

**LAMARCAE**, Recherches sur l'organisation des corps vivants, 1902  
**QUATREMIERE DE QUINCY**, Considérations morales sur la destination des ouvrages de l'art, 1815  
**GUZOT**, Des conspirations et de la justice politique et De la peine de mort en France, 1822  
**DEBROSSAIS**, De l'imitation et de la folie, 1828  
**DEBRAVASSON**, De l'habitude, et La philosophie en France au XIX<sup>e</sup> siècle, 1838  
**LEMOUX**, De l'humanité, 1840  
**CANTAGREL**, Le Fou du Palais-Royal, 1841  
**COMTE**, Traité philosophique d'économie populaire, 1844  
**QUINCY**, Le matérialisme et la révolution française, 1845  
**POUDRON**, De la justice dans la révolution et dans l'égilic. t. 1 & 2, 1850  
**DAINE**, Philosophie de l'art, 1865  
**CANDOLLE**, Histoire des sciences et des savants depuis deux siècles, 1871  
**RENOUVIER**, Uchronie, 1876  
**GUYAU**, Esquisse d'une morale sans obligation ni sanction, 1885

XX<sup>e</sup> SIECLE

DUHEM, Le mixte et la combinaison chimique, 1902  
METZGER, La méthode philosophique en histoire des sciences,  
1914-1939

## Fayard

# AMÉRIQUES

## CHILI : l'élection présidentielle

## *Les confidences du général Pinochet*

Alors que les Chiliens se rendaient aux urnes jeudi 14 décembre, un livre écrit par deux journalistes chiliennes vient de connaître un grand succès : *Ego sum Pinochet*, de Raquel Correa et Elisabeth Subercaseaux. Il présente un long entretien avec celui qui en 1973 a mis fin à la démocratie et s'apprete aujourd'hui à reconquer sa caserne.

**SANTIAGO-DU-CHILI**  
*de nos envoyés spéciaux*

« C'est vous les communistes, et vous les démocrates-chrétiens; qui commence ? » Le portrait du général Augusto Pinochet débute par cette apostrophe — qu'il voulait « plaire » — adressée aux deux journalistes. Tour à tour enjoué, confiant, retors ou martial, l'homme du coup d'Etat de 1973 se livre avec l'aplomb qu'on lui connaît. Envisageant son avenir comme commandant en chef des forces armées — que la Constitution a fixés pour huit ans, — il affirme prudemment : « Tout dépendra de la situation et de mon état de santé, car j'ai soixante-quinze ans », précisent : « C'est moi, et moi seul, qui décide ».

du moment de mon départ. » Dans le portrait qu'il livre de lui-même, il insiste d'ailleurs sur sa « vococation militaire ». Seule fausse note d'une jeunesse sans histoires — et sans, précise-t-il, « incontinence » : il avait avoué *dû* rêver à la « discipline de l'Internet » aux parents l'enfant avait-il écrit.

Rappelons son appartenance à des milieux militaires et de l'histoire — romaine notamment, d'où le titre du livre, — il n'apprécie pas les auteurs modernes « parce que trop crus », mais aime « les films italiens joués par Ornella Muti, « la Gine », Sophia Loren », en confiant toujours à la « beauté de la langue italienne de femmes » plutôt qu'à « les intellectuelles ». Quant aux hommes politiques, très peu trouvent grâce à ses yeux. Il n'a croisé, bien sûr, pas à la parastatistique de Gorbatchev, un homme au sourire défilant et aux dents d'acier, mais surprend en le lisant, dans le portrait de l'homme au nez de Fidel Castro, « un homme courageux, à la main de fer », qui « a été jusqu'à fusiller un ami intime ». Il aime l'habileté politique de François Mitterrand, « qui se cache sous le masque du socialisme et fait plus de choses avec le droit qu'avait le pouvoir », et s'effondre en l'écrasant du poing sur la table : il gagne toujours !

De sa propre volonté de justice, il dit peu de choses, mais justifie l'emploi de la violence « contre la violence ». « Je ne suis pas un saint, si on me donne un coup, j'en rends deux. » Mais il s'affirme « totalement opposé à la torture ». Bien entendu, les tortures ont été pratiquées pendant de longues années lors de ces conflits, consacrés aux crimes commis au début de la dictature.

Dans le cas du général Prats — l'ancien commandant en chef des forces armées assassiné en 1974 à Santiago —, il se livre à une réflexion qui l'a tué, en tout cas on l'a tué quelque chose de vil et de pervers ! Et en ce qui concerne l'attentat meurtrier contre l'ancien ministre des affaires étrangères de Salvador Allende, General Larraín, en 1976, il se livre à une réflexion l'œuvre, à en croire le général Pinochet, de la CIA, « les Américains le considèrent comme un espion de Fidel Castro ». Une petite précision pour le moins curieuse, puisqu'il est évident que le général Larraín n'était l'extradition de l'ancien chef des services secrets chiliens qu'elle dédicée en vain, l'accusent d'avoir incité le crime. Les exécutions sommaires de 1973 sont, elles, toujours classées « quelques dizaines de milliers confuses ».

Le général Pinochet n'accepte pas de toute manière que s'en

« Je ne touche à [ses] gens »  
« vous-encore les gens »  
« une romane l'ézot de droit. Une  
« une en garde mainses fai adressée  
« ces politiques » qu'il n'évoque  
« avec dépit ». Son isolement sur  
« scène internationale ne l'affecte  
« ». A l'usage j'ai eu l'énorme  
« satisfaction de recevoir le Saint  
« », et il ajoute : « les autres ne  
« l'ont pas ». Puis il explique  
« que son pays ne va pas à l'étran-  
« ger que son pays ne devienne  
« une province russe ».

« Quand tout cela sera terminé,  
« il en évoquant ses retraites,  
« ira aller en France, à Paris, en  
« Espagne, et ailleurs, comme tou-  
« jours ».

**GILLES BAUDIN**  
et **DENIS HAUTIN-GURAUT**

1. La Justice litonne tente capite  
« parlementaire sur les actes de  
« militaires. — La justice mili-  
« taire chinoise a ajouté, mardi  
« 12 décembre, un amendement à la  
« Constitution pour interdire toute  
« quelconque parlementaire sur les actes  
« commis par le régime militaire de  
« A. Pinocchio. Par ailleurs, une vic-  
« time de la répression litonienne  
« avait été, sans faire de violence,  
« le consulat du Salvador à Santiago. —  
« AFP.

# PROCHE-ORIENT

## LIBRAN

## L'Ambassadeur de France a présenté ses lettres de créance au président Hraoui

**BEYROUT**

de notre correspondant

L'ambassadeur de France au Liban, M. René Aïa, est parti au Liban depuis six mois, a présenté son rapport au président de la République, le 12 décembre, au président Elias Hraoui en présence du premier ministre, M. Selim Hoss, ce qui a permis ailleurs en un moment solennel, au président Hraoui, une simplification politique importante : la France a franchi un nouveau pas dans la reconnaissance de la légitimité du régime libanais. L'ambassadeur est de toute autorité qui a décliné et, a contrario, de l'illégitimité de la position du général Ba'ath. Celui-ci, que les diplomates français ont toujours considéré jusqu'à l'élection d'un premier, puis d'un second président de la République, ne reçoit pratiquement plus de visites officielles. Les contacts officiels n'existent pas sur quelques contacts secrets, voire secrets.

Les ambassadeurs d'Egypte et d'Algérie ont présenté leurs documents d'accréditation le même jour. En revanche, le nonce apostolique ne l'a toujours pas fait. Le Vatican est d'ailleurs depuis quel-

Le temps — mais surtout depuis le refus du pape de recevoir, mercredi 13 décembre, les ministres du gouvernement syrien — a permis au général Aoun de rassembler les vêtements de la part du camp mouslim, qui lui reproche de l'encourager le général Aoun dans sa résistance. Dans les milieux arabes, on attribue également au général Aoun le fait de ne pas donner l'impression qu'il cautionne une éventuelle action militaire contre le régime chrétien, en cas d'échec — probable — de toutes les tentatives de médiation du général Aoun à composition.

Importante, le général Aoun continue, pour sa part, à exercer en pouvoir, qu'il fonde de plus en

passés, dont plusieurs soldats  
ariens. L'attaque a eu lieu à  
naillé, à 37 kilomètres au sud de  
yrouth, et les assaillants ont  
ussi à prendre la fuite en direc-  
n de Saida, dont la région abrite

plus forte concentration palestinienne du pays. Il s'agit de la première attaque anti-syrienne de ce type employée depuis le déploiement, en avril 1967, de l'armée de occupation sur le territoire palestinien. L'insurrection populaire à Gaza. L'insurrection populaire

sérienne, qui contrôle Saïda, a accusé une « organisation palestinienne qui constitue une force principale » dans la région (allusion au tah de M. Yasser Arafat) d'être responsable de cette action.

■ **SALVADOR** : l'ex-président Duarte hospitalisé au Guatemala — L'ancien président salvadorien, José Napoleón Duarte, qui souffre depuis près de deux ans d'un cancer du foie et de l'estomac, a été hospitalisé, mercredi 13 décembre, dans un hôpital de la capitale guatémaltèque à la suite de l'aggravation soudaine de son état. M. Duarte s'était rendu au Guatemala dès le mois dernier dans le souci, laisse entendre son entourage, d'échapper aux combats qui se déroulaient dans son pays. — (AEP).

■ **ETATS-UNIS** : le président Bush participera à un sommet anti-drogue en Colombie. — Après de nombreuses hésitations, dues en particulier à des considérations de sécurité, la Maison-Blanche a fait savoir, mercredi 13 décembre, que le président Bush participerait le 15 février prochain à un sommet anti-drogue à Carthagène, en Colombie. A cette réunion, se joindront les présidents boliviens, Jaime Paz Zamora, et péruvien, Alan Garcia. — (AFP).

□ **Troisième condamnation à mort** annulée en un an. — La cour d'appel d'Austin (Texas) a cassé, mercredi 13 décembre, la condamnation à mort de Clarence Bradley, qui attendait son exécution depuis neuf ans. L'accusé, un jeune Noir de trente-huit ans, condamné pour viol et meurtre, a été innocenté après que la cours d'appel eut statué que son procès avait été « **marqué de racisme** » et « **non équitable** ». — (AFP)

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et anglais au : 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.  
Régisseur G.S.P., 64, rue La Botte, 75008 PARIS, 45 63 12 66.

**LUNDI 18 DÉCEMBRE**

S. 1 et 7. - Dessins, tableaux anciens, bel ameublement. - M<sup>re</sup> DAUSSY, de RICQUES. M. Augier, expert.  
S. 3. - Bijoux, argenterie ancienne et moderne. - M<sup>re</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.  
S. 4. - Objets d'art, tapisseries. - M<sup>re</sup> BONDUR.  
S. 5 et 6. - 14 h 30 objets d'art, très bel ameublement principalement du 19<sup>e</sup>. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN. M. Dillie, expert.

Veuillez contacter Colette Joignant au (1) 42-61-90-97, poste 454.

S. 11. - 14 h 15. Extrême-Orient. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN. M. Porier, expert.  
S. 13. - Estampes et tableaux modernes. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M<sup>re</sup> Cailac et M. Blanchet.  
S. 14. - Art déco. - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.  
S. 15. - 14 h 15. Dessins, tableaux modernes, sculptures. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN. MM. Pacini et de Louvencourt, M. Marchaux, M<sup>re</sup> Prat, experts.

**MARDI 19 DÉCEMBRE**

S. 1. - Collection de tissus du 16<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> s. - M<sup>re</sup> DAUSSY, de RICQUES. M<sup>re</sup> Daniel, expert. Expo samedi 16/12 de 11 h à 18 h.  
S. 9. - Tableaux du 19<sup>e</sup>, meubles et objets d'art. - M<sup>re</sup> COUTURIER, de NICOLAY.  
S. 11. - Suite de la vente du 18 décembre. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN.  
S. 12. - Ensemble de gravures, aquarelles et dessins provenant principalement de la famille de La Rochefoucauld-Doudeauville. - M<sup>re</sup> LIBERT, CASTOR.  
S. 14. - 15 h. Vins de château Beychevelle provenant du château. - M<sup>re</sup> COUTURIER, de NICOLAY. M<sup>re</sup> Egnal, expert.

**MERCREDI 20 DÉCEMBRE**

S. 3. - Importants bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie. - M<sup>re</sup> COUTURIER, de NICOLAY. M<sup>re</sup> Catherine CHARBONNEAU. Cabinet de Fumervault, expert.  
S. 4. - Armes fines anciennes et modernes. - M<sup>re</sup> WAPLER.  
S. 5. - Tableaux 19<sup>e</sup> et modernes, bronzes. - M<sup>re</sup> CHAMPELLAND, GIFFER, VEYRAC. Tél. : 42-94-10-24.  
S. 6. - Tab. bib. mob. - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.  
S. 7. - Tableaux, meubles du 19<sup>e</sup>. ARCOLE (M<sup>re</sup> RENAUD).  
S. 10. - Meubles et bijoux. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 16. - 14 h 15. Tableaux anciens. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN. MM. Herchebaud et Latreille, M. Ryaux, M. Turquin, experts.  
Veuillez contacter Chantal Grangé au (1) 42-61-90-97, poste 446.

**JEUDI 21 DÉCEMBRE**

S. 1. - Importants bijoux. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. - M<sup>re</sup> LIBERT, CASTOR. MM. Dechaud et Stetten, experts.  
S. 8. - Bijoux, argenterie ancienne et moderne. M<sup>re</sup> DELORME. Cabinet de Fumervault, expert.  
S. 11. - 14 h 15. Objets d'art et de bel ameublement des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup>. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN. M. Dillie, expert.

**VENDREDI 22 DÉCEMBRE**

S. 2. - Céramiques, bronzes, mobilier ancien et de style. ARCOLE (M<sup>re</sup> OGER, DUMONT).  
S. 7. - Objets de vitrine et mobilier. - M<sup>re</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.  
S. 9. - Vins et spiritueux. - M<sup>re</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.  
S. 10. - Beaux meubles. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 14. - Tableaux, bibelots, meubles. - M<sup>re</sup> CHAMPELLAND, GIFFER, VEYRAC. Tél. : 42-94-10-24.  
S. 15. - Tableaux, meubles et objets d'art. - M<sup>re</sup> MILLON, JUTHEAU.  
S. 16. - Tableaux, bibelots, mobilier. - M<sup>re</sup> DAUSSY, de RICQUES.

**DROUOT MONTAIGNE**  
15, AVENUE MONTAIGNE  
75008 PARIS  
Tél. : 48 00 20 80  
Téléc. : 650 873

**LUNDI 18 DÉCEMBRE, à 20 h 30**  
EXCEPTIONNELS TAPIS D'ORIENT  
M<sup>re</sup> MILLON, JUTHEAU, commissaires-priseurs. MM. Chevalier, experts. Exposition : lundi 18/12 de 11 h à 18 h.

**MERCREDI 20 DÉCEMBRE, à 20 h 30**  
(Vente sur ordonnance)  
EXCEPTIONNEL ENSEMBLE  
DE 60 TAPISSERIES MODERNES.  
M<sup>re</sup> MILLON, JUTHEAU, commissaires-priseurs.  
MM. Chevalier et M<sup>re</sup> Major, experts. Expositions publiques : le 19/12 de 11 h à 22 h, et le 20/12 de 11 h à 18 h.

**FOYER DE L'OPÉRA-COMIQUE**  
place Boieldieu, 75002 Paris  
**MARDI 19 DÉCEMBRE, à 14 h 15 précises**  
LIVRES ANCIENS ET MODERNES  
M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs. MM. Guérin et Couvrotier, experts.  
Exposition publique : le matin de la vente au foyer de l'Opéra-Comique, de 10 h 30 à 12 h.  
Exposition chez les experts : librairie Girard-Badin, 22, rue Guyonnet, 75006 Paris. Tél. : (1) 45-48-30-38. Jusqu'au samedi 16 décembre inclus, de 9 h à 13 h et 14 h à 18 h.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-90-97.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
BONDUR, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.  
CHARBONNEAU Catherine, 134, lg St-Honoré (75008) 43-59-66-56.  
COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007) 49-27-02-14.  
DAUSSY, de RICQUES, 46, rue de la Victoire (75009) 48-74-38-93.  
DELORME, 14, avenue de Messine (75008) 45-62-31-19.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-41-16.  
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-24-51-20.  
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.  
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.  
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.  
WAPLER, 16, place des Voies (75004), 42-78-57-10.

**ODOUL** AGENT DE  
L'ART  
**Garde-meubles**  
42 08 10 30  
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

# ASIE

HONGKONG : face à la volonté de Pékin d'imposer son contrôle

## Crise de confiance et fuite des cerveaux

Plus de six mille réfugiés vietnamiens ont manifesté, mercredi 13 décembre, à Hongkong, contre les rapatriements forcés dont ils sont menacés. Un jeune homme a tenté de se suicider. Mais Londres a confirmé sa détermination à poursuivre les expulsions de boat people. Un peu moins de cent personnes devraient être rapatriées la semaine prochaine, a annoncé, à Hongkong, un officiel. Le rapatriement de volontaires - six cent soixante deux boat people ont déjà regagné leur pays de leur propre gré - se poursuivra parallèlement.

### HONGKONG

de notre envoyé spécial

On ne croirait pas, à première vue, que cet univers risque de s'effondrer. Jamais il n'a paru plus clinquant, de sa forêt de gratte-ciel au flot d'automobiles de luxe coulant à leur pied dans « Central », la « City » de Hongkong. L'ostentation atteint des sommets : la Rolls-Royce gris métallisé, à calandre et poignées plaquées or, ou la Ferrari Testa-Rossa, objet incongru dans une agglomération d'une telle densité qu'on y roule surtout au pas. Restaurants et grands magasins regorgent de monde. A l'approche des fêtes, la débâche habituelle d'enseignes lumineuses a envahi les façades de verre, face à la baie. Hongkong feint d'ignorer l'avenir.

Mais Pékin avait prévu : rien, bien sûr, la contestation, pas question. Le ferment d'opposition qui commençait à germer depuis la répression de juin sur le continent était considéré là-bas comme un défi intolérable. D'autant que des instances sur lesquelles la République populaire avait cru pouvoir compter dans la colonie britannique, comme certaines de ses antennes dans la presse, s'étaient jointes à la contestation.

L'ultime réunion, à Canton, les 11 et 12 décembre, du comité de rédaction de la Constitution hongkongaise - d'où ont été purgés, après jure, les éléments libéraux de la colonie - a entériné l'exigence formulée par Pékin : l'interdiction de « tout acte de subversion à l'encontre du gouvernement populaire central », c'est-à-dire de Pékin.

Le principal représentant du continent, M. Li Hsiang, a froidement déclaré que de « nombreux constituants » réclamaient l'inclusion de cette clause au vu des réactions hostiles suscitées à Hongkong par le durcissement idéologique de Pékin. Il s'est défendu de vouloir tordre le cou à la liberté d'expression, assurant que seules les menées réellement subversives étaient visées. Exemple : l'Alliance de soutien au mouvement démocratique de Chine sera mise hors la loi, a-t-il précisé.

Les dés n'en sont pas moins jetés : devant Pékin, la colonie britannique aborde les sept dernières années de sa dérive finale en position de *kontow* - le salut, tête contre terre, devant le Fils du ciel - comme les territoires tribulaires de l'ancien Empire du Milieu.

### 200 000 passeports britanniques ?

« Il ne nous reste plus qu'un seul espoir, que les bouleversements dans le monde communiste finissent par se répercuter sur Pékin », dit un journaliste travaillant pourtant pour un des organes traditionnellement pro-chinois de la colonie, dont la rédaction a été divisée sur la répression. Espoir qu'après avoir servi d'exemple négatif à la direction est-allemande, qui a renoncé à une solution de type Tsaouanien, le communisme chinois renouvère à enrayer la fermentation de la société par la manie forte.

Pour le moment, les Hongkongais sont soumis aux douches froides à répétition. Il y a eu l'interdiction réitérée du continent de stationner des troupes à Hongkong

après 1997. Puis les hauts cris de Pékin suite à la décision britannique de transférer une petite base navale située sur l'île de Hongkong vers un site plus lointain. La marine chinoise aurait bien voulu, après 1997, faire mouiller ses bâtiments devant le siège des firmes parmi les plus riches du monde.

Ce fut aussi le « *chantage aux réfugiés* » : réponse de Pékin au geste de Hongkong permettant à un sportif du continent ayant demandé l'asile politique de gagner les Etats-Unis. Le rapatriement des réfugiés illégaux venant du continent a repris. Mais chacun sait que Pékin peut recourir de nouveau à cette arme pour imposer le silence aux libéraux locaux. Résultat, les manifestations d'indignation publique sont retombées. La population est avant tout soucieuse de rechercher des paradis individuelles : acheter un passeport étranger, pour ceux qui le peuvent.

Personne ou presque n'a protesté quand, début novembre, le gouvernement de Sir David Wilson a refoulé deux dissidents chinois en exil qui tentaient de pénétrer dans la colonie pour s'y livrer à des activités politiques. Mais quand Sir David, à la mi-novembre, s'est rendu à Londres pour y négocier le nombre de Hongkongais qui auront droit à la nationalité britannique pleine et entière après 1997 - on parle de 150 000 à 200 000 personnes - la Chine a de nouveau grondé. Elle veut à présent exclure du futur pouvoir législatif tout « ressortissant étranger », c'est-à-dire tout Hongkongais détenteur d'un passeport occidental. Encore une nouvelle exigence.

La crise de confiance dans la colonie reste au demeurant fœtale. La fuite des cerveaux continue, certes. Une étude réalisée par le gouvernement prévoit une croissance économique négative de 45 % en 1997 si plus de 300 000 employés qualifiés ne sont pas retenus d'ici là. Mais le marché immobilier, en chute après le 4 juin, s'est plus ou moins stabilisé. La Bourse est en voie de se remettre de son plongeon du printemps.

Les petits commerçants se plaignent, de même que le secteur hôtelier, qui ne voit plus passer la clientèle autrefois en transit vers le continent. Mais les investissements japonais ne ralentissent pas, et le projet de maxi-aéroport international auquel Sir David a donné le feu vert va de l'avant. Du fait des points d'interrogation suspendus au-dessus de sa baie, la cote de Hongkong auprès de la finance internationale a fléchi. La « perte de l'Orient » est entrée dans une zone de turbulences, mais en est encore à se griser de son propre faste pour oublier l'avenir.

FRANCIS DERON

PHILIPPINES : vote des pouvoirs extraordinaires - Le Sénat a voté, jeudi 14 décembre, une loi accordant des pouvoirs extraordinaires à la présidente Aquino à la suite du dernier putsch avorté. Ces pouvoirs comprennent la prise de contrôle d'entreprises présentant un « intérêt national », la suspension des lois du travail ainsi que des mesures contre le stockage de vivres et la spéculation. Un texte de loi similaire a déjà été voté mercredi par la Chambre des députés. D'autre part, deux inconnus ont tiré jeudi près de Manille plusieurs grenades contre une résidence habitée par des Américains, causant uniquement des dégâts matériels, a annoncé l'ambassade des Etats-Unis. - (AFP)

INDE : La fille du ministre de l'Intérieur a été libérée. - Le gouvernement indien a relâché mercredi 13 décembre cinq militants musulmans emprisonnés, comme le demandaient les ravisseurs de la fille du ministre de l'Intérieur, qui a été peu après libérée. Ces libérations mettent fin à la première crise grave qu'il en a affrontée le gouvernement du premier ministre V.P. Singh, entré en fonctions le 12 décembre.

Mlle Sayeed, vingt-deux ans, fille du ministre de l'Intérieur Mohammed Sayeed (musulman), avait été enlevée vendredi à Srinagar, capitale d'état de l'Etat du Jammu-Cachemire. - (AP)

# AFRIQUE

## AFRIQUE DU SUD

Les mouvements anti-apartheid minimisent la portée de la rencontre entre le président De Klerk et M. Nelson Mandela

Les Etats-Unis ont encouragé, mercredi 13 décembre, le gouvernement sud-africain à dialoguer avec l'opposition noire, après la première entrevue entre le président Frederik De Klerk et M. Nelson Mandela. « Nous applaudissons cette rencontre. Nous considérons le début d'un dialogue entre le gouvernement et des représentants crédibles de la majorité noire comme le premier pas le plus important dans le processus de changement », en Afrique du Sud, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher (nos dernières éditions du 14 décembre).

Pour sa part, M. Zach de Beer, l'un des trois chefs du Parti démocratique, l'opposition blanche libérale, s'est déclaré « très satisfait » de l'événement, souhaitant qu'il y ait, dès 1990, des discussions sérieuses entre le gouvernement et l'opposition. En revanche, M. Dawood Kaba, un responsable pour la province du Cap du Mouvement démocratique de masse, alliance informelle d'organisations anti-apartheid, a estimé que « cette réunion n'aura aucun sens à long terme si la libération de M. Mandela et l'abolition de l'apartheid ne se produisent pas bientôt ». Pour le Parti conservateur (extrême-droite), cette rencontre revient à une légalisation de facto du Congrès national africain (ANC). La rencontre entre le président De Klerk et le chef historique de l'ANC avait eu lieu mercredi matin à Tuynhuys, la résidence du chef de l'Etat au Cap, à la demande de M. Mandela, préside un communiqué diffusé par le bureau gouvernemental pour l'information.

MM. De Klerk et Mandela ont, « entre autres, exploré les moyens de surmonter les obstacles qui se dressent encore sur la voie d'un véritable dialogue », indique le communiqué officiel, qui fait ainsi

allusion, d'une part, à l'intention avouée du président De Klerk de négocier avec les représentants de la majorité noire une nouvelle Constitution et, d'autre part, aux conditions posées par l'ANC pour l'ouverture d'un tel dialogue. Avant d'accepter de négocier avec Pretoria, l'ANC exige, en effet, la levée de l'état d'urgence, des restrictions imposées aux organisations politiques, la libération de tous les prisonniers politiques et le départ des troupes des ghettos noirs.

La durée de cet entretien « au sommet » n'a pas été précisée, mais le communiqué gouvernemental souligne que « d'autres rencontres auront lieu l'an prochain ». La première rencontre « au sommet » entre le pouvoir blanc et Nelson Mandela, qui purge depuis plus de vingt-six ans une peine de réclusion à vie pour sabotage et complot contre l'Etat, remonte au 5 juillet, lorsque le chef historique de l'ANC avait renoncé l'ancien président - alors encore au pouvoir - Pieter Botha. - (AFP)

## GABON

Décès d'une deuxième personne soupçonnée de conspiration

M. Doukaka Nziengui, l'une des personnes impliquées, selon les autorités gabonaises, dans le complot visant à assassiner le président Omar Bongo, le 23 septembre, est décédé mardi 12 décembre à l'hôpital central de Libreville « des suites d'une tension artérielle excessive », a annoncé l'Agence gabonaise de presse, citant une « source médicale ».

Ce décès intervient un peu plus d'un mois après celui de M. Richard Anton, de nationalité

française, également impliqué dans le même complot et qui, selon une source médicale, était décédé des suites d'un paludisme pernicieux. Le 4 octobre les autorités gabonaises avaient fait état d'une « conspiration ourdie de l'extérieur par M. Pierre Mamoundou, fonctionnaire gabonais détaché auprès de l'Agence coopérative culturelle et technique (ACCT), à Paris, qui visait à assassiner le chef de l'Etat et à renverser les institutions établies ». - (AFP)

## COMORES

Bob Denard demande à partir « dans l'honneur »

### MORONI

de notre envoyé spécial

Le « colonel » Bob Denard a souhaité, au cours d'une conférence de presse réunie jeudi matin 14 décembre, que les militaires français qui se trouvent actuellement à bord des quatre bâtiments de guerre mouillés à la limite des eaux territoriales comoriennes, prennent la relève. Il a répété son souci de ne pas être poussé dehors comme un malpropre, de « sortir du pays dans l'honneur », avec une remise officielle de drapeaux.

Le mercenaire français n'a pas expressément réclamé une indemnité, mais six mois de salaires pour lui et ses hommes, c'est-à-dire les vingt-cinq mercenaires blancs qui encadrent la garde présidentielle (GP), compte tenu des « investissements moraux et matériels entrepris sur l'île ». Il a, d'autre part, demandé une garantie écrite par laquelle il n'y aurait pas de poursuites judiciaires contre lui en France à propos de ses activités aux Comores. Pour ce qui concerne la tentative de coup d'Etat au Bénin, en janvier 1977, il s'est dit prêt à se présenter devant la justice française et même à « passer devant le peloton d'exécution ».

ajoutant qu'il le commanderait lui-même.

Il reste maintenant à savoir si le gouvernement comorien est disposé à laisser les militaires français débarquer sur le territoire national et si, de son côté, le gouvernement français acceptera les conditions posées par Bob Denard.

M. Mitterrand avait affirmé, mercredi, lors du conseil des ministres, qu'une intervention militaire était « exclue », et que ce déploiement de forces avait simplement pour but de parer à tout danger concernant la sécurité des 1 600 ressortissants français sur l'île (nos dernières éditions du 14 décembre).

MICHEL BOLE-RICHARD

SOUDAN : La Libye confirme son aide militaire à Khartoum. - Le colonel Kadhafi a confirmé, mardi 12 décembre, que son pays fournissait de l'aide au gouvernement militaire soudanais pour faire face à la rébellion dans le sud du pays, où les troupes gouvernementales viennent de reprendre la localité de Chali-el-Fil et deux garnisons. Dora et Deim-Mansour, dans la province du Nil-Bleu (près de la frontière avec l'Ethiopie), qui étaient tombées en novembre aux mains de l'Armée de libération du peuple du Soudan (ALPS). - (AFP)

(Publié)

**MAROC : SOS UNIVERSITÉ**

L'enseignement supérieur du royaume traverse une crise aiguë, aux conséquences insurmontables : syndromes, diagnostics et pronostics.  
Dans le numéro de Décembre d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffre 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

Des intellectuels et interrogent sur

مكتبة



Nouveaux

La réunion du comité central du PCF

## Des intellectuels et des syndicalistes s'interrogent sur la ligne du parti

Au cours de la première journée, mercredi 13 décembre, de la réunion du comité central du PCF, dont sont absents MM. Georges Marchais, Charles Fiterman et Henri Krasucki, deux catégories de critiques ont été formulées contre la politique du secrétaire général. Celles des intellectuels portent sur la perspective politique offerte par le PCF, et celles des syndicalistes prolongent les questions déjà soulevées par MM. Charles Fiterman et Anicet Le Pors. Il s'agit, d'une part, de M<sup>me</sup> Thérèse Hirsberg et M. Jean-Christophe Le Duigou, et, d'autre part, de MM. Guy Herminier et Roger Martelli. La session devait se poursuivre jusqu'au 15 décembre.

C'est une bien curieuse réunion du comité central ! Alors que le monde communiste est ébranlé depuis bien plus de dix jours, le PCF donne l'impression de flotter dans un irréalisme dont le journaliste américain John Reed — auteur des *Dix jours qui ébranlèrent le monde* — aurait sans doute noté qu'il convient tout autant à la direction qu'à ses contradicteurs. L'absence physique des « chefs » n'est peut-être pas étrangère à ce sur-place trompeur qui tranche avec les propos virulents et l'atmosphère pesante de la session du « parlement » communiste en octobre.

M. Georges Marchais est absent. Le secrétaire général se repose de sa dernière alerte cardiaque. M. Charles Fiterman est absent. L'ancien ministre se remet toujours de son grave accident de voiture. M. Henri Krasucki est absent. Le secrétaire général de la CGT est en voyage à l'étranger. Et M. Paul Laurent est absent pour cause d'extinction de voix.

Le terrain est occupé par les seconds couteaux. Membre du secrétariat du comité central, M. Laurent était chargé d'ouvrir le bal en présentant un rapport sur « la situation politique et sociale ». Il s'est acquitté de sa tâche, sans surprise, comme il sait si bien le faire. Il a constaté « la poursuite inflexible de la politique d'austérité, de la politique d'opposition aux luttes revendicatives, de la politique de surarmement de la France ». Il s'est félicité de la « montée des lutas » mais s'est inquiété de la « montée de Le Pen ». Il a assuré que « l'électorat socialiste se réfugie dans le vote écologiste » pour manifester « désillusion et mécontentement ».

Quant au PCF, c'est l'unité qui y domine. « Nous ne pouvons que nous satisfaire de la profonde unité qui s'est manifestée à nouveau dans les comités fédéraux, les sections et les cellules du Parti après le dernier comité central », a dit M. Laurent, dans une période tumultueuse qui multiplie, comme c'est normal, les interrogations et les débats. Une unité vivante qui ne considère pas le moins du monde que tout va bien, que tout est réglé, que tout était prévu, mais qui s'engage dans la conviction que nos choix essentiels sont les bons, qu'il ne faut pas les laisser remettre en cause mais poursuivre plus avant, avec esprit créateur, dans la direction du vingtième congrès et dans la mise en œuvre plus audacieuse de ses orientations. « Qu'en termes égaux... »

La priorité des uns ne semble pourtant pas être la priorité des autres. Et cette fois-ci il s'est trouvé deux sortes d'intervenants pour s'interroger sur la politique définie par l'équipe de M. Marchais : les intellectuels et les syndicalistes. Les premiers ont implicitement mis en évidence l'absence de perspectives politiques et les seconds ont explicitement posé les mêmes questions que MM. Fiterman et Le Pors, lors de la précédente séance du comité central.

**« Reconstruire l'espérance à gauche »**  
Honneur aux syndicalistes. M<sup>me</sup> Thérèse Hirsberg, secrétaire générale de la fédération CGT des fonctionnaires, a constaté, selon le compte rendu publié par l'*Humanité*, que le PCF apparaît « essentiellement comme une force de soutien. Nous ne partons pas des enjeux pour présenter notre politique alternative. Nous avons trop tendance à faire le rassemblement contre, ce qui conduit à apporter des réponses décalées ». M. Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire général de la fédération CGT des finances, a remarqué, toujours selon l'*Humanité*, que « les lutas butent sur le cristallin d'une politique nouvelle. Sans perspective politique concrète, les revendications peuvent devenir intégrables (par la social-démocratie) ». On ne peut se satisfaire d'une accumulation de défaites. « Construire des débouchés concrets, réels, c'est à ce prix que seront créées les conditions d'un élargissement coordonné du mouvement revendicatif. Cela demande un travail opiniâtre, une convergence syndical-parti dans le respect de l'identité de chacun. Ainsi se déploiera la perspective qui fera le lien entre action et transformation politique ».

Peut-on dire plus clairement qu'il manque un supplément d'âme au PCF ? La crédibilité politique ? Et si ce n'était que cela, semblent répondre en écho les intellectuels qui sont intervenus par l'intermédiaire de MM. Guy Herminier et Roger Martelli.

Premier à parler, l'historien Martelli a laissé la direction sans voix. Délicatement, il a mis en cause, selon l'*Humanité* encore, « la manière dont a été présenté et prolongé le débat du dernier comité central autour des interventions d'Anicet Le Pors et de Charles Fiterman ». Il a rejeté les « étiquettes meurtrières » : il est revenu sur les « valeurs universelles », il a proposé de « reconstruire ou plutôt refonder l'espérance à gauche ». Il a suggéré de « parler sans crainte de tout notre passé » et de « porter un regard raisonnablement critique sur notre analyse passée et réfléchir plus encore sur nous-mêmes ». « Qu'en termes égaux... »

D'emblée, M. Herminier a indiqué qu'il s'était prononcé contre le rapport de M. Jean-Claude Gayssot traitant des « suites à donner à la discussion du dernier comité central ». Cette information ayant aimablement été transmise par un membre du bureau politique à la fédération des Bouches-du-Rhône, qui est celle de M. Herminier, cela lui a valu quelques ennuis. « Tout cela n'est pas de bonne démocratie », s'est plaint le directeur de l'*hebdomadaire Révolution*, qui s'est interrogé, lui aussi, sur la « perspective » politique offerte par le PCF. Il a dénoncé, selon l'*Humanité*, le fait que M. Marchais tente d'établir une « filiation » qui irait de M. Pierre Laval à ceux qu'on appelle communément les « réformateurs », en passant par MM. Claude Poperen, Marcel Rigout ou Claude Llabrés. Il a considéré nécessaire de faire un « examen d'ensemble des problèmes du socialisme en France et dans le monde », et, se penchant sur la vie du parti : « Je crains que la manière dont nous procédons aujourd'hui ne ferme le débat avant même le vingt-septième congrès ». Enfin, il a révisé les progrès électoraux du PCF.

Après des conciliabules de tribune, la direction a délégué M. Philippe Herzog pour lui répondre. L'ancien ministre de l'Éducation nationale a répondu qu'il n'était pas le bien qu'il pensait de la campagne électorale passée et tout le mal des « ambiguïtés » qu'il a décelées, dans le texte de M. Fiterman, qui faisait l'événement de la précédente réunion du CC. M. Herzog s'était déjà livré à cet exercice devant les journalistes, le mois dernier (Le Monde du 24 novembre 1989). Pour sa part, l'ancien député du Gard, M. Bernard Deschamps, a découvert une « identité » entre Charles Fiterman, Anicet Le Pors ou Roger Martelli, et il ne ressent pas ce trio comme un « enrichissement mais comme une remise en cause ».

OLIVIER BIFFAUD

## Le Parlement européen prive l'extrême droite de tout poste de responsabilité

Le Parlement européen a modifié, mercredi 13 décembre, son règlement afin de priver l'extrême droite du dernier poste de responsabilité qu'elle détenait dans le fonctionnement de l'Assemblée de Strasbourg : la présidence de la délégation pour les relations avec la Suisse.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Un vent glacé aura soufflé tout au long de la session de décembre sur les élus de l'extrême droite au Parlement européen. Les députés européens ont ouvert leur réunion de travail mensuelle en levant l'immunité parlementaire de M. Jean-Marie Le Pen ; ils l'ont continuée en modifiant leur règlement afin de priver ses amis de toute fonction de responsabilité.

Cette fois, les membres du groupe des droites européennes, qui réunissent Français et des Allemands, plus un Flamand, n'ont pas en à pâlir des propos tenus par M. Le Pen. Ils ont subi le contre-coup des déclarations de M. Claude Antant-Lara, doyen d'âge du Parlement. Dans le numéro de septembre du mensuel *Globe*, le vieux cinéaste avait déclaré, à propos de M. Simone Veil, qui, jeune adolescente, avait été envoyée en camp de concentration : « Elle en est revenue, hein ? Et elle se porte bien... Bon, alors quand on me parle de génocide, je dis : en tout cas, ils ont raté la mise ».

L'indignation avait été particulièrement forte à l'Assemblée de Strasbourg. Le président du groupe socialiste, M. Jean-Pierre Cot, en avait profité pour demander que les élus de l'extrême droite ne puis-

sent plus détenir des postes de responsabilité. Jusqu'à maintenant, ces postes sont répartis en fonction d'une règle assez complexe tenant compte de l'effectif de chaque groupe. C'est des droites européennes qu'il revient à deux postes : la présidence de la délégation avec la Suisse, et la vice-présidence de la délégation avec Israël. Comme la coutume le voulait, elles avaient librement désigné pour le premier M. Yvan Blot, transfuge du RPR, et pour le second, M. Franz Schönhuber, leader des républicains allemands et ancien Waffen SS.

Un effet rétroactif ?

Cette provocation avait contraint l'Assemblée à intervenir. A la session d'octobre, son bureau avait décidé qu'en l'absence de consensus, les bureaux des délégations ne seraient plus nommés librement par les groupes, mais élus par les membres de ces délégations. M. Schönhuber avait ainsi perdu son poste. Mais M. Blot, lui, a fait du *blundering*. Considérant que sa nomination était toujours valide, il avait, d'autorité, occupé le fauteuil de président de la délégation suisse, lors d'une réunion de celle-ci, se disputant le micro avec un socialiste luxembourgeois, M. Robert Ernst Krieps, et rendant impossible l'élection d'un autre président. C'est à cette occasion que deux de ses amis, MM. Bruno Gollnisch et Bernard Antony, s'étaient battus avec les huissiers dans l'hémicycle.

La réplique juridique devait gravir un échelon : d'où la réforme du règlement votée vendredi qui prévoit que, dorénavant, les bureaux des délégations seront systématiquement élus par les membres de celles-ci. Le prétexte invoqué est que, étant donné le rôle croissant

qu'elles jouent, il faut « renforcer leur légitimité ». M. Jean-Claude Martinez, élu du Front national, a fait remarquer lors du débat sur cette modification, qu'il n'était pas « fair-play de modifier les règles du jeu au cours de la partie ». Ses amis furent plus brutaux. M. Gollnisch parlant d'« infamie » et M<sup>me</sup> Martine Lehideux d'« ignominie ». Au nom des socialistes, M. James-Glyn Ford, travailliste anglais, se contenta d'affirmer : « Les mathématiques ne doivent pas prendre le pas sur la politique ».

Cet argument n'a pas convaincu les libéraux et le RPR, qui se sont abstenus ou ont voté contre la modification du règlement. En revanche, les démocrates-chrétiens ont fait, cette fois encore, bloc avec la gauche. Sur 376 votants, 277 ont approuvé ce changement réglementaire, 23 le refusant et 16 s'abstenant.

Le dossier n'est pas clos pour autant. M. Blot considère que le nouveau règlement ne peut avoir d'effet rétroactif et ne peut entrer en vigueur que lors du renouvellement de toutes les instances de direction de l'Assemblée, en juin 1992. D'ici là, les Suisses risquent de manquer d'interlocuteur chez les élus européens.

Th. B.

□ La levée d'immunité parlementaire de M. Le Pen. — M. Aimery de Montesquieu, secrétaire général du Parti radical, et député du Parlement européen, où il a été élu sur la liste conduite par M. Valéry Giscard d'Estaing, a été porté comme ayant voté contre la levée de l'immunité parlementaire de M. Jean-Marie Le Pen, lundi 11 décembre à Strasbourg. En fait, il voulait voter pour cette levée. Il a fait rectifier son vote en ce sens.

## La lutte contre l'emploi précaire cheval de bataille des socialistes

Le bureau exécutif du PS a demandé, mercredi 13 décembre, l'inscription du projet de loi gouvernemental et de la proposition de loi du groupe sur l'emploi précaire à l'ordre du jour de la présente session parlementaire.

M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, estime que le gouvernement, en renvoyant à la session de printemps la mise au point d'un dispositif législatif réglementant de façon plus stricte le recours des entreprises à l'emploi temporaire, cède à une manœuvre du CNRFP et, particulièrement, du président de sa commission sociale, M. Jean-Louis Giral. Ce dernier, selon M. Emmanuelli, n'aurait accepté l'ouverture de négociations avec les syndicats que pour éviter l'adoption d'un loi trop contraignante pour les employeurs.

M. Emmanuelli a proposé que, afin de soutenir la demande du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, qui a préparé sa propre proposition de loi et qui souhaite la voir examinée sans délai en même temps que le projet de M. Soisson, le PS organise une campagne dans le pays, avec signature d'une pétition dans les entreprises, pour la lutte contre la précarité de l'emploi. Pour le numéro deux du parti, proche de M. Lionel Jospin, il s'agit de donner ainsi l'occasion au PS de se montrer actif dans la société pour faire avancer les réformes que souhaitent ceux qu'il représente. La proposition de M. Emmanuelli fait une réplique aux amis de M. Laurent Fabius, qui reprochent au PS et à sa direction leur inertie et leur incapacité à traduire les aspirations sociales. La lutte contre l'emploi précaire est, au surplus, une question sur laquelle s'est particulièrement engagé l'un des principaux lieutenants de M. Fabius, M. Thierry Mariani, jeune député de l'Essonne.

La suggestion de M. Emmanuelli a surtout fait réagir les rocardes, qui, par la voix de M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national, se sont opposés à l'idée d'une pétition. En outre, M. Pierre Guideron, membre du secrétariat national et responsable du courant socialisme et république, s'est lui aussi inquiété d'une telle initiative, qui, a-t-il expliqué, ne pourrait que susciter l'étonnement des citoyens et les amener à se demander « si les socialistes sont bien au gouvernement et s'ils ont bien la majorité à l'Assemblée nationale ». M. Emmanuelli a alors observé que les réunions hebdomadaires du 9 décembre avaient été l'occasion de critiques contre le gouvernement, sans provoquer aucune réaction de la part

du premier ministre ni de ses amis, mais que la perspective de voir le PS agir pour faire avancer ses propositions entraînerait, elle, une levée de bouillottes.

M. Pierre Mauroy, qui est arrivé pendant cette discussion, a exprimé le souci de soutenir, en effet, la demande du groupe socialiste de l'Assemblée. Le premier secrétaire a indiqué qu'il avait l'intention de proposer, dans les semaines qui suivent, une motion de synthèse en vue du congrès de Rennes, définissant ce que pourrait être la « nouvelle étape sociale » souhaitée par les socialistes. En attendant, a-t-il dit, il convient que les deux textes sur l'emploi précaire

soient examinés au moins en première lecture à l'Assemblée nationale d'ici à la fin de la session, le 20 décembre. M. Mauroy a assuré qu'il en parlerait jeudi au premier ministre et il s'est déclaré prêt à convoquer les groupes parlementaires et le comité directeur pour une réunion extraordinaire, si nécessaire, afin d'exiger l'inscription de ces textes à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée.

La position de M. Mauroy a été adoptée à l'unanimité des présents, y compris M. Fuchs, deux autres rocardes — M. Alain Frachon et M<sup>me</sup> Colette Defoort — s'abstenant.

PATRICK JARREAU

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 13 décembre au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Évoquant le conseil européen de Strasbourg et les rencontres internationales qu'il a eues cette dernière période, le président de la République a estimé que la France peut être satisfaite sans autosatisfaction. Avec le premier ministre, il a évoqué la situation aux Comores. Selon M. Louis Le Penec, porte-parole du gouvernement, « toute idée d'intervention militaire de la France est exclue. La France n'a pas de responsabilité de puissance publique, mais nous sommes comptables de la sécurité de nos ressortissants ». Le porte-parole du gouvernement a également indiqué que M. Mitterrand avait adressé « ses vives félicitations » à M. Jack Lang pour « la remarquable cérémonie, qui était marquée de sobriété », au Panthéon mardi soir 12 décembre.

A l'issue du conseil, le service de presse de l'Élysée a diffusé le communiqué suivant :

● **Création d'un Haut Conseil à l'intégration.**  
Le premier ministre a présenté au conseil des ministres un décret portant création d'un Haut Conseil à l'intégration, composé de neuf personnalités désignées par le président de la République. Ce Haut

Conseil donnera des avis au gouvernement et lui adressera des recommandations. Il remettra chaque année un rapport au premier ministre.

● **Gestion des juridictions administratives.**  
Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un décret relatif à la gestion des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.

Traditionnellement rattachée au ministère de l'Intérieur, la gestion des tribunaux administratifs a été transférée au Conseil d'État par la loi du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif, avec celle des cours administratives d'appel instituées par cette loi.

Ce décret marque l'aboutissement du processus de rattachement au ministère de la justice de l'organisation et du fonctionnement de l'ensemble des juridictions administratives et judiciaires.

● **Développement du marché de l'art.**  
Le ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire a présenté au conseil des ministres une communication relative au développement du marché de l'art.

● **Bilan du RMI.**  
Le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale a présenté au conseil des ministres une communication sur le revenu minimum d'insertion un an après l'entrée en vigueur de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1988.

● **Formation professionnelle.**  
Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le secrétaire d'État chargé de la formation professionnelle ont présenté au conseil des ministres une communication relative à l'évaluation et au contrôle de la formation professionnelle continue.

Le modernisation de notre appareil de production, la promotion des salariés, l'insertion professionnelle des jeunes et des demandeurs d'emploi appellent, en matière de formation, les actions suivantes :

1) Pour mieux coordonner les interventions de l'État, l'ensemble des programmes de formation financés par l'État sera désormais fixé par le préfet de région.

2) Pour améliorer la qualité des actions de formation financées sur des fonds publics, un groupe de travail interministériel évaluera dans chaque région les projets de formation présentés par les organismes qui souhaitent bénéficier d'un financement public. Seuls les projets retenus seront susceptibles d'être financés.

Un comité national d'évaluation, composé de personnalités qualifiées et indépendantes de l'administration, remettra chaque année un rapport sur l'état de la demande et de l'offre de formation continue en France.

3) Le contrôle administratif et financier sera élargi à l'ensemble des fonds publics et privés consacrés à la formation professionnelle continue. Les contrôles sur place seront développés. Les procédures administratives auxquelles sont soumises les entreprises seront harmonisées et simplifiées. L'inspection générale des affaires sociales développera ses interventions dans le secteur de la formation professionnelle.

Rado. Inventeurs de la montre inrayable.



Expression d'une personnalité.

Rado a toujours su utiliser les matières les plus dures et les plus résistantes pour créer des montres d'une élégance exceptionnelle et d'une beauté qui défie le temps. En particulier la Rado Diastar Anatom, d'une extrême minceur et de forme anatomique. Elle épouse si étroitement votre poignet que vous la ressentez physiquement comme une partie de vous-même.

**RADO**  
Switzerland

JAVITT - 68 Bd Montpensier 75015 PARIS  
DAMIER - 42, avenue des Ternes 75017 PARIS  
GALERIES LAFAYETTE - Bd Haussmann 75009 PARIS  
EGEE - 84, Grande rue 77480 BRAY-sur-SEINE  
MEDARD - 17, rue G.-Clémenceau 78000 VERSAILLES





La vie  
de son

## POLITIQUE

Le logement des plus démunis à l'Assemblée nationale

# Débat sur le renforcement du rôle des préfets

Les députés ont commencé, mercredi 13 décembre, l'examen du projet de loi relatif à la mise en œuvre du droit au logement, présenté au nom du gouvernement par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, et Louis Besson, ministre chargé du logement. Ce projet instaure notamment l'obligation d'élaborer, dans chaque département, un plan d'action pour le logement des personnes les plus défavorisées et renforce l'autorité du préfet en matière d'attribution de logements sociaux.

Du social ? Du social, concret ? En voilà... Signe parmi d'autres, les députés - de quelque bord qu'ils fussent - avaient remarqué, mercredi 13 décembre, au cours de leurs débats, avec humilité, le langage de leur discours par l'abbé Pierre et le Père Wresinski. Deux millions de familles mal logées, quatre cent mille sans-abri, ce constat-là ne permettait certes pas de s'embarasser de littérature. La loi du 6 juillet 1989 sur l'amélioration des rapports locaux avait proclamé solennellement le « droit au logement ». Le texte soumis mercredi à l'Assemblée proposait, lui, la « mise en œuvre » de ce droit. C'est tout de même mieux.

Pour le rapporteur du projet au nom de la commission de la production, M. Bernard Carrez (PS, Nord), il s'agit par ce texte d'organiser la mobilisation générale autour d'un objectif : assurer un logement à tous. M. Carrez a distingué cinq « champs d'action » pour atteindre cet objectif. Mobiliser tout d'abord l'ensemble des partenaires : les associations œuvrant pour l'insertion des plus démunis, les élus locaux, les représentants de l'État dans les collectivités territoriales, les caisses d'allocation familiale, les bailleurs publics et privés, les

collecteurs du « 1 % logement » en leur donnant « toute leur place dans le dispositif institutionnel de production et de gestion du logement social en France ».

Créer ensuite une offre nouvelle et adaptée, par l'augmentation des aides de l'État à la construction ou à la réhabilitation de logements sociaux ainsi que par des incitations fiscales en faveur des organismes privés de logement qui ouvrent l'accès à leur patrimoine immobilier aux plus défavorisés. Ouvrir le bénéfice des aides légales à ceux qui en ont le plus besoin et qui en sont paradoxalement exclus. Selon M. Carrez, quatre cent mille personnes, dont un tiers de personnes âgées, ne peuvent bénéficier du revenu minimum d'insertion (RMI) sur deux, sont aujourd'hui privées de toute aide au logement. Favoriser financièrement l'accès et le maintien de ces populations dans un logement décent : cela signifie, par exemple, régler les problèmes de financement de la caution initiale ou de la garantie demandée par le bailleur. Le projet de loi prévoit à cet effet la création, dans chaque département, d'un fonds de solidarité - regroupant les fonds d'aide aux impayés de loyer et les fonds d'aide au logement de garantie - qui sera chargé d'accorder des prêts et des subventions aux personnes les plus démunies ou aux associations agréées.

### Défense de la décentralisation

Enfin, résoudre le problème des attributions de logements sociaux entre les différentes communes, par la mise en œuvre, dans chaque département, d'un plan d'action pour le logement des plus défavorisés, sous la responsabilité conjointe du préfet et du président du conseil général. Le représentant de l'État disposant, en cas d'échec de la concertation, du pouvoir d'imposer aux organismes d'HLM le logement de personnes jugées prioritaires, dans la limite de 30 % du nombre de logements mis en location ou vacants.

C'est sur ce dernier point qu'a porté l'essentiel des critiques, for-

mées d'ailleurs tant par l'opposition UDF, RPR, UDC et PC que par certains élus socialistes. Inattendu sur certains bancs, c'est à une véritable défense de la décentralisation que se sont livrés de nombreux députés. M. René Beaumont (UDF, Seine-et-Marne) a dénoncé le droit ouvert, selon lui, par le projet, à de véritables « oukases » préfectorales. Pour M. Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis), le texte est « un chef-d'œuvre de recentralisation et de profonde suspicion envers les élus locaux ». « Vous faites des élus des mineurs, et vous créez un corps de préfets de choc », a poursuivi M. Raoult en gratifiant au passage le ministre du logement du surnom de « Besson-la-tutelle ».

La même crainte fut exprimée, certes plus modérément, par M. Jean-Jacques Hyst (UDF, Seine-et-Marne). Quant à M. André Duron (PC, Seine-Maritime), il refuse d'accorder la moindre parcelle de confiance aux préfets pour répartir équitablement entre les différentes communes les familles les plus défavorisées : l'attribution autoritaire des logements vacants par le représentant de l'État ne peut, en effet, selon le député communiste, que « contribuer au développement de ghettos, car les préfets ne logent que des familles qui là où il existe déjà des logements sociaux ».

C'est également au nom du respect des grandes lois de décentralisation de 1982-1983 que M. Bernard Carrez (PS, Nord) a protesté contre cet État qui joue certes « son rôle régulateur » mais qui « fait payer par d'autres les mesures à prendre sans leur donner pour autant la responsabilité ». Cette position a été contestée par son collègue du groupe socialiste M. Guy Malandain (Vendée), qui a estimé que la décentralisation ne pouvait en aucune manière « être un rempart contre la solidarité qui s'impose à tous ». « Si l'État ne doit pas reprendre des compétences qui lui ont été retirées, les collectivités ne doivent pas isoler leurs politiques des impératifs

nationaux », a observé M. Malandain.

C'est cette crainte de remise en cause de la décentralisation que les deux ministres présents au débat s'étaient eux aussi efforcés de dissiper. M. Michel Delebarre, le premier, avait indiqué que l'exercice des compétences locales ne pouvait servir de « paravent aux égoïsmes locaux ». « La voie contractuelle, a précisé M. Delebarre, ne doit pas se transformer en impasse par suite d'attitudes de refus ou de blocages, en tel ou tel endroit du territoire. La force réelle et la qualité d'un pouvoir local résident dans sa capacité d'ouverture et d'acceptation par tous des contraintes d'intérêt général ».

Rappelant à son tour que l'intervention du préfet n'était prévue qu'en dernier recours, M. Louis Besson s'est interrogé : « Qui pourrait admettre qu'une commune se refuse systématiquement à accueillir sur son territoire, même en faible proportion, des opérations de construction de logements sociaux ou verrouille ses politiques d'attribution au point d'en écarter les plus démunis ? Responsabilité ne peut signifier indépendance : dispenser les uns de l'effort de solidarité, c'est pénaliser les autres. Nous ne voulons pas ni pour les riches ni pour les pauvres ».

### Les tentatives de M. Stirbois

Mais, au-delà des convictions de fond de l'un et des autres, la défense acharnée de la décentralisation et du respect des pouvoirs de décision des élus locaux dissimulait mal chez certains députés des objectifs moins clairement avoués. Car au fait, ces « plus démunis », qui sont-ils, selon la majorité des étrangers ? Et le logement n'est-il pas une des voies prioritaires de la politique d'intégration ? La présence de M. Marie-France Stirbois dans l'hémicycle ne laisse pas le doute sur ce point. « Nous ne devons pas nous laisser enfermer dans le débat », a-t-elle dit. Et sur ce terrain

M. Stirbois savait qu'elle pouvait compter sur la solidarité discrète de quelques élus.

Lors de l'examen du texte par la commission de la production, les députés avaient adopté un amendement du rapporteur introduisant un article additionnel au projet de loi. Epigraphe du texte, cet article rappelle que « garantir le droit au logement constitue un devoir de solidarité pour l'ensemble de la nation. Toute personne éprouvant des difficultés particulières, en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, dans les conditions fixées par la présente loi, pour accéder à un logement décent et indépendant ou de s'y maintenir ».

Ouvrant la discussion des articles, et inaugurant ainsi son tout nouveau mandat de député, M. Stirbois a défendu un sous-amendement à cette déclaration de principe, limitant son bénéfice aux

personnes « de nationalité française ou ressortissantes de la Communauté économique européenne ».

Soumise au vote, la revendication de la « préférence nationale » chère au parti de M. Stirbois était rejetée à main levée par l'ensemble des députés, à l'exception de M. Raoult, qui n'a pas jugé utile d'exprimer clairement sa position sur ce point. L'UDF et le RPR se sont en revanche retrouvés dans la défense d'un autre amendement - dit « de repli » - de M. Stirbois, précisant que cette loi s'adressait à « toute personne de nationalité française ou étrangère résidant régulièrement en France ». M. Raoult s'était même empressé de déposer en séance un amendement à son nom, reprenant au mot près celui de M. Stirbois. Jugé « superfétatoire » et « suspicieux » par M. Besson, cet amendement fut lui aussi rejeté.

PASCAL ROBERT-DIARD

En commission mixte paritaire

## Accord sur le projet de loi sur le surendettement des ménages

La commission mixte paritaire (CMP) réunie mardi 12 décembre sur le projet de loi relatif au surendettement des ménages est parvenue à un texte commun qui sera soumis le vendredi 15 à l'Assemblée nationale.

Les sept députés et les sept sénateurs membres de la CMP se sont notamment mis d'accord sur la composition de la commission de conciliation, chargée d'examiner à l'amiable les situations de surendettement. Les sénateurs ont accepté la réduction à cinq du nombre des membres de la commission, telle qu'elle avait été proposée par l'Assemblée : le préfet, le trésorier-payeur général, le représentant local de la Banque de France et deux personnalités choisies par le préfet, sur proposition, pour l'une, de l'Association fran-

çaise des établissements de crédit et, pour l'autre, des associations familiales ou de consommateurs.

Le texte issu de la CMP revient en revanche sur la notion d'« obligation de conseil » des établissements de crédit qui avait été introduite par les députés, contre l'avis du gouvernement. À l'issue d'un long débat, les députés et les sénateurs se sont donc mis d'accord pour supprimer l'obligation, pour les établissements de crédit, d'apporter eux-mêmes la preuve, devant le juge, de leur respect de cette obligation de conseil lors de la conclusion d'un contrat avec une personne privée. Le nouveau texte dispose simplement que le juge « peut vérifier que le contrat de prêt a été consenti avec le sérieux qu'imposent les usages de la profession ».

### Les députés « méprisés » ?

M. Jean-Jacques Hyst, député centriste de Seine-et-Marne, s'est taillé un franc succès auprès de ses pairs en dénonçant, mercredi 13 décembre, au cours de la séance des questions d'actualité à la « mépris » dont le gouvernement ferait preuve à l'égard de la représentation nationale. Les coups de matraque reçus par des députés le semaine dernière, devant le quai d'Orsay, résonnent encore sous la coupole de verre de l'hémicycle. Ils ont été perçus par nombre de députés comme le symbole même de l'antiparlementarisme ambiant.

Les députés vivent mal aujourd'hui l'assaillement du pouvoir parlementaire, grignoté, d'un haut, par l'Europe ; d'en bas, par les collectivités locales dopées par la décentralisation ; contourné, enfin, par l'usage à répétition de l'article 49-3 de la Constitution (engagement de responsabilité du gouvernement). Il n'est pas neutre que l'attaque contre les conditions de travail des députés et l'organisation des sessions ait été lancée par un député d'un groupe sur lequel le premier ministre, M. Michel Rocard, semblait compter en début de législature. Il n'y a plus guère aujourd'hui que des ministres d'ouverture comme MM. Jean-Pierre Soisson ou Roger Fauroux pour parvenir encore à recueillir les suffrages centristes. Les députés du groupe UDF qui s'efforcent depuis des mois de suivre une politique d'opposition constructive à l'Assemblée, sous le regard souvent courroucé de leurs alliés UDF et surtout RPR, n'ont guère pris la petite phrase lancée par M. Rocard sur TF 1, à l'émission « 7 sur 7 », sur les divisions qu'il était parvenu à susciter au sein de l'opposition.

« Si c'est comme cela qu'il rend hommage au travail intelligent que tentent certains députés pour faire avancer des textes plutôt que de se bloquer sur des positions politiques comme le RPR, c'est un peu minable » constatait un élu UDF après cette émission.

M. Jean-Jacques Hyst a donc libéré, mercredi, un certain nombre de rancœurs accumulées contre le gouvernement et le premier ministre. Une bonne partie de son propos a d'ailleurs trouvé écho dans les rangs de la majorité socialiste.

« Si je devais exposer toutes les difficultés que nous rencontrons pour obtenir du gouvernement les renseignements qui nous sont nécessaires pour mener à bien le débat parlementaire sur le budget, par exemple, je consacrerais tout mon temps de parole pour exprimer mon courroux devant tant d'ignorance, de faux-fuyants, de réponses distorsionnelles, en somme devant tant de mépris du Parlement. Comment en effet juger autrement les entraves mises à l'information des parlementaires sur les affaires courantes ? », a lancé M. Hyst très applaudi. Le député centriste a enchaîné en dénonçant le fait que de plus en plus de ministres désertaient les bancs du gouvernement lors des séances des questions du mercredi.

En réponse, le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Popereau, a jugé « excessifs » certains des propos de M. Hyst. « L'assiduité doit être celle de tous. Tous les groupes sont concernés », a fait remarquer M. Popereau en effleurant le sujet délicat de l'absentéisme parlementaire - source, en partie de l'antiparlementarisme. En ce qui concerne la place des textes d'origine parlementaire (propositions de loi), le ministre chargé des relations avec le Parlement a proposé que « pour ne pas être pris de court, dès l'interpellation, le gouvernement, et les représentants des groupes préparant la liste des propositions de loi qui pourraient être retenues pour la session de printemps », M. Popereau s'est également interrogé sur un point de plus en plus souvent évoqué dans les couloirs de l'Assemblée : « Faut-il revoir l'organisation générale de nos travaux en deux sessions ? »

PIERRE SERVANT

## Les positions de M. Mitterrand sur l'immigration ont libéré les socialistes

La réunion de la commission mixte paritaire Assemblée nationale-Sénat sur le projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (instaurant un recours suspensif devant le tribunal administratif pour la procédure d'expulsion), qui devait avoir lieu

mercredi 13 décembre, a été annulée. À la suite d'une réunion interministérielle à Matignon mercredi en fin d'après-midi, il a été décidé qu'elle serait renvoyée au vendredi 15 décembre. Le projet de loi devrait être examiné en seconde lecture par l'Assemblée le lundi 17 décembre.

Depuis que le président de la République a parlé d'immigration, d'intégration, de lutte contre l'immigration clandestine, le groupe socialiste a décidé de faire (presque) silence dans ses rangs. Mercredi 12 décembre, en réunion de groupe à l'Assemblée nationale, le sujet n'a pas été évoqué. Aux curieux, on répond que « tout a été dit » et qu'il revient maintenant à la commission mixte, en place au sein du PS pour réfléchir aux moyens de l'intégration et à la mis-

sion parlementaire instituée à l'Assemblée et qui a le même objet, de « faire [son] travail ». « Tout a été dit », et visiblement « tout a été bien », a-t-il été dit. Et des discours, du martèlement des grands principes ! Maintenant on parle « terrain ». Presque de réparation d'ascenseurs. Et on a le sentiment que les propos présidentiels sur le « sentiment de tolérance » ou la « trop forte concentration géographique » des immigrés ont libéré certains députés socialistes qui évoquent plus aisément les difficultés qu'ils

rencontrent dans leur circonscription, parfois dans leur commune, en matière d'intégration.

« Quand on ne parle de fermé, de droits et de devoirs, c'est un discours que je comprends très bien », observe M. Jean-Marie Bockel, en précisant que, dans sa ville de Mulhouse, il doit gérer au quotidien la présence d'une forte communauté d'origine étrangère. « La gauche a évolué, c'est sûr, constate M. Bockel. L'affaire du voile et l'élection de Dreux ont renforcé la prise de conscience. On ne peut plus en rester aux mots, au débat moral », même s'il faut réaffirmer « la permanence des principes ».

Maire de Roanne, « cinq mille immigrés, sept nationalités », M. Jean Auroux prône lui aussi le « terrain » : « Le problème est d'une simplicité biblique : qu'en fait qu'on peut accepter, jusqu'où ? ». Et, ajoute-t-il, « je ne suis pas sûr que les socialistes aient toujours eu une ligne très rigide sur le sujet ». Mais, pour M. Auroux, il ne s'agit pas de faire « une quantification mathématique. C'est une question de doigt dans chaque commune ».

Autre maire, mais à Orléans, M. Jean-Pierre Sauer, estime que « lutter contre le Pen, c'est prendre des positions très convergentes : changer le physionomie des villes, accélérer le développement social des quartiers. Il faut des décisions nerveuses ». « Dreux a été un choc, un révélateur », reconnaît-il.

« On ne pourra pas continuer à faire des fêtes de SOS-Racisme et des lois Joxe, si on ne fait rien au milieu », constate M. François Londe. Déclatant « un virage » dans les propos présidentiels, il déclare : « C'est un virage que j'approuve. On ne peut pas se contenter de philosophie et d'idées générales. Il faut la faire concrètement, cette intégration ». Egratignant au passage la direction du PS, il ajoute : « Heureusement qu'on a Mitterrand et Tautou quand même ; mais, entre les deux, où est le parti ? ».

P. R.-D.

### M. Léotard est hostile à l'idée d'un référendum

M. François Léotard, président du PR et député UDF du Var, a déclaré, à propos de l'immigration, mercredi 13 décembre sur TF 1 : « Je lance un appel aux responsables politiques pour que cette affaire de l'immigration ne soit pas dominée par les problèmes de parti, tactiques et électoraux (...), qu'on essaye d'avoir une trêve partisane et que des gens qui ont peut-être des philosophies différentes puissent se réunir pour essayer de résoudre véritablement le problème de l'immigration en France ».

Le maire de Fréjus, qui est « tout à fait hostile » au droit de vote aux étrangers pour les élections locales, estime que si le problème se pose un jour il conviendra de « faire jouer le jeu parlementaire », plutôt que de recourir au référendum comme le propose M. Jacques Chirac. M. Léotard n'est « pas du tout hostile à un référendum d'initiative populaire pour des sujets concrets et locaux », mais, selon lui, si cette procédure était utilisée pour des sujets de société sensibles, comme le SIDA, la peine de mort ou l'immigration, « la passion l'emporterait et on ne fait pas légiférer un peuple dans la passion ».

M. Léotard a réaffirmé que, s'il avait été encore député européen, il aurait voté la levée de l'immunité parlementaire de M. Jean-Marie Le Pen. Le député UDF du Var a exprimé son « regret » que M. Valéry Giscard d'Estaing n'ait pas voté cette levée.

De son côté, M. André Rossinot, ancien président du Parti radical et député UDF de Meurthe-et-Moselle, a souligné, mercredi dans un communiqué, que « l'immigration, c'est d'abord l'affaire du Parlement ». Selon lui, « le référendum est, par nature, simplificateur » alors que « les problèmes liés à l'immigration sont nombreux et complexes ».

« Si, continue le maire de Nancy, le premier ministre est à la hauteur de ses responsabilités, si la force de proposition de l'opposition républicaine est solide, alors peut venir le moment espéré pour les Français : une majorité d'idées large et responsable pour sceller un contrat républicain sur l'identité de la France ».

Enfin, M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, a demandé mercredi au gouvernement de revenir « purement et simplement » le projet de loi présenté par M. Pierre Joxe et relatif aux conditions d'entrée et de séjour des immigrés en France.

### M. Pasqua souligne les divisions de la majorité sénatoriale

Le président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua (Hauts-de-Seine), a tenu, mercredi 13 décembre, une conférence de presse au cours de laquelle il a analysé le rejet, la nuit précédente au Sénat, d'une motion de discussion immédiate, à sa demande, d'une proposition de loi instituant un référendum d'initiative populaire (le Monde du 14 décembre).

Mardi soir, M. Pasqua ne s'était pas ému outre mesure de la division de la majorité sénatoriale et de son isolement à la suite du rejet de sa motion. « Il faut reconnaître, affirmait-il dans les couloirs, et, pour reconstruire, il faut d'abord donner un coup de pied dans la fourmière. » Mercredi, M. Pasqua a été très ferme. Il a mis en cause une partie de la majorité sénatoriale. « Il y a désormais non pas une mais plusieurs oppositions, a-t-il estimé. Une résolve que nous incarnons, et une moins résolue ». M. Pasqua a remarqué que, après le vote sur la déclaration de politique étrangère du gouvernement, le 20 novembre dernier, c'est la deuxième fois qu'une partie de la droite joint ses voix à celles des socialistes. « Passé ces turbulences, l'espère que la majorité sénatoriale pourra à nouveau s'affirmer comme l'incarnation de l'alternance qui se prépare », a-t-il conclu.

M. Pasqua a par ailleurs consacré une part essentielle de son intervention au référendum d'initiative populaire et à la pratique des « primaires françaises » (pour la désignation du candidat de l'opposition à l'élection présidentielle), ces deux procédures étant les seules capables, selon lui, de réduire le décalage entre l'opinion et les cadres politiques traditionnels, décalage dont témoigne l'abstentionnisme. M. Pasqua a eu enfin des propos particulièrement durs à l'égard du Parlement qui deviendrait aux yeux des Français, un « microcosme » et une « caste ».



Au Parlement de Strasbourg

## Polémique sur le concubinage à propos du droit de séjour des étudiants

Les parlementaires européens ont amendé mercredi 13 décembre les textes de trois directives proposées par la Commission européenne sur le droit de séjour des étudiants, des retraités et autres « inactifs » originaires de la Communauté. Ils souhaitent que ce droit de séjour soit accordé de manière moins restrictive que ne l'envisagent les Etats membres.

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

S'il est une qualité dont les parlementaires européens doivent être fiers, c'est la patience. Intervenant lors du débat sur le droit de séjour des inactifs, l'une des « anciennes » de ce Parlement, M<sup>me</sup> Marie-Claude Vaissade (socialiste française) déclarait : « J'ai le souvenir qu'il y a huit ou neuf ans nous avons eu le même débat dans cet hémicycle ».

L'octroi du droit de séjour aux étudiants, aux retraités et autres non salariés est un vieux projet que le gouvernement français espérait faire aboutir sous sa présidence, c'est-à-dire avant fin 1989. La partie est remise, mais des progrès ont néanmoins été enregistrés, et ce grâce à une méthode préconisée par la Commission européenne. Le découpage d'un seul et même texte sur les inactifs en général en trois directives, dont deux (celles concernant les étudiants et les retraités) devront être adoptées par les Etats membres à la majorité qualifiée, et la troisième à l'unanimité (le Monde du 19 juillet 1989).

Pour l'instant, les citoyens de la CEE ne bénéficient automatiquement du droit de séjourner plus de trois mois dans un autre pays de la Communauté que s'ils sont titu-

laire d'un contrat de travail. Ce droit est étendu à leur famille, c'est-à-dire à leur conjoint, à leurs enfants à charge de moins de vingt et un ans et à leurs ascendants à charge. Les non-salariés en termes de droit communautaire sont, eux, face à un vide juridique.

La Commission européenne propose que les étudiants et leur conjoint profitent également du droit de séjour à condition qu'ils soient couverts par une assurance maladie (l'idée de leur demander une garantie de ressource a été abandonnée). C'est le mot « conjoint » qui a nourri l'essentiel des débats chez les parlementaires. S'élevant contre cette conception « restrictive » de la famille, ils ont amendé le texte en complétant « ou conjoint » par « ou au concubinage », ce qui a provoqué un tollé sur la droite de l'hémicycle.

Le texte sur le droit de séjour des retraités a, lui aussi, fait l'objet de quelques retouches. La Commission européenne suggère que les retraités bénéficient de ce droit à condition qu'ils disposent d'une assurance-maladie et d'une pension. Les parlementaires souhaitent que cette condition soit nuancée, les retraités devant faire la preuve qu'ils disposent d'une pension « ou

d'autres ressources suffisantes ». L'Etat d'accueil devrait alors définir le montant de ces ressources afin que la personne ne devienne pas pendant son séjour une charge pour l'assistance sociale.

Le Parlement souhaite également, dans sa majorité, que la troisième catégorie d'inactifs (rentiers et autres) soit traitée sur la même base juridique que les étudiants et les retraités. C'est-à-dire qu'il veut non seulement être consulté sur le sujet, mais aussi disposer du pouvoir d'amendement. Il est peu probable que la Commission européenne aille dans ce sens. De même, les amendements votés mercredi seront certainement pas retenus par la Commission, qui tient notamment à la « définition restrictive de la famille », afin que sa proposition ait des chances d'être retenue par les Etats membres. Ceux-ci doivent adopter une position commune sur les trois directives le 21 décembre en conseil des ministres. Cette position commune sera recommandée — concernant les étudiants et les retraités — trois mois plus tard, en deuxième lecture, par le Parlement. Décision finale des Etats membres... théoriquement dans six mois.

MARIE-PIERRE SUBTIL

### NUMÉROS de DOSSIERS ET DOCUMENTS toujours disponibles...

SEPTEMBRE 1989 LES BANQUES EN MOUVEMENT L'INDE

OCTOBRE 1989 LES PAYS DE L'EST 1928-1989 : KRACH ET BOOM

NOVEMBRE 1989 LES MULTINATIONALES LE GRAND MAGHREB

En vente au journal LE MONDE - Service vente au numéro 7, rue des Italiens - 75009 Paris

## Trois concessions françaises

(Suite de la première page.)

C'est ce système qui, à Bruxelles, a été dans les faits abandonné. On dira que l'internationalisation des échanges, la concurrence devenue mondiale et la généralisation de l'ère marchande rendaient cet abandon inévitable. Stupéfaction. Mais pas forcément dans les mêmes conditions.

Les décisions prises présentent un avantage du point de vue du consommateur. Ouvrir le marché européen à l'importation des automobiles japonaises va provoquer, selon les commissaires européens, une baisse des prix et va accélérer la « mise à niveau » des modèles européens avec ceux offerts par Toyota ou Nissan, notamment du point de vue de la qualité. Libérer le transport aérien va forcer les compagnies à améliorer le service qu'elles offrent sur les destinations concurrentes. La compétition dans les télécommunications devrait favoriser l'émergence de services nouveaux et, au-delà, du moins le souhaite-t-on, nourrir l'innovation dans l'électronique.

Mais quels services seront améliorés, pour qui et par qui seront-ils proposés ? Dans le transport aérien, l'essentiel de ce qui a été décidé à Bruxelles la semaine passée (le Monde du 8 décembre) est d'autoriser le « cabotage ». En clair, KLM pourra offrir un vol Amsterdam-Paris-Marseille. La concurrence nouvelle ainsi créée va à coup sûr abaisser le prix du vol Paris-Marseille proposé par Air Inter jusqu'ici en exclusivité. La compagnie intérieure devra faire des efforts de productivité pour compenser : elle a d'ailleurs de quoi faire. Mais elle sera tentée aussi de « se rattraper » sur les vols non concurrents.

Même résultat dans les télécommunications. A sa grande satisfaction, la commission de la concurrence de Bruxelles a démolé les monopoles publics des services sur les données informatiques — on s'y attendait — mais aussi les monopoles du transport de ces données.

— ce que la France a, contre toute attente, accepté. Même si Paris a obtenu en échange la possibilité d'imposer un cahier des charges, le résultat est que des sociétés privées pourront offrir des liaisons Amsterdam-Paris-Marseille. Comme Air Inter, France Telecom devra faire payer plus cher ses autres services.

### Des gagnants et des perdants

La leçon est évidente : tous les consommateurs ne seront pas gagnants à l'issue de la disparition des « services publics ». Le premier des risques contenus dans la libéralisation de Bruxelles est un renchérissement excessif des « petites lignes » de transport et de communications. Les pauvres et les « éloignés » seraient les sacrifiés du processus.

Le deuxième risque est du même ordre. La logique concurrentielle pourrait s'emballer, et un excès de monopoles nationaux. Dans l'aéronautique américaine, en voulant toutes une part du gâteau représenté par les lucratifs vols New-York-Washington, les compagnies se sont tuées l'une l'autre. Il en a résulté une dégradation générale du service : retards continus, manquement aux règles de sécurité et, au bout du compte, rachats en cascade. Il n'est plus question aux Etats-Unis que de réintroduire des règles dans la jungle, c'est-à-dire de renforcer le pouvoir de régulation des autorités fédérales.

Ce pouvoir existe en Europe en matière aéronautique, mais tel n'est pas le cas dans les télécommunications, où, de surcroît, la complexité des techniques et des normes rend difficile tout travail de police. Un organisme puissant définissant et contrôlant une politique européenne dans les télécommunications reste à créer. Plus généralement on peut constater

que la Commission européenne s'obstine à imposer des déréglementations générales alors même qu'un mouvement inverse est engagé aux Etats-Unis.

Le troisième risque est d'ordre industriel : que la libéralisation profite plus aux firmes étrangères qu'européennes, plus à IBM qu'à France Telecom, à Toyota qu'à Renault. Sous la pression des plus libéraux, Bruxelles a esquisé la définition d'une politique industrielle par secteur. Même les programmes comme ESPRIT ou BRITE... ne doivent concerner exclusivement que la recherche en amont des produits. De sorte qu'on lève les barrières dans l'incohérence.

La Grande-Bretagne, par exemple, aide le constructeur d'automobiles japonais Nissan lorsqu'il crée une usine en Angleterre, tandis que Bruxelles exige que Renault en ferme d'autres en échange d'une remise de dette par Paris de 12 milliards de francs. Dans les télécommunications, la libéralisation ne s'accompagne pas d'une réelle offensive des PTT européennes pour bâtir rapidement un réseau téléinformatique trans-européen performant et utilisant des normes universelles. La coopération se limite à quelques liaisons franco-allemandes alors que, plutôt que de quelques baisses de prix, les consommateurs ont avant tout besoin d'un tel service à l'échelle des Douze. Faudra-t-il attendre les Japonais ou les Américains pour le bâtir ? Un constat similaire pourrait être fait dans beaucoup de domaines industriels et financiers. Dans la banque, par exemple, où l'arrivée des groupes japonais en Europe n'est pas accompagnée d'une ouverture réciproque.

Une logique de monopole, de service public, d'entreprises nationales, disparaît dans tous les secteurs, l'un après l'autre. Le constat est vrai pour chacun des Douze, tous devront abandonner leurs habitudes. Mais, comme la France l'était, et reste, le pays le plus marqué par ce modèle, les concessions faites sur l'autel de l'union lui sont plus lourdes. Les bénéfices qu'elle tirera du grand marché devront, pour compenser, être d'autant plus convaincants.

ERIC LE BOUCHER

CHEZ CITROËN, JUSQU'AU 23 DÉCEMBRE 1989

# ARGUS

# Plus

### Crédit 9,4% sur 12 mois

Citroën vous propose pour l'achat de tout véhicule neuf ou d'occasion, un crédit sans apport initial. T.E.G. 9,4% sur 12 mois hors assurances, sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar. Exemple : pour 10 000 F empruntés, hors assurances, 12 mensualités à 897,24 F. Coût total du crédit : 766,88 F (perceptions forfaitaires de 240 F incluses).

Relations clientèle 05.05.24.24 (appel gratuit) ou minitel 3615 Citroën.

**CITROËN**  
CITROËN part TOTAL

C'est cadeau!

**AX: ARGUS\* + 5000F ou 5000F minimum**

Pour tout achat d'une AX neuve, reprise aux conditions Argus\* + 5000 F ou 5000 F TTC minimum quel que soit l'état de votre véhicule si la carte grise est à votre nom.

**BX: ARGUS\* + 6000F ou 6000F minimum**

Pour tout achat d'une BX neuve, reprise aux conditions Argus\* + 6000 F ou 6000 F TTC minimum quel que soit l'état de votre véhicule si la carte grise est à votre nom.

Offres réservées aux particuliers dans la limite des stocks disponibles. \*Valeur de reprise au cours moyen du jour modifiée en fonction du kilométrage effectif, diminuée des frais éventuels de remise à l'état standard et de 15% de frais professionnels.

C'est cadeau!

**0F jusqu'en février 91\***

Sur toutes les Citroën neuves véhicules particuliers. Vous possédez une voiture? Laissez-la chez Citroën et si elle couvre l'apport initial de votre location avec option d'achat (L.O.A.) vous pourrez repartir au volant de la Citroën neuve de votre choix sans rien payer de plus jusqu'en février 91. \*L.O.A. sur 60 mois sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar. Exemple pour 10 000 F TTC hors assurances : à la livraison, apport initial de 4000 F (dépôt de garantie de 1500 F et 1<sup>er</sup> loyer de 2500 F) suivi de 14 loyers à 0 F puis 45 loyers à 211 F. Option d'achat en fin de location : 2000 F couverts en partie par le dépôt de garantie. Coût total en cas d'acquisition : 13 995 F.





14 La « galère » des étudiants littéraires  
Nominations au Vatican15 Les suites de l'affaire Mehl  
Formule 1 : Laplace s'installe dans le Val16 Les mesures pour le marché de l'art  
Les néoclassiques à Toulouse

## Mettre de l'ordre dans la psychanalyse...

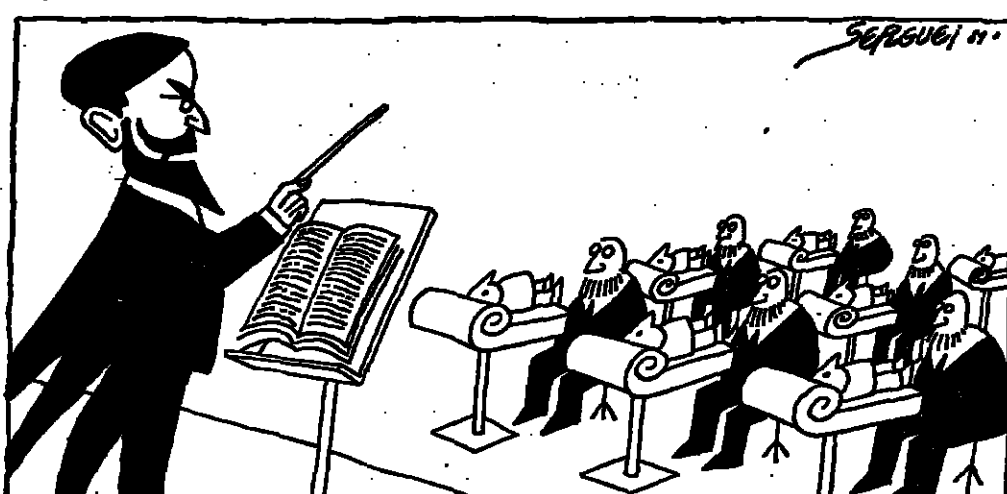
Un manifeste adressé à tous les psychanalystes français les presse de créer une « instance ordinale », pour juguler dérives et menaces

Les psychanalystes français vont-ils se doter eux-mêmes d'une instance ordinale et demander aux pouvoirs publics d'en mettre définitivement en forme le dispositif et de l'entourer ? Menée à terme, une telle démarche, à laquelle cinq analystes tentent d'associer la totalité de leurs collègues, serait doublement originale : ce serait la première fois qu'un ordre professionnel extrajudiciaire serait conçu par les intéressés d'abord et non octroyé par le pouvoir politique ; surtout, les psychanalystes, très divisés, ont jusqu'à présent été généralement hostiles, pour des raisons de fond qui habillent mal aujourd'hui un certain nombre de prétextes, à une telle « mise en ordre ».

La météorologie du milieu psychanalytique français est pour les mois à venir des plus prévisibles : fortes perturbations pouvant donner lieu à des grèves de considérables proportions, à des réunions orageuses, voire à des dérapages plus ou moins contrôlés. La cause : cinq psychanalystes proposent à tous leurs pairs, dans un texte théorique et programmatique qu'ils vont leur adresser dans les jours qui viennent, d'accepter le principe de la création d'une instance ordinale et d'en élaborer collectivement les règles de fonctionnement.

Le Monde publie aujourd'hui les principaux extraits de ce texte, dont l'initiative est parue il y a quelques années encore impensable, à tout le moins irréalisable. A l'origine de ce manifeste, deux analystes parisiens : Serge Leclaire, fort de quelques quarante ans d'expérience et d'une incontestable notoriété dans le milieu, où il a occupé des positions institutionnelles importantes avant de prendre, il y a une dizaine d'années, une certaine distance. Selon ses propres termes : « *Insulte nulle part* ». Et Jacques Sédat, grand connaisseur du milieu, guère marqué par son appartenance institutionnelle (Centre de recherche et de formation psychanalytiques), alors que nombre de controverses et de querelles opposent traditionnellement depuis des décennies les analystes, dispersés en une foule de courants et écoles.

Une analyste, Danièle Levy, ainsi que Lucien Israël, qui est aussi professeur de psychiatrie aux Hospices civils de Strasbourg, et Philippe Girard (professeur de sociologie à Caen) ont co-signé ce manifeste.



Le texte va être adressé à quelque cinq mille personnes. On se perd en conjectures à propos du nombre de psychanalystes exerçant en France. Ce nombre est-il le bon ? L'ordre de grandeur avoisne-t-il plutôt 3 000 ou 3 500 ? L'éclatement du milieu est extrême. La semi-clandestinité de certains analystes s'est perpétuée jusqu'à ce jour. Certains analystes sont médecins (une bonne moitié), d'autres pas. Certains se rattachent à l'une ou l'autre de la possible d'inspiration qui ont cessé depuis la Société psychanalytique de Paris (créée en 1926), surtout depuis la diaspora du mouvement lacanien. D'autres ont rompu ou réduit au minimum ces liens ou n'en ont aucun.

Activité exclusive pour la plupart, l'exercice de la psychanalyse est pour d'autres complémentaire ou annexe (enseignants et chercheurs entre autres sont de plus en plus nombreux à prendre quelques patients ou à se constituer de véritables clientèles). S'autorisant abusivement d'arguments théoriques dévoyés, de l'exercice subversif de leur pratique ou profitant sans vergogne de leur pouvoir sur leurs patients et de la sujétion où ils peuvent momentanément tenir certains d'entre eux, trop de psychanalystes invoquent encore la spécificité de leur rôle, de leur action, de leur existence en tant que telle. On imagine sans peine à quelle fin.

De temps à autres, enfin, des analystes viennent défrayer une chronique bien confidentielle par l'usage fait d'informations recueillies pendant la cure ou parce qu'ils profitent de certaines situations psychiques induites par l'analyse pour avoir avec des patients des relations sexuelles. L'existence du fameux « secteur noir » et de pratiques aberrantes est évidemment la plus difficile à évoquer. Elle ne s'ajoute pas moins à la liste, déjà ample, des problèmes décrits par le manifeste pour une instance ordinale des psychanalystes. Qu'advient-il dans l'Europe élargie d'une profession fragilisée à l'intérieur de l'Hexagone et confrontée au risque de toutes les concurrences sauvages ? Qu'advient-il si la persistance

de vides juridiques dommageables, la pression d'autres corporations (psychiatres, psychologues) ou la prolifération de formes abâtardies possédant l'exercice de la psychanalyse vers son déclin et les pouvoirs publics à des interventions « salvatrices » qui vont rarement sans contrepartie ?

Ce sont toutes ces questions qui ont conduit les auteurs du texte à proposer de l'intérieur même de la profession la création de ce que Serge Leclaire appelle une « interface entre l'ordre social et l'ordre psychique inconscient ».

Cette entreprise d'élaboration de statut d'une instance ordinale des psychanalystes devra, pour être conduite jusqu'à son terme, passer par la mission temporaire d'un secrétariat et d'un conseil provisoires puis l'intervention d'une « assemblée constituante » des analystes avant celle des pouvoirs publics (par voie de décret).

Elle n'aura pas pour seul horizon de « mettre de l'ordre » dans l'hypothétique maison commune des analystes français et d'instaurer ce minimum d'inscription sociale collective et de transparence qui, pour le moment, fait cruellement défaut et conditionne la sauvegarde de l'essentiel. Ses promoteurs rêvent aussi « anticipation ou par travail critique — de légitimer l'intervention rigoureuse du discours analytique ailleurs. Là où la fascination exclusive pour la science et le retrait du politique derrière le bon sens de l'expertise ne laissent souvent place qu'à des sagesse ou à des décisions lisses et creuses sommées avant tout de ne pas déranger et de ne pas oser les risques créateurs de certains conflits.

MICHEL KAJMAN

## « Utilité publique » et « nécessité vitale »

Voici les principaux extraits du texte adressé à tous les psychanalystes de France.

« La psychanalyse à son tourment de son histoire. Le temps où la psychanalyse pouvait se prévaloir et bénéficier d'une relative extraterritorialité sociale et juridique s'achève. La reconnaissance de son droit de cité et de son utilité publique est équivoque. Elle ne fait que différer au temps de l'évidence européenne 93 l'incontournable nécessité pour les psychanalystes d'affirmer la singularité de leur discipline, de délimiter le champ et les modes d'efficacité de leur action, enfin d'énoncer publiquement les principes de la formation qui ouvrent à leur exercice.

« A cela, les psychanalystes et eux seuls se doivent de répondre, sous peine de se voir insidieusement imposer des solutions issues de logiques hétérogènes dont le pouvoir social se satisfait mais où la psychanalyse ne se reconnaît pas. Le texte souligne que la réponse à ces questions n'est pas évidente pour deux raisons essentielles : d'abord la psychanalyse risque « de voir se dissoudre sa spécificité dans des formations, des pratiques, des finalités qui lui sont étrangères » ; ensuite elle « se trouve confrontée à l'immense mouvement de rationalisation technique et scientifique qui s'empare de tous les champs de l'activité humaine » et ce mouvement « ne laisse aucune place au projet de maintenir vivant un espace de conflit et de désir ». Ces risques ne sont pas illusoire, surtout si on les évalue à la lumière de l'évolution de la psychanalyse dans certains pays européens (RFA, Pays-Bas, Suède...) : où « Les mesures juridiques et réglementaires (...) l'ont contraintes à délaisser son contenu de vérité et à s'exiler dans le rôle d'un rouage de la gestion sociale. » « Une discipline de conflit et de la contradiction. La pratique de la psychanalyse consiste en une écoute visant à la reconnaissance des déterminations inconscientes qui régissent à son insu les choix, les conduites ainsi bien que les modes de penser d'un sujet.

« L'acte essentiel de cette pratique, l'interprétation, est à entendre non point comme une simple traduction des énoncés produits dans un dispositif de « libre associa-

tion » mais comme une opération de déliaison des éléments imaginaires, pulsionnels et langagiers, avec lesquels sont agencés les constructions fantasmatiques, les modèles pulsionnels, les formules idéologiques qui spécifient la vie psychique d'un sujet. C'est cette opération de déliaison qui rend possible la production de nouveaux agencements imaginaires, et par conséquent un mode de penser différent, sans qu'aucun modèle n'ait jamais à être proposé par le thérapeute.

« Cet acte interprétatif n'est praticable que dans une situation ouverte à l'invention qui se spécifie de ce que l'autre, à qui la parole est adressée, ne se laisse pas prendre à l'illusion qu'il en serait la destinataire, alors qu'il en est seulement le transitaire. Cette situation dite de transfert, pièce maîtresse du dispositif psychanalytique, engendre un lien passionnel, contrepartie du fait que toute la tension du rapport qui s'instaure reste en défaut de réponse et donc en suspens d'achèvement et de satisfaction. Le principe éthique essentiel qui s'impose d'emblée est que ce lien d'assujettissement volontaire ne doit sous aucun prétexte être délibérément utilisé à d'autres fins que l'analyse.

« L'exigence radicale de ne mettre aucune limite à la parole, qui est au principe de la situation, et donc de la pratique psychanalytique, a pour corrélat l'exaltation des forces conservatrices : gardiennes d'un discours ordonné, qui s'opposent nécessairement à la non-conformité d'une parole de « libre association ». Ces forces conservatrices, dites de résistance, attestent dans le processus qu'un travail psychanalytique est véritablement engagé (...).

« L'exercice d'une telle pratique soumet constamment celui qui la soutient à la poussée de forces profondément contradictoires : elle ne cesse de mettre en question le psychanalyste dans les ressorts les plus intimes de son être. Sa capacité d'écoute de l'autre se doit, idéalement, d'être illimitée et exige une disponibilité sans réserve en même temps qu'elle impose au psychanalyste de rester en réserve d'expression « mais non de reconnaissance » de tous les mouvements qui l'animent. Plus la parole de l'autre lui est « compréhensible », plus il doit se délier de cette familiarité

pour entendre ce qu'une trompeuse connivence masque d'étrange (...).

« La formation du psychanalyste. Elle doit répondre à deux exigences primordiales. La première est de former le praticien à l'usage d'abord sensible aux plus puissantes déterminations des conduites humaines, celles qui travaillent à l'inconscient ; à soutenir les racines irrégulières qui soutiennent les constructions logiques, la part de non-sens qui rend possible les systèmes de signification. La seconde est de former à reconnaître la nature intrinsèquement conflictuelle de la vie psychique, à soutenir le paradoxe d'analyser les termes du conflit sans prétendre le clore, de le maintenir vivant et fécond dans son ouverture, de ne jamais tenir quelque solution pour acquiesce en s'y retranchant.

## La question de la critique

« Analyse personnelle. Le premier temps de toute formation consiste dans la mise en question par le sujet de l'ensemble de son histoire, des ressorts de sa vie psychique, de ses orientations, de ses options intellectuelles comme de ses empreintes idéologiques, d'interroger surtout les modèles qui régissent son économie libidinale et les choix de sa vie sexuelle. (...)

« Aucune discipline d'introjection, d'auto-analyse, d'apprentissage ou d'études textuelles ne saurait suffire, encore moins se substituer, au cheminement aventureux dans la relation privilégiée que constitue le dispositif psychanalytique. Si un tel parcours ne saurait connaître de cesse, il admet certaines fois qu'un temps d'accomplissement se marque par la décision du sujet de tenter de s'engager lui-même dans la pratique de la psychanalyse en place et fonction du psychanalyste. Mais c'est un temps dont nul ne saurait préjuger, encore moins décider au départ.

« Contrôle. Dès lors qu'un sujet en situation de devenir psychanalyste se place lui-même en position d'écoute d'un patient, la question de la critique de son travail de praticien se pose. C'est la façon d'entendre les libres associations d'un autre dont il aura aussi à parler. Cette situation dite impérativement de contrôle ou de super-

vision constitue le deuxième temps de toute formation. Elle implique que le tiers, contrôleur ou superviseur, quelle que soit sa compétence, son expérience ou son savoir, se défile, plus encore que le psychanalyste en place de « thérapeute », d'une fonction de magistrat qui, en renvoyant l'analyse débutant à une place d'élève, ne peut que l'empêcher d'exercer sa libre écoute. (...)

« Reconnaissance et habilitation. Reconnaissance et habilitation n'en restent pas moins le troisième temps, au mieux inaugural, au pire conclusif de tout parcours de formation. C'est le moment charnière où la réponse socialisée des psychanalystes est elle-même mise en question. La reconnaissance d'une capacité d'invention, d'une aptitude à entendre l'inouï et à dévoiler l'inouï, ne peut se soutenir que de la mise en jeu d'un rapport à l'autre, animé par des ressorts différents de ceux qui fondent ce qu'on nomme ordinairement le lien social : rapports d'alliance et établissement de pactes, processus d'agréation, et donc de ségrégation, qui se forment explicitement par l'énoncé d'un « nous autres » connotant l'identification sociale.

« Les ressorts de l'identification d'un psychanalyste ne sauraient relever de ces modalités : ce qui le caractérise étant sa capacité à entendre l'originalité singulière de l'autre, c'est donc le principe de la reconnaissance de l'autre comme différent qui doit prévaloir sur la tendance à réduire l'autre à un semblable. Pour tout psychanalyste, l'autre est d'abord à considérer comme différent, assujéti de façon singulière par son histoire à l'Histoire, stigmatisé par son assomption individuelle de la différence des sexes, déterminé par sa langue secrète et originelle, celle de toutes ses premières inventions oubliées. Le type de lien social que tend en vérité à faire prévaloir la psychanalyse se fonde donc sur le principe primordial de la reconnaissance de l'autre comme différent, participant d'une altérité aussi constituante qu'inaliénable : ce type de lien s'oppose ainsi aux forces dominantes des systèmes de pactes et d'alliances qui constituent sous l'emblème de la fraternité pacifique/guerrière l'ordinaire du lien social.

« Ainsi l'éthique de la psychanalyse se dégage absolument de l'éthique moraliste.

« Ce n'est pas prétendre pour autant que l'éthique moraliste n'a pas sa nécessité ni sa légitimité. Mais l'éthique de la psychanalyse est différente et s'oppose à l'éthique moraliste. Pas plus qu'un autre, ce conflit qui oppose deux éthiques n'a à être résolu ou « liquidé », mais à être soutenu dans sa différence et dans la reconnaissance de l'éthique moraliste.

« Les psychanalystes, dans l'ensemble qu'ils constituent, ont à se donner les moyens de soutenir socialement ce conflit. (...)

« Ce n'est aujourd'hui que par l'instauration d'une instance psychanalytique tierce, qui aurait pour vocation de témoigner de l'éthique de la psychanalyse et de

la soutenir dans son caractère subversif, que les groupements existants pourraient chacun donner véritablement la mesure de leur talent. C'est dire, du même coup, que cette instance n'aurait à prendre en charge aucune tâche d'enseignement, encore moins de formation. Mais elle aurait pour tâche de traiter, au titre de la légitimité encore toute neuve de l'éthique de la psychanalyse, les puissantes exigences statiques et administratives, dont la logique propre ne peut qu'entraîner la psychanalyse dans de multiples dérives qui la conduiraient vers sa fin.

« L'instance ordinale aurait pour vocation de soutenir non seulement l'utilité publique « de la psychanalyse, mais sa nécessité vitale pour la société d'aujourd'hui. (...).

## LA GRANDE EAU D'HERMÈS.



Créée en 1949, rééditée en 1987, son flacon cristal est gravé, si vous le désirez, à vos initiales. Aujourd'hui, l'Eau d'Hermès est aussi vendue en vaporisateur de voyage 100 ml. Prix conseillé : 350 F.

HERMÈS  
PARFUMS

## SOCIÉTÉ

## ÉDUCATION

Les « journées d'action » se multiplient dans les universités

## La « galère » des étudiants lillois

Près de 3 000 étudiants ont manifesté mercredi 13 décembre à Nantes, contre le manque de moyens, de personnel et de locaux, tandis que les étudiants de Lille, sur décision de son conseil d'administration, ont symboliquement fermé ses portes pour vingt-quatre heures. D'autres universités ont fait de même jeudi 14, notamment celles de Dijon, de Brest, d'Orsay et Paul-Sabatier à Toulouse.

Une journée d'action contre les sureffectifs et le manque de moyens, a été décidée, le 14 décembre, par les étudiants de l'université Lille III (lettres et sciences humaines), en grève partielle depuis le 11 décembre.

LILLE

de notre envoyée spéciale

François, manifestement, se demande si son université passera l'hiver. D'un air de propriétaire désemparé, cet étudiant en lettres passe en revue les vices de forme du bâtiment. Il montre les toits plats qui retiennent l'eau par larges flaques, les bassins installés sous les fuites à la bibliothèque, les étudiants qui bûchent dans la pousière, parce que le système électrique a rendu l'âme. Il montre d'un air las les murs sillonnés de fissures, désigne les accidents de ter-

rain qui trouent le sol des couloirs et s'arrête à peine dans les toilettes, où le lavabo n'est plus qu'un souvenir. Comme beaucoup d'autres, François n'en peut plus d'étudier dans des locaux délabrés. L'université Charles-de-Gaulle, de Lille, construite pour accueillir 10 000 étudiants en 1974, en reçoit aujourd'hui le double dans des conditions parfois précaires.

La grève des étudiants lillois s'est déclarée « spontanément », dit-on, lors d'un cours d'anglais, le 30 novembre. Rassemblés à plus de cinquante pour ce qui aurait dû être une séance d'expression orale, les anglicistes ont soudain déclaré que la coupe était pleine. De réunions informelles en assemblées générales, ils ont réussi à convaincre certains de leurs camarades, en psychologie et en espagnol notamment. « En langues, l'expression orale est indispensable, explique Maria, étudiante en deuxième année d'espagnol. Or nous sommes souvent beaucoup trop nombreux pour parler. Certains comprennent très bien la langue, mais restent muets au moment des examens. »

## La solution sélection

Ce problème de surpopulation préoccupe une majorité d'étudiants, même si tous ne font pas grève de peur d'échouer à leurs examens. « Je ne tiens pas à passer une année de plus dans cette galère », explique Sylvie, étudiante en psychologie. Beaucoup se plaignent du manque de professeurs et

surtout de l'exiguïté des locaux. Il n'est pas rare d'assister au cours assis par terre dans les travées ou même depuis les couloirs les jours d'affluence. D'autres font visiter à qui le désire les salles séparées par un simple rideau coulisant, où deux enseignants peuvent donner leurs cours en vis-à-vis. Pour montrer à quel point la situation devient critique, les étudiants ont organisé des « nouveaux dirigés sauvages » dans les rues de Lille. « En 1986, je suis descendu dans la rue contre la sélection, affirme même un étudiant de licence. Aujourd'hui, je pense que c'est la seule façon de sauver l'université. »

La sélection paraît aussi salvatrice à cet enseignant du SNE-Sup, qui explique : « Ce serait la seule façon de connaître les gens. A l'heure actuelle, je n'arrive même pas à me faire une idée de ce que les étudiants savent ou pas. » Un autre, professeur d'anglais, souligne qu'il a « honte » de faire cours dans ces conditions. « Ne rien dire, ne rien faire, constate M. Richard Lilly, c'est être complice. » Dans l'ensemble, les enseignants se rendent compte du combat que mènent les étudiants pour poursuivre leurs études. « Je soutiens le mouvement, car ces conditions de vie sont déprimantes et harassantes pour les étudiants et tout à fait désagréable pour nous », constate M. Vladimir Troubetzkoy, professeur de littérature comparée. Les enseignants mettent en cause l'exiguïté des bibliothèques, où les étudiants ne peuvent travailler convenablement, et la prolifération

des enseignants non titulaires qui n'ont guère la possibilité de participer à la vie de l'établissement.

## Une autre université

Certains enseignants ou étudiants attribuent l'ébullition actuelle à la proximité des élections, qui doivent permettre de renouveler l'ensemble des conseils les 19, 20 et 21 décembre. Mais M. Alain Lotin, président de Lille-III, ne se contente pas de cette explication ponctuelle. « Les palliatifs grâce auxquels nous avons eu des remissions de ces dernières années ne jouent plus leur rôle », souligne-t-il. Le transfert des L.E.A. à Roubaix, la création d'antennes délocalisées à Arras, Dunkerque, Boulogne et Cambrai ne sont plus des solutions suffisantes. « Il est évident qu'il faut une autre université dans la région Nord-Pas-de-Calais », déclare M. Lotin.

En attendant, le président de Lille-III ne désespère pas. Il souhaite obtenir des crédits d'urgence pour la réfection des amphithéâtres et attend beaucoup du contrat d'établissement qu'il devrait signer avec le ministre de l'Éducation nationale en janvier 1990. Dans l'immédiat, des repêrages sont effectués pour un bâtiment de 6 000 m<sup>2</sup>, issu du contrat de plan État-régions. Mais il se passera peut-être, encore plusieurs mois avant que l'eau cesse de couler dans la bibliothèque.

RAPHAËLE RÉROLLE.

## RELIGIONS

Au Vatican

## Mgr Giovanni Battista Re, nouveau substitut de la secrétairerie d'État

Le remaniement se poursuit au sommet de la Curie romaine, parmi les principaux collaborateurs du pape. Jean-Paul II a nommé mercredi 13 décembre un nouveau substitut à la secrétairerie d'État — numéro trois dans la hiérarchie vaticane — dans la personne de Mgr Giovanni Battista Re, pour remplacer Mgr Edward Cassidy, désigné la veille comme président du Conseil pontifical pour l'unité des chrétiens, successeur du cardinal Willebrands (le Monde du 14 octobre).

Mgr Re exerçait la fonction-clé de secrétaire de la Congrégation des évêques. Il a des points communs avec Mgr Giovanni Battista Montini, qui avant d'être élu pape (Paul VI) avait été aussi substitut de Pie XII : outre le prénom, il est originaire de la même région, celle de Brescia en Italie du Nord. Il est né à Borno, le 30 juin 1934. Ordonné à vingt-trois ans, il a étudié à la Grégorienne à Rome, avant d'entrer à l'Académie pontificale

qui forme les diplomates du Saint-Siège. Il a été successivement en poste à Panama, en Iran, avant d'être rappelé à la secrétairerie d'État où il a été assesseur de 1979 à 1987.

Ces mouvements exceptionnellement rapides à la tête de la Curie (Mgr Cassidy n'a été substitut que dix-huit mois et Mgr Re moins de deux ans secrétaire de la Congrégation des évêques) sont liés au processus de succession du cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'État de Jean-Paul II depuis 1979, âgé de plus de soixante-cinq ans, (mais le secrétaire d'État, comme le pape, n'est pas tenu à une limite d'âge). La nomination d'un Italien comme substitut ouvre la voie à une désignation prochaine d'un secrétaire d'État, bras droit du pape, qui ne serait pas italien. Du côté français, les noms des cardinaux Etcheberry, président de la commission Justice et Paix, et surtout Lustiger, archevêque de Paris, sont souvent cités à Rome.

## La succession du cardinal Willebrands

## Vingt ans d'œcuménisme

Le départ du cardinal Willebrands, c'est la fin d'un règne de vingt ans à la tête de la politique œcuménique du Saint-Siège (le Monde du 14 décembre). Si une certaine réticence est perceptible aujourd'hui dans le rapprochement entre les confessions chrétiennes, le secrétariat romain à l'unité — de création récente, puisque issu du concile Vatican II (1962-1965) — présidé par ce solide diplomate néerlandais, tout en ronds, a beaucoup contribué au dégel des relations entre les Églises, figées depuis des siècles.

A la tête de ce secrétariat, Mgr Willebrands avait succédé dès le 12 avril 1969 au cardinal Bêta, décédé, un jésuite qui fut l'un des plus grandes figures du concile. Il ne tarda pas à acquiescer à la réputation de « Hollandais volant ». Dès le début des années 60 en effet, il avait été chargé de missions à Moscou auprès de l'Église russe orthodoxe et avait accompagné Paul VI à Jérusalem en 1964.

Confirmé par le nouveau pape en 1978, il le suit dans tous ses voyages : en 1979 à Constantinople, pour la rencontre historique avec Dimitrios I, le patriarche orthodoxe, successeur d'Athanasios ; en 1982, pour la première visite d'un pape à Cantorbéry, soulignant le spectaculaire rapprochement avec l'Église anglicane, etc. Dès 1970, au cours d'une assemblée de la Fédération luthérienne mondiale, Mgr Willebrands avait fait sensation en prononçant un éloge de Luther en 1983, pour le cinquième centenaire de sa naissance, il se rend à Eisleben (en Allemagne de l'Est) au berceau du Réformateur.

## Écouter les incendies

En 1970, il avait été le premier prêtre romain de haut rang à aller à Moscou pour les obsèques du patriarche Alexis. Il y retournera plusieurs fois, notamment en 1988 pour les célébrations du Millénaire du christianisme en Russie, qui allaient accélérer la reprise du dialogue avec le patriarcat de Moscou, toujours soumis aux aléas de la question des catholiques uniates d'Ukraine.

Homme de confiance du pape, il doit parfois jouer les « pompiers » : quand, après la lettre de Jean-Paul II au cardinal ukrainien Sli-

py (en 1979), les relations avec les Russes orthodoxes sont au plus bas ; de même, quand la décision des anglicans d'ordonner des femmes prêtres (puis évêques) provoque un net refroidissement des relations entre Rome et Cantorbéry. Chargé du dialogue avec les grandes organisations juives internationales, c'est encore lui qui devra éteindre, le 19 septembre dernier, le brûlot allumé par le refus des religieuses polonaises d'évacuer le sanatorium d'Auschwitz.

Toujours dévoué aussi aux relations avec le Conseil œcuménique des Églises de Genève. Très uni à son compatriote le docteur Visser't Hooft, ancien secrétaire général du COE, aujourd'hui décédé, Mgr Willebrands doit gouverner l'impression croissante que Jean-Paul II préfère traiter de manière bilatérale, d'Église à Église, plutôt que de poursuivre le dialogue avec une fédération d'Églises (protestantes et orthodoxes), aussi importante soit-elle (le COE groupe plus de trois cents Églises).

De 1975 à 1983, le cardinal Willebrands avait cumulé ses fonctions romaines avec celles d'archevêque d'Utrecht et primat des Pays-Bas. Il a été ainsi associé aux diverses tentatives de reprise en main d'une Église réputée contestataire. Allant jusqu'à défendre en 1979 le théologien Edward Schillebeeckx, acquiescé à Rome, il fera preuve d'un esprit d'ouverture plus large que son successeur à la tête de l'Église néerlandaise, le cardinal Simonis.

Malgré un scepticisme croissant de l'opinion dans l'entreprise œcuménique, illustré par un récent sondage de la Vie (23 novembre) et de l'Actualité religieuse dans le monde (1), succédant à l'enthousiasme trop rapide de la période post-conciliaire, une nouvelle page s'ouvre avec l'arrivée de Mgr Cassidy à la tête du Conseil de l'unité des chrétiens. Celui-ci devra principalement s'attacher à la concrétisation du dialogue entre Rome et Moscou, esquissé le 1<sup>er</sup> décembre entre Jean-Paul II et M. Gorbatchev.

H. T.

(1) Dans un numéro spécial de l'ARM (octobre 1989), consacré au 25<sup>e</sup> anniversaire du décret conciliaire sur l'œcuménisme.

## IMMIGRATION

## France-Plus regrette que M. Mitterrand n'ait pas présenté « un grand projet » d'intégration

M. Arezki Dahmani, président de l'association France-Plus, qui regroupe essentiellement des Beurs, déclare dans un communiqué publié le 12 décembre qu'il « attendait du président de la République un grand projet quant à l'intégration des populations étrangères et de leurs enfants ». « Il a cependant été assez surpris de la place qui fut consacrée [dans l'intervention télévisée de M. Mitterrand] au problème des clandestins. A sa connaissance, le traitement de la population clandestine est prévu par la loi Joxe », que France-Plus a approuvé.

Le président de France Plus ajoute : « En revanche, nous saluons la clarification apportée par le président de la République au sujet de la laïcité, par le dialogue, puis par l'application stricte de celle-ci. Si la loi est revenue sur le front de la laïcité, gardons-nous de ne pas déclencher une guerre sur le droit de vote. » Pour France-Plus, « le droit de vote [des étrangers] ne se pose plus au niveau national mais dans le cadre européen ».

## FAITS DIVERS

## Un projet d'enlèvement des enfants de Michel Platini aurait été déjoué par la police

Les policiers de l'Office central de répression du banditisme enquêtaient depuis plusieurs jours sur un projet d'enlèvement échafaudé par trois malfaiteurs qui auraient voulu kidnapper les deux enfants de Michel Platini, Laurent, dix ans, et Marine, huit ans. Ce projet d'enlèvement, révélé par France-Soir du 14 décembre, aurait été déjoué grâce à un informateur qui aurait alerté la brigade de gendarmerie de Grenoble et indiqué que trois hommes — dont l'un déjà impliqué dans l'enlèvement du baron Empain le 23 janvier 1978 — étaient impliqués dans cette affaire.

Une information judiciaire a été ouverte par le tribunal de Nancy, lequel a délivré pour enquête une commission rogatoire au service régional de police judiciaire de cette ville et à l'Office central de répression du banditisme.

## ENVIRONNEMENT

## En marge du colloque « Écologie et pouvoir »

## Echauffourées dans le Maine-et-Loire à propos de déchets radioactifs

Ouvert par le président de la République au parc océanique de Cosne-d'Or, le colloque « Écologie et pouvoir » s'est attaché pour son premier jour à un thème que l'actualité a rendu brûlant : le droit de l'environnement. L'application des lois et les conséquences de la décentralisation.

Au moment même où MM. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'État aux collectivités locales — le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, grippé, n'avait pu venir — définissaient les prérogatives des pouvoirs publics et des collectivités territoriales, des heurts se produisaient dans le Maine-et-Loire entre les habitants de Bourd-d'Irè et les gendarmes mobiles, venus protéger les agents de l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs (ANDRA). Des échauffourées ont eu lieu sur le site retenu par l'ANDRA pour un éventuel centre de stockage, puis les locaux de l'agence ont été mis à sac.

## Selon les autorités françaises

## Les fûts de Seveso ne sont pas entreposés à Montchanin

La décharge de Montchanin (Saône-et-Loire) refait parler d'elle. Alors qu'elle avait été fermée sur ordre de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et député de Saône-et-Loire, après les plaintes des riverains devant l'arrivée de camions allemands chargés de déchets industriels, voici que l'hebdomadaire *Politix*, dans sa dernière édition, affirme que les déchets de Seveso, entrés en France en 1982 et très officiellement incinérés à Bâle (Suisse) par les soins de la société chimique Ciba-Geigy, ont en fait été partiellement et clandestinement entreposés à Montchanin.

La préfecture de Saône-et-Loire a démenti, mercredi 13 décembre, que les fûts de Seveso aient été enfouis à Montchanin — dont le site est fermé depuis dix-huit mois. Quant au secrétaire d'État à l'environnement, M. Brice Lalonde, il a jugé cette information « grotesque » et menacé d'attaquer ses auteurs pour propagation de fausses nouvelles.

## Durant l'été

## Un grave accident a été évité à la centrale de Marcoule

Le surgénératueur Phénix de Marcoule (Gard) a été le cadre d'un incident technique, aujourd'hui maîtrisé et sans aucune conséquence sur l'environnement, mais qui, affirmant certains experts, aurait pu aboutir à une catastrophe.

Tout a commencé à la fin de l'été dernier. Les 6 et 24 août, puis le 14 septembre, les dispositifs de sécurité arrêtèrent automatiquement le réacteur Phénix pour cause de « baisse rapide de réactivité ». La direction de la centrale décida de stopper le réacteur le 1<sup>er</sup> octobre, afin de mener une enquête technique approfondie. Les techniciens établirent finalement que les perturbations avaient été causées par « le passage en périphérie du cœur d'une certaine quantité d'argon », a confirmé, mardi 12 décembre, au Monde, un responsable du Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

Utilisé comme tampon dans les réservoirs, l'argon, un gaz chimiquement inerte, permet d'éviter le contact entre l'oxygène de l'air et le sodium liquide (très inflammable) qui circule entre les barres de combustible.

## Une bulle dans le cœur

A la suite d'un mauvais fonctionnement des purgeurs, une bulle d'argon s'est formée dans le circuit à l'intérieur du cœur, provoquant une interruption locale de l'absorption neutronique assurée par le sodium. Avec des conséquences variables selon sa localisation : bénigne, avec un ralentissement de la réaction quand elle est située à la périphérie du cœur, comme ce fut le cas ; mais très grave, avec accélération ou même emballement du réacteur quand elle passe au centre.

Qu'aurait-il pu se passer dans ce dernier cas ? On se serait senti très mal, déclare le porte-parole du Service central de sûreté et d'installation nucléaire (SCSIN). On aurait évidemment enregistré une suractivité. Mais on manque actuellement de paramètres pour en évaluer l'ampleur et la rapidité.

Au CEA on affiche la confiance : « Les barres d'arrêt seraient tombées, stoppant la réaction, estime un responsable. Certes, une excursion de puissance [petite explosion atomique comme à Tchernobyl] prenant de vitesse les services de sécurité, est théoriquement possible. Mais il aurait fallu que la bulle, estimée de 30 à 50 litres, soit beaucoup plus volumineuse. »

Le CEA est formel : la bulle est bien restée en périphérie du cœur, et des simulations sous pression gazeuse ont prouvé qu'il n'y avait aucune raison pour qu'elle passe au centre. Les purgeurs défaillants ayant été remplacés par des modèles de conception nouvelle, « nous proposons donc un redémarrage du réacteur », a déclaré mardi un responsable. Mais au SCSIN, dont dépend l'autorisation de remise en marche, on déclare attendre les conclusions des experts avant de se prononcer.

Le surgénératueur Superphénix de Creys-Malville (Isère), quatre fois plus puissant que Phénix, est quant à lui arrêté depuis le 1<sup>er</sup> septembre pour un contrôle de routine. Et si les purgeurs d'argon y sont de conception différente de ceux de Phénix, « on s'est quand même empressé de les vérifier », précise un technicien.

JEAN-PAUL DUFOUR

## LANGUE FRANÇAISE

## Première réunion du groupe d'experts pour la réforme de l'orthographe

M. Bernard Cerquiglini, délégué général à la langue française, a réuni pour la première fois, mardi 12 décembre, le groupe d'experts chargés de présenter au premier ministre, via le Conseil supérieur de la langue française (CSLF), des propositions qui pourraient permettre d'opérer sur l'orthographe des « rectifications utiles ».

Ce comité restreint d'experts comprend notamment le linguiste belge André Goosse, le professeur Charles Muller — animateur du service Orthotex (sur Minitel), — M. et M<sup>me</sup> Martinet, des lexicogra-

phes, ainsi que Jean-Pierre Colignon, chef correcteur du Monde. Ces spécialistes devront en particulier débattre de l'usage des traits d'union, du pluriel des noms composés, de l'accord du participe passé des verbes pronominaux, de l'accent circonflexe, de l'orthographe des mots étrangers (accoutumation « française », plural), du problème des doubles consonnes à la jonction entre racine et désinence, etc.

Dans la conclusion de son discours lors de l'installation du

Conseil supérieur de la langue française, le 24 octobre, M. Rocard déclarait : « La français est une langue vivante. Comment maîtriser son évolution ? Comment faire pour qu'un enfant apprenant l'orthographe ne se heurte pas à des incohérences, à des incertitudes ou à des contradictions [...] ? C'est principalement à cette question que les « sages » réunis autour de M. Cerquiglini vont s'efforcer d'apporter des réponses, cela avant la prochaine réunion plénière du CSLF, prévue pour le 27 mars 1990.

## L'ÉVÉNEMENT D'ALI MÉCILI VA

Le 14 décembre, Ali Mécili va... (textes illisibles)

(textes illisibles)

(textes illisibles)

(textes illisibles)

(textes illisibles)

(textes illisibles)

(textes illisibles)

(textes illisibles)

(textes illisibles)

(textes illisibles)

(textes illisibles)

(textes illisibles)

(textes illisibles)

(textes illisibles)



# SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Avec le soutien de quarante-quatre députés européens

### La veuve d'Ali Mécili va déposer plainte contre X... pour forfaiture

Les avocats de M<sup>me</sup> Annie Mécili, la veuve d'Ali Mécili, avocat et porte-parole de l'opposition algérienne, assassiné à Paris le 7 avril 1987, ont annoncé, mercredi 13 décembre, le dépôt d'une plainte contre X... pour forfaiture. Cette plainte vise les responsables du ministère de l'Intérieur de l'époque, notamment M. Robert Pandraud, qui avait signé l'arrêt d'expulsion d'un suspect algérien.

Malek Amellou, soupçonné d'être impliqué dans l'assassinat d'Ali Mécili.

En outre, lors d'une conférence de presse à Strasbourg, le président de la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen, M. Ken Coates, a indiqué que quarante-quatre députés ont déposé, au Parlement de Strasbourg, une motion exigeant que « toute la lumière

soit faite » dans le dossier d'Ali Mécili. Une pétition évoquant cette motion sera transmise au président de la République. Dénonçant le « crime d'Etat » commis à Paris et le « déni de justice » que constitue l'expulsion de Malek Amellou, elle porte les signatures de Pierre Bourdieu, Gilles Deleuze, Jacques Julliard, Jean Lacouture, Albert Memmi et Pierre Vidal-Naquet.

Il aura fallu trois demandes de juges d'instruction et plus d'un an et demi d'attente pour que le dossier d'expulsion de Malek Amellou soit transmis à la justice. Un an et demi pour que l'on sache pourquoi ce suspect a été précipitamment renvoyé en Algérie au beau milieu de l'enquête. Un an et demi pour que le ministère de l'Intérieur accepte de transmettre ce dossier au juge d'instruction.

Malek Amellou a été expulsé le 14 juin 1987, de la fin de sa garde à vue, sur arrêt signé de M. Robert Pandraud, alors ministre délégué à la sécurité publique. Il a ensuite disparu en Algérie, loin des investigations de la justice française.

Jusqu'à ces derniers jours, le dossier d'expulsion était resté au ministère de l'Intérieur. Désormais, son contenu est connu. Certes, Malek Amellou s'est « rendu coupable d'abus de confiance, d'élision de chèques sans provision et usurpation d'identité de démission de faux, de recel, de falsification de documents administratifs et falsification de chèques ». Mais ces faits sont anciens et ont fait l'objet de décisions judiciaires datant de 1980, 1982 et 1983.

Or, le 10 juin 1987, Malek Amellou est en garde à vue, cette fois, pour une affaire bien plus grave : l'assassinat d'Ali Mécili. C'est alors qu'il est subitement expulsé vers l'Algérie avec son amie Fatma Bellali. Le passé judiciaire de Malek Amellou explique-t-il à lui seul cette expulsion ? Robert Pandraud lui-même admet d'avoir motivé dans une lettre du 20 janvier 1988, adressée à M. Yves Jouffrè,

président de la Ligue des droits de l'homme, « Les informations recueillies par les services de police tout au long de leurs investigations et le fait que M. Malek Amellou ait été trouvé porteur d'un ordre de mission des services secrets algériens m'ont conduit à considérer que la présence de ces deux personnes en France constituait une menace grave et immédiate pour l'ordre public ». Les deux personnes étaient en garde à vue pour les besoins de l'enquête sur l'assassinat d'Ali Mécili. L'ordre de mission de la sécurité militaire algérienne n'était-il pas une raison supplémentaire de le garder en France ?

Le dossier d'expulsion de son amie Fatma Bellali est plus inquiétant encore. L'arrêt se contente de signaler que le comportement de celle-ci « peut être de nature à compromettre l'ordre public ». Les dossiers sont presque vides : le 12 juin 1987, dans une note au ministère de l'Intérieur, la direction des libertés publiques et des affaires juridiques signale qu'il s'agit de « cas très litigieux ». Malek Amellou et Fatma Bellali seront malgré tout expulsés. Selon la formule consacrée, l'arrêt indique que leur présence en France constitue une menace « présentant un caractère de particulière gravité ». L'enquête sur le meurtre d'Ali Mécili devra continuer en l'absence du principal suspect.

#### La disparition d'un suspect

Interpellé par la brigade de recherche et d'intervention le

10 juin 1987, sur la foi de deux renseignements « confidentiels » accusant Malek Amellou d'avoir exécuté un « contrat » des services secrets algériens, celui-ci est placé en garde à vue quatre jours durant. La police trouve alors dans son appartement une importante somme d'argent. Elle découvre ensuite, dans les poches d'Amellou, un ordre de mission signé de la direction centrale de la sécurité militaire algérienne. Le deuxième renseignement confidentiel mentionnait un certain « Sami », qui aurait facilité l'organisation du meurtre, et un officier de la sécurité militaire algérienne, le commandant Kader. Pendant sa garde à vue, Malek Amellou reconnaît les avoir rencontrés. Mais il n'aura pas le temps d'en dire beaucoup plus. Le 14 juin, il est expulsé vers l'Algérie.

#### La mort de Khaled Dahhal

Depuis, Malek Amellou a bel et bien disparu de la procédure. Le juge d'instruction a émis, le 28 mars 1988, une commission rogatoire internationale afin de l'entendre à nouveau. A la connaissance des avocats de la partie civile, elle n'a jamais reçu la moindre réponse. Y a-t-il eu refus d'expédier ou un refus de répondre ? La commission rogatoire internationale a été envoyée à la justice algérienne. Mais la partie civile, elle n'a jamais reçu la moindre réponse. Y a-t-il eu refus d'expédier ou un refus de répondre ? La commission rogatoire internationale a été envoyée à la justice algérienne. Mais la partie civile, elle n'a jamais reçu la moindre réponse. Y a-t-il eu refus d'expédier ou un refus de répondre ?

ANNE CHEMIN

## Habib Maamar devant la cour d'assises spéciale de Paris

### Un terrorisme « utilitaire »

Habib Maamar, Tunisien âgé de vingt-sept ans, comparait depuis le mercredi 23 décembre devant la cour d'assises de Paris, spécialement composée de magistrats. Il répond de deux attentats à l'explosif dirigés, dans la capitale, l'un contre la banque Loumi le 20 août 1984, l'autre contre les magasins Marks et Spencer, qui a fait un mort et dix-huit blessés le 23 février 1985 (le Monde du 14 décembre).

« Nous avons rencontré trois types de terroristes, explique l'expert psychiatrie. Il y a l'idéologue très passionné, qui nous fait de longs discours pour exposer ses théories reposant sur certaines vérités. Il y a celui qui refuse de nous voir parce qu'il estime ne pas avoir à s'expliquer devant une justice qu'il conteste. Enfin, il y a celui qui n'a pas grand-chose à nous dire... Pour le spécialiste, Maamar, classé dans la catégorie des individus, « niveau intellectuel moyen », appartient d'évidence au dernier profil décrit. « Ses motivations idéologiques sont assez superficielles, insiste l'expert. On s'attendait à un aspect très motivé, il ne nous a offert que des phrases banales empruntées à des livres. Il est assez fâché. Ses motivations sont essentiellement utilitaires. »

Pour déposer la bombe aux magasins Marks et Spencer, Maamar avait reçu de la part de l'organisation « Groupe du 15 mai » une somme de 3 000 dollars (environ 18 000 F). Certes, le président Maurice Colomb admet, qu'il ne s'agit pas d'un pactole, mais Maamar refuse d'être considéré comme un mercenaire du terrorisme. Le regard buté, les bras croisés dans un pull-over trop grand, le jeune homme tente de se lancer dans une déclaration : « On m'a proposé de travailler... Eh non !... de lutter contre la cause palestinienne », récite Maamar en débouchant sur un premier lapsus

qui lui cachera le second. Plus tard, il répète qu'il a « luté » pour la cause palestinienne mais l'expert l'avait dit : « Il est incapable d'échafauder une théorie ». Il est cependant tout à fait capable de s'en rendre compte et déclare, brutalement inquiet : « Je vais rentrer en cellule, j'en ai assez, je n'ai rien à vous dire. » Et le jeune homme a tenté, sans y parvenir, de s'enfermer dans un mutisme qu'il ne maîtrise pas mieux que la dialectique.

#### La maîtresse otage

Au début de l'audience, le président Colomb avait exclu Maamar qui lui reprochait de poser « des questions ridicules » sur son enfance. L'injure n'était pas insur-

#### L'énation collective de Lamamez

#### Un surveillant suspendu pour de « graves négligences »

Un surveillant de la maison centrale de Lamamez (Hautes-Pyrénées), qui se trouvait en poste sur un mirador lors de l'évasion, le 6 décembre, de neuf détenus, a été, sur décision des autorités, suspendu de ses fonctions dans l'attente des conclusions de l'enquête administrative. Ce gardien, dont l'identité n'a pas été communiquée, aurait commis une négligence, n'ayant rien vu de l'évasion, alors que, précise-t-on à la chancellerie, il « aurait dû voir ».

Cette mesure de suspension, confirmée lors de la séance de questions d'actualité à l'Assemblée nationale, mercredi 13 décembre, par M. Pierre Arpaillange, qui a parlé « de graves fautes de négligence », a provoqué de vives réactions de la part des syndicats de personnels pénitentiaires. Ceux-ci estiment en effet que la chancellerie n'avait pas à faire état de cette mesure disciplinaire avant même la fin de l'enquête administrative décidée au lendemain de l'évasion.

montable et le magistrat est habituellement impénétrable. Mais peut-être s'agissait-il de permettre à la maîtresse de Maamar, en l'absence de celui-ci, de s'exprimer librement. Souad Aissoui, vingt-sept ans, jugée pour des faits connexes à ceux de celui qui était à la fois son amant et son beau-frère, « Il fallait que cela finisse, il ne fallait pas qu'il y ait d'autres victimes », explique cette jeune femme un peu forte. Peu convaincue, le président Colomb se demande si ce n'est pas plutôt jalousie, en constatant que son amant s'était installé chez une jeune coiffeuse, mais Souad Aissoui rejette l'idée d'un tel sentiment. Quoi qu'il en soit, son amant la menaçait et l'avocat général Guilbert d'Angues est venu à son secours en indiquant qu'on pouvait la considérer comme l'« otage de Maamar ».

Habib Maamar n'était-il pas devenu lui aussi un otage du « Groupe du 15 mai » ? Lors de son oubliage voyage à Bagdad en décembre 1985, il avait rapporté des explosifs destinés à un attentat contre les magasins Marks et Spencer de Strasbourg. Cependant, le jeune homme n'avait pas exécuté sa mission et sa maîtresse a expliqué : « Je sais qu'il avait reçu des menaces car il n'avait pas fait ce qu'on lui avait dit ». Mais, pour les attentats comme auparavant, elle ajoute : « Certains jours, il avait des remords, d'autres jours, il en était fier. »

Avant que ces attentats soient examinés dans la journée du jeudi 14 décembre, Maamar, membre d'une famille de neuf enfants, a vu défiler à la barre plusieurs de ses frères, qui ne comprennent pas. « La politique, ce sont des choses inconnues dans notre famille », soutient Ahmed ; mais le plus effondré, c'est Hassan qui laisse éclater sa colère pour dire : « Mon oncle a fait la guerre d'Indochine, mon père a fait la guerre de 1939, un frère a servi en Algérie. On a servi la France et le jeune, il se battait contre la France. Il a rien dans sa tête. »

MAURICE PEYROT

## Près de dix ans après les faits

### Réouverture du dossier sur l'assassinat d'un notaire de Meurthe-et-Moselle

Une information judiciaire contre X... a été ouverte, lundi 12 décembre, par le parquet de Verdun (Meuse) dans l'affaire, non élucidée, de l'assassinat, dans la nuit du 4 au 5 février 1980, de M. Jean Flandre, notaire à Comble-Grandville, près de Longwy (Meurthe-et-Moselle). Un témoignage recueilli récemment au cours d'une autre enquête concernant un notaire de Longwy, M. Armand Thomas-Chevalier, inculpé vendredi dernier, d'abus de confiance et de faux en écritures et d'incrimination, a motivé la réouverture du dossier de cette affaire qui s'était soldée par un non-lieu en avril 1985.

An cours d'une perquisition au domicile de M. Thomas-Chevalier, les policiers du SRPJ de Nancy ont saisi une arme de type 22 long rifle. Des expertises balistiques ont été ordonnées. Il s'agit de savoir si cette arme a pu tirer les balles qui ont tué M. Flandre.

Cet officier ministériel, âgé de cinquante-deux ans, avait été découvert dans un champ non loin de Muzeray (Meuse), tué de six balles de pistolet, alors qu'un rendez-vous lui avait été fixé avec des personnes ne figurant pas parmi ses clients habituels. Après cinq mois d'investigation, un couple, Maurice et Marie-Hélène Clément, étaient inculpés d'assassinat et de faux, avant d'être remis en liberté quelques mois plus tard (le Monde des 9 février et 8 juillet 1980).

■ Suicide d'un adolescent au Palais de justice de Paris. — Une enquête a été ouverte à la suite du suicide d'un adolescent, lundi 11 décembre, dans une cellule réservée aux mineurs au Palais de justice de Paris. Le jeune homme, qui devait avoir dix-huit ans mardi prochain, s'est pendu entre deux roches de policiers. Interpellé pour une affaire de vol, l'adolescent qui devait être déféré devant un magistrat, avait été placé en garde à vue dans cette cellule.

Sous la présidence de M. Michel Rocard

## Le conseil de sécurité intérieure s'est réuni

Le conseil de sécurité intérieure s'est réuni, mercredi 13 décembre, à l'Hôtel Matignon sous la présidence de M. Michel Rocard. Créé en 1986, au moment de la série d'attentats commis dans la région parisienne, ce conseil est composé, outre le premier ministre, des ministres de l'Intérieur, de la Défense, des Affaires étrangères, des DOM-TOM, de la Justice, des Finances, ainsi que du directeur du cabinet du président de la République et du secrétaire général du gouvernement.

Cette réunion, sur laquelle aucune information n'a filtré, est

intervenu au lendemain des déclarations de M. Pierre Joxe faisant état d'un renforcement des mesures de sécurité dans tous les endroits à risques — frontières, aéroports, gares, grands magasins, etc. — (le Monde du 14 décembre). Cette décision du ministre de l'Intérieur et la réunion du conseil de sécurité sont évidemment à mettre en relation avec les renseignements émanant de différents services de police faisant état de l'éventualité d'une reprise du terrorisme « islamique » sur le territoire français.

## SPORTS

### AUTOMOBILISME

#### L'écurie Larrousse s'installe dans le Var

L'écurie Larrousse de formule 1 repartira sur de nouvelles bases en 1990, après le rachat de 50 % de ses parts par le groupe japonais ESPO Corporation, le recrutement de deux jeunes pilotes, le Japonais Aguri Suzuki et le Français Eric Bernard, et un déménagement prévu l'été prochain à proximité du circuit du Castellet (Var).

Après la réalisation à l'amiable du contrat qui la liait au conseil régional de Haute-Normandie pour l'installation de son usine sur le circuit de Maunquenchy, dont le permis de construire a été refusé par la préfecture de Seine-Maritime, l'écurie ESPO-Larrousse de formule 1 automobile a annoncé, mercredi 13 décembre, sa prochaine implantation à Signes (Var), dans une zone industrielle jouxtant le circuit du Castellet.

Les travaux pour la réalisation de cette usine de 3 000 mètres carrés, comprenant un bureau d'études, deux ateliers de construction de châssis et de mécanique et, plus tard, une soufflerie, devraient débiter en janvier sur un terrain de

11 500 mètres carrés, achetés (2 millions de francs) par le conseil général du Var et rétrocedés gratuitement à l'écurie. Le coût de cette construction, évalué à 10,5 millions de francs, devrait également être financé à hauteur de 25 % maximum par le conseil général. L'écurie ESPO-Larrousse devrait pouvoir quitter Antony et s'installer à Signes dès l'été prochain.

Sans attendre cette date, l'écurie franco-japonaise a signé une convention de partenariat de deux ans avec le circuit Paul-Ricard qui lui ouvrira sa piste pour procéder à vingt-quatre journées d'essais par an. De plus, elle disposera, de deux heures par semaine, de la petite piste de 1,8 kilomètre utilisée par l'école de pilotage Winfield, pour procéder à ses séances de roulage (vérification du bon fonctionnement de la voiture avant les grands prix).

Le circuit du Castellet accueillera pour la dernière fois en 1990, le Grand Prix de France de formule 1. Un nouveau contrat de cinq ans à partir de 1991 a été signé pour transférer cette course sur le nouveau circuit de Nevers-Magny-Cours.

G.A.

## BOXE : la rentrée de René Jacquot

### Rififi autour du ring

Le retour victorieux à la compétition de René Jacquot, champion du monde (WBC) des super-moyens du 11 février au 8 juillet 1989, s'est fait samedi 9 décembre à Toul dans une ambiance de série noire : on a parlé de racket et d'intégrisme, il est maintenant question de procès.

#### TOUL

#### correspondance

« Mon but est de refaire un championnat du monde, mais pas à n'importe quelles conditions », a déclaré René Jacquot en descendant du ring où il venait de battre, samedi 9 décembre, l'Argentin Lorenzo Luis Garcia. Détenteur de la ceinture WBC des super-moyens pendant quatre mois (le Monde du 14 février), le boxeur toulain établi à Grenoble estimait avoir fait la preuve de sa capacité à disputer une nouvelle fois un titre mondial en dépit des pressions qui s'exercent sur son commanditaire, Marc Brillon, président-directeur général de la société de travail temporaire RMO.

Quelques jours avant ce combat, Marc Brillon avait, en effet, parlé à un journaliste de l'« Equipe » d'une « organisation » qui aurait exigé « 10 millions de francs » en profitant des menaces contre sa famille. « Il en a trop dit ou pas assez », avait commenté Jean-Claude Bouter, l'ancien challenger de Carlos Monzon devenu consultant de Canal Plus, qui avait servi d'intermédiaire auprès du promoteur américain Bob Arum pour l'organisation du championnat du monde Curry-Jacquot en février dernier.

Marc Brillon s'était contenté d'ajouter qu'il envisageait de se retirer d'un sport où il intervenait en faveur d'Eric Nicoletta, champion d'Europe des mi-lourds, de Frédéric Sailer et Daniel Bichieray, champions de France des moyens et mi-moyens, enfin de Laurent Boudouani, super-moyens médaillé olympique.

En fait, plainte a été déposée et la police grenobloise, qui a fourni

une protection au président-directeur général de RMO et à sa famille, a ouvert une enquête. Il semble que les « problèmes » de Marc Brillon soient liés à un autre boxeur, Tiofuk Belbouli, Français d'origine maghrébine devenu champion du monde des mi-lourds en mars 1989. Belbouli, qui était à l'origine dans l'écurie des frères Acariès, Michel et Louis, principaux promoteurs en France, a signé un contrat avec RMO en juin 1989, alors qu'une tournée de combats en Afrique du Nord, où il est devenu un symbole pour les intégristes islamiques, avait été prévue.

Blessé à l'entraînement en juillet, Belbouli, qui va perdre son titre mondial sans pouvoir le défendre, n'a pas pu remplir ses engagements. Le président-directeur général de RMO a alors estimé que le contrat autorisait à ne pas tenir les engagements du boxeur. Les pressions sur Marc Brillon, qui a reconnu avoir versé « 1 million de francs en petites coupures », auraient commencé à cette période. Et l'augmentation des prétentions de « l'organisation » aurait braqué le président-directeur général de RMO.

Pour compliquer la situation, Marc Brillon a été assigné devant le tribunal de grande instance de Grenoble par le conseiller juridique de Tiofuk Belbouli, Alain Ferryjol, pour rupture de contrat. Et les frères Acariès, qui se sont sentis visés par les déclarations du président-directeur général de RMO, envisageaient aussi de l'attaquer en justice.

PATRICK PEROTTO

## RESULTATS

### BASKET-BALL

Coupe Korce (Poules de quatre de finale deuxième tour)  
• Livorno (It.) b. Chelsea .... 108-82  
• Passaro (It.) b. Pan-Orléans .... 98-87  
Coupe Ronchini (Poules de quatre de finale deuxième tour)  
• Parme (It.) b. Racing CF .... 89-84

## ARTS

## Un artisan modèle

La rétrospective François Kollar révèle l'œuvre d'un créateur catalogué hâtivement comme le photographe du monde du travail

Un beau jour de 1924, sans prévenir sa famille, François Kollar, né à Szecen, en Hongrie, saute dans un train et, oubliant de descendre à Bratislava, se retrouve à Paris, gare de l'Est. Il a vingt ans et ne sait que quelques mots de français. Son seul désir est de devenir photographe.

Il est embauché aux usines Renault de Boulogne-Billancourt, où il reste deux ans comme tourneur sur métaux. Ayant parfaits ses connaissances techniques, il entre en 1928 comme chef de studio chez le grand imprimeur Draeger. Il y découvre la solarisation et la surimpression puis collabore avec le dessinateur Irbe. Grâce à lui, il réalise cette étonnante série de papiers découpés, figures stylisées dans le plus pur style Arts déco, dont la géométrisation s'inspire à la fois du cubisme et des arts africains.

Porté par la prospérité de l'après-guerre, le boom de la publicité est une composante déterminante de la photographie des années 30. Assignant un but artistique à la réclame, Kollar y trouve une application concrète à son imagination. Les photomontages et photocollages sont pour lui de vrais sujets d'amusement. C'est le cas de « Champagne » (1928), de la publicité pour « Oméga » et bien sûr de « Magic photo », où il insère le portrait de Marie Bell sur un disque.

Dans ces différents exercices, Kollar fait preuve d'un connaissance très sûre de son métier ainsi que des codes de la communication. L'efficacité est un principe créateur dont il tire un parti optimal. Par le cadrage et l'éclairage, il transcende la valeur illustrative de l'image comme le montre son étude pour la machine à écrire Hermès, « dont les touches sont légères au toucher comme une plume ».

Kollar a vingt-sept ans quand *Horizons de France* lui offre la pos-



Portrait de François Kollar, artiste photographe et photomonteur.

sibilité en 1931 de réaliser son « grand œuvre ». Il s'agit de tirer le portrait de la France productive. Cette fresque ambitieuse, d'une envergure exceptionnelle, lui demanda trois ans d'efforts et dix mille photographies publiées en quinze fascicules et finalement réunies en volume sous le titre *La France travaille*. Kollar, souvent accompagné par son épouse, sillonne l'Hexagone en chemin de fer. Muni de son lourd matériel (une chambre en bois verni qui pèse 4 kilos), il visite en explorateur

actières, exploitations agricoles et centrales hydrauliques pour valoriser l'effort des anonymes artisans de la prospérité. Son attention se porte surtout sur les gestes réalisés à mains nues, que ce soit pour pétrir le pain ou tramer une tapisserie de haute lisse. Tableau de genre, catalogue de portraits et pan d'histoire, cette enquête sociologique est détaillée sur la vie d'un pays et un splendide hommage à l'exercice de haute précision que constitue chaque métier.

Mais la photographie est un art multiple qu'il pratique aussi à

Vogue et à *Harper's Bazaar* durant seize ans. En sus des portraits de célébrités (Chanel, Cocteau, Trenet), il y collabore avec les grands couturiers (Lanvin, Balenciaga, Fath ou Balmain) et y vante le charme des produits de luxe (Moët et Chandon, Waterman, Christofle). Même si ses créations prennent parfois un tour plus expérimental, Kollar affiche en toute occasion son souci d'être fidèle à la réalité. Par son refus de toute spécialisation, il réussit à concilier avec brio ces deux critères antagonistes que sont l'art et le métier.

La guerre interrompt brutalement sa carrière. Malgré ses efforts, il ne retrouve jamais plus la notoriété qui fut la sienne. François Kollar meurt le 3 juillet 1979 à Créteil à l'âge de soixante-quinze ans. Il laisse derrière lui une œuvre polyvalente, donnée à l'État français en 1987. Cette première rétrospective, axée sur la totalité de sa production, permet de l'éclairer enfin d'un jour nouveau.

**PATRICK ROEGERS**  
Rétrospective François Kollar, 1904-1979, deux cents photographies provenant de la Donation François-Kollar et de huit collections publiques et privées, présentées par la Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris, jusqu'au 11 février 1990. François Kollar, « Photographies 1928-1950 », FNAC-Etoiles, jusqu'au 6 janvier 1990.

Parution du premier volume de la collection « Donations », texte de Dominique Baqué, cent soixante-trois photographies, 220 p., Ed. ministère de la culture, AFDPP-Philippe Sers/Vilo, 300 F (250 F pendant l'exposition).

## Les acrobaties du marché de l'art

Comment concilier le développement d'un marché français et la protection de notre patrimoine ?

Le conseil des ministres du 13 décembre a entendu une communication du ministre de la culture, M. Jack Lang, qui tentait de résoudre une difficile contradiction : développer en France un marché de l'art de niveau international et maintenir dans notre pays les éléments essentiels de notre patrimoine. L'acrobatie est difficile. Paris a fort à faire pour se hisser au niveau des grands marchés que sont Londres ou New-York.

Les ventes de l'hôtel Drouot ne représentent pas la moitié de celles des grandes firmes anglo-saxonnes, Christie's et Sotheby's (en novembre 1988, le chiffre d'affaires du premier était de 300 millions de francs contre 4,2 milliards pour les seconds), qui répartissent, il est vrai, leurs activités sur plusieurs métropoles. En revanche notre balance commerciale, largement excédentaire dans ce domaine (en 1986, 122 milliards d'exportation contre 0,5 milliard d'importation) traduit une fuite massive de notre patrimoine hors de nos frontières. Évasion qui risque d'être multipliée en 1993, lorsque fonctionnera le marché unique européen. Même si l'article 36 du traité de Rome stipule que la libre circulation des biens ne concerne pas les trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique.

Pour que le patrimoine reste en France, il faut créer les conditions d'un véritable marché intérieur, estime le ministre de la culture. Qui peut, aujourd'hui, rassembler une collection de beaux objets financiers puissants ? Les entreprises. On doit donc les inciter à se lancer dans cette voie. C'est ainsi

que les compagnies d'assurances pourront désormais mettre sur pied des sociétés non cotées dont l'objet sera l'acquisition d'œuvres d'art.

« Le ministre des finances, indique Jack Lang, examinera favorablement les dérogations que les entreprises lui demanderont pour que la valeur au bilan de leurs placements en actions de sociétés non cotées puisse dépasser le plafond de 1 % des engagements autorisés. » Au lieu d'investir dans la pierre, les assurances achèteront du Picasso ou du Van Gogh. Rien ne leur interdira de revendre ces œuvres. La Rue de Valenciennes, qui ces possibilités sont étendues à d'autres investisseurs « institutionnels », comme les caisses de retraite. Sans doute a-t-elle en mémoire ce syndicat de cheministes britanniques qui a réalisé un énorme profit en réunissant des collections artistiques revendues quelques années plus tard.

Mais cette pratique qui assimile plus que jamais l'œuvre à n'importe quel banal placement financier et ravalé un tableau de Monet à un (gros) paquet d'actions du secteur pétrolier, incitera aussi le marché de l'art à attendre de nouveaux sommets. Handicap pour les collections nationales qui ne peuvent plus suivre l'inflation galopante. Le budget d'acquisition de l'État, multiplié par six depuis 1980, n'est que de 300 millions de francs. Soit le prix atteint par les *Noces de Pierrette*, de Picasso, il y a deux semaines. Sans les droits !

Les autres interventions envisagées à court terme pour hisser Paris aux premiers rangs du marché de l'art sont plus ponctuelles. On prévoit, à court terme, une réforme de la profession des commissaires-priseurs, une harmonisation européenne de la fiscalité des œuvres négociées. Mais aussi la création d'un observatoire français du marché de l'art destiné à rassembler des informations éparpillées et souvent occultes ; la création d'un cycle de formation permanente à l'École du patrimoine, destiné aux professionnels, sur la protection du patrimoine et enfin le lancement d'une étude sur les activités d'expertise, une profession « malade » qui échappe en France à toute réglementation.

EMMANUEL DE ROUX

## PATRIMOINE

## A Bayonne

## Le Musée basque en passe d'être sauvé

La solution qui se dessine pour le Musée basque de Bayonne semble à même de répondre à des exigences en apparence contraires (voir le Monde du 26 août 1989). Comment donner à des collections historiques et ethnographiques, augmentées d'un important legs Gramont, la dimension muséographique qu'elles méritent, sans sacrifier la vieille maison Dagorette, « témoin irremplaçable », comme dit M. Jack Lang, de l'imaginaire et de la créativité des basques du début du siècle ?

De local, à partir de la fermeture un peu soudaine de la maison Dagorette par la mairie qui en a la charge, le débat a pris un tour plus général. Après examen du dossier et information de M<sup>me</sup> Nicole Péry — vice-présidente (PS) du Parlement européen — M. Lang a fait part de son point de vue auprès de la mairie de Bayonne. Le ministre rappelle que le Musée basque est un élément capital du patrimoine basque et bayonnais. Il estime que le Château-Neuf, que la ville souhaite racheter à l'armée, pourrait accueillir le Musée d'histoire de Bayonne et de la région, augmenté des réserves du Musée basque actuel. « Il me paraît tout à fait souhaitable d'examiner dans quelles conditions la maison Dagorette pourra alors conserver sa vocation de musée (...) consacré par l'importance de la fréquentation et, semble-t-il, l'attachement de l'opinion publique. »

Il ne reste donc plus qu'à classer la maison Dagorette avec une participation décisive de l'État.

FRANCIS MARMANDE

## Toulouse, si loin de David...

Que peignait-on dans le Midi sous la Révolution et l'Empire ? Rien de très révolutionnaire. Étrange indifférence

« Toulouse et le néoclassicisme » annoncent les affiches, et non « Le néoclassicisme toulousain ». Heureuse précaution, juste dissociation, car le positif de l'exposition n'est pas de réhabiliter une école et de contribuer au culte actuel du néoclassicisme, mais, tout à l'inverse, de relativiser quelques généralités. Tout serait plus simple, assurément, si David avait suscité dans le Midi une génération de jeunes gens fidèles du style grec. On les énumérerait, on imaginerait une typologie carrée, et il serait prouvé que le néoclassicisme régnait au Sud comme au Nord et de la Garonne à la Sambre. Seulement voilà : les œuvres exécutées à Toulouse entre 1775 et 1830 qui font habilement référence à Jean-Pierre de Saint-André et refusent d'entrer dans un système interprétatif global. C'est même leur principal mérite que cette hétérogénéité gênante.

Sans doute y a-t-il quelques toiles et quelques statues un peu à l'antique parmi les deux cents pièces collectées. Il y a même une *Mort de Marat* datée de 1793, mais vraisemblablement exécutée l'année suivante d'après celle de David par un peintre soucieux de plaire à une société populaire qui le soupçonnait de tiédeur. Mais ce n'est pas un chef-d'œuvre, et son auteur, Joseph Roques, fut souvent mieux inspiré que dans cette médiocre reconstitution d'une salle de bain, imagerie de circonstance et de propagande.

Roques s'était rendu célèbre dans sa ville natale par tout autre chose dans les années 1780, par des portraits pompés des notabilités toulousaines, et maintint sa réputation sous l'Empire et la Restauration par d'autres portraits et des peintures religieuses. En 1835, alors que l'artiste avait quatre-vingt ans, ses *Bergers de la vallée de Campan effrayés par l'orage* donnaient dans le pittoresque romantique. Cet écolatisme défiant Roques contre l'oubli et lui garantissait une vaste réputation. Avec autant d'adresse que Sieyès dans les assemblées, l'artiste a survécu à tous les bouleversements esthétiques de l'époque, triché quand il le fallait, et fini presque octaïté en 1847 sans avoir reçu l'enseignement qu'il avait reçu de Rivalz au début des années 1770.

Ses contemporains, Gamelin ou Valenciennes, n'ont pas plus que lui trahi leurs maîtres du temps de

Louis XV. Le premier a certes décrit les combats de l'armée dite des Pyrénées orientales en 1794, mais avec des effets de nuit et de cavalerie dignes de ses pères, les peintures de bataille héritières de Wouverman. Gamelin ne cherche pas l'allégorie et se soucie fort peu d'Hérodote et de Thucydide. Ses *Thermopyles* se nomment Peyrethorpes, il a le Roussillon pour seul Péloponnèse et ses Spartiates ont des pistolets et des bicorne. Il fait de la chronique, il tire ses tableaux des batailles auxquelles il assiste en reporter, voilà tout. Ses toiles ne sont pas toutes admirables, mais du moins ne mentent-elles pas.

## Des Spartiates à bicorne

Celles de Pierre-Henri de Valenciennes, natif de Toulouse en dépit de son nom, tendent à la même honnêteté, au risque de paraître besogneuses et documentaires. Lui, exerce dans le paysage, qu'il le pratique en Italie ou dans le Midi. Il y excelle d'ailleurs si bien qu'il l'enseigne à l'École des beaux-arts à partir de 1812 et influence Corot à ses débuts. Or de qui tient Valen-

ciennes ? De Poussin et d'Hubert Robert. En 1813, il achève sa *Mort de Plin*, qui n'est qu'un immense et somptueux paysage d'éruption dans la tradition de Voltaire. Le néoclassicisme n'a guère de part là-dedans.

L'exposition tout entière est à l'image de ces trois peintres, qui ont les grands hommes : la marque du siècle de Boucher et de Chardin y demeure sensible, dans le style et les couleurs, jusque dans des toiles très tardives. Du Saint-Louis à plume et grande cape de Gamelin de 1788 au style troubadour de Saurin, qui peint sous Charles X, il n'y a ni rupture ni oubli. La démonstration a tant d'efficacité que l'on finit même par penser que les portraits d'Ingres accrochés dans l'exposition relèvent moins du néoclassicisme que du souvenir de Subleyras. De ce Subleyras qu'a justement copié Joseph Roques, qui fut le premier maître d'Ingres avant que ce dernier ne se range dans le parti davidien...

PHILIPPE DAGEN

► Musée des Augustins, 21, rue de Metz, Toulouse, jusqu'au 7 janvier 1990.

## Des œuvres de Rembrandt sont attribuées à ses élèves

Le troisième volume du *Corpus of Rembrandt Paintings*, qui recense toutes les œuvres du peintre, a été présenté à Amsterdam, à la Fondation Rembrandt Research Project, par ses auteurs, un groupe d'experts dirigé par le professeur Josua Bruyn. L'analyse porte ici sur quatre-vingt-six tableaux de Rembrandt — exécutés entre 1635 et 1642. Trente-neuf d'entre eux ne seraient pas de sa main. En particulier la *Séparation de David et Jonathan* et la *Parabole des laborieux dans la vigne* du Musée de l'Ermitage qui seraient dus au pinceau d'un de ses élèves, Ferdinand Bol ; le *Portrait d'une femme de soixante-dix ans*, actuellement au Metropolitan Museum de New-York, serait par l'atelier de Rembrandt ; la *Sainte-Famille avec sainte Anne*, du Musée du Louvre, est également contestée. Le vérita-

ble auteur du tableau serait un élève inconnu du maître.

Cette remise en question d'une partie de l'œuvre du peintre hollandais, à l'aide de techniques extrêmement sophistiquées, est contestée par de nombreux experts. Les œuvres d'atelier étant souvent peintes à plusieurs mains, il est difficile de déterminer quelle est la part exacte de l'intervention du maître ou de celle de ses élèves. Cette réévaluation, qui doit s'achever par la publication de deux autres volumes, devrait amener à reconsidérer le nombre des tableaux réalisés par Rembrandt : neuf cent soixante-six œuvres lui étaient naguère attribuées. Après les travaux de la Fondation Rembrandt Project Research, il n'en resterait plus que 300 environ. La *Ronde de nuit* sous œuvre la plus célèbre, a été « confirmée ».

E. de R.

## THÉÂTRE

## Lluís Pasqual, « Comme il vous plaira »

Ex-directeur du Centre dramatique de Madrid

futur directeur du Théâtre de l'Europe

Lluís Pasqual met en scène Shakespeare

à la Comédie-Française, à la demande d'Antoine Vitez

Lluís Pasqual : l'homme mystère. Il doit prendre au mois de mars la direction du Théâtre de l'Europe, c'est-à-dire la succession de Giorgio Strehler, ce qui n'est pas rien, même et surtout quand on est son élève et que le maître vous a proposé pour le remplacer. Lluís Pasqual a donc décidé qu'il ne ferait pas de déclaration avant de pouvoir mettre au point son programme et d'entrer légalement dans les lieux. Il dit quand même que l'Europe doit évoluer, sous peine de devenir un musée, une réserve culturelle, une brocante dans laquelle on trouve un peu de tout :

« Une énergie arrive du Sud et de l'Est, dont il faut se nourrir. Nous arrivons à la fin d'une époque de répit. Il nous restera quelques textes sur lesquels nous aurons toujours envie de travailler et retravailler. Mais, à un moment, on se dit qu'on a passé son bac et basta. On ne peut jamais s'arrêter, surtout avec le théâtre. Tout bouge, tout vieillit, les idées aussi. Le jour où Franco est mort, ce jour-là, un système de pensée et d'action s'est écroulé sans cause. L'ouverture du rideau de fer a sans doute un effet semblable. »

Menu, bouclé en pâte, l'œil noir au bord de l'ironie, il paraît à peine ses trente-huit ans, et semble infiniment fragile. Il ne l'est pas du tout, comme le savent ses collaborateurs du Centre dramatique de Madrid, qu'il a dirigés jusqu'en 1988.

De Madrid, il avait apporté deux de ses mises en scène à l'Odéon-Théâtre de l'Europe : *Lumière de Bohème* de Valle Inclán, et le *Public* de Garcia Lorca. Il a monté des opéras, mais n'a jamais travaillé avec des acteurs français. Or il dirige les comédiens français dans *Comme il vous plaira*, de Shakespeare.

« La pièce est presque aussi injouable que *Don Quichotte*. Certes, à écrit un pastiche de roman chevaleresque, qui se révèle le plus beau des romans chevaleresques. De même, en se moquant de la pastorale, Shakespeare a écrit un modèle de pastorale. Seulement, il se trouve qu'aujourd'hui nous ne savons plus grand-chose de cette forme théâtrale qui, d'ailleurs, ne correspond plus à rien. D'autre

part, l'intrigue se fonde sur le double travestissement. Rosalinde se déguise en jeune homme. Les rôles féminins étaient alors tenus par des garçons. Le faire aujourd'hui serait trop appuyé mais, finalement, le personnage n'a pas été écrit pour une comédienne.

« Un autre piège est celui de la gentillesse mièvre à laquelle peut conduire la préciosité voulue de l'écriture. Il faut y prendre garde mais ne pas chercher à l'éviter, elle fait partie des personnages, de leur façon de se défendre, parfois de se perdre.

« J'ai déjà monté *Comme il vous plaira* à Barcelone il y a huit ans. Le spectacle sera tout autre chose. D'abord, j'ai évolué, j'ai connu des malheurs, des bonheurs, des rhumes. J'ai vieilli. Surtout, la langue n'est pas la même, ni les comédiens. Chacun possède sa propre utopie de l'amour et de ses jeux. En français, vous dites « jouer », en espagnol on dit *representar* (représenter), en italien *recitare* (réciter). C'est assez significatif.

« Pourtant la base du spectacle reste la même, elle est incluse dans le titre : *Comme il vous plaira*. Il y a la notion de plaisir et de gratuité. Shakespeare a écrit une pièce « inutile » qui ne poursuit d'autre but que le plaisir. Donner du plaisir à un spectateur en lui faisant entrevoir ce qui pourrait être la recherche du plaisir. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

► Comédie-Française, salle Richelieu, à partir du 15 décembre, 20 h 30, en alternance. Tél. : 40-15-00-15.

## L'angoisse de

Rab...

plus un g...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...



## CULTURE

### CINÉMA

## L'angoisse de la solitude

Le roman de Daniel Defoe « Robinson Crusoé » a inspiré à Bunuel l'un de ses films les plus singuliers. Il est devenu rarissime

« Je n'aimais pas le roman, mais j'ai aimé le personnage et j'ai accepté parce qu'il y a en lui quelque chose de pur. D'abord, c'est l'homme en face de la nature, pas de romance, de schéma d'encou-

espagnol, que la France avait perdu de vue depuis une vingtaine d'années, avait refait surface avec éclat au Festival de Cannes. Ce fut *Los Olvidados*. Depuis 1946, Bunuel tournait au Mexique, grâce

éditions du livre destinées à la jeunesse. En fait, Bunuel a bien traité ce sujet célèbre dans le monde entier à sa manière. Et, pour la première fois, il réalise un film en couleurs, avec le procédé Pathécolor.



Jaime Fernandez et Dan O'Herry dans « Los Olvidados » de Luis Buñuel

faciles, de feuilleton ni d'intrigue compliquée. C'est simplement un type qui arrive, se trouve en face de la nature et doit se nourrir. Alors, le sujet n'a plus, j'ai accepté et j'ai essayé de faire des choses qui avaient pu être intéressantes. Je crois qu'il en reste encore, car on a coupé des passages soi-disant surréalistes et, parait-il, incompréhensibles. (...) J'ai fait le film comme j'ai pu, voulant surtout montrer la solitude de l'homme, l'angoisse de l'homme sans la société humaine. J'ai voulu aussi traiter le sujet de l'amour, je veux dire du manque d'amour ou d'amitié : l'homme sans la société de l'homme ou de la femme.

Ainsi parlait Luis Buñuel dans un entretien recueilli par André Bazin et Jacques Doniol-Valcroze et paru dans le numéro 36 (juin 1954) des *Cahiers du cinéma*. Trois ans auparavant, le cinéaste

au producteur Oscar Danziger qui lui avait rendu, en quelque sorte, le droit à la création. Les films de cette période mexicaine sortirent n'importe comment, en France, et seulement après le succès de *Los Olvidados*. Les *Aventures de Robinson Crusoé*, réalisés en 1952, entre *El Bruto* et *El*, ne sortirent même à Paris que fin août 1954.

### MUSIQUES

## Le chamamé, de Raul Barboza

A côté du tango, une autre musique populaire argentine est devenue adulte : le chamamé

Le tango a si fortement symbolisé l'Argentine que l'on a oublié les autres musiques traditionnelles, qui survivent en plein vingtième siècle dans ce pays, se perpétuent et arrivent à s'enrichir. Ainsi, le chamamé, heureux mélange de polka, de mazurka et de valse, combinant et juxtaposant joyeusement des rythmes binaires et ternaires. Né sur le littoral argentin, en particulier dans la province de Corrientes, le chamamé est la traduction par la pampa argentine de rythmes européens qui, ailleurs, à Cuba, au Paraguay ou à Porto-Rico, ont suscité

d'autres musiques populaires. Le principal instrument du chamamé est l'accordéon, venu en Argentine par le Brésil. Raul Barboza, qui se produit actuellement tous les soirs aux Trottoirs de Buenos-Aires, en est le virtuose.

C'est lui qui a donné ses lettres de noblesse au chamamé, longtemps méprisé par les musiciens de tango. Il a collecté, modernisé la musique de Corrientes, riches en ruptures, parfois un peu déconcertante, et lui a donné des structures plus solides.

Accompagné par la harpe de Lincoln Almada et la guitare de Vidal Rojas, Raul Barboza joue aussi quelques tangos. Mais ce n'est pas vraiment la musique de son cœur.

CLAUDE FLÉOUTER

► Trottoirs de Buenos-Aires. 22 h 30. Tél. : 42-33-58-37. Jusqu'au 31 décembre.

► Mort du compositeur Marc Heyral. — Le compositeur et pianiste Marc Heyral est mort mercredi 13 décembre à Paris des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-neuf ans. Marc Heyral avait longtemps accompagné au piano Francis Lemarque et il avait écrit des chansons pour Mouloudji (*Mon Pote le gitan*), Yves Montand (*la Marie Vison*), Edith Piaf (*Noël dans la rue*) et aussi pour Juliette Gréco et Catherine Sauvage.

► RECTIFICATIF. — Luca Canonic, le ténor de *Don Pasquale* à Lyon (*le Monde* du 10 décembre), n'est pas « toutoustant » comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire, mais « trompettant » quant il mène le bon combat.

## COMMUNICATION

### Revendications salariales dans l'audiovisuel public

## Grève des journalistes à Radio-France

Seize mois après les grandes grèves de l'automne 1988, les revendications salariales sont de retour dans l'audiovisuel public. A l'appel de l'ensemble des organisations syndicales, les journalistes de Radio-France ont déclenché, jeudi 14 décembre au matin, un mouvement de grève de vingt-quatre heures pour faire pression sur le conseil d'administration de la société prévu pour le lendemain.

Les grévistes protestent contre les « graves disparités salariales » existant entre les différentes sociétés. Il y a un an, explique ainsi un tract distribué dans la maison ronde, « le salaire moyen d'un journaliste de Radio-France était de 11 000 francs contre 18 000 francs à Antenne 2 ». Depuis, selon le texte, les disparités se seraient accrues.

Les revendications des journalistes de Radio-France se font d'autant plus pressantes qu'ils redoutent de devenir les « parents pauvres » du secteur public. Ils

prétent, en effet, au PDG d'Antenne 2-FR 3, M. Philippe Guillaume, la volonté « de mettre tout en œuvre pour que disparaissent les disparités » existant actuellement entre les journalistes des deux chaînes, celles que soient les réserves des autres entreprises du secteur. Une affirmation usant au siège de la présidence commune.

### Discours ambigu de M. Guillaume

Si l'on reconnaît que M. Guillaume estime injustifiées les différences de salaires entre A 2 et FR 3 — il l'a déclaré le 11 décembre devant les organisations syndicales — on estime que des écarts subsisteront selon les qualifications, l'ancienneté, les responsabilités des journalistes, ainsi qu'en fonction des zones de résidence. De plus, ajoute-t-on avenue Georges-V, si M. Guillaume a le souci d'aboutir

rapidement à plus d'équité, il n'attend pas dissocier sa démarche de celle, globale, du collège des employeurs de l'audiovisuel public.

Ce discours — ambigu — de M. Guillaume a certes l'avantage de tempérer la situation à FR 3, où le climat de confiance s'est dégradé depuis que l'on suppose sur le départ du directeur de l'antenne, M. Jean-Marie Cavada, déstabilisé par l'élection de son ami Richard Vermy dont il souhaitait faire son adjoint. Forcé ouvrière, par exemple, menace de faire grève pour le réveil de Noël — « sans programme minimum » — pour protester contre la « détérioration » de la situation dans les chaînes et tout particulièrement à FR 3. Mais les déclarations du PDG placent quand même en porte à faux les autres sociétés de l'audiovisuel public. Ainsi que les ministères de tutelle qui, sans doute, se seraient bien passés de ces nouvelles difficultés.

P.-A. G.

### En conflit avec les éditions Opta La revue « Positif » risque de disparaître

Tous les grands noms du cinéma mondial volent aujourd'hui au secours de *Positif*. Fondée en 1952, la revue a en effet subi de graves problèmes avec son éditeur. Les éditions Opta viennent de dénoncer le protocole d'accord qui lie la rédaction de *Positif* depuis dix ans. Elles reprochent à cette dernière d'avoir réalisé des anthologies thématiques avec les éditions Rivages, rompant ainsi la clause d'exclusivité du contrat.

« En dix ans, Opta n'a fait aucun effort pour développer la revue ou éditer les ouvrages de ses rédacteurs », rétorque Michel Ciment, rédacteur en chef de *Positif*. « Nous lui avons pourtant soumis les propositions de Rivages. Il n'a pas jugé bon de nous répondre. Un an après, l'éditeur nous trahit en justice pour tenter de nous déposséder de notre titre ».

Le jugement du tribunal — attendu pour le 21 décembre — risque en effet de peser lourd sur l'avenir de la publication. Revue critique haut de gamme, *Positif* est passée entre les mains de nombreux éditeurs, de Minuit à la Marge en passant par l'Épave. Opta a racheté le titre pour 1 000 F avec l'unique engagement de publier tous les mois. L'éditeur, qui n'a aucun contrôle sur le contenu, alloue à la rédaction une somme forfaitaire de 4 000 F par mois, qui se peut couvrir ni les papiers ni les frais de reportage. Cet étrange mariage ne semble plus donner satisfaction aujourd'hui à aucun des deux partenaires. Encore faut-il que le divorce ne prive pas le cinéma d'un de ses titres les plus prestigieux.

J.-F. L.

### A Lille La bataille pour le contrôle de « la Voix du Nord » continue

La RES (Reprise d'entreprise par les salariés) réalisée l'an dernier au quotidien *la Voix du Nord* à Lille continue de susciter des réactions aussi bien chez les actionnaires minoritaires que chez les salariés.

Tout a commencé dans le courant de l'été dernier. Trois actionnaires de *la Voix du Nord*, le célèbre quotidien issu de la Résistance — MM. Gustave Maniglier, Denis Chuffart et Denis Bels — entreprennent de racheter les titres très dispersés de cette entreprise de presse. Objectif : prendre le contrôle d'un journal riche mais dont les actions seraient « volontairement » « gelées » et « sous-évaluées » et donc fort mal rémunérées. Les trois hommes, qui œuvrent dans l'immobilier, gagnent également l'immobilier de *la Voix du Nord*, qui est situé dans le centre de Lille et se transforme en galerie marchande, pourrait être d'un excellent rapport.

Les trois hommes commencent donc à ramasser à 1 000 francs des titres cotés alors aux environs de 400 francs. Puis, très vite, ils lancent une offre à 2 500 francs pièce. Celle-ci provoque aussitôt une très vive réaction de la direction du journal. Sous la houlette de M. Jean-Louis Prevost, aujourd'hui président du directoire de *la Voix du Nord*, la résistance s'organise. Une holding *Voix du Nord Investissement* est créée qui, avec l'appui financier du Crédit agricole, lance une RES sur la totalité des titres. En peu de temps et grâce à une importante mobilisation, cette holding rassemble la majorité des actions. Aux dires des diri-

geants de *la Voix du Nord*, la RES regroupe aujourd'hui quelque 68,3 % des titres. Quant aux « agresseurs », ils ne peuvent se prévaloir que de 20 % du capital. Le reste est encore éparpillé dans la nature à un cours qui avoisine les 10 000 F. MM. Maniglier, Bels et Chuffart ont d'ailleurs déposé une offre d'achat chez tous les agents de change de Lille pour ramener à 10 000 F les titres encore disponibles.

La direction de *la Voix du Nord* crie bien sûr à la manipulation de cours et refuse d'« agréer » les titres. Les ordonnances de 1944 sur la presse donnent à la direction d'un journal le droit de se défendre ainsi contre un éventuel prédateur. Une action non « agréée » se voit donc dépourvue de tout droit de vote et de toute rémunération. Les agresseurs ont en plus reconnu que la RES a acquis la majorité des titres au-dessous de leur valeur réelle.

Bien que bouclé au plan technique, la RES semble donc promise à un bel avenir judiciaire. Des plaintes pour escroquerie ont été déposées devant le tribunal de grande instance de Lille par les adversaires de la RES et, semble-t-il également, devant la Commission des opérations de Bourse. La direction de *la Voix du Nord* n'est pas restée immobile, et s'est plainte de manipulation de cours de Bourse.

Quant aux salariés du journal, ils ne se manifestent guère, sinon par la voix de leurs représentants syndicaux qui expriment en sourdine une certaine méfiance devant la redistribution du pouvoir instaurée par la RES au sein de leur journal.

YVES MAMOU

### La télévision et l'emploi

## « Jobfinder » ou l'ANPE cathodique

En Grande-Bretagne, la chaîne privée Central TV aide les demandeurs d'emploi et les créateurs de petites entreprises. La logique commerciale fait bon ménage avec les préoccupations sociales.

### OXFORD

de notre envoyé spécial Comme si l'angoisse du lendemain n'y suffisait pas, les nombreux chômeurs des Midlands ont depuis 1986 une raison supplémentaire d'insomnie : « Jobfinder », une émission nocturne d'offres d'emploi que Central TV a été la première à proposer, bientôt imitée par d'autres stations privées d'ITV en Grande-Bretagne. Pas de paillettes ni de strass : « Jobfinder », c'est d'abord et avant tout du texte. Les offres recueillies par les centres locaux de placement, ou « Job Centre », défilent à l'écran, avec la nature du travail, le montant du salaire, et les contacts à prendre. A raison de deux cents offres par semaine environ, « Jobfinder » a déjà permis à plusieurs centaines de personnes de trouver un travail à 4 heures du matin.

Malgré le handicap de sa diffusion nocturne — 4 heures du matin —, elle conserve cent mille fidèles, la moitié de son auditoire d'origine.

La forme a été améliorée, avec un présentateur, et des rubriques en images fixes sur les centres de formation ou de reconversion. Conçu comme un service à la communauté régionale, « Jobfinder » a valu à sa chaîne différents prix, et a fait école depuis sur d'autres chaînes. De plus, depuis l'automne 1989, ses offres et bien d'autres peuvent aussi être consultées en permanence sur le système national de télétexte Oracle, accessible aux quelque cinq millions de foyers britanniques dont le poste est doté d'un décodeur.

Dans un autre registre, mais toujours comme service, une autre émission de Central TV, « Business Breaks », s'est donnée pour tâche de faciliter les débuts de nouvelles PME. Pour tous les jeunes entrepreneurs, il est en effet possible de passer une annonce télévisée pour la somme symbolique d'une livre, deux fois par semaine en fin de soirée. Quelques diapositives, un commentaire en voix off, et pour certains, au bout du compte, des commandes appréciables. A son époque de la vie de l'entreprise où la publicité classique est hors de portée. D'un restaurant asiatique à une société de gardiennage, les candidats sont sélectionnés en liaison avec la Fondation du prince de Galles pour les jeunes (Prince's

Youth Business Trust), qui s'intéresse au développement des zones urbaines déshéritées.

Pour Central TV, ces deux émissions sont un moyen d'indiquer un encadrement régional fort et de s'attirer les compliments des conservateurs au pouvoir.

En France, seule FR 3 remplit encore ce type de missions. Pourtant la chaîne a-t-elle dû abandonner son émission nationale quotidienne « Mode d'emploi » il y a dix-huit mois, la participation du ministère de la solidarité nationale étant mal vue par les syndicats. Seules les stations régionales continuent dans cette voie, avec plus ou moins d'ambition. A Rouen, depuis quelques mois, une rubrique hebdomadaire de quelques minutes dans l'émission de milieu de journée permet aux entreprises qui recherchent des compétences rares de le faire savoir. A Lille, Bordeaux et dans les autres régions, quelques « panneaux » d'offres de l'ANPE défilent avant ou après le journal régional quelques soirs par semaine.

Alors que les Français consacrent globalement plus de temps à la télévision qu'au travail, force est de constater que les deux mondes s'ignorent quasiment.

M. COLONNA D'ISTRIA

## AGENDA

JEUDI 14 DÉCEMBRE

## EXPOSITIONS

## CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33)  
T.J.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

**EMILE ALLAUD.** Galerie des dessins d'architecture Ccl. Jusqu'au 16 janvier 1990.

**L'ATELIER ALESSI.** Alberto Alessi et Alessandro Mendini : dix ans de design 1960-1990. Galerie des brèves du Ccl. Jusqu'au 22 janvier 1990.

**COLLECTION DU CABINET DE LA PHOTOGRAPHIE.** MNAM. Grande salle-primier sous-sol. Jusqu'au 14 janvier 1990.

**DE MATISSE A AUJOURD'HUI.** 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> étages. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

**DES MONDES A PART.** Peuples autochtones et droits de l'homme. Salle d'auditorium. Jusqu'au 20 janvier 1990.

**DONATIONS DANIEL CORDELL.** Le regard d'un amoureux. Salle d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 21 janvier 1990.

**L'ETRANGER UNIVERSE DE CARLO MOLINO.** Galerie du Ccl. Jusqu'au 25 janvier 1990.

**HABITER EN EUROPE.** Eupen 88. Forum. Jusqu'au 12 février 1990.

**L'INVENTION D'UN ART.** 150<sup>e</sup> anniversaire de la photographie. Musée national d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**ED PASCHKE.** Galerie contemporaine rue-de-chaussees. Jusqu'au 11 février 1990.

**GUSTAVE ROND.** Galerie de la B.P.I. Jusqu'au 5 février 1990.

**EDWARD RUSCHA.** Galerie contemporaine rue-de-chaussees. Jusqu'au 11 février 1990.

**BRAM VAN VELDE.** Musée d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**VILLES NOUVELLES, NOUVEAUX PROJETS D'ARCHITECTURE.** Centre d'information Ccl. Jusqu'au 14 janvier 1990.

## MUSÉE D'ORSAY

1, rue de la Boétie (40-49-43-14)  
Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

**LOUIS-FRANÇOIS PHILIPPE BOTTE (1830-1908).** UN FONDS D'ARCHITECTURE. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 4 février 1990.

**L'INVENTION D'UN REGARD (1839-1918) : CENT CINQUANTE-NAIÈRE DE LA PHOTOGRAPHIE.** XIX<sup>e</sup> siècle. Entrée : 20 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 31 décembre.

**LIVRES D'ENFANTS, LIVRES D'ADULTES.** Exposition de livres. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 21 janvier 1990.

**UN CRÉATEUR D'AVANT-GARDE A VIENNE : KOLOMAN MOSER (1858-1918).** Exposition de livres. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 11 février 1990.

## PALAIS DU LOUVRE

Entrée par la pyramide (40-20-53-17)  
T.J.J. et mar. de 10 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 30). Les 24 et 25 décembre fermeture à 18 h.

**ARABESQUES ET JARDINS DE PARADIS.** Collections françaises d'art islamique. Hall Napoléon. Entrée : 25 F (possibilité de billets couplés avec billets d'entrée du musée). Jusqu'au 15 janvier 1990.

**LE BEAU IDÉAL.** Pavillon de Flore. Entrée : 26 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 31 décembre.

**DAVID (1748 - 1828).** Galerie et salle Mollien. Entrée : 35 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 12 février 1990.

**LÉONARDO DE VINCI - LES ÉTUDES DE DRAPERIE.** Hall Napoléon. Entrée : 25 F (possibilité de billets couplés avec billets d'entrée du musée). Jusqu'au 26 février 1991.

## MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

12, av. de New-York (47-33-61-27)  
T.J.J. et lun. de 10 h 30 à 17 h 40, mar. jusqu'à 20 h 30. Visites commentées grat. les jeu. à 15 h et les dim. 17 déc., 14 jan., 4 fév. à 11 h.

**L'ART CONCEPTUEL, UNE PERSPECTIVE.** Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 février 1990.

**KUPKA OU L'INVENTION D'UNE ABSTRACTION.** Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 février 1990.

**SOPHIE TAEUBER.** Rétrospective. Entrée : 15 F. Du 15 décembre au 18 mars 1990.

## PARIS EN VISITES

## VENDREDI 15 DÉCEMBRE

« L'architecture et les arts décoratifs à l'époque du Second Empire au Musée d'Orsay », 13 h 30, dans le hall du musée, côté gauche (M. Dussard).

« L'art des images au Moyen Âge », 14 h 30, Musée de Cluny, 6, place Paul-Painlevé (M<sup>o</sup> Brossel).

« Cinq d'artistes autour de Pissarro », 14 h 30, musée Balthus (Pissarro) (M<sup>o</sup> Brossel).

« L'hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Paris et son histoire).

« Exposition Carlier au Petit Palais », 15 h 30, entrée de l'exposition, avenue Winston-Churchill (Paris et son histoire).

« L'Opéra Garnier », 15 heures, hall d'entrée sous la statue de Lull (Aux arts et casters).

« Gestuelle et rituel de la table, depuis le partage du pain des moines à la convivialité flamande », 15 heures, métro Temple (H. Hauer).

« Du donjon à la pyramide, odyssée du Grand Louvre », 10 h 30, grille Conseil d'Etat, métro Palais-Royal.

« Cent tombeaux de gens de plume au cimetière Montmartre », 14 h 30, au fond de l'avenue Rachel (V. de Langlade).

« Exposition Carlier », 15 heures, hall du Petit Palais (M. Hauer).

## GRAND PALAIS

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Essenhower.

**ARCHÉOLOGIE DE LA FRANCE. TRENTA ANS DE DÉCOUVERTES.** Galeries nationales (42-89-54-10). T.J.J. et mar. de 10 h à 22 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. sam. : 21 F. Jusqu'au 31 décembre.

**CORPS SCULPTÉS, CORPS PARÉS.** Corps masqués. Châli-d'œuvre de la Côte d'Ivoire. Galeries nationales (42-89-54-10). T.J.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 15 décembre.

**LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE.** Cent photographies en noir et blanc de 1904 à 1944. Galeries nationales. T.J.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

**ROS GREG. AMOUR DES DEUX ET DES HOMMES.** Galeries nationales (42-89-54-10). T.J.J. et mar. de 10 h à 20 h. Nourme mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 5 février 1990.

**ACQUISITIONS 1989 DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN.** Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (45-63-90-65). T.J.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 18 décembre au 7 janvier 1990.

**AIR D'OPERA.** Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). T.J.J. et lun. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 janvier 1990.

**LES ARCHITECTES DE LA LIBERTÉ.** Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). Du 10 h à 19 h. Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**COMIC ART.** Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, chapelle des Petits-Augustins 14, rue Cassagne (42-60-34-57). T.J.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 décembre.

**LE CORBUSIER. LE POÈME DE L'ANGLAIS DROIT.** Fondation Le Corbusier, 8, rue du Docteur-Blanche (42-88-41-63). T.J.J. et sam., dim. de 10 h à 18 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

**DIROLES DE MINES.** 300 dessins de presse et d'humour. Espace AGF Richelieu, 87, rue de Richelieu (42-44-16-43). T.J.J. et sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 5 janvier 1990.

**JEAN DUBUFFET. SOUVENIRS DU SAHARA (1947 - 1948).** Fondation Jean Dubuffet, 137, rue de Sèvres (47-34-12-63). T.J.J. et sam., dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1990.

**EGYPTE - EGYPT.** Institut du monde arabe, salle d'auditorium, 1, rue de la Fosse-Saint-Bernard (40-51-39-38). T.J.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 30 mars 1990.

**RENÉ FALLET.** Idéologue. Bibliothèque Sainte-Geneviève, 10, place du Panthéon (43-29-61-00). T.J.J. et dim. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F (au mar. de 28 décembre au 2 janvier. Du 15 décembre au 13 janvier 1990).

**LA GRANDE CRÈCHE DE NAPLES.** Hôtel de Ville, parvis. T.J.J. de 10 h à 20 h. Entrée : 20 F (au mar. de 28 décembre au 2 janvier. Du 15 décembre au 8 janvier 1990).

**MOHIST.** L'œil éloquent. Franc Forum des Halles, rue - 3, porte Lescop (40-26-27-46). T.J.J. et dim. de 10 h à 19 h 30, lun. de 13 h à 19 h 30. Jusqu'au 27 janvier 1990.

**SCHANG HUTTER.** Où aller ? Centre culturel suisse 32-38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J.J. et lun. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 28 janvier 1990.

**IRINA JONESCO.** Espace photographique de Paris. Nouveau Forum des Halles, place Carrière - 4 à 8, grande galerie (40-26-87-12). T.J.J. et lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990.

**MORT D'UNE SAINTE.** Exposition sur le film Jeanne d'Arc de Dreyer. Maison du Danemark, 42, av. des Champs-Élysées (42-25-06-50). T.J.J. de 13 h à 19 h, dim. de 15 h à 19 h. Jusqu'au 24 décembre.

**JOHN FRANKLIN KENNEDY.** Paris Art Center, 36, rue Fiquelma (43-22-39-47). T.J.J. et dim. et lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 3 février 1990.

**OBJETS INTERDITS.** Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J.J. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 7 avril 1990.

**GUSTAVE SERRURIER BOVY.** Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-25-16). T.J.J. et lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**LE TAPIS : PRÉSENT DE L'ORIENT A L'OCCIDENT.** Institut du monde arabe, 1, rue de la Fosse-Saint-Bernard (40-51-39-38). T.J.J. et lun. de 13 h à 20 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 25 mars 1990.

**MAURICE ESTÈVE.** Galerie Tendance, 105, rue Quincampoix (42-78-61-79). Jusqu'au 23 décembre.

**WALKER EVANS.** Franc Montparnasse, 138, rue de Rennes (45-44-39-75). Jusqu'au 5 janvier 1990.

**JOAQUIN FERRER.** L'Atelier Lambert, 62, rue La Boétie (46-63-61-62). Jusqu'au 30 décembre.

**JÉRÔME FOUCHARD.** Galerie Claude Papiou, 89, rue de Turenne (40-29-88-00). Du 16 décembre au 27 janvier 1990.

**LUCIO FONTANA.** Galerie Karsten Grube, 5, rue de Dabelltoyne (42-77-19-37). Jusqu'au 5 février 1990.

**JACQUES FURNEL.** Galerie Niki Diane Marquet, 5, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 22 décembre.

**OLIVIER GAGNIÈRE.** KEICHI TAHARA. Galerie Adrien Mauch, 42, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 13 janvier 1990.

**PATRICK DE GEETTER.** Galerie J. et J. Donzy, 87, rue de la République (47-00-10-84). Jusqu'au 23 décembre.

**GERMAIN.** Galerie Art, 140, bd Haussmann (46-62-13-08). Jusqu'au 19 janvier 1990.

**ALEXANDRE GHERBAN.** Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 6 janvier 1990.

**GILLET.** Galerie Art, 21, rue Guénégaud (43-54-57-01). Jusqu'au 14 janvier 1990.

**GOUDJ.** Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-28-87-07). Jusqu'au 20 janvier 1990.

**JEFF GRAVIS.** PATRICK CHAUVEAU, TONY SOULÉ. Espace Poissy, 14, rue de Poissy (46-34-77-89). Jusqu'au 13 janvier 1990.

**ALBERT HADJIANEY.** Galerie Périou, 23, rue de Bourgogne (45-51-00-85). Jusqu'au 6 janvier 1990.

**ROLAND TOPOR.** Nouveaux dessins. Accroche, 20, rue Cujas (46-33-86-86). T.J.J. de 12 h à 23 h 30. Jusqu'au 22 décembre.

**LES TROIS COULEURS D'OCUMCHO.** Des grâces et la Révolution française. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-16-26). T.J.J. et dim. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 20 janvier 1990.

**VOYAGES ROMANTISTIQUES.** Es-tampes du XIX<sup>e</sup> siècle du Musée Gernsheim, 5 bis, rue des Ha-driettes (48-97-60-91). Jusqu'au 10 janvier 1991.

**CRISTINA KLEBAS.** Galerie Ghislaine Hamez, 5 bis, rue des Ha-driettes (48-97-60-91). Jusqu'au 10 janvier 1991.

**POUSTEGUY.** Galerie D-M. Server, 98, rue Quincampoix (45-04-50-51). Jusqu'au 30 décembre.

**ALEXANDRE JACQUINOT.** Galerie Jean-Marie Petrus, 9, rue Saint-Augustin (42-22-04). Du 14 décembre au 20 janvier 1990.

**MARCEL JEAN.** Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-84-20). Jusqu'au 30 décembre.

**YOUNG JELTOV.** Galerie Denise René, 156, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 27 janvier 1990.

**MICHAEL JOHNSON.** JOHN WOLSELEY. BERNHARD SACHS. Galerie Boudou Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09). Du 14 décembre au 20 janvier 1990.

**MERRI JOUYET.** Galerie Jacqueline Polman Bastille, 8, rue Popincourt (47-00-87-71). Jusqu'au 10 janvier 1990.

**KHOA PHAM.** Traverser sur papier. Galerie Le Gell-Peyrou, 18, rue de Valenciennes (46-33-90-65). Jusqu'au 30 décembre.

**PAUL KLEE.** Dessins de 1913 à 1933. Galerie Giana Sien, 29, rue de l'Université (42-22-41-63). Jusqu'au 31 décembre.

**WILLIAM KLEIN.** Close up. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 4 janvier 1990.

**SENSE KLAUING.** Galerie Daniel Temples, 1, impasse Raudou (42-72-14-01). Jusqu'au 30 décembre.

**KNOBLAUCH.** Séquences. Galerie Franka Berndt, 11, rue de l'Écluse (43-25-52-73). Jusqu'au 23 décembre.

**JOSEPH KOSUTH.** Blow up like an idea. Galerie Le Gell-Peyrou, 18, rue de Valenciennes (46-33-90-65). Jusqu'au 30 décembre.

**SOL LEWITT.** Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-73-43-21). Jusqu'au 5 janvier 1990.

**RAFAEL MAHAVAL.** Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-81-10). Jusqu'au 30 décembre.

**ALFRED MANESSIER.** Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 6 janvier 1990.

**FRANÇOIS MECHAN.** Paysages de l'improbable. Galerie Michèle Chomier, 24, rue de Valenciennes (42-76-05-62). Jusqu'au 6 janvier 1990.

**MON SALON.** MES HAÏNES. Une exposition présentée par Gérard-Georges Lemaire. Galerie l'Art du ver-sau, 119, rue de la Vierge-de-Temple (48-04-86-40). Jusqu'au 21 décembre.

**NATURE MORTE.** Galerie Montmar-y, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Jusqu'au 30 décembre.

**NAUM GABO.** Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 6 janvier 1990.

**LES OBJETS-PLUS.** Pierre Roszany. Galerie Boudou, 34, rue de Valenciennes (42-72-14-01). Jusqu'au 30 décembre.

**ROUSTE.** MATTHA BOWETT. Galerie Via, 1, rue Saint-Opportune (42-33-14-31). Jusqu'au 6 janvier 1990.

**PEINTRES ESPAGNOLS.** Galerie Urban, 10, av. de la République (47-00-87-71). Jusqu'au 10 janvier 1990.

**PEINTRES ET SCULPTEURS DE FI-GURATION CRITIQUE.** Galerie Hugues Bourdon, 55, rue Claude-Bernard (43-36-55-65). Jusqu'au 30 décembre.

**FRANÇOIS PELLERIN.** Galerie Michèle Heyraud, 79, rue Quincampoix (48-67-02-06). Du 15 décembre au 13 janvier 1990.

**CHRISTIAN PERRAIS.** Galerie Re-gard, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-31). Jusqu'au 23 décembre.

**PHOTOS ?** Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-85). Jusqu'au 31 janvier 1990.

**PICOTOT.** Galerie Pierre-Marie Vi-toux, 21, rue Saint-Sabin (43-55-07-78). Du 14 décembre au 19 janvier 1990.

**PATRICK PION.** Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Brague (48-04-85-85). Du 16 décembre au 19 janvier 1990.

**JEAN-LUC POIVRET.** Galerie Ap-mozie, 19, rue Guénégaud (48-33-03-03). Jusqu'au 10 janvier 1990.

**POLKE.** Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 30 décembre.

**LARRY POONS.** Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-36). Jusqu'au 30 décembre.

**KEN PRICE.** Galerie Georges Luvov, 42, rue Beaubourg (42-72-71-19). Jusqu'au 13 janvier 1990.

**PROSCERNUM.** VINGT ANS. Galerie Proscernum, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 3 février 1990.

**HENRI PROSL.** Galerie Convergences, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 13 janvier 1990.

**PANCHO OULAS.** Galerie du Dragon, 18, rue du Dragon (45-48-24-19). Jusqu'au 13 janvier 1990.

**IVYBAREN.** Galerie Albert Loeb, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 6 janvier 1990.

**DENIS RIVIÈRE.** Galerie du Centre, 5, rue Pierre-et-Lord (42-77-37-82). Jusqu'au 23 décembre.

**GRETE STERN.** Galerie Viviane Es-ders, 40, rue Pascal (43-51-10-10). Jusqu'au 23 décembre.

**SURVAGE.** Galerie la Poche, 11, rue Guénégaud (43-54-89-03). Jusqu'au 10 janvier 1990.

## GALERIES

**JOSEF ALBERS.** Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Pâtre (42-76-03-10). Jusqu'au 20 décembre.

**ARNAUD.** Shooting colors. Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-et-Lord (48-04-34-40). Jusqu'au 30 décembre.

**JEAN-MICHEL BASQUIAT.** Galerie Enrico Navarra, 7, rue du Faubourg-Saint-Honoré (47-42-85-88). Jusqu'au 31 décembre.

**CLAUDE BELLEGARDE.** Galerie Bernadette Vignon, 76, rue de la Vierge-de-Temple (48-04-50-51). Jusqu'au 25 janvier 1990.

**LEONID BERLIN.** Galerie d'art Inter-national, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-28). Jusqu'au 20 janvier 1990.

**JOSEPH BEUYS.** Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 15, rue Saint-Gilles (42-73-43-21). Jusqu'au 24 janvier 1990.

**JEAN-CHARLES BLAIS.** Galerie Yves Lambert, 109, rue de la Vierge-de-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 23 décembre.

**THÉO BLANCHARD.** Galerie Krief, 50, rue Saint-Sabin (43-26-81-10). Jusqu'au 30 décembre.

**BOUJOUR MONSIEUR VINCENT.** Hommage à Vincent Van Gogh. Galerie TCB-de-Bour, 58, rue Quincampoix (42-78-61-79). Jusqu'au 28 janvier 1991.

**VICTOR BURGIN.** Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency (42-78-28-68). Jusqu'au 10 février 1990.

**MANUEL CAMARGO.** Galerie Prez-Delavallade, 10, rue Saint-Sabin (43-26-81-10). Jusqu'au 20



# AGENDA

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 14 décembre à 0 heures et le dimanche 17 décembre à 24 heures.

Pour cette fin de semaine, pluies, nuages et douceur encore plus marquées seront au rendez-vous. Vendredi pluie, vent et douceur. Le temps sera nuageux sur tout le pays. Il y aura de faibles pluies du sud-ouest de la France au nord-est. Sur un grand quart nord-ouest, le ciel restera variable avec beaucoup de nuages. Sur tout le Sud-Est, le ciel sera très nuageux. Près des Pyrénées, la ciel sera dégagé par effet de foehn.

Les températures minimales seront de l'ordre de 9 à 11 degrés sur la moitié nord et 10 à 12 degrés sur la moitié sud, localement 14 à 16 degrés près des Pyrénées occidentales. Les maximales seront de 14 à 16 degrés sur la moitié nord et 18 à 20 degrés sur la moitié sud, localement 20 à 24 degrés au pied des Pyrénées.

Samedi : tempête en Manche, pluie. Dès le matin, les vents souffleront fort en Manche et Bretagne sud et atteindront la tempête (100 km/heure).

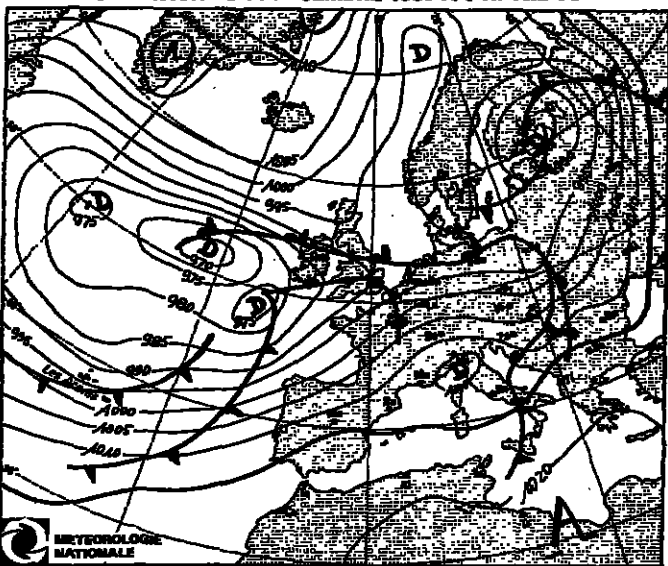
Les pluies seront importantes le matin sur un grand quart nord-ouest puis elles s'atténueront un peu. Samedi - Aurore en soirée. Le temps deviendra variable en cours de journée sur la Bretagne, les Pays de Loire, Normandie puis de Poitou-Charentes au Nord en cours d'après-midi.

Les températures minimales seront de l'ordre de 10 à 14 degrés, localement 14 à 16 degrés sur les Pyrénées-Atlantiques, et 9 à 11 degrés près de la Méditerranée. Les maximales seront comprises entre 14 à 18 degrés sur la moitié nord 17 à 20 degrés sur la moitié sud.

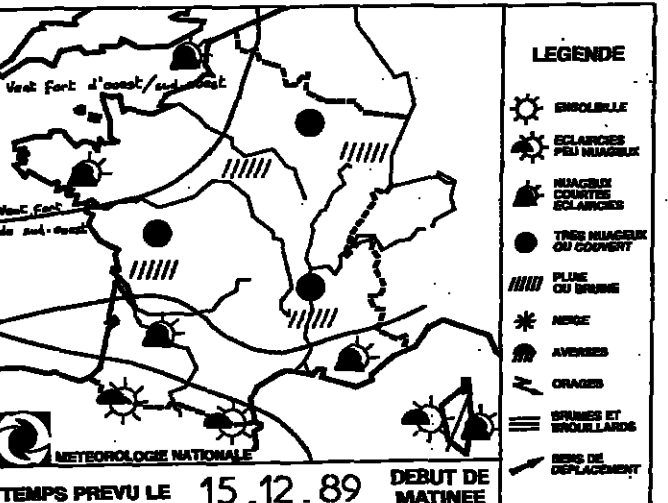
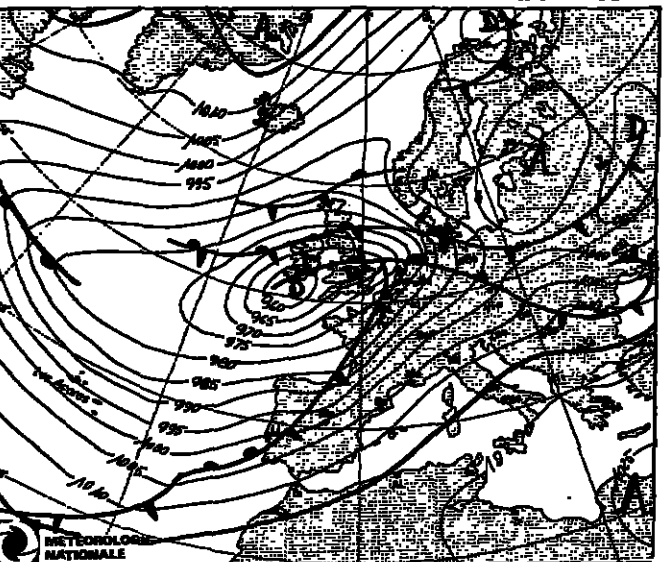
Dimanche : toujours pluvieux et nuageux. Le ciel sera très chargé à couvert sur tout le pays et les éclaircies resteront très rares. Les précipitations présentes dès le matin du Sud-Ouest au Centre et au Nord, gagneront en cours de journée vers le Nord-Est et le Centre-Est, épargnant le Sud-Est.

Le vent soufflera modérément de sud-ouest. Les températures resteront encore très douces pour la saison. De 9 à 12 degrés le matin, et entre 12 à 18 degrés du nord au sud l'après-midi, localement 20 degrés vers la Méditerranée.

### SITUATION LE 14 DÉCEMBRE 1989 À 0 HEURE TU



### PRÉVISIONS POUR LE 16 DÉCEMBRE 1989 À 12 HEURES TU



### TEMPÉRATURES MAXIMALES - MINIMALES ET TEMPS OBSERVÉS

Le 13-12-1989 à 0 heures TU et le 14-12-1989 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	LYON	PARIS	STRASBOURG
17	14	12	10	10
18	15	13	11	11
19	16	14	12	12
20	17	15	13	13
21	18	16	14	14
22	19	17	15	15
23	20	18	16	16
24	21	19	17	17
25	22	20	18	18
26	23	21	19	19
27	24	22	20	20
28	25	23	21	21
29	26	24	22	22
30	27	25	23	23

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

## CARNET DU MONDE

### Naissances

— Marie et Juliette Anne JONQUET et François LAGUERRE ont le plaisir d'annoncer la naissance de Caroline, le 27 novembre 1989.

81, rue Saint-Maur, 75011 Paris.

— Corinne et Jacques GUILLOT ont le plaisir d'annoncer la naissance de Vincent, Théo, le 8 décembre 1989.

22, rue des Acacias, 75017 Paris.

### Décès

— M<sup>me</sup> Pascal Ambrogiani, née Amand de Servan de Bezaure, son fils, le docteur Jean-Claude Ambrogiani et ses enfants, Pascal, Michel et Alexandra, Sa fille, Hélène Ambrogiani-Stonky, Nicolas Stonky et leurs enfants, Rodolphe et Roxane, Sa petite-fille Sophie, ont l'immense douleur d'annoncer la mort de leur époux, père, grand-père et beau-père, le peintre

Pascal AMBROGIANI.

Les obsèques auront lieu le vendredi 15 décembre, à 14 h 30, en la cathédrale de Vaison-la-Romaine (Vaucluse).

— M<sup>me</sup> Yves Desnoyez, son époux, Isabelle, Christophe et Juliette, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Henri Schrick, ses parents, font part de la mort de

M<sup>me</sup> Yves DESNOYEZ, née Cécile Schrick,

survenue à Soaux le 5 décembre 1989.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité le 9 décembre.

507, rue du Roudy, 62780 Cauc, 13, allée de Trévis, 92330 Soaux.

— M. Philippe Dussine et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre DUSSINE,

chevalier du Mérite agricole,

survenue le 7 décembre 1989, à l'âge de soixante-huit ans.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité au cimetière du Père-Lachaise.

25, avenue du Général-de-Gaulle, 10500 Bruzailles.

— M<sup>me</sup> Julie de La Bardonnie, son époux, M. et M<sup>me</sup> André Leballif, ses parents, M. et M<sup>me</sup> Bernard Leballif et leur fils, M. et M<sup>me</sup> Jean Boutezy et leurs enfants, Sa famille, Ses amis, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Pierre LEBAILLIF,

chevalier

survenue le 12 décembre 1989, dans sa trente-troisième année.

Que soient ici remerciées toutes celles et tous ceux qui l'ont soigné, aimé et entouré durant sa maladie.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Etienne-du-Mont, le vendredi 15 décembre, à 13 h 45.

Une messe sera célébrée en l'église de Cambo-les-Bains, le samedi 16 décembre, à 10 h 30. Elle sera suivie de l'inhumation.

« Ce qu'un autre aurait aussi bien fait que toi, ne le fais pas — aussi bien d'être que toi, ne l'écrit pas. Ne l'attache en toi que ce que tu ne sens qu'en toi-même, et crê de toi, l'impétuosité ou passionnément, où le plus irremplaçable des êtres... »

André Gide.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Robert Lion, directeur général, Les directeurs Et le personnel de la Caisse des dépôts et consignations, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Pierre LEBAILLIF,

chevalier

dans l'ordre des Arts et des Lettres, chargé de mission pour le mécénat et l'action culturelle

à la Caisse des dépôts et consignations, vice-président de la Société d'exploitation du Grand Théâtre des Champs-Élysées, directeur général de la Société immobilière du Théâtre des Champs-Élysées, directeur général des disques Montaigne, survenue à Paris, le 12 décembre 1989, dans sa trente-troisième année.

— M. Raymond Soubie, président, Le conseil d'administration, Les directeurs Et le personnel de la Société d'exploitation du Grand Théâtre des Champs-Élysées, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Pierre LEBAILLIF,

chevalier

dans l'ordre des Arts et des Lettres, vice-président de la Société d'exploitation du Grand Théâtre des Champs-Élysées,

survenue à Paris, le 12 décembre 1989, dans sa trente-troisième année.

(Le Monde du 14 décembre.)

— Blida, La Varonne, Antibes, M<sup>me</sup> Henriette Lévy, M<sup>me</sup> Joëlle Montil, Danièle, Sarah, Héloïse, Le docteur et M<sup>me</sup> Jacques Lévy, Jean-Marc, Patrick, Le docteur et M<sup>me</sup> Alain Lévy, Frédérique, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. Pierre Capus, ont la douleur de faire part du décès de

M. Elvane LÉVY

(Londres),

dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi 15 décembre 1989, à 14 heures, au cimetière de la Pile, à Saint-Maur-des-Fossés.

Condoléances sur place. La famille ne reçoit pas.

18 bis, rue Dolzy, 93500 Pantin.

— M<sup>me</sup> Jean Rost, sa fille, M. et M<sup>me</sup> René Gancher et leurs enfants, M. Edouard Oudis, M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Belloc et leurs enfants, M<sup>me</sup> Jacques Morin et ses enfants, M<sup>me</sup> Gina Pinard et ses enfants, ses cousins et cousines, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Yvonne Robert MAHUT,

née Louise Duter,

survenue à Paris, le 12 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Christophe de Javel, 28, rue de la Convention, Paris-15, le vendredi 15 décembre, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu le même jour à 12 h 45, au cimetière de Bagneux (Oise), dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17-21, rue de Javel, 75015 Paris.

— Paris, Roscoff.

On nous prie d'annoncer le décès de

Yvette NEEFS,

professeur honoraire

au lycée Camille-Sée,

sociétaire secrétaire générale

de l'Union Française universitaire,

sociétaire secrétaire de rédaction

des Cahiers de biologie marine,

morte dans sa quatre-vingt et unième

année, le 10 décembre 1989.

De la part de Jacky et Hélène Neefs et leur famille, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Benhamou et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Guillemot et leurs enfants, Ses collègues, Ses amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Paris, Roscoff.

On nous prie d'annoncer le décès de

Yvette NEEFS,

professeur honoraire

au lycée Camille-Sée,

sociétaire secrétaire générale

de l'Union Française universitaire,

sociétaire secrétaire de rédaction

des Cahiers de biologie marine,

morte dans sa quatre-vingt et unième

année, le 10 décembre 1989.

De la part de Jacky et Hélène Neefs et leur famille, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Benhamou et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Guillemot et leurs enfants, Ses collègues, Ses amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Paris, Roscoff.

On nous prie d'annoncer le décès de

Yvette NEEFS,

professeur honoraire

au lycée Camille-Sée,

sociétaire secrétaire générale

de l'Union Française universitaire,

sociétaire secrétaire de rédaction

des Cahiers de biologie marine,

morte dans sa quatre-vingt et unième

année, le 10 décembre 1989.

De la part de Jacky et Hélène Neefs et leur famille, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Benhamou et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Guillemot et leurs enfants, Ses collègues, Ses amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Paris, Roscoff.

On nous prie d'annoncer le décès de

Yvette NEEFS,

professeur honoraire

au lycée Camille-Sée,

sociétaire secrétaire générale

de l'Union Française universitaire,

sociétaire secrétaire de rédaction

des Cahiers de biologie marine,

morte dans sa quatre-vingt et unième

année, le 10 décembre 1989.

De la part de Jacky et Hélène Neefs et leur famille, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Benhamou et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Guillemot et leurs enfants, Ses collègues, Ses amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Paris, Roscoff.

On nous prie d'annoncer le décès de

Yvette NEEFS,

professeur honoraire

au lycée Camille-Sée,

sociétaire secrétaire générale

de l'Union Française universitaire,

sociétaire secrétaire de rédaction

des Cahiers de biologie marine,

morte dans sa quatre-vingt et unième

année, le 10 décembre 1989.

De la part de Jacky et Hélène Neefs et leur famille, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Benhamou et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Guillemot et leurs enfants, Ses collègues, Ses amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Paris, Roscoff.

On nous prie d'annoncer le décès de

Yvette NEEFS,

professeur honoraire

au lycée Camille-Sée,

sociétaire secrétaire générale

— Henri Nogères, Dominique Nogères, Mathias et Stéphane Lévy-Nogères, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Jacqueline NOGÈRES,

lieutenant des Forces françaises

combattantes de l'intérieur,

croix de guerre 1939-1945,

médaille de la Résistance.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

70, avenue Marceau, 75008 Paris.

— M<sup>me</sup> Gable Provot-Delavault, Olivier et Jérôme, ses fils, M. et M<sup>me</sup> Jean Provot, ses parents, Monique, François et Charles, ses frères et sœur, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques PROVOT,

docteur en droit,

juriste d'entreprise chez Elf,

ancien chargé de mission

au cabinet de M. de Harvé

de 1981 à 1984,

ancien conseiller municipal

de Montesson,

survenue le 7 décembre 1989, à

Bernières-sur-Mer.

153, avenue de la République,

78500 Sartrouville.

— Ses amis ont la profonde tristesse d'annoncer la mort, le 23 novembre 1989, à Paris, du

Père René RAZONGLES.

La messe a été célébrée le 28 novembre.

Le Père Razongles repose au cimetière du Montparnasse.

— Il y a trois ans

Dominique GAUTRON,

nous quittait.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Il y a trois ans

Dominique GAUTRON,

nous quittait.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Il y a trois ans

Dominique GAUTRON,

nous quittait.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Il y a trois ans

Dominique GAUTRON,

nous quittait.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Il y a trois ans

Dominique GAUTRON,

nous quittait.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Il y a trois ans

Dominique GAUTRON,

nous quittait.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Il y a trois ans

Dominique GAUTRON,

nous quittait.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Il y a trois ans

Dominique GAUTRON,

nous quittait.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Il y a trois ans

Dominique GAUTRON,

nous quittait.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Il y a trois ans

Dominique GAUTRON,

nous quittait.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

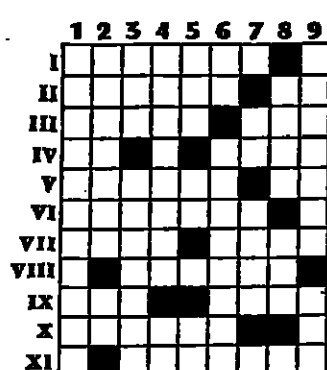
— Il y a trois ans

Dominique GAUTRON,

## AGENDA

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5163



## VERTICALEMENT

1. Peuvent être consacrés à de grosses dépenses. — 2. Telle qu'on ne saurait avoir les idées claires. On la rendit bête. — 3. Grande personne. N'hésite pas à faire la peau. — 4. Quelqu'un qui peut mal tourner. Intervient dans des leçons. — 5. Donne le programme. Conjonction. Témoin d'une certaine discipline. — 6. Article. Un qui trouvait à qui parler. — 7. Lettres de candidature. Fait la lumière. — 8. Créer un ensemble. S'agit. — 9. Va dans les bois. Peut se diriger vers une « étoile ».

## HORIZONTELEMENT

I. Fut condamné aux travaux forcés. — II. Des barbes peuvent la faire disparaître. Article. — III. Va au tapis. Il en faut pour tout le monde. — IV. Préposition. Pousse à répondre. — V. Grandes personnes. Participe. — VI. Moyen de sortir de son trou. — VII. Ajoute au nombre des inventions. Va dans la Dordogne. — VIII. A souvent donné la chasse. — IX. Manque de reconnaissance. Il est difficile d'avoir de l'autorité sur lui. — X. Agent d'assurance. — XI. Source de bonheur.

## Solution du problème n° 5162

Horizontalement  
I. Gynécées. — II. Rougeoyer. — III. Il. Crue. — IV. Bac. Réale. — V. Aven. — VI. Ulmacées. — VII. Pré. Cat. — VIII. Lia. Larne. — IX. Logé. Nuer. — X. Ennuie. As. — XI. Essence.

Verticalement  
1. Gribouiller. — 2. Yole. Ion. — 3. Nu. Campagne. — 4. Ego. Var. Eus. — 5. Ce. Rascal. Is. — 6. Ecoûte. Ance. — 7. Eyra. Ecu. — 8. Seul. Sémée. — 9. Réel. Téré.

GUY BROUTY

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER (J.O. du 27/12/1989)									
AUX DEBITEURS TOUTS CURELS COMPOSÉS									
NUMÉRO	NUMÉRO DE DÉBITEUR	NUMÉRO DE TITRE	DATE D'ÉMISSION	DATE D'ÉCHÉANCE	NUMÉRO DE TITRE	DATE D'ÉMISSION	DATE D'ÉCHÉANCE	NUMÉRO DE TITRE	DATE D'ÉCHÉANCE
0	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000
1	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000
2	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000
3	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000
4	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER (J.O. du 27/12/1989)									
AUX DEBITEURS TOUTS CURELS COMPOSÉS									
NUMÉRO	NUMÉRO DE DÉBITEUR	NUMÉRO DE TITRE	DATE D'ÉMISSION	DATE D'ÉCHÉANCE	NUMÉRO DE TITRE	DATE D'ÉMISSION	DATE D'ÉCHÉANCE	NUMÉRO DE TITRE	DATE D'ÉCHÉANCE
0	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000
1	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000
2	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000
3	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000
4	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000	000000

**MUSÉE BOURDELLE**  
16, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris  
ouvert tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40  
Métro : Montparnasse-Bienvenue

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : ► Signifié dans « le Monde radio-télévision » □ Film à émettre □ Ou peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## TF 1

**HANIN NAVARRO**

20.35 Série : Navarro.  
22.00 Documentaire : Les défis de l'océan. De Miquel Tostell. 3. La vie océane.  
23.00 Magazine : Futur's.  
23.35 Journal, Météo et Bourse.

## A 2

20.35 Cinéma : Moi vouloir toi. □ Film français de Patrick Dewolf (1986). Avec Gérard Lannin, Jennifer, Daniel Russo.  
22.05 Flash d'informations.  
22.10 Documentaire : L'esprit des lois. Les droits de l'homme et les droits de la femme.  
23.10 Quand je serai grand. César.  
23.15 Informations : 24 heures sur la 2. Avec le magazine européen « Puissance 12 ».  
23.35 Météo.  
23.37 Sobante secondes. André Chedid, chanteur.

## TF 1

14.25 Série : Marie Perenchio.  
15.25 Série : Tribunal.  
15.55 Variétés : La chance aux chansons. Club Dorothée.  
16.45 Club Dorothée.  
17.00 Les jeux.  
18.45 Série : Héros, police d'Etat.  
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.  
19.20 Jeu : La roue de la fortune.  
19.50 Le bébé show.  
20.00 Journal, Météo et Tapie vert.  
20.35 Variétés : Avie de recherche. De Patrick Sabatier. Invité : Charles Aznavour.  
22.30 Série : La route de l'Europe. Invité : Roch Voisine, Maurane, Ginette Reno, Patrick Bruel, Jeanne Bécu.  
23.30 Variétés : Et puis quoi encore ! Invité : William Sheller et Sylvie Joy.  
0.30 Journal, Météo et Bourse.

## A 2

14.15 Feuilleton : La guerre des insectes.  
15.15 Magazine : Du côté de chez Fred. Charlotte Perleand.  
16.15 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. Dessin animé : Les Rikidis au pays du Père Noël.  
17.15 Magazine : Graffiti 5-15.  
18.15 Série : Les chiffres et des lettres.  
19.00 Série : Top models.  
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !  
20.00 Journal et Météo.  
20.35 Série : Panique aux Caraïbes. Agostrophes.  
22.47 Quand je serai grand. Frédéric Pottecher.  
23.07 Sobante secondes.  
23.10 Cinéma : Providence. ■■■ Film franco-allemand d'Alain Resnais (1977).

## FR 3

14.00 Sport : Tennis. Finale de la Coupe Davis (1<sup>er</sup> match du simple), en direct de Stuttgart.

## Jeudi 14 décembre

23.40 Sport : Basket-ball. Coupe d'Europe.

**OUVERTURE LE DIMANCHE 17 DÉCEMBRE**  
DE 10 H A 18 H 30  
ET DU 18 AU 23 DÉCEMBRE JUSQU'A 19 H 30.

■ L E  
■ B O N  
■ M A R  
■ C H É

METRO SEVRES-BABYLONE  
ANGLE RUE DE SEVRES - RUE DU BAC

## FR 3

20.35 ► Cinéma : Le voyage en douce. ■■ Film français de Michel Deville (1979).  
22.15 Journal et Météo.  
22.40 Magazine : Océaniques. Introduction à l'art océanique.

## Vendredi 15 décembre

16.00 Flash d'informations.

16.03 Sport : Tennis. Finale de la Coupe Davis (suite).

17.00 Flash d'informations.

En cas de prolongation du match de tennis, les émissions d'Amuse 3 seront supprimées.

17.05 Amuse 3.

18.00 Magazine : C'est pas juste.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'information.

De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

19.55 Dessin animé : Kimbo.

20.05 Jeux : La classe.

20.35 ► Magazine : Thalassa.

Spécial aide humanitaire en mer : Marine sans frontières, d'Yves Pélassier et Jean-Michel Destang : Mer de Chine : dernière mission, de Lisa Blanchet. Invité : Bernard Kouchner.

21.30 Série : La route de l'Europe. Invité : Roch Voisine, Maurane, Ginette Reno, Patrick Bruel, Jeanne Bécu.

22.30 Journal et Météo.

22.55 Documentaire : Moscou-Vladivostok.

1. La nuit de la perestroïka, de Patrick Camus.

23.50 Musiques, musique.

0.00 Sport : Tennis.

Finale de la Coupe Davis (2<sup>e</sup> match du simple), à Stuttgart.

## CANAL PLUS

15.30 Cinéma : La puce et le grinchoux. ■■

Film américain de Walter Bernstein (1980).

17.10 Pochettes surprises. Usho.

17.25 Calbou cadin.

18.15 Dessins animés : Ça cartoon.

18.30 Top album.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.

20.30 Téléfilm : Exécution sur commande.

22.15 Les superstars du catch.

22.50 Flash d'informations.

23.00 Cinéma : Jardins de pierre. ■■■

Film américain de Francis Ford Coppola (1987).

## LA 5

14.30 Série : L'inspecteur Derrick.

15.30 Série : Le renard.

16.45 Dessins animés.

18.50 Journal images.

19.00 Série : Happy days.

19.30 Le bar des ministères.

20.00 Journal.

20.30 Drôles d'histoires.

20.40 Téléfilm : Enquête à Beverly Hills.

De Corey Allen, avec James Brolin, David Hemmings.

Une histoire de l'air à dix ans.

23.25 Musiques, musique.

23.35 Minifilms.

## CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Mangeclous. ■■

22.25 Flash d'informations.

22.30 Cinéma : Le retour de Max Dugan. ■■

## LA 5

20.40 Téléfilm : Le port des filles perdues.

22.15 Série : Deux flics à Miami.

23.15 Magazine : Désir.

## M 6

20.30 Téléfilm : Terreur dans le ciel.

22.10 Série : Brigade de nuit.

23.05 Série : Médecine de nuit.

## LA SEPT

20.35 Feuilleton : Condorcet (3<sup>e</sup> épisode).

22.00 Magazine : Mégamix.

Transmusical, en direct de Rennes.

23.30 Cinéma : Céleste. ■■

## FRANCE-CULTURE

20.30 Le théâtre de l'Europe des Douze.

L'Italie. La chose en soi.

21.30 Profils perdus. Jacques Donat-Visconti.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Grand Auditorium) :

Symphonie n° 101 en ré majeur ; Concerto pour cor et orchestre n° 1 en mi bémol majeur op. 11 ; Langsam Satz pour orchestre ; Le poème de l'estace op. 54.

22.25 Magazine : Reporters.

23.30 Série : Miss Morphe.

0.00 Journal de minuit.

## M 6

17.05 Série : L'homme de fer.

18.05 Variétés : Multitop.

18.35 Série : Campus show.

19.00 Série : Magnum.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Madame est servie.

20.30 Téléfilm : La secte de la lumière.

De John Alcorn, avec Kinky Nichols, James Vincent McNeill.

22.05 Série : Brigade de nuit.

23.00 Série : Médecins de nuit.

23.50 Capital.

Six minutes d'informations.

0.00 Sexy clip.

0.05 Concert.

Barrière noir à l'Olympia.

1.00 Rediffusions.

## LA SEPT

16.00 Méthode Victor : Anglais.

16.15 Documentaire :

Les nouvelles de Santiago.

17.15 Je me souviens des années 80.

17.20 Téléfilm : La nuit miraculeuse.

D'Ariane Mnouchkine.

19.30 Documentaire :

Poussière d'étoiles (2).

20.30 Je me souviens des années 80.

20.35 Théâtre : Rosal.

Pièces de Harold Muller.

21.30 Documentaire : Mémoires d'étoiles.

Yvette Chauviré.

22.30 Documentaire : Une vie de bergier.

Cinéma : Traffic. ■■

Film français de Jacques Tati (1971).

## FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Cécil Sorel, extra et crucifixion d'une comédienne.

21.30 Musique : Black and blue. Les années Savoy.

22.40 Nuits magnétiques : L'apprentissage des arts.

0.05 Du jour au lendemain.

## FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert (en direct de Sarrebruck) : La Flûte enchantée, ouverture K. 620. Concerto pour piano et orchestre n° 14 en mi bémol majeur K. 449. Symphonie n° 42 en ut majeur K. 551.

De Mozart, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. Myung-Wook Chung ; sol. : Marie-Josée Pinet, piano.

22.20 Musique légère.

Les pétreaux, de Meyerbeer ; Réverie inachevée, de Gounod.

23.07 Le livre des mélanges.

0.30 Poissons d'or.

OUVERTS LE DIMANCHE 17.

Oui, rue de RIVOLI, on peut faire  
ses courses de Noël  
le dimanche 17 décembre.

B.H.V. - C &amp; A - SAMARITAINE

**Gallimard**

LA GRANDE  
RENCONTRE  
DU DESSIN  
ET DE LA  
LITTÉRATURE



## L I V R E S • I D E E S

**LE VOYAGE EN EGYPTÉ,**  
de Jean-Claude Simoën.  
Ed. Larès, 315 p.,  
nombreuses illustrations, 495 F.

« Dès la fin du dix-huitième siècle, le voyage en Egypte devint une institution », écrit Jean-Claude Simoën, au début de son introduction. Depuis longtemps, l'Egypte faisait rêver écrivains, artistes et même musiciens. Une Egypte plutôt mythique, pays des momies et de la magie, des mystères d'Osiris et des initiations d'Isis. Il faudra attendre l'expédition de Bonaparte en 1798 pour que ce pays cesse d'être perçu comme une contrée exclusivement mystique et prenne place parmi les civilisations historiques du passé. Mais, ici, un problème se posait : le voyage en Grèce et en Italie n'entraînait pas pour le voyageur des révisions déshonorantes quant aux sources de ses concepts et de sa culture. En Egypte, au contraire, il se trouvait en face d'une terre islamisée, où rien ne subsistait du passé pharaonique et, surtout, face à des monuments antiques, eux-mêmes indéchiffrables.

Car ce ne sont pas les pseudo-mystiques et les illuminés de l'époque qui permirent de déchiffrer les hiéroglyphes, mais le patient travail de Champollion. Du coup, tout s'éclaira, se dévoila et apparut fondamentalement différent du monde imaginé. Car on découvrit une terre, une histoire, une civilisation, des hommes et des coutumes si éloignées de la culture grecque et latine, une religion si singulière et des croyances si surprenantes qu'il ne serait plus question de se rendre en Egypte pour y rechercher d'improbables ancêtres.

Les Egyptiens sont morts avec leurs temples — du moins le pense-t-on. « Comment se fait-il qu'un peuple qui semble avoir bâti pour l'éternité ait disparu de la terre sans laisser à la pos-



Le grand temple d'Abou-Simbel vu par le peintre anglais David Roberts en 1838

## Le rêve égyptien

Un somptueux livre de Jean-Claude Simoën où sont rassemblés textes et peintures des voyageurs du dix-neuvième siècle en Egypte

« Où est le secret de sa langue et de son écriture ? » se demandait Belzoni, un des voyageurs en question, personnage hors du commun qui, après avoir fait l'Hercule dans les foires, se spécialisa dans le transport des colosses égyptiens.

Où, comment cela se fait-il ? Car personne, alors, sauf Champollion et, un siècle et demi avant lui, le jésuite Athanasius Kircher, ne soupçonnait que les Egyptiens antiques survivaient chez les coptes chrétiens et que la langue copte était la forme hellénisée et démotique de l'égyptien antique.

A l'inverse du voyage en Grèce, le voyage en Egypte n'est donc pas un pèlerinage aux sources, mais la révélation d'une civilisation irréductible aux autres et pour laquelle les clés sont alors peu nombreuses. C'est cette Egypte-là que découvre le livre de Jean-Claude Simoën — dirais-je l'Egypte d'avant l'Egypte ? — celle dont les statues et les colosses sont encore à moitié enfouis dans le sable, dont les temples et les nécropoles sont occupés par les fellahs et leurs familles, celle où la Vallée des rois n'est qu'une falaise reculant des tombeaux intacts.

L'Egypte avant l'Egypte, que dépeignent ici Flaubert, Maxime Du Camp et Fromentin, à coups d'adjectifs barbares et somptueux, car son mystère réside moins dans son passé qu'en ce présent provisoirement intact, ces temples intouchés qui, demain, deviendront la proie des pilliers et des archéologues. Et les gravures, aquarelles et peintures qui accompagnent les textes décrivent, dessinent le même étonnement devant la nudité des choses — ce miroir vide du Nil où rêve une felouque, ce désert juste bosselé par la croûte jaune d'un village — et l'ampleur moule des vestiges.

David Roberts, ce peintre anglais qui sut si bien rendre les monuments d'Egypte, a traduit la grandeur emphatique des temples et des statues à Abou Simbel notamment et à Philae en y inscrivant chaque fois des personnages-repères.

**Bernard l'hermite**  
de l'au-delà

Face au gigantisme des ruines et du désert, face aussi aux caprices et aux miroirs du Nil, les habitants apparaissent sur ces peintures comme un peuple de fourmis affairées dans les villes, oisives dans les villages (du moins quand il s'agit des hommes, car toujours une silhouette de femme, portense d'eau ou de bois, hante les rives ou les rues). Un peuple agglutiné devant l'entrée des temples ou installé à demeure, au cœur des nécropoles, Bernard l'hermite de l'au-delà.

Car, aujourd'hui encore comme en ces gravures déjà vieilles d'un siècle, c'est aussi cela un véritable voyage en Egypte : la découverte de cette foule dense, dont maints documents restituent, ici, l'affairement placide ou l'oisiveté souriante. C'est en elles et par elles, ces foules, que l'Egypte a le moins changé, depuis le temps où Flaubert pouvait noter sur son carnet cette phrase type de l'anti-tourisme : « Nous menons une vie de saintantrise et de rêverie : toute la journée vautre sur notre tapis, nous fumons des chibouks et des narguilles en absorbant de la limonade et en regardant les rives du fleuve. »

Jacques Lacarrière

— Signalons aussi la réédition d'Egypte de Gaston Maspéro, avec une présentation de Simone et Jean Lacouture. Un « classique » de l'égyptologie (éd. 1900, 330 p., 195 F.).

### LE FEUILLETON

de Michel Branda

#### L'œil du Belge

L'écrivain Simonon fut aussi — d'abord ? — journaliste reporter. A la rencontre des autres nous conduit de la Laponie à la mer Noire et en URSS. Pour débusquer les clichés sur l'exotisme et les préjugés sur l'étranger.

Page 22

### SOCIÉTÉ

#### La tristesse du tango

Enrique Discepolo, son plus grand créateur, disait du tango : « C'est une pensée triste qui se danse. » Démonstration par l'un des meilleurs essayistes argentins, Horacio Salas.



Page 27

### LETTRES ÉTRANGÈRES

#### Le malheur roumain

Ils s'appellent Bujor Nedelcovici, Petru Dimitriu, Ilie Constantin, Tudor Eliad ou Mircea Dinescu. Ils vivent ou ont vécu au pays d'Ubu roi : la Roumanie de Nicolae Ceaucescu. Par leurs romans ou leurs poèmes, ils témoignent et résistent.

Pages 28 et 29

## Le vice silencieux d'Aldo Palazzeschi

Poète futuriste, contemporain d'Apollinaire, Palazzeschi a situé Un prince romain dans une Florence rurale et grise qui est l'envers de la cité resplendissante des Médicis. Une manière discrète de s'opposer à l'optimisme fasciste alors triomphant...

**UN PRINCE ROMAIN**  
d'Aldo Palazzeschi  
traduit de l'italien  
par Gérard Lubiano  
Le Promeneur, 222 p., 120 F.

Le 24 mars 1944, dans Un prince romain, Pie XII n'était pas encore « ce méchant Pacelli » de la restauration politique d'après-guerre, ni même l'étoile de music-hall byzantin que les actualités présentaient, grandiose et hiératique, en haut d'une volée de marches, encadrée par les éventails de plumes pharaoniques tant regrettés après le concile de Vatican II. Ce n'était pas le personnage candide et statique que les hebdomadaires photographiaient « tandis que Jésus-Christ lui apparaissait », au crépuscule, dans les jardins du Vatican (et Bernard Berenson de s'informer : dans quel style lui est-il apparu ?). Non plus que le cadavre mal embaumé par les archaïques qui scélataient la nuit de sa veillée, à Saint-Pierre, tandis que la paulette faisait s'écrouter les gardes suisses sous le baldaquin du Bernin.

Dans le livre de Palazzeschi, Pie XII apparaît au balcon de Saint-Pierre « si seul, si dépaillé, en compagnie de deux prêtres qui rapetissent à vue d'œil ». Un groupe de figurines du Vatican stylisées y échangent des répliques de comédie petite-bourgeoise à propos des parents et beaux-parents dans les « cartons romains » d'un anti-romain précoce, structurés de manière surprenante comme les « dessins

milanais » de la sublime Adalgisa de Carlo Emilio Gadda.

Quelques années plus tôt, en 1910, le jeune poète futuriste florentin Palazzeschi fréquentait, via Senato, l'appartement milanais de Filippo Tommaso Marinetti qui écrivait une préface pour ses ironiques poèmes d'avant-garde sous des lampes ajourées comme dans les mosquées égyptiennes — il venait d'Alexandrie, — sur une table de salle à manger où l'on servait chaque jour les tripes à la bordelaise aux jeunes transgresseurs arrivés en train de l'Italie tout entière. Il n'imaginait pas qu'il rédigerait, cinquante-huit ans plus tard, la préface des œuvres complètes de Marinetti dans son vieillot appartement romain rempli de porcelaines chinoises et de tableaux de De Pisis, au-dessus des toits du Teatro Valle, dans le palais Capranica del Grillo où règne la grande actrice et marquise Adalgisa Ristori.

#### Une vieillesse provocante

En fait, pendant presque un demi-siècle, la culture littéraire italienne — jeune ou académique — avait considéré comme de « vieux papiers jaunés » toutes les avant-gardes du début du siècle, rejetées aussi bien par le « retour à l'ordre » des années 20, néoclassiques, que par la « prose artistique » des années 30, fascistes, ainsi que par les néoréalistes et les engagements d'après-guerre. Ce n'est

par Alberto Arbasino

que lorsqu'il se sentit « redécouvert » par les néo-avant-gardes du groupe 63, justement dans les années 60, que l'auteur de *Stampe de 17800*, du *Palio dei Buffi* et des *Sœurs Materassi* — romans, et récits écrits entre les deux guerres — retrouva un goût fantasmatique et impertinent pour la poésie expérimentale et la « familiarité » du roman, au cours de dix années d'une vieillesse laborieuse et provocante. Somme toute, sa carrière fut un *allegro-adagio-allegro*, et Un prince romain fut conçu à la fin de l'adagio.

Ces récits dus à un poète contemporain d'Apollinaire furent mis au point dans les années les plus conformistes de l'optimisme fasciste, au cœur d'une Florence délibérément « secrète » et « mineure », sans rien de commun avec la capitale de la Renaissance et du toranisme, des antiquaires et des modistes, d'un chianti de marquis viticulteurs-industriels et de villas dans le style Acton-Sitwell.

Il s'agissait d'une Florence-Morte, régnante et nombre, se

► L'écrivain italien Alberto Arbasino est né en 1930 en Lombardie. Plusieurs de ses livres ont été traduits en français notamment en *Sauil* (la Belle de Lodi, 1975) ; au Quai Voltaire (les Petites Vacances, 1988), chez Clancier-Guénaud (*Miroir*, gentil miroir, 1988). (Voir « le Monde des livres » du 30 décembre 1988).

limitant aux ruelles les plus étroites et les plus humides du vieux centre, sans monuments et sans vitrines : mœnistiers encadrés, vieilles toutes noires qui se rendent à l'église, retraités vêtus des sombres habits d'un décor petit-bourgeois sans espoir. Chambrées glacées, repas frugaux, hivers désolés : la grande misère séculaire italienne, matée par l'esprit populaire toscan et la répartie dialectale qui fuse...

En somme, non pas la Florence resplendissante des Médicis et de la grande peinture, mais la petite capitale grise et rurale des derniers grands-ducs qui se promenaient sur le trottoir de Doney, avec leur paquet de gâteaux dominical, et de la peinture sur toile qui découvre l'humaine réalité naturelle et intime des années 1860 et 1870 :

Lire la suite page 31

## PAUL THEROUX

### La Chine à petite vapeur

Riding the Iron Rooster

« Comme les amateurs de chemin de fer le savent depuis longtemps, le train n'est jamais aussi romanesque et confortable qu'en livre. Paul Theroux se dévoue avec allégresse depuis des années pour notre plaisir. A lui le travail, à nous la délectation. » Bernard Frank/Le Nouvel Observateur

« On ne savait pas qu'un livre de voyage pût être à ce point un livre tout court, et donner un tel plaisir. » Renaud Matignon/Le Figaro Littéraire

Paul Theroux



La Chine à petite vapeur

à l'usage de tous

GRASSET

## EN POCHÉ

La littérature est aussi une manière d'entretenir la mémoire. Les Arméniens vouent ainsi une vive reconnaissance à Franz Werfel, dont le gros roman historique *Les Quarante Jours de Musa Dagh*, publié en 1933 et traduit trois ans plus tard, constitue une page de cette mémoire dans ce qu'elle peut avoir de plus douloureux.

C'est au cours d'un voyage au Levant quelques années plus tôt que l'écrivain viennois, juif converti au catholicisme, avait pris conscience de « l'inconcevable destinée » du peuple arménien. *Les Quarante Jours de Musa Dagh* est le récit de la résistance désespérée d'une poignée de villageois qui tentèrent de s'opposer en 1915 à la déportation et à la volonté organisée des Turcs de réduire à néant la communauté arménienne, implantée depuis des siècles dans cette région de l'Asie Mineure. L'héroïsme ici n'était pas de conquête, mais de simple défense. Au projet de meurtre planifié — d'une manière certes moins « industrielle » que celui des nazis, quelques années plus tard, à l'encontre des juifs — a répondu la seule force d'une foi en l'existence.

Dans cette lutte dramatique, le sacrifice n'est pas l'expression outrée d'une conviction politique ou autre, il est témoignage en faveur de la vie. C'est ce témoignage que donne à lire le puissant roman de Werfel.

P. Ke.

► **LES QUARANTE JOURS DE MUSA DAGH**, de Franz Werfel, traduit de l'allemand par Paule Hofer-Bury, préface d'Elle Wiesel, 924 p., Livre de poche, n° 6669.

• Chez le même éditeur, le très beau et indispensable témoignage d'André Frossard sur le crime contre l'humanité, prononcé à l'occasion du procès Barbie (n° 6572).

• D'un autre membre de l'Académie française, Jacqueline de Romilly, la collection « Biblio-Essais » du Livre de poche réédite les *Grands Sophistes dans l'Athènes de Périclès* (n° 4109).

• Dans la même collection, un livre inédit de la psychanalyste et philosophe féministe Luce Irigaray, sur le *Temps de la différence* (n° 4110).

• Dans le domaine littéraire étranger, signalons la réédition du roman de Vladimir Bartol, écrivain tchèque de langue slovaque, *Alamut*, qui date de 1938. Ce sont les Editions Phébus qui avaient redécouvert ce « drôle de roman personnel-shakespeare » (voir la chronique de Nicole Zand dans le Monde du 15 juillet 1988). Il est repris, dans la traduction de Claude Vincenot, avec une préface de Jean-Pierre Sirc, dans la collection « Presses-Pocket » (n° 3202).

• Dans le domaine anglo-saxon, quatre titres en « GF-Flemmarion » : le célèbre mais non moins admirable *Moby-Dick* de Melville, dans une traduction de Henriette Guex-Rolle, introduction de Jean-Marie Sarrailh (n° 5461) ; le pas moins célèbre *Robinson Crusoe*, de Daniel Defoe, dans la traduction de Pierre Borel, édition due à Serge Soupeil (n° 551), qui présente également le *Maître de Ballantrae*, de Stevenson (traduction de Théo Varlet, n° 561), et le magnifique roman de Hawthorne *La Lettre écarlate* (n° 382).

• Nul ennui à attendre d'une plongée dans l'énorme feuilleton-fléuve d'Eugène Sue, les *Mystères de Paris*, heureusement réédité en « Bouquins » (Laffont).

• La Petite Bibliothèque Latins inscrit quelques nouveaux titres à son catalogue : les *Regrets de du Bellay*, le *Chevalier Des Touches* de Barbey d'Aurevilly, *Phébus et Britannicus* de Racine, *Paul et Virginie* de Bernardin de Saint-Pierre et les *Contes de la bécasse* de Maupassant.

• Deux « Que sais-je ? » dont l'utilité n'échappera à personne : un voyage dans les arcanes et labyrinthes de la Bibliothèque nationale, pour l'un de ses conservateurs, Bruno Bisselle (n° 2498) ; quant à Bernard Edelmann, c'est un autre périple qu'il propose, dans un espace juridique complexe et subtil, celui de la *Propriété littéraire et artistique* (n° 1388).

## — LA VIE DU LIVRE —

## LIVRES D'HISTOIRE

## ACHAT-VENTE

## LIBRAIRIE

## PAGES D'HISTOIRE

8, rue Brée, 75006 PARIS

(1) 43-54-43-61

## CATALOGUES

## MENSUELS

Service de recherche de livres d'histoire épuisés

## FESTIVAL

## DES LIVRES

## A PRIX RÉDUITS

(100 n° d'exposition)

## LIVRES NEUFS

## LIVRES ANCIENS

## LIVRES D'OCCASION

15-16-17 décembre 1989

de 9 h à 19 h 30

Maison Holiday-Inn

69, boulevard Victor, Paris 13<sup>e</sup>

Métro : Porte de Versailles

Entrée : 10 F au profit des Restaurants du cœur

## OU TROUVER UN

## LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :

## LIBRAIRIE

## LE MONDE DU LIVRE

(LE TOUR DU MONDE)

81, rue Saint-André-des-Arts

75006 PARIS

(1) 43-25-77-04

## LA LIBRAIRIE MILLEPAGES

174, rue de Fontenay,

94300 Vincennes

Tél. : 43-28-04-15

vous invite à rencontrer

samedi 16 décembre 1989

de 15 h à 17 h 30

## HOWARD BUTEN

à l'occasion de la parution de son livre

## « IL FAUDRA BIEN TE COUVRIR »

aux Éditions du Seuil

## LIVRES

## POLONAIS

et livres français

## sur la Pologne

## et

## l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

## LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4<sup>e</sup>

Tél. : 43-26-51-09

A l'occasion de la parution

aux Editions Veyrier du livre

qui lui est consacré par

Dominique Maillet

## LA LIBRAIRIE MILLEPAGES

174, rue de Fontenay, à Vincennes

vous invite à rencontrer

le samedi 16 décembre

à partir de 18 heures

## PHILIPPE NOIRET

## LE FEUILLETON

de Michel Brandeau



Georges Simenon : une curiosité absolue.

## L'œil du Belge

**A LA RENCONTRE DES AUTRES**  
de Georges Simenon.  
Préface de Francis Lacassin.  
Christian Bourgois, coll. « 10/18 », 444 p., 40 F.

**INTERVIEWS**  
de Djuna Barnes.  
Traduit de l'anglais par Camille Bercot.  
Christian Bourgois, 246 p., 120 F.

**D**E tous les métiers que le journalisme abrite, le plus beau est sans conteste celui du reporter. Bien plus beau que celui du critique littéraire qui rancit dans son trou solitaire, à dépeupler l'œuvre des autres alors qu'il devrait s'occuper de la sienne, s'inquiétant de ce que les confrères ont fait paraître, sur qui et sur quel ton, espérant chaque matin un bon livre par la poste et l'inspiration avant le douzième café, misérable petit râleur des lettres que les piles de livres à peine feuilletés n'écrasent jamais assez tôt.

Tandis que le reporter, lui, voyage, le nez au vent, l'œil frais, grand ouvert sur le monde et les hommes, voyeur privilégié à qui l'on autorise et recommande les plus longues indiscretions, détective et témoin, avocat et procureur ; il est plongé dans le flux de la vie avec une variété de situations et de climats qui n'est offerte qu'aux chefs d'Etat et aux trafiquants, il voyage dans les plus grands chemins de fer, les plus gros avions, descend dans les palaces ou les coupes-georges, peut même risquer sa peau dans les villes bombardées, perdre sa vie très volontiers, revenir amaigri, bronzé, ses feuillets étonnants à la main, sous les vivats des collègues sédentaires. Il n'a même pas le souci de trop méditer sa prose au long cours, puisqu'elle passera avec la feuille qui la supporte, jamais relue. A moins qu'il n'ait assez de talent pour qu'on la garde, qu'on collectionne ses papiers et les publie après sa mort. Tant pis pour lui. Il n'a du reste pas à s'en préoccuper, dans l'action, le travail lui serait impossible. A moins d'être par hasard écrivain, il y en a.

**E**N 1931, Simenon a vingt-huit ans. Il a commencé la série des Maigret et se lance dans ce qu'il nomme ses « apprentissages » : une trentaine de reportages autour du monde pendant quatre ans. Deux volumes sont déjà parus, l'un sur la France, l'autre sur les Amériques, l'Australie, l'Océanie, l'Afrique noire. Le troisième, nous conduit en Europe, de la Laponie à la mer Noire et en URSS. En mer du Nord, Simenon voyage avec sa femme, son revolver, ses pipes et son papier à bord de l'*Ostrogoth*. Il continue à travailler (« J'ai un roman à écrire et je m'installe pour une semaine, sans penser à mal »). Une semaine... en même temps qu'il note ses *Escales nordiques* pour le *Petit Journal*. Poliment mais fermement chassé des eaux allemandes, il monte de plus en plus haut, toujours prêt à toutes les rencontres. Celle d'un clochard immense, digne, avec son faux col, qui monte à bord, à Hambourg. Celle des notables d'un minuscule village norvégien où semble se concentrer la plus parfaite science du confort en pays froid. Quant

à la Laponie, c'est un pays gai, féérique, avec ses théâtres insolites, avec ses girls qui lèvent la jambe devant des Lapons parfumés à l'huile de poisson, à la graisse de renne. Et même un dancing, baptisé Paradis, sur un quai de l'océan Arctique.

En Europe centrale, où « un petit pays est un pays qui a été grand et qui s'en souvient », tout le monde, des Polonais aux Roumains, veut ressembler à la France, idéalisée comme le berceau d'une civilisation, d'un raffinement suprêmes, entièrement peuplée d'aristocrates courtois. Ainsi à Bucarest en 1933, les femmes sont toutes jolies, les hommes se poudrent, tout est fleuri. Sauf dans les bars et les bordels, inévitables points de chute de tout itinéraire simenonien, sans doute parce qu'on y apprend plus et plus vite sur l'indigène, où l'on maudit la France de ne pas être plus généreuse et où l'on se perd en bordées d'alcool.

« Ces bordées-là durent trois jours et trois nuits, après quoi notre homme, couché sur le dos, des serviettes froides sur la tête, passe deux ou trois jours au lit. Cela s'appelle ici avoir un peu de fièvre. » La peinture de la génération du désordre en Allemagne, pendant la montée de l'hitlérisme avec ses attentats, son boucher de Düsseldorf, ses orgies et son mark en dérive est saisissante. Et sa description de l'Europe à rebrousse-poil, conçue comme une course de cross, vaut d'être méditée en ces temps de débats agités sur l'immigration.

Partout, Simenon s'efforce de débusquer les clichés de l'exotisme, les préjugés sur l'étranger qu'on n'a jamais vu, ou jamais compris. Dans l'Afrique qu'on dit mystérieuse, il n'a guère de mal à glaner les idées faussement reçues. Les grands chasseurs, d'abord, têtes couronnées ou dégarnies, milliardaires qui partent en safaris assassiner dans le plus grand confort des douzaines de pachydermes. Ou les films documentaires « tournés au prix de grands dangers » dans une brousse truquée avec des fauves domestiqués. « Un village nègre ? Costume à part, ce

gigolos, les vicieux, tout ce monde peuple un chapitre délicieux qui prépare mal à la rencontre sur une île du Bosphore avec Trotski, pour *Paris-Soir*.

Le long reportage effectué pour le *Journal* en avril et mai 1934, en Union soviétique, est moins amusé. Les peuples qui ont faim est un réquisitoire terrible contre un pays où l'on n'a rien à manger et où la police, comme les douaniers, maintiennent un système de surveillance absurde et sadique et borné. Où au théâtre on est obligé de mettre des postiches aux comédiens pour qu'ils aient l'air bien portant de leurs rôles. Où l'on s'habitue au mensonge, au vide.

Les gens « ont l'air de n'aller nulle part. Une rue ou une autre, cela leur est égal. S'ils ont fini leur travail, ils ont le temps. S'ils ne travaillent pas, ils auront aussi faim dans un quartier que dans un autre ». Bien des choses ont évidemment changé depuis les années 30, et on peut critiquer certaines remarques de Simenon qui sentent le petit-bourgeois-de-bon-sens, mais la curiosité absolue du reporter et son coup d'œil, souvent cruel, sont irrésistibles, on ne le lâche pas.

**D**ANS le même temps où Simenon sillonnait la mer du Nord, Albert Londres publiait son dernier reportage, en 1931, sur l'organisation terroriste bulgare des Comitadjis, une secte de meurtriers chargés de rétablir au pouvoir l'ancien Etat de Macédoine (1). Ce n'est pas le plus étonnant des nombreux ouvrages d'Albert Londres, mais c'est tout de même assez incroyable pour justifier qu'on ait donné son nom au prix qui récompense chaque année les meilleurs exploits dans ce domaine. On en lira avec intérêt le recueil des lauréats (2), mais on se tournera surtout vers une grande dame jamais tendre qui fit un peu de potins mondains et d'interviews avant de produire de rares et énigmatiques chefs-d'œuvre littéraires, Djuna Barnes, auteur du *Bois de la nuit*, de *Ryder*, d'*Antiphon*, admirée de T.S. Eliot et de Dylan Thomas. Entre 1914 et 1931, elle rencontra nombre de personnages du spectacle ou de la mode qui ne nous sont plus rien, à travers qui s'élaborent bien des traits de son art romanesque. Elle s'entretint aussi avec de plus éminents contemporains. James Joyce, en 1922 (« Si on me demandait ce que je crois être la pose la plus caractéristique de James Joyce, je parlerais de sa tête, détournée plus complètement que dans le dégoût, moins toutefois que dans la mort »), dont tout le portrait est remarquable de finesse et d'acuité. On Coco Chanel, en septembre 1931, qui lui conseille de bien se reposer et de se coucher tôt : « Ne veillez pas. Après tout, cette soirée n'est que la pose la plus caractéristique de la mort », dont tout le portrait est remarquable de finesse et d'acuité. On Coco Chanel, en septembre 1931, qui lui conseille de bien se reposer et de se coucher tôt : « Ne veillez pas. Après tout, cette soirée n'est que la pose la plus caractéristique de la mort », dont tout le portrait est remarquable de finesse et d'acuité.

James Joyce, en 1922 (« Si on me demandait ce que je crois être la pose la plus caractéristique de James Joyce, je parlerais de sa tête, détournée plus complètement que dans le dégoût, moins toutefois que dans la mort »), dont tout le portrait est remarquable de finesse et d'acuité. On Coco Chanel, en septembre 1931, qui lui conseille de bien se reposer et de se coucher tôt : « Ne veillez pas. Après tout, cette soirée n'est que la pose la plus caractéristique de la mort », dont tout le portrait est remarquable de finesse et d'acuité.

(1) Albert Londres, *Les Comitadjis ou le terrorisme dans les Balkans*, suivi de *En Bulgarie*, Christian Bourgois, coll. « 10/18 », 220 p.

(2) *Grands Reportages*, 43 prix Albert-Londres, 1946-1989. Le Seuil, coll. « Points Actuels », 666 p.

Marie S



Ile



LIVRES • IDÉES

RENCONTRE

## Marie Susini la farouche

Le « cycle corse » de la romancière est réédité en un seul volume relié.

**L'ILE SANS RIVAGES**  
de Marie Susini.  
Seuil, 300 p., 120 F.

Les forçats de la chaleur, des paysages arides, tous ceux qui, comme Marie Susini, n'aiment pas que les arbres viennent faire de l'ombre à la brûlure du soleil ne peuvent manquer d'avoir près d'eux, pour traverser l'hiver, l'île sans rivages, un volume reprenant les textes que la Corse, son pays, inspira à cette romancière « tardive », comme elle se désigne elle-même : « Avant l'âge de trente-cinq ans, je n'avais rien écrit, pas même des poèmes d'adolescence. C'est Albert Camus, à qui je parlais souvent, qui m'a incité à raconter mon enfance si haute en couleur, à combler ce que je sentais en moi comme un manque. Sans lui je n'aurais jamais écrit. Et je me demande parfois si ce qu'il a fait pour moi serait possible en ce moment où les gens, dans ce milieu de l'édition, à quelques exceptions près, sont devenus si peu généreux ».

On était en 1953 et le livre s'appelait *Plein soleil* : une façon de me consoler de ce soleil perdu ». L'année suivante, Marie Susini publia la *Fiera*, roman tout aussi autobiographique, puis elle fit une pièce, *Corvara ou la Malédiction*, montée au Théâtre de l'Œuvre en 1958. Tous ces récits doivent se lire dans la continuité, comme on peut désormais le faire avec l'île sans rivages. Ils sont comme les chapitres d'un même texte, clos beaucoup plus tard, en 1981, avec la *Renfermée*, la Corse (originellement publiée avec des photographies de Chris Marker).

« Cette terre qui respire la mort »

En dehors de cette trilogie corse, la fascination pour la Méditerranée marque toute l'œuvre de Marie Susini, notamment un récit très beau, très elliptique et très épuré, *Je m'appelle Anna Livia* (1), à propos duquel Bertrand Poirot-Delpech écrivait : « Enfance méditerranéenne. L'épouvante du noir d'où nous venons et où nous courrons, l'enfant du nord s'en distrait, plus lugubrement, dans les funèbres basses ou les diagonales de son papier peint.

Le tragique de Marie Susini n'est imaginable que sous un ciel bleu foncé, à même des murets tièdes. Il y a une qualité d'absurde et de pathétique familial qui ne se rencontre que sous un certain soleil. »

Alors qu'elle a gardé l'égance austère, la beauté dépouillée, le regard fier, l'attitude digne et farouche des femmes corses qu'elle décrit, Marie Susini affirme pourtant s'être détachée de ce pays : « J'ai quitté la Corse avant qu'elle ne me quitte » : « Je n'ai plus cette

« Il y a deux terres qui respirent la mort : la Corse et l'Inde », dit Marie Susini. De l'Inde, elle parlerait volontiers pendant des heures. Elle s'y est intéressée « dès 1944-1945, peut-être même avant ». Elle a choisi de faire son diplôme de philosophie sur la méditation bouddhique. A partir de 1964, jusqu'au milieu des années 80, elle est allée chaque année en Inde. « Dans la vallée du Gange, précède-t-elle. Ce n'est pas pour l'art, il ne me touche guère, il est trop chargé. J'y vais pour les

blait surgir spontanément, sans effort, du grès vert pâle, en un seul mouvement, presque fatal en ce qu'il rendait possible l'impossible, dicible l'indicible, révélant dans l'intemporalité de l'instant la transparence du divin. Mort à tout avant de mourir, mais palpitant d'une ferveur paisible (...), distant et pourtant là, tout proche, s'offrait le visage du Bouddha, une épure qui n'était ni abstraite ni didactique, où s'accordaient la fluidité et la rigueur, le raffinement et la nudité, la plénitude et le dénuement. »

« Entendre la voix »

En apprenant à connaître l'Inde, Marie Susini a découvert « l'image de la mort, comme un enroulement ». « Les gens sont toujours en marche, on ne sait pas où ils vont. C'est l'image même de ce que nous sommes, une marche continue vers la mort » : « on cherche le soleil, on ne le trouve pas, la lumière est toujours la même, donnant le sens d'un éternel présent : ce que l'on cherche depuis l'enfance. Le moment où l'on fait un avec le monde. »

On pourrait ne plus bouger, laisser parler cette femme que l'on imagine solitaire et silencieuse, mais qui soudain, si elle en sent le désir, fait à son interlocuteur l'hommage d'une parole merveilleuse, douce et fluide, rythmée. La parole de quelqu'un portant en soi une ancestrale tradition orale que des années de vie à Paris, dans un autre monde, n'ont pu casser. « Cette culture fait le fond, mon terreau », admet Marie Susini. C'est de là que sont nés ces livres : « Dans un livre, pour moi, il faut entendre la voix. La voix n'est trahie pas. Elle donne ce qu'est un être. » C'est pour cela, que, roman ou pas, Marie Susini doit avoir avec ses lecteurs d'autres rendez-vous, elle qui n'a rien publié depuis 1981. Car de ce « terreau » dont elle parle, et qui l'a faite, ne saurait venir aujourd'hui le silence.

Josyane Savigneau

(1) Gramet, 1979 (Le Monde du 12 octobre 1979). En poche, collection « Folio », Gallimard.



BENOÎTE CLÉVER

## Iles intérieures

Le paysage mental de Marie Susini exploré par Francine de Martinoir

**MARIE SUSINI ET LE SILENCE DE DIEU**  
de Francine de Martinoir.  
Gallimard, 154 p., 90 F.

Il y a une grandeur sauvage et singulière de l'œuvre de Marie Susini. L'essai judicieux que lui consacra Francine de Martinoir nous en rappelle l'importance et la rigueur. A première vue, l'œuvre semble essentiellement liée à la Corse. Marie Susini a su capter cette forme de tristesse dont les Corses ont le secret, recréer le calme funèbre et l'orgueil fourbu d'un pays aux

« jardins pauvres, si nus, aux fruits desséchés, aux rivières qui sont de minces filets d'eau ».

Dans sa trilogie insulaire — *Plein soleil*, la *Fiera*, *Corvara ou la Malédiction* — Marie Susini a dépeint la force des liens de sang, l'aridité de la morale ancestrale et l'emprise de rites séculaires qui, de processions en rosses, semblent, plutôt que conduire à l'espérance, commémorer le deuil du monde. La mère absente de *Plein soleil*, le visage enseveli sous « la douleur du crêpe », parce qu'elle tient en aversion la lumière de l'été, est la figure emblématique de toutes les femmes qui ont intériorisé la Loi les condamnant à la soumission et leur prescrivant le désir.

Le bonheur est le principal interdit et le plaisir — sauf pour Sylvie, l'étrangère de la *Fiera* — n'est que le répit clandestin de la mélancolie. L'amour se confond avec « le regret des choses perdues » : aussitôt qu'elle le découvre, Angiola fait l'expérience de fables noires, de légendes hiératiques.

Ce silence de Dieu est aussi le silence de l'Autre, comme le montre Francine de Martinoir en privilégiant l'analyse des héroïnes. Dans *Un pas d'homme*, Manuela, que son exigence d'absolu maintient dans une mentalité primitive, préfère, au moment où elle est abandonnée par Serge, l'homme qu'elle a aimé, s'abîmer dans les profondeurs du malheur plutôt que transiger avec l'espoir et

s'accommoder du leur. Avec cette lucidité allée à la compassion qui la caractérise, Marie Susini cerne la palpitation animale, presque barbare, de la douleur humaine.

Horreur de l'enfermement

Mais la romancière ne s'est pas bornée à construire des enfers, même superbes. Elle a trop lu, trop voyagé, trop affirmé son goût du cosmopolitisme et sa passion de la modernité pour n'avoir pas eu horreur de tout enfermement : « Le souvenir de l'étouffement... est resté si vif qu'il m'arrive d'en souffrir encore aujourd'hui. J'ai la hantise des portes et des fenêtres fermées ; des rideaux tirés sur le clair-obscur... », écrit-elle dans la *Renfermée*, la Corse. Le désir de l'errance, l'appel de l'exil, la tentation du nomadisme sont les réactions à la crainte de la claustration. Dans les *Yeux fermés*, Sefarad quitte Tahar pour se donner une chance de liberté et, en s'évadant de ses racines, atteindre peut-être la maîtrise de son destin. Mais victime d'une sorte de maladie du temps, elle perd « le rapport entre les choses et soi » : elle ne parvient pas à saisir le présent, que la romancière assimile à la destruction ou à une réplique affadie du passé : dans *C'était cela notre amour*, le Paris de mai 68 que Fabia traverse avec l'homme qu'elle a aimé à la fin de la guerre n'est

que le mime dérisoire du Paris de la Libération.

Seule l'enfance, cette période magique où le temps ne semblait pas encore avoir écho, permet de goûter une coïncidence totale, l'union. L'harmonie d'un jardin initial. Il ne s'agit pourtant pas d'un retour au même mais plutôt d'« entrer plus avant dans le pays natal » pour mieux entendre un accord d'autrefois, cette note unique sur laquelle repose toute vie. Un rayonnement mythique émane des idylles à rebours où le frère s'unit à la sœur, le père à la fille — comme dans *Je m'appelle Anna Livia*. Dans cette célébration des origines, où l'affectif se mue en sacré, revient parmi les pierres et les cyprès, l'image centrale de l'héliotrope, cette « hostie noire qui glissait » dans l'ombre brûlée des premiers étés.

Même s'il s'agit d'références philosophiques trop appuyées, l'essai de Francine de Martinoir nous montre que, comme tout grand écrivain, Marie Susini arpente un paysage mental, à la recherche d'un « espace de ciel et de silence qui décide de la cadence du cœur » : là jaillit la source de « la pitié infinie » qui l'a toujours guidée. Grâce à son sens visionnaire et poétique, à la pureté d'une écriture sensuelle et rigoureuse, Marie Susini n'a cessé d'explorer ces îles intérieures vers lesquelles nous devrions retourner chaque fois que nous désirons recueillir une leçon de sagesse, de droiture et de beauté.

Jean-Noël Pancrazi

## HISTOIRE DE LA PRESSE DES JEUNES ET DES JOURNAUX D'ENFANTS

Alain Fourment

Prix : 150 F

480 pages dont 80 illustrations

Ed. ÉOLE

Dir. DISTIQUE

## Kateb Yacine L'œuvre en fragments

Les « introuvables » du Grand Prix National des Lettres, 1986 : premiers poèmes — superbes — de l'adolescent, fragments de textes narratifs — noyaux de ses grandes œuvres — et théâtre. Rassemblés et présentés par Jacqueline Arnaud. Deuxième édition.

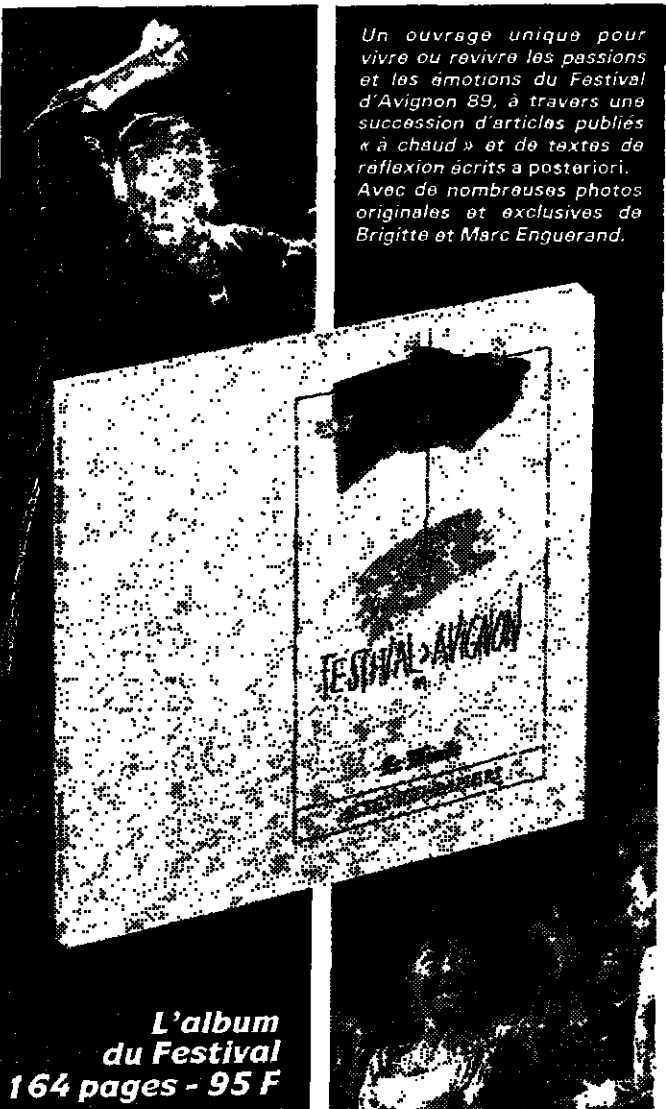
« Mémoire qui pulvérise les images de la guerre, de l'amour et de la mort ». Nicole Zand *Le Monde* « Une œuvre indomptée, sauvage et pure ».

Tahar Ben Jelloun « Nul écrivain algérien ne peut, mieux que Kateb incarner l'Algérie. Dans sa quête inassouvie. Dans son irréductibilité. Dans sa passion inextinguible ». Tahar Djaout

## Sindbad

En librairie et chez l'Éditeur  
1 et 3 rue Feutrier, 75018 Paris.  
Tél. 1 42 55 35 23

## FESTIVAL 89 AVIGNON



Un ouvrage unique pour vivre ou revivre les passions et les émotions du Festival d'Avignon 89, à travers une succession d'articles publiés « à chaud » et de textes de réflexion écrits a posteriori. Avec de nombreuses photos originales et exclusives de Brigitte et Marc Enguerand.

L'album du Festival  
164 pages - 95 F

Une coédition

Actes Sud-Papiers — Le Monde

## Le Grand Siècle et la Bible

SOUS LA DIRECTION DE  
JEAN-ROBERT ARMOGATHE  
Achève la publication de

BIBLIE  
DE  
TOUS  
LES  
TEMPS

huit tomes 5 280 pages  
Prix spécial 2 470 FF

BEAUCHESNE  
72, rue des Saints-Pères  
75007 PARIS

## POÉSIE

## L'homme dont les mots vont à l'aventure

L'art poétique de Guillevic, c'est un accord profond et émerveillé avec la substance des choses

ART POÉTIQUE DE GUILLEVIC  
Gallimard, 186 p., 95 F.

Il n'y aura pas de soleil dans la nuit, Mais il y a son souvenir Et le frémissement Que donne la rencontre Entre ce souvenir Et le prochain retour de la clarté.

Si peu de mots pour un poème. Si peu pour dire pleinement le refus ou l'accord, l'évidence ou le secret. Guillevic sait capter et transmettre. Tout signe venu des êtres ou des choses, il en fait un éclair, une force d'éveil de la réalité. Les mots sont les messagers lapidaires du monde. Ils surgissent du souffle des pierres, du frémissement des arbres, de l'effroi des bêtes abandonnées et du combat incessant des hommes. Guillevic sait d'un seul mot accueillir le poème. Il est du côté des bourgeois qui rêvent aux fleurs sans trop s'émouvoir des fruits.

« Je vis en communion avec les choses, confie-t-il, aussi bien qu'avec les hommes. A l'origine de cela, il y a sans doute l'extrême solitude de ma première enfance. J'avais une mère très dure, plus que sévère : culpabilisante. Fils de gendarme, je passais de casernes en casernes et n'avais pour compagnons que les objets proches : le bol, l'assiette, la bouteille, la table — pas même un animal. Depuis, j'ai toujours perçu de la vie dans les pierres, de l'animation dans l'inanimé. Je n'ai pas jusqu'à dire que le poète est l'expression des choses, ni que les choses pensent, mais c'est peut-être moi qui pense à travers elles. En fait, c'est comme si elles me parlaient. Vraiment, je suis d'un anthropomorphisme absolu ; on me l'a reproché, mais c'est ainsi. »

Pour se défaire de la blessure d'une enfance sans tendresse, Guillevic a donc orienté ses antennes dans toutes les directions. Seul, immobile, reculé, il a en chaque roc, rocher ou menhir un émetteur d'éclats : l'arbre lui devient un frère, l'oiseau un complice, l'homme un dilemme à approcher au bénéfice du doute.

Car il est un sauvage qui apprivoise l'espace élémentaire par élan, sans privilégier les formes sophistiquées de l'existence au détriment d'éclats plus rugueux. La poussière, grain à grain, se souvient des chemins, du grand vent et de toutes les errances. La source est une mémoire presque miraculeuse où ce qui fut commence à être lumière, cristal, fleur ou message, avec la saveur très douce d'une « vraisemblable éternité ».

« Il y a certes chez moi, dit Guillevic, un besoin et une recherche du sacré. Je souffre dans ce monde où il n'y a que trop de banalité et trop peu d'élan. Mais je ne crois nullement en un Dieu personnel. »

J'avoue ironiquement que je suis trop religieux pour être croyant ou — formule pour moi définitive — que je crois ne pas croire. Pourtant, quand j'écris je suis autre que quand je n'écris pas, il y a communion, et comme une immersion dans un fluide indistinct. Une source existe.

« Le rûre est bon »

L'Art poétique que publie Guillevic aujourd'hui se tient au plus près de cette source secrète.



BERNARD CLUVERE

En cent soixante-dix fragments, le poète questionne et se divertit, vagabonde et joue des tours. Il ne livre pas de recettes d'écriture, et ses rares conseils sont comme d'amicales chaussures : Regarde au verso des mots / Démêle cet écheveau... Mais, mine de rien, en passant, il explicite ses choix, explore son registre, souligne son refus de la rime.

Fatalement, rimer C'est répéter, plétiner, Poser un son Pour le retrouver. Or, je veux que les mots Aillent à l'aventure, Et que l'on découvre S'ils s'accordent. Pourquoi faut-il, d'ailleurs, Qu'ils s'accordent ?

Dans toute son œuvre, qui compte maintenant plus de vingt titres, Guillevic a observé l'instinct de l'urgence, le moment où la parole se donne. Ce qui fait surgir le poème, il l'a transcrit, signalé et maintenu explicitement dans l'alliage constitutif du

Tu n'en finiras donc jamais ? Encore un poème, Encore un, Cette pensée l'agace Et même elle l'affole. Ce besoin d'infini Qui fait bouger la mer. Mais si une fois Tu l'arrêtais pour de bon, Tu serais un creux Comme entre deux vagues.

A quatre-vingt-deux ans, Guillevic ne va pas s'arrêter, puisqu'il a encore matière d'émerveillement, puisqu'il a encore l'oreille du monde et de ses doubles inconnus. Quand il défie le temps, il se sent granit ou océan, mais sans oublier qu'il y a des moments / Où le mot-déchant d'oiseau / Est un précepte / Qui s'avance pour s'élever.

Ce qui lui fait croquer opiniâtrement et sereinement le précipice, c'est la certitude qu'un accord profond le lie à la substance des choses visibles et invisibles. Sans être un utopiste, il s'en remet à une utopie humble : pas celle des grands bouleversements ni des sanglantes fractures de l'esprit, mais celle qui lie la maîtrise du mouvement et du silence, celle qui porte à la fraternité quotidienne et au mot à mot de la création.

Il y a de l'utopie Dans le brin d'herbe Et sans cela Il ne pousserait pas. Il y a de l'utopie Dans l'azur Et même Dans un ciel gris.

Toi, sans utopie Tu n'écrirais pas Puisqu'en écrivant, Ce que tu cherches C'est mieux connaître Où se mène ton utopie.

André Velter.

## ROMANS

## Un combattant du petit malheur

Jean-François Deniau fait le portrait d'une époque funèbre et grotesque

UN HÉROS TRÈS DISCRET  
de Jean-François Deniau  
Ed. Urban, 280 p., 95 F.

Autant le dire tout de suite, j'ai trouvé le livre de Jean-François Deniau extrêmement intéressant. On le prend, on ne le lâche plus. Son héros très discret n'est peut-être qu'un personnage de roman, comme il est écrit sur la couverture. N'empêche qu'il a pris l'air du vrai, qu'il est un moment de l'histoire, et que ses aventures ressemblent d'inquiétante manière à d'authentiques mémoires.

De quel œuf de mouche est sorti cet Albert Dehousse ? De quelle ponte sur les fromages pourris d'une époque fangeuse. Je le sais : j'y étais. J'en ai même écrit quelques épisodes, si vous voulez vous souvenir. Le « héros » de Jean-François Deniau est un combattant du petit malheur.

Un grand-père fêta, un papa mort trop vite des suites de guerre. Une maman ruinée et boudeuse. Ce n'est pas un chpil bien enviable pour un gosse.

Jean-François Deniau fait arriver son bonhomme à l'âge adulte au moment même d'une vaste perturbation. La guerre marque l'Europe. En France, on s'étripe un peu en marge des villes écrasées sous les bombes et de celles, heureusement plus nombreuses, qui s'en sont tirées indemnes. Mais enfin, faut pas exagérer. A côté de l'Allemagne qui flambe toute vive, la France vit l'apocalypse de la guimauve. Et comme disait Montaigne, ou Chamfort, je ne sais plus... la France est un pays où la corruption a toujours tempéré la cruauté. Je cite de mémoire...

Albert Dehousse est, si l'on peut dire, un produit spontané de la corruption. Réduit au clochardisme, il rencontre par simple chance un curieux personnage, Jacques Yonnet. Tout à fait réel ce Yonnet. Il a même raconté

une partie de ses aventures... observations... en 1957, un joli livre chez Denoël, avec des photos de Robert Doisneau. Yonnet lui met le pied à l'étrier. Il le requinque. Et comme la guerre continue, et que grâce à la guerre, le n'importe quoi est plus que jamais à l'ordre du jour, voilà notre Albert Dehousse qui se glisse dans les manifestations officielles, les prises d'armes, les coquettes (on appelle ça des « vins d'honneur », sans jeu de mots), les Te Deum, les grands procès.

Les autres mentent toujours

Des trucs comme ça, il y en avait des masses. J'en ai racontés. Je pourrais en raconter d'autres. Alors, pas besoin de mentir. Les autres mentent pour vous. Il suffit de sourire d'un air entendu. Ne rien dénier. On vous fabrique une personnalité hors du commun. Une biographie. Des hérosismes.

C'est ce qui arrive à Albert Dehousse, tant et si bien qu'un beau jour, on lui propose un poste officiel dans les fromages de l'Occupation, en Allemagne : chef des services spéciaux... Notez qu'Albert Dehousse n'est en rien répréhensible. Il n'a fait que prendre un bain de conformisme ambiant. Il porte un uniforme, des galons par assimilation administrative. Une Légion d'honneur, parce que le général lui en a donné l'ordre... écrit ! Lui, il n'a rien demandé. Il fait son boulot. Et Albert Dehousse s'en tire sans dégrader le jour où son identité véritable est révélée par un chasseur de primes, s'il n'avait fait une bourde significative de son état mental, son dédoublement de personnalité : marié déjà dans son trou de province, il tombe amoureux fou d'une officière eurasienne.

Et il l'épouse ! Bigame !... Un délit intime, mais peu apprécié

des instances compétentes. Alors, il morfle le maximum : on se venge à cette occasion de ce qu'il a ridiculisé, comme sans le vouloir, tout le monde et son père. Surtout de ce qu'il a révéilé crûment la tare essentielle de l'époque : le grotesque de la Grande Promotion... les petits chefs d'escadron... les colonels... cinq... six galons. Les petits chefs d'escadron...

La suite, la fin, je vous laisse la découvrir à l'issue de votre lecture. Parce que vous le lirez, ce héros très discret. Vous apprécierez la qualité romanesque, mais aussi le courage, la lumière fidèle sur ce joli temps, les tableaux très exacts. Les délires. Les morts. La chronique, quoi.

Lecture faite, j'approuve et signe. J'y étais, encore une fois. Sang pour sang.

Reste l'auteur, Jean-François Deniau...

J'avais lu la Désirade, son roman de 1988. Pour le reste, je savais... Il avait été ministre. Mais y en a tant ! Je suis allé voir un Who's Who... sa biographie. Seigneur ! Quelle matière ! Un vrai mur de chiottes... Il a été partout : c'est l'homme-là ! Ecotes, diplômes, allées du pouvoir et fautes d'idem... Missions... Cabinets, député, conseils, ambassades ! Je ne vais pas vous raconter...

Et étant ce qu'il est, il a du courage à dire comme ça les choses comme elles furent, comme elles sont.

Mais la question qui m'irascasse... comme chantait Céline... Comment il fait, Jean-François Deniau, avec tous ses travaux... déplacements... villégiatures... campagnes électorales... Oni, comment il fait pour trouver encore le temps d'avoir ce talent ?

Alphonse Boudard

## ESSAIS LITTÉRAIRES

## Du regard à la caresse

FACE A FACE  
HISTOIRES DE VISAGES  
de François Flahault  
Flon, 200 p., 95 F.  
DE LA CARESSE  
de François Solesmes  
Phébus, 100 p., 78 F.

Il n'y a pas d'expérience plus commune que celle de la rencontre du visage de l'autre. Plus commune et plus mystérieuse. Ce qui me donne accès à l'autre, qui me signifie, avant toute parole, son émotion ou son indifférence, son amour ou sa répulsion, est en même temps ce à quoi mon regard se heurte sans pouvoir le pénétrer. Quant à mon propre visage, il est cette frontière expressive qui projette au dehors une figure du dedans que je suis...

François Flahault a raison de ce qu'il y a de plus commun dans cette expérience commune : les transports urbains, espace où les regards se croisent et s'évitent, se neutralisent afin de protéger une intégrité corporelle menacée par la proximité. Comme distrait de cette neutralité défensive, un échange furtif peut cependant avoir lieu, un commerce de regards où le visage perd un peu la face, accepte, au regard de l'autre, de se départir d'une contenance artificielle.

Pour tenter de cerner la question du visage, François Flahault emprunte les chemins de l'observation et de l'enquête psychosociologique plus que ceux de la réflexion philosophique. Du visage séduisant au visage abîmé, du visage de l'éveillé à celui du nouveau-né dans la relation épistémologique à sa mère, l'auteur observe, si l'on peut dire, les multiples reflets de cette question. S'arrêtant avec pertinence sur les Yeux sans visage de Théodore du beau

film de Georges Franju ou sur les figures inquiétantes de la Gorgone ou de la Méduse, il interroge ce lieu du corps qui donne à voir une identité. Identité dont le miroir ne peut renvoyer, sauf pour Narcisse, que l'étranger, et que seul le regard d'autrui révèle. Significatif à cet égard, l'exemple négatif des aveugles de naissance, qui n'ont pas la même mobilité de visage que les voyants. Leur visage n'est pas soutenu, tonifié par la vue de celui des autres, et, devant un ajuster, par le regard des autres.

En empruntant ces différents chemins, François Flahault contourne, marque celui d'une approche proprement phénoménologique. Sa formule selon laquelle « la beauté est un compromis que le langage signe avec l'idéal de sa propre abolition » relativise le domaine esthétique, et surtout laisse à distance l'effet de surprise et d'aspiration que le beauté, lorsqu'elle surgit à notre regard, produit sur nous et donc sur notre parole.

« L'œil est la seule partie du corps qui se refuse au toucher, même entre amants ; en ce sens, la pupille demeure vierge », écrit François Flahault, notant également que « le visible », au contraire de l'audible, « tient le corps à distance ».

« Traité » poétique

Dans une perspective toute différente, littéraire, François Solesmes a écrit un petit livre qui est à la fois une méditation et une célébration de la caresse, franchissant ainsi cette distance et rejoignant le corps. François Solesmes, on s'en souvient, est l'un des auteurs d'un étonnant dialogue entre l'Amant et l'Amante, Mireille

Sorgue. Dialogue d'où naquit un chant amoureux et érotique recueilli dans trois livres (1) et que la mort n'eut pas le pouvoir d'interrompre.

A la différence de François Flahault, et compte tenu de l'écart des projets, l'auteur de ce « traité » poétique, composé à la manière d'un blason du corps de la femme et de la main qui l'excite, ne s'arrête pas au bord de l'aspiration hors de soi. Il s'y livre, s'y perd pour se retrouver, par le pouvoir de l'impulsion érotique, par la vertu de la parole et de l'écriture, dans ce lieu qui l'excite. Là réside l'indéfini, en basculement de ses pages, la beauté de ce livre.

Écoutons François Solesmes : « D'une caresse coulée, retenue, supérieurement vigilante, seule, je peux attendre quelque intelligence du corps aimé. » : « Un cérémonial du geste où passerait ma conscience d'une venue unique. » « A tant frôler, tant voler en surface, mes mains parfois se déconcertent, comme esprit achoppant à l'insoluble. »

« Tout épiderme dissous, j'accède au toucher pur. » Le corps n'est plus surface. La rêve éternel de fusion amoureuse semble se réaliser. Il faut ce rêve, et sans doute le passage par la métamorphose littéraire, pour accéder, « par-delà l'enveloppe », à « quelque intelligence » de l'autre, de l'aimé.

Prolongeant le regard, la caresse ouvre à cette connaissance dont l'autre, simplement rencontré, ou désiré et aimé, reste le seul garant.

Patrick Kéchichian

(1) L'Amant et Lettres à l'Amant, de Mireille Sorgue ; l'Amante, de François Solesmes, tous chez Albin Michel.

DECEMBRE 89  
LE N° : 45 F

ÉTUVES

## LA SITUATION DE LA PSYCHANALYSE EN 1989

par Alain Didier-Weill

DISPONIBLE DANS LES RELAIS H ET A

ASSAS EDITIONS

14, RUE D'ASSAS - 75006 PARIS - TEL. (1) 45 48 52 51

COMM

95 F

Editions S



LIVRES • IDÉES

**MARIANNE AU POUVOIR**  
L'imagerie et la Symbolique  
Républicaines de 1880 à 1914.  
de Maurice Agulhon  
Flammarion, 447 p., 195 F.

On se prendrait quasiment à pasticher la Phèdre de Racine en lisant le nouvel Agulhon : « Marianne, ma sœur, de quel amour blessé ?... » Oui, l'aimons-nous autant que nos grands-pères qui s'écrièrent pour elle, la garce dépoirée, la prude ensoleillée, la sémouse souveraine et maternelle, notre Marianne ? Et quel mortel eut contre tout notre sang nous anime aujourd'hui, malgré les ferveurs du Bicentenaire ? L'autre semaine encore, Régis Debray et Jacques Julliard dialoguaient dans le *Nouvel Observateur* sur la crise existentielle qui alanguirait, semble-t-il, nos ardeurs civiques : sommes-nous républicains ou démocrates ? Maurice Agulhon, sans l'avoir voulu, entre dans le débat en nous contant, comme on parle aux enfants dissipés, avec quelle allégresse pugnace fut érigée à la Belle Époque une « République en belle humeur » sous les traits de Marianne.

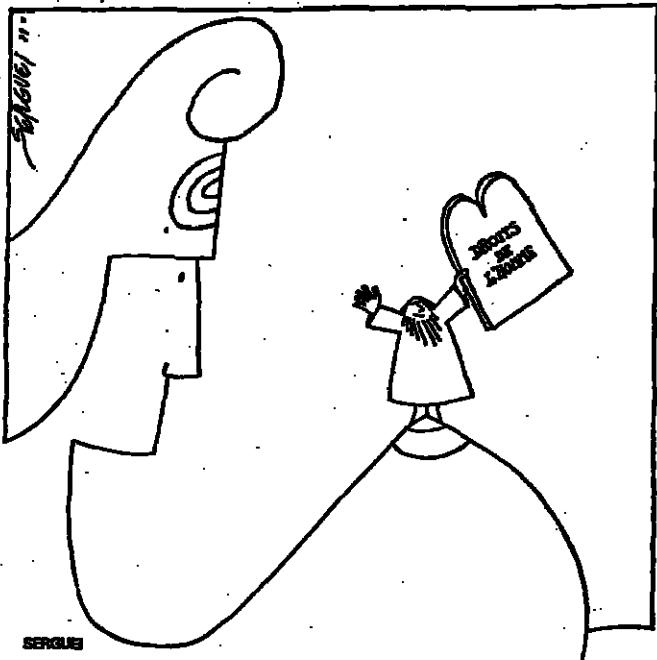
L'AFFAIRE l'intrigue depuis longtemps. Il avait traqué *Marianne au combat* (Flammarion) il y a dix ans déjà. Il a repris la piste, filant près des bornes-fontaines, rôdant sur les places publiques et arpentant les mairies, creusant les archives, mobilisant ses amis, pour se tailler à la main un corpus de bon artisan, textes et images mêlés, qui lui permet d'argumenter la question troublante : pourquoi diable les fils de 89 ont-ils pris tant de plaisir à figurer leur République en femme ? Car, après tout, le régime républicain est un idéal, une morale et un volontarisme dont l'abstraction, fût-elle lyrique et propice à frapper les imaginaires, reste une abstraction. La démocratie se refuse en outre à statuer sur ses chefs et les Lumières abandonnent les idoles aux obscurantistes.

La République française, cette construction politique unique au monde avant 1914, aurait donc pu tout aussi bien être un régime « aniconique ». Et pourtant, Marianne fut inventée, chantée, honorée, coulée dans le bronze ou la plâtre, villipendée en bourgeoisie mafflue, détestée en guesse, prise en coquette aguicheuse, pleurée comme la douceur du sein de la mère. « Timide

émule de Kantrowicz », Maurice Agulhon n'est pas loin de penser que la République, comme jadis le Roi, a elle aussi deux corps, celui du haut magistrat transitoire et celui de la continuité féminisée : à preuve, la salle de réunions du plus modeste de nos conseils municipaux, ornée d'une photo officielle du président en titre et d'un buste de Marianne, empruntant au besoin les traits euphorisants de Brigitte Bardot ou de Catherine Deneuve. Mais, en bon disciple de Daniel Halévy, Agulhon a trop visité la « France profonde » et trop testé ses géographies culturelles pour ne pas sentir que cette double figuration est le fruit d'une tension nationale où le Midi démocratique fut le meilleur avocat d'une féminisation du propos, face aux hésitants du nord de la Loire ou aux rebelles de l'Ouest. Cette ubiquité provinciale de Marianne, nous dit-il, contribua à entretenir l'ubris de cette mise en scène théâtrale d'une République familière. Et il le montre avec une méticulosité érudite et plaisante, en touillant vigoureusement le cocktail méthodologique d'une « histoire politique enrichie par des bribes d'histoire de l'art, par des bribes d'histoire des mentalités et par des bribes d'histoire du folklore ».

A III<sup>e</sup> République, bien sûr, diffusa des images officielles, celles des sceaux, des timbres postaux ou les

**L'HISTOIRE**  
par Jean-Pierre Rioux



**Marianne, ma sœur...**

pièces de monnaie. Mais sans jamais pouvoir rivaliser en splendeur iconologique et hiérarchique avec les orgueilleux Empires de l'Aigle ou du Lion.

Elle fut en fait prudente et pédagogique à ses débuts (au point qu'on ne bricola à la sauvette des armoiries pour la France qu'en... 1953), multipliant les attributs agrestes et les Cérès altières, mêlant le chêne et l'olivier à la balance de la justice. La *Liberté* de Bartholdi, couronnée de rayons solaires, symbolisa assez bien, avant de voguer vers New-

York, cette tempérance très opportuniste d'avant 1890, qui préférait la force des bons sentiments aux proclamations symboliquement conquérantes. Maurice Agulhon retrouve au reste assez facilement le même apaisement, de la nouvelle Sorbonne à l'austère Panthéon, sur les façades des édifices publics et dans les statues aux grands hommes (Gambetta, illustre exemple, fut comblée huit fois), ou aux vaillants soldats : la France-femme qui y soutient ses valeureux enfants ou proclame la devise républicaine n'a rien d'une dévergondée.

Tout se mit à mieux vibrer après 1884, quand une grande loi municipale mit aussitôt en compétition les édiles et les comités électoraux les plus avisés ou les plus soucieux de raffermir les sentiments de leurs concitoyens. Et surtout après 1890, par temps de crise de la République et de poussée des radicaux. Cérès était désormais trop terne pour haranguer des combattants : « la » Marianne s'imposa, en recroquant hardiment le bonnet phrygien de la Révolution. Elle n'avait pas disparu, loin de là, depuis qu'en 1792 un cordonnier jacobin du Tarn l'avait pour la première fois chantée après l'avoir peut-être entendue au hasard d'une bourrée auvergnate. Mais les passions de la fin de siècle l'installèrent définitivement dans les têtes éclairées et les espaces publics.

Tout prouve que l'élan vint d'en bas et aux frais des citoyens. Avec

d'énormes écarts régionaux et des zèles bien mêlés : Maurice Agulhon ne recense, par exemple, que quatre cent quarante monuments à Marianne sur trente six mille communes. Mais le Centenaire de 1789 ou la victoire du Bloc relancèrent des ardeurs que Paris n'avait pas systématiquement encouragées : nul décret n'imposa aux communes d'installer tant de bustes à l'entrée des mairies, de fleurir ainsi les fontaines et les promenades. Et le pouvoir central ne souhaita pas davantage dire son mot sur la verdeur des arcs de triomphe, les joyusetés des fêtes votives, les complots pour fins de banquets ou bals des conscrits, sans parler des tabatières à priser et des bustes qui ornèrent les cheminées domestiques. Du monument de marbre à l'almanach Vermot, des saints drapeaux aux revues potissimes, cette femme-République s'imposa peu à peu comme modèle visuel qui, à la Belle Époque, avait imprégné la vie quotidienne. Marianne ainsi devint commune pour avoir été fièrement communale, mêlée aux gens, investie parfois, interpellée toujours, terriblement vivante et, au bout du compte, assez bonne fille pour qu'on mit sac au dos en 1914 pour lui épargner le passage des uhlans.

Un historien sans tripes aurait souri à bon compte devant tout ce folklore qui sent parfois son Clochemerle. Agulhon, lui, a osé dire que comptabiliser des édifices ornés et des bonnets jetés en pâture aux simples gens avait un sens, qui est tout aussi simple : il fallait sans doute que la République devint une femme appétissante pour s'imposer si bien en figure de la vie. Quel régime a jamais pu en faire autant ? Bien sûr, les ans rigolent, les calories ricanent, les hobereaux érucitent et les sociaux se tâtent encore quand passe l'aguicheuse. Mais elle est désormais partout chez elle, polyémique et bien fiévreuse. L'Etat républicain, qui n'était pas tendre du côté de Fourmies ou du Maroc, sut la laisser vagabonder, sans propagande officielle ni enrégimentement des esprits. Jusqu'à l'affreux rendez-vous de 1914, après lequel Marianne ne sera plus jamais « comme avant ». De trop d'amours blessées, sans doute, dans la grande saignée.

**Récit d'une trahison**

Une biographie minutieuse du vrai coupable de l'affaire Dreyfus

**ESTERHAZY ou l'envers de l'affaire Dreyfus**  
de Marcel Thomas.  
Ed. Vernal/Philippe Lebad, 403 p., 145 F.

Du nouveau dans l'affaire Dreyfus avec l'ouvrage de Marcel Thomas, *Esterhazy ou l'envers de l'affaire Dreyfus* ? Oui, pas mal d'indications nouvelles et d'intéressantes précisions sur cet Esterhazy qui m'a toujours intrigué et à qui j'avais, il y a près de trente ans, emprunté le titre de mon essai sur l'affaire : *L'Enigme Esterhazy*, un ouvrage, je m'en suis peu à peu rendu compte, où ne manquaient pas les erreurs, parfois minimes, parfois plus graves. Sur le compte d'Esterhazy lui-même, oui, sans aucun doute, le travail de M. Thomas ajoute à

nos connaissances. L'essentiel demeure inchangé, et M. Thomas a raison de saluer, à la dernière page de son livre, le « bel ouvrage d'ensemble » publié en 1983 par J.-D. Bredin et intitulé *L'Affaire*, tout court. L'essentiel (est-il nécessaire de le rappeler ?), le voici : le capitaine Dreyfus, innocent mais juif, est accusé de trahison. On lui impute un document dont il n'est pas l'auteur, et son procès est bâclé, soûlé, au surplus, d'une « forfaiture » commise par le général Mercier, ministre de la guerre. Cela se passe en décembre 1894. Seize mois plus tard, le nouveau chef du service de renseignement découvre l'auteur réel du document fausement attribué à Dreyfus : il s'agit d'un officier taré qui se

fait appeler « comte Esterhazy ». Dès lors, toute la haute armée, avec, au premier rang, le chef de l'état-major général, Boisdeffre, décide de cacher la vérité afin de ne pas avouer le scandale du procès : et l'on assiste à ce spectacle assez monstrueux d'une étroite collusion entre les grands chefs militaires et cet Esterhazy qu'ils savent criminel. Tout finira — malgré Boisdeffre et grâce à Zola particulièrement — mais au bout de douze ans (je dis bien : douze ans, 1894-1906) — par la réhabilitation de Dreyfus, tandis qu'Esterhazy, devenu « comte de Voillefont », achèvera paisiblement sa vie en Angleterre (1923).

Rien, dans les pages de M. Thomas, qui ajoute quoi que ce soit à la tragédie elle-même. Mais l'ouvrage est loin d'être sans mérites. D'une part, il détruit une tentative d'explication à laquelle je m'étais moi-même rallié jadis quant à une inviolable protection assurée à Esterhazy par le général Sausier, gouverneur militaire de Paris, et amant de l'Autrichienne M<sup>me</sup> Weil, qui lui déroberait des secrets à l'intention d'Esterhazy. Zéro. Hypothèse annulée. Et, d'autre part, un complément d'information est ici non pas révélé mais relaté par M. Thomas concernant les rapports d'Esterhazy et de l'attaché militaire allemand Schwarzkoppen. On avait pu croire ces rapports suspendus en 1895. En vrai, ils se poursuivirent jusqu'en mars 1896. Reste ma question des sources où puisait Esterhazy pour les renseignements qu'il fournissait à l'Allemagne, renseignements aussitôt vérifiés avec soin par les bureaux spécialisés de Berlin et qui y sont fort appréciés : la preuve, la lettre reproduite par M. Thomas (p. 200) du général Rothe, de Berlin, évoquant les « informations sans nul doute exactes et importantes » qu'avait « d'abord »

livrées Esterhazy. D'où Esterhazy pouvait-il bien tirer la substance de ses fournitures à l'Allemagne ? Des indiscrétions habilement obtenues de camarades bien placés ? C'est l'avis de M. Thomas, mais j'avoue demeurer perplexe.

**Un étrange commis-voyageur**

Nous voici, grâce à Marcel Thomas, munis d'une biographie d'Esterhazy très attentive, très minutieuse. Cet historien sérieux ne croit pas une seconde au thème obstiné d'Esterhazy : qu'il travaillait en plein accord avec les services secrets français, lesquels l'auraient chargé d'« intoxiquer » Schwarzkoppen. Epais mensonge que ren-

verse le moindre examen. Mais ce qui surprendra, j'imagine, tout lecteur, ce sont les « guillemets » que M. Thomas accorde à Esterhazy à propos du mot « trahison », qui seul, cependant, lui convient dans sa parfaite nudité. Selon M. Thomas, la conduite d'Esterhazy, aussi répréhensible qu'elle ait pu être ses actes, n'entraîne pas, « peut-être, une si redoutable qualification » (p. 160). Et, mieux encore, deux pages plus loin, M. Thomas, suggère qu'Esterhazy pouvait très bien se « voir dans la peau d'un simple documentaliste devenu commis-voyageur en renseignements, bien résolu à se faire payer au prix fort une assez médiocre marchandise » (p. 162). Une « marchandise », comme on sait, que Berlin ne juge pas d'abord négligeable

(loin de là) et que lui-même fait tous ses efforts pour rendre instructive au maximum. L'indulgence de M. Thomas pour le « rastaquouère » Esterhazy le porte à écrire (p. 189) : « Il n'est pas, après tout, impossible qu'Esterhazy n'ait pas, sur le moment, compris qu'un innocent était condamné à sa place. » Après tout, admettons qu'un départ... mais, dès qu'il se vit menacé, avec quelle bassesse et quelle férocité, le coupable — couvert et guidé même par l'état-major — s'acharna sur l'innocent !

Henri Guillemin

— Signalons aussi, sur la période immédiatement postérieure, *L'affaire des fiches : 1900-1904, chronique d'un scandale*, de François Viné, éd. Universitaires, 1989, 240 p., 129 F.

LA  
CRISE  
DU  
COMMUNISME

PENSER  
LES  
REVOLUTIONS

95 F

Messidor / Editions Sociales

LETTRE INTERNATIONALE n° 23 hiver 89-90 — en kiosques

PARIS  
VIVRE  
SANS ENNEMI  
LE SOURIRE  
DES BELGES

P. BRUCKNER  
C. CASTORIADIS  
H. CLAUZ  
J. DANIEL  
F. FURET  
V. HAVEL  
P. MERTENS  
T. TODOROV

LETTRE INTERNATIONALE, 14-16, rue des Poètes-Héroles, 75010 Paris, tél. : 01.47.87.24

Abonnements :  
France : 175 FF  
Europe : 195 FF  
Autres pays : 240 FF

LIVRES  
POLONAIS  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
LIBELLA  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-26-51-09

DANIEL NICOLET  
TIRE WITTGENSTEIN  
Bases pour une reconstruction fictive

Le livre rend à l'œuvre de Wittgenstein sa véritable dimension de pensée post-métaphysique. Il contient aussi une bibliographie très étendue des ouvrages de Wittgenstein.

Aubier

## Niaiseries autour de Picasso

**PICASSO CRÉATEUR ET DESTRUCTEUR**  
d'Arianna Stassinopoulos-Huffington.  
Traduit de l'anglais par Jean Rosenthal, Stock, 386 p., 150 F.

**LA MESSE DE SAINT PICASSO**  
de Gerald Messadié, Robert Laffont, 300 p., 92 F.

Madame Arianna Stassinopoulos-Huffington n'était jusqu'ici célèbre qu'à Houston et Santa-Barbara, étant l'épouse d'un pétrolier milliardaire. Jugeant que c'était trop peu, cette personne a songé à assoir sa réputation comme le fit jadis Érosstrate, par un scandale imbécile. N'ayant pas un temple à brûler, elle s'est attaquée à Picasso. Or Madame Huffington ne sait rien de l'histoire de la peinture et n'entend rien, mais vraiment rien, au cubisme. Toiles et bronzes lui demeurent incompréhensibles et toute réflexion esthétique inaccessible. Elle a eu beau protester auprès du *Chicago Tribune* que son livre est sérieux puisqu'elle a dépensé 550 000 dollars en frais de recherches — la belle preuve... — elle analyse l'art de Picasso avec la dextérité de Maradona commentant Hegel. Mais ce n'est pas grave, puisqu'elle ne cherche pas à comprendre mais à faire parler d'elle et à prouver sa thèse : que Picasso était méchant homme, et donc médiocre artiste, puisque le beau et le bon vont naturellement ensemble.

### Ragots et médisances

Pourquoi Picasso était-il méchant ? Parce qu'il faisait souffrir les femmes et en changeait. Parce qu'il n'excitait pas la « vie », le bonheur conjugal, les joies simples et était d'une atroce impiété. Madame Huffington n'aime pas cela. Elle veut un art optimiste, qui vende la Création, la Nature et les petits oiseaux. Les œuvres noires sont insupportables à sa sensibilité délicate de féministe reconverte dans la layette. Les opinions étant libres, on ne peut lui faire grief de penser si court. Mais on ne peut admettre que, pour défendre un jugement si pauvre et nourrir son préchi-prêchi de dame patronnesse, elle signe enroulements, hypothèses gratuites et calomnies. Tout y passe, le



Fréjus, 1962 : Picasso vu par Lucien Clergue.

souppçon d'homosexualité — avec un gitan dans une grotte, rien de moins... — la mondanité, le communisme, l'infidélité en amitié, le goût de la solitude. Ragots et médisances, tout sert à Madame Huffington.

Sa spécialité, ce sont les histoires de couilleries. Sur les cinq cent quatre-vingt-six pages du livre, trois cents traitent de Marie-Thérèse, de Françoise et de Jacqueline sans omettre le moindre détail intime. Elles se fondent, si l'on peut dire, sur le témoignage de Françoise Gilot, dont Madame Huffington a pieusement recueilli et reproduit les propos. Cette personne, qui s'était fait connaître jadis par un volume de souvenirs d'alcoïve, ayant enfin trouvé l'âme sœur, lui a dicté des pages bien ignobles. Elle y fait figure de sainte, défendant son « foyer » et sa « création » contre l'ogre dévot, il y a là, sur le compte de Jacqueline, des paragraphes difamatoires qui ne se lisent qu'avec dégoût.

Leur méchanceté est au reste moins consternante que leur bassesse, et la perfidie de l'auteur moins criminelle que sa vulgarité. Elle ne comprend rien à Picasso et à son art, elle ne peut rien comprendre, son cas est désespéré, voilà tout. Jusqu'à la dernière page, la fatuité s'efface à l'ignorance et le prière d'insérer est, dans le genre, un chef-d'œuvre. « Quand j'ai commencé ma biographie de Picasso — écrit sans rire l'auteur — je croyais qu'il y avait trois

grande génies qui dominaient tous les autres : Picasso, Mozart et Shakespeare. Aujourd'hui, je vois qu'il n'y en a que deux. » Hélas non, ma pauvre dame ! Vous ignorez que Mozart avait des petites manies sexuelles prohibées à Houston et que Shakespeare a écrit des dialogues scabreux. Vite, chassez-les de votre panthéon à l'occasion de quelques nouvelles biographies morales ! Attendez-vous ensuite à Sorata et à Michel-Ange — ils aimaient les garçons, le savez-vous ? Exécutez Wagner et Hugo — ils furent adultères, quelle horreur ! Liquidez Raphaël — il perdit d'épuisement amoureux, dit-on. Au travail, Madame Huffington, et vive la vertu !

### Le beau métier et le vrai dessin

Dans son hystérie puritaine, cette bonne personne n'est pas seule. Le hasard lui a donné pour compagne d'armes l'auteur de la *Messe de saint Picasso*, Gerald Messadié, qui a déjà publié un traité sur l'alimentation hygiénique et une vie du Christ. Cette fois, il procède avec subtilité et nuances : « Picasso, non seulement dessine de façon sommaire et maladroite, mais encore il peint mal, délibérément. » On veut bien croire, en effet, que si Picasso avait eu Monsieur Messadié pour mentor il n'aurait commis ni les *Dernières* d'Avignon, ni le reste de son œuvre, qui se distingue, paraît-il,

par son mépris des proportions naturelles et son insignifiance. Trop heureux de savoir enfin ce que sont la bonne peinture et le bon dessin, il aurait écouté Monsieur Messadié bouche bée et mains jointes.

Il n'aurait point été le seul, ayant été rejoint à l'école par Matisse, qui a « peint comme un pied », par Gris, qui a « fait de la marquerie » et par Léger, « l'écuyer qui fait de la décoration ». L'art moderne a été corrompu par Picasso et par ses principes d'exécution détestables, nés d'un « caractère haineux » et de « l'aversion de Picasso pour la femme ». Et revolvait la morale des familles à l'œuvre, avec ses corrélatifs et ses proscriptions.

Tout le livre est de la même inspiration et de la même force. On y rencontre une analyse de la philosophie de Heidegger qui laisse pantelant, une étude sur l'art contemporain défini comme « poubelle » et, pour finir, un dialogue quasi platonicien qui porte à son incandescence la doctrine du penseur. Avant ce feu d'artifice, Gerald Messadié claque sur la critique d'art et reproche à l'auteur de ces lignes de ne dire jamais ce qu'il pense qu'il a dit, timidement, peureusement. Pour le rassurer et lui complaire, on conclura donc que son livre est aussi dérisoire que celui de Madame Huffington est misérable.

Philippe Dagen.

## Autoportraits en forme de portraits

Exégèses de Tinguely, Klossowski, Motherwell. Mais ces livres parlent d'abord de leurs auteurs

**TINGUELY, L'ÉNERGÉTIQUE DE L'INSOLENCE**  
de Michel Conil-Lacoste. La Différence, 130 et 124 p., 195 F.

**PIERRE KLOSSOWSKI**  
de Jacques Henric. Adam Biro, 168 p., 490 F.

**MOTHERWELL**  
de Marcelin Pleynet. Daniel Papierski, 246 p., 800 F.

Le fait n'est pas neuf : les meilleurs critiques d'art se recrutent parmi les écrivains de toutes espèces. De Diderot à Leiris, en passant par Baudelaire et Paulhan, la règle se vérifie depuis trois siècles. Pour les artistes, c'est tout bénéfice. Ils échappent aux sabbats des critiques « professionnels » et sont célébrés par des poètes et des romanciers à leur mesure. Il arrive aussi que leurs exégètes, croyant les analyser, s'analysent eux-mêmes et travestissent ou magnifient à l'excès des œuvres qui les séduisent essentiellement parce qu'elles conviennent à leurs propres doctrines. Parce que leur artiste préféré leur ressemble. Quelques livres récents, qui se présentent comme des essais monographiques, témoignent à merveille de la puissance de ces phénomènes d'assimilation et d'absorption du modèle par son portraitiste.

Ce sont le *Tinguely* de Michel Conil-Lacoste, publié à la fin du printemps, le *Motherwell* de Marcelin Pleynet et le *Klossowski* de Jacques Henric, parus cet automne. Ce sont trois bons livres, bien faits, érudits, subtils et joliment illustrés. Conil-Lacoste a pour lui la verve, le rythme et l'humour, qui allègent son analyse de ce qu'elle pourrait avoir de descriptif. Pleynet, comme à son habitude, allie intimité du sujet et virtuosité critique, glissant d'une toile de Motherwell à une autre avec tant d'art que toutes lui donnent raison et se rangent dans le système qu'il a bâti. Henric est plus violent, plus tranchant, l'artiste ou les deux à la fois, s'il se sent sérieux ou si les choses sont au second degré, les gloses coupées de cocasserie et de dérision. Résultat : on sort de ce livre-ci, comme des deux autres, convaincu du talent de l'écrivain. Pour le génie des artistes, c'est un peu moins sûr.

Ph. D.

A Noël soyez fûte !  
pour le cadeau de Noël  
plus de problème...  
offrez-lui un

**CHEQUE-LIRE**  
Une autre façon d'offrir  
des livres en France.



Robert LAFONT

**LETTRES DE VIENNE**

à un ami européen

Le point sur les craquements à l'Est

144 Pages / 98 Francs

AUBANEL / AVIGNON

Utilisez votre Macintosh

à 100 % de ses capacités

Formation et conseil en micro-édition et informatique. Impression laser en libre service. Transcodage IBM-Macintosh

**LASERMARK**

48 bd Richard Lenoir 75011 Paris

Tél : 48 06 84 01

Lun - Ven 9.00-18.30 Sam 14.00-18.00

## Enfin disponible, l'œuvre poétique de LÉO FERRÉ



« Lorsque le temps du travail à la pelle du trait et du contour, l'art devient une litanie hors du commun. Le Poète de LEO FERRÉ, enfin réuni, enrichi et révisé. » (L. Editeur)

Après avoir édité G. Brassens et J. Brel, les Editions du Grésivaudan créent un nouvel événement dans l'Édition.

Pour la première fois, nous avons rassemblé pour vous l'œuvre poétique de Léo Ferré, y compris l'Opéra du Pauvre.

Vous trouverez dans cet ouvrage les textes immortels du grand chanteur, vous découvrirez aussi les écrits plus secrets du poète, restés jusqu'à ce jour dispersés ou inédits.

Certains hommes marquent leur époque. Avec POÉSIES, de LÉO FERRÉ, vous entrez dans l'histoire de la littérature en possédant une œuvre prestigieuse, document sans précédent, dont l'auteur lui-même a participé à la mise en page.

bon gratuit

à compléter et à retourner sous enveloppe timbrée à :

EDITIONS DU GRESIVAUDAN

43 - 45 rue du Progrès - 38170 SEYSSINET

\*Je désire recevoir, sans aucun engagement de ma part, une information complète sur POÉSIES LÉO FERRÉ.

M. Mlle Mlle : Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville : Tél. :

L'Édition comprend cinq volumes (1200 pages),

tirés à 5 000 exemplaires numérotés.

Format : 24x32 cm.

Illustrations : 50 lithographies originales double page

et 192 dessins in-texte couleurs de J. Pechard.

Quelques exemplaires de l'Édition originale

sont encore disponibles.





LIVRES • IDÉES  
SOCIÉTÉ

# Des talons aux lèvres, la tristesse du tango

Une histoire du tango, qui est aussi une initiation à l'Argentine,  
par l'un de ses meilleurs poètes et essayistes, Horacio Salas.

**LE TANGO**  
de Horacio Salas.  
Préface d'Ernesto Sabato,  
traduit de l'espagnol  
(Argentine)  
par Annie Morvan,  
Actes Sud, 357 p., 159 F.

Une musique de bordel, née dans les faubourgs de Buenos-Aires et qui conquiert l'aristocratie oligarchique des latifundistes grâce à la légimité que vaut à cette danse sa vogue parisienne des années 20, puis devient l'expression musicale même de l'Argentine aux yeux du monde, et son identité sensible aux yeux de son peuple, voilà l'étonnant destin du tango.

Ernesto Sabato, le grand écrivain argentin, résume admirablement dans la préface de l'excellent livre d'Horacio Salas ce qu'il importe de garder à l'esprit lorsqu'on veut comprendre la signification humaine de cette musique qu'il appelle « la chanson de Buenos Aires » : « Les millions d'émigrés qui, en moins de cent ans, se sont précipités sur ce pays n'ont pas seulement enfanté deux des caractéristiques du nouvel Argentin, le ressentiment et la tristesse : ils ont aussi préparé l'avènement du phénomène le plus original du Rio de la Plata : le tango. Cette danse mille fois analysée a été tour à tour réprochée, louée, ridiculisée. Mais Enrique Santos Discipolo, son plus grand créateur, en donne ce que je crois être la définition la plus exacte et la plus belle : « C'est une pensée triste qui se danse ».

Écoutons Discipolo, sorte de Cioran populaire, qui s'est laissé mourir de tristesse en 1951, après une enfance désastreuse et une vie accidentée. Auteur, en 1929, d'un des plus célèbres tangos chantés, *Yira, yira* (qui pourrait se traduire par « Elle tapine, elle tourne en rond »), il a, pendant la « décennie infamante » (commencée en 1930 par un coup d'État militaire et poursuivie par des gouvernements élus grâce à la fraude électorale), écrit en chansons une métaphysique existentielle sceptique et désespérée, et, après la victoire du péronisme, auquel il adhère totalement, l'un des plus beaux textes de tango, *Cafetín de Buenos Aires* toujours dans le même esprit d'inaltérable

pessimisme, qui est l'esprit même de « l'homme du tango », selon Sabato : « Un être profond qui médite sur le cours du temps et sur la seule chose qu'il nous accorde au bout du compte : la mort inexorable ». Ce qui donne ce chant de solitude arrogante : « Je veux mourir avec moi-même Dieu et sans confession/à ma peine, crucifié à une ranceur comme enlacé ».

On est loin, là, des sucreries sentimentales que le public français associe en général aux paroles des tangos sur lesquels dansèrent nos mères ou nos grands-mères dans les années 20 et 30. Plus près, au

contraire, du désespoir amoureux absolu et aussi de la violence et de l'ambiguïté sexuelle qui animaient, à l'origine, les tangos chantés par Carlos Gardel, et qu'ils conservèrent à l'état latent même quand ils furent édulcorés pour le public international. Violence, désespérance suicidaire et ambiguïté, machisme et homosexualité décelée que Bernardo Bertolucci a retrouvée et élevée au mythe grâce à Marlon Brando avec *Le Dernier Tango à Paris*.

Cette violence, cette conviction que la vie est une volée, le sexe une duplicité, la femme un men-

songe, l'homme un couteau dans le chair de l'autre, le riche un requin, le pauvre une honorable crapule ou une victime éternelle, la mère seule havre de pitié, elles étaient présentes déjà dans la danse, la musique seule, métissée de habanera et de milonga, qui naquit dans les bordels, passa dans les cabarets de la petite bourgeoisie grâce au bandonéon, et monta des talons aux lèvres grâce à Carlos Gardel (« Il était beau, brun, glorieux, éternel comme un disque ou comme un Dieu », dit de lui le poète Humberto Costantini).

Ce que l'étude de Horacio Salas, précisément informée sur le plan musicologique et historique, montre le mieux est la transformation d'une danse populaire en idéologie esthétique et morale des classes moyennes. C'est probablement pourquoi Jorge Luis Borges, l'homme qui préférait les livres à la vie, ne supportait pas le tango chanté, qui devint moralisateur (selon le schéma : je chante la saloperie des riches pour des riches ou des pauvres qui n'aspirent qu'à devenir riches), mais entendait dans sa musique la poésie même de Buenos-Aires. C'est aussi pourquoi le tango a conquis les classes moyennes dans le monde occidental tout entier, avant de devenir, grâce à des compositeurs comme Astor Piazzolla, formé autant par le jazz que par le tango et l'enseignement de Nadia Boulanger, une musique de l'intelligence mondiale, à l'instar du jazz.

L'histoire parallèle du jazz et du tango, et probablement aussi du cinéma, reste à faire. De toute évidence, ce qui fait que le jazz est devenu une musique internationale, dont les créateurs aujourd'hui ne sont plus seulement les Noirs américains, alors qu'aucun grand joueur de tango n'est apparu hors d'Argentine, c'est qu'il est fondé sur l'improvisation, libérée plus grande que l'inaltérable nostalgie qui anime le tango et rapproche celui-ci du blues, l'humour en moins.

Michel Contat

— Signalons également une anthologie de textes de tango établie par Henri Deluy et Saul Yurkevitch (POL, 224 p., 125 F.).



« C'est une pensée triste qui se danse »

## Le corps à corps de la valse

En détrônant le menuet à la fin du dix-huitième siècle, la danse de couple a jeté les jeunes femmes dans les bras de leurs cavaliers, au risque de choquer les bien-pensants

**LA VALSE**  
*Révolution du couple en Europe*  
de Rémi Hess.  
A.-M. Métailié, 346 p., 120 F.

Sensibilisé par la valse au moyen de jeter dans les jeunes cours « une ivresse qui éclipse la timidité » et « leur donne enfin l'audace d'aimer », Mussset la tenait pour « un exercice vraiment délicieux », permettant de « posséder en quelque sorte une femme », et le jeune Werther, pour la même

raison, avait fait le serment qu'une fille qu'il aimait « ne valserait jamais avec un autre homme ». On comprend qu'autorité d'une si sulfureuse réputation la valse ait suscité au dix-neuvième siècle l'indignation des bien-pensants, la colère des maris jaloux et les fureurs de l'Eglise. Celle-ci, en particulier, n'a cessé de la combattre avec virulence, en raison des dangers qu'elle comporte pour la vertu des jeunes filles et des occasions qu'elle offre « de touchers ou d'excitations déshonnestes » : si elle n'est pas en soi une cause de « péché mortel », les théologiens s'accordent pour penser qu'elle peut le devenir, faute d'être étroitement contrôlée par les pères de famille et les directeurs de conscience.

On a quelque peine à imaginer aujourd'hui qu'une danse devenue dans l'imaginaire collectif le symbole des bals mondains et des cérémonies officielles ait pu apparaître à ses débuts comme un signe de perversion ou un facteur de subversion. Plus connu pour ses compétences de sociologue que pour ses talents de valseur, Rémi Hess, qui est apparemment l'un et l'autre, rappelle, à juste titre, dans son excellent essai sur la valse, que celle-ci est née sur les décombres du menuet et qu'avant d'être « domestiquée, domptée et appropriée par la bourgeoisie du XIX<sup>e</sup> siècle » elle fut en 1789 « portante d'une nouvelle société », c'est-à-dire d'une nouvelle morale et de nouvelles valeurs, inséparables d'une « révolution du couple en Europe ».

Car la valse a pour particularité de créer une unité inédite, celle que forment, pendant la durée de l'excitation, le cavalier et sa cavalière, destinés à se fondre dans un

« corps à corps » où chacun des deux partenaires s'efforce de négocier à la fois la bonne distance par rapport à l'autre et leur commune vitesse de rotation. C'est cette logique du couple, appelée elle-même à s'inscrire dans le mouvement plus large du groupe des valseurs sur la piste de danse, qui a, comme on peut s'en douter, provoqué pendant longtemps les foudres des censeurs, peu disposés à accepter l'intimité ainsi produite entre l'homme et la femme. Ce n'est pas un hasard si la valse provençale, tenue en France pour l'ancêtre de la valse, passait en son temps pour lascive et immorale, voire, aux yeux de certains, pour satanique, et si les vieilles danses allemandes, considérées en terre germanique comme ses lointaines devancières, étaient jugées choquantes par les autorités civiles et militaires.

### Du côté de la danse métisse

Il a donc fallu la Révolution française pour que la valse s'impose irrésistiblement, en France et en Allemagne d'abord, en Autriche ensuite, d'où elle revint, portée par les Strauss père et fils à travers toute l'Europe, en Grande-Bretagne enfin, où la reine Victoria donna elle-même le signal de l'adhésion.

Ce triomphe n'eut qu'un temps. Au début du vingtième siècle, pour s'être identifiée à des sociétés en décomposition, la valse déclina. Le jazz, le blues, le tango vont lui faire concurrence. Elle se maintient, il est vrai, sous la forme du musette, retrouvant ainsi ses origines populaires et fondant le style de la chanson de Paris comme critique de la vie quotidienne. Mais, dans les

années 60, l'invasion du rock, liée à « une restructuration de la vie sociale », met fin à ce court règne.

Voilà la danse de couple en crise. Pour toujours ? Rémi Hess ne perd pas l'espoir de la voir renaître, tant elle lui paraît inséparable de l'esprit européen. Il croit même en deviner le retour dans le succès de la lambada pendant l'été 1989. C'est peut-être faire beaucoup de cas d'une opération commerciale bien menée. Mais, après tout, comme l'écrivait l'auteur, « il n'est pas impossible que l'avenir de la valse soit du côté de la danse métisse ».

Qu'on approuve ou non cette conclusion, l'histoire sociale de la valse que propose Rémi Hess, mettant en relation avec beaucoup d'érudition les transformations de la danse et celles de la société tout entière, apporte d'intéressants éclairages, non seulement sur le passage du menuet à la valse ou de la valse au tango, mais aussi, à travers ces subtils déplacements, sur l'évolution des mœurs et le changement des mentalités en Europe depuis la Révolution française.

Thomas Ferenczi — Signalons aussi la publication dans la collection « La recherche en danse » (diffusion Chiron, 40, rue de Seine, 75006 Paris) de *Danse et poésie*, anthologie internationale de poèmes sur la danse, d'Alkis Rafis, qui propose notamment des textes de Jorge Luis Borges (sur le tango) et de Czesław Miłosz (sur la valse) (194 p., 120 F.), et *Danser devant les dieux*, de Paul Bourcier, réflexion sur « la notion du divin dans l'orchestration », de la danse magdaléenne à celle de Maurice Béjart (448 p., 180 F.).

**UNE HISTOIRE ENVOÛTANTE**  
Claude Tancery  
Le cavalier, la rivière et la bergère  
éditions Philippe Olivier 304 p. 115 F.

Michéa Jacobi

**NOTRE YIDDISH**

**UN ABECEDAIRE**  
SOUVENIRS D'ENFANCE  
64 F. CLIMATS 89 F.

**JOSEPH GIBERT**  
c'est aussi des cadeaux...

**OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DIMANCHE 17 DECEMBRE 1989**  
de 13 h à 18 h 30

**LIBRAIRIE - PAPETERIE - MAROQUINERIE - DISQUES**  
26-30, BOULEVARD St-Michel - PARIS  
METRO/RER : ODEON • LUXEMBOURG • CLUNY-SORBONNE

**VIENT DE PARAITRE**

**LA MAGIE CHEZ LES JESUITES**  
FRANÇOIS RIBADEAU DUMAS  
90 F

Editions SOLEIL NATAL

Par l'auteur de "HISTOIRE DE LA MAGIE"

**PARIS DE 1789 A 1989**  
D'UNE BASTILLE L'AUTRE

"Cet ouvrage est un merveilleux itinéraire en images sur les transformations spectaculaires dont Paris fut le théâtre pendant deux siècles."

Gérard SPITERI  
Le Quotidien de Paris

**241 photos**  
format 360 x 245  
noir et blanc  
Prix 350 Fns

C. MAHOUT P. de MONCAN  
M. del CASTILLO  
Editions SEESAM / RCI

**PICARD ÉDITEUR**  
82, rue Bonaparte, 75006 Paris

**LA LORRAINE GOTHIQUE**  
Marie-Chaire BURNARD

Un volume relié, 17 x 24, 400 pages, 275 illustrations.  
Prix de lancement jusqu'au 31-1-1990 : 380 F. ensuite : 350 F.

**Ouvrage collectif**  
sous la direction de Louis BERGERON

Un volume relié, 24 x 24, 320 pages, 166 illustrations.  
Prix jusqu'au 28-2-1990 : 350 F. ensuite : 420 F.

**PARIS**  
L'ART ET L'HISTOIRE

## Le ghetto du Gotha

Michel et Monique Pinçon explorent l'Ouest parisien pour repérer les rites d'une société de l'« entre-soi »

DANS LES BEAUX QUARTIERS de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, Seuil, 260 p., 99 F.

On approche moins facilement certaines tribus de Neuilly ou du XVI<sup>e</sup> que les Bororo du Mato Grosso. Il a fallu à nos deux chercheurs du CNRS, Michel et Monique Pinçon, nombre d'introductions pour pouvoir pousser la porte des grandes familles parisiennes et deux ans de pérégrinations pour aboutir à ce livre d'ethnographie. Il ne s'agit pas en effet d'un ouvrage comme on en voit souvent, sur quelques chéris de la fortune, de l'aristocratie ou du pouvoir. La plupart des noms ont été, ici, masqués, condition indispensable pour pouvoir confesser ceux qui les portaient. Les auteurs ne recherchaient pas des détails croustillants sur leur vie privée, mais seulement les rites d'un comportement social dont la vertu est précisément d'élever les barrières qui permettent l'« entre-soi ».

La ségrégation spatiale est la plus connue. Michel et Monique Pinçon poussent leur investigation dans le détail. Les VII<sup>e</sup>, VIII<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> arrondissements de Paris et Neuilly ont de loin les appartements les plus vastes, les plus chers et la densité la plus faible de population.

Plus curieux : chaque élite a son espace. 40% des inspecteurs des finances résident dans les VII<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> arrondissements, Neuilly loge à lui seul autant d'inspecteurs des finances que toutes les autres villes de l'agglomération hors Paris. La répartition résidentielle des cinq grands corps (Inspection des finances, Conseil d'État, Cour des comptes, Mines, Ponts et Chaussées) reproduit la hiérarchie qui existe entre ces derniers. Le poids de la banlieue s'accroît (de 13% à 40%) de l'Inspection aux Ponts et Chaussées.

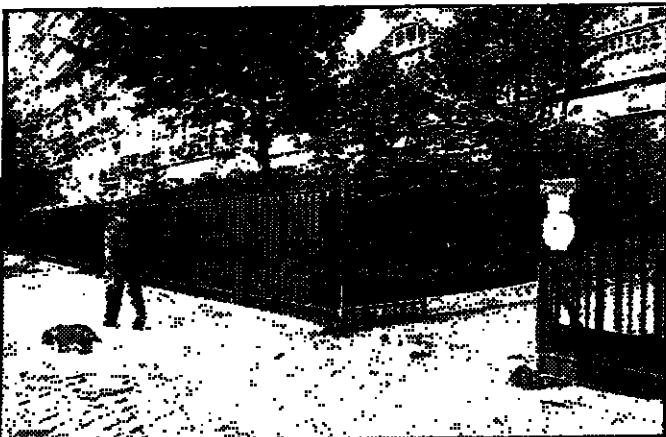
### Cercles et rallyes

Si les classements sociaux passent par les classements spatiaux, l'histoire a tout de même conduit à des évolutions, on le sait. Sous l'Ancien Régime, on ne trouvait la ségrégation de l'habitat qu'après, dans certains quartiers et pour certaines catégories, plus verticales qu'horizontales, les classes pauvres habitant les étages élevés, d'accès pénible avant les ascenseurs. Et si la concentration des élites sociales est restée extrême, le centre de gravité s'est déplacé peu à peu

vers l'Ouest, dès le début du siècle.

La transformation des modes de vie est encore plus visible : raréfaction du personnel domestique, disparition des nurses et des précepteurs, des voitures sur mesure, des enclaves privées dans les lieux publics (prie-Dieu dans les églises, loge à l'Opéra, etc.). Survivance : des tribunes dans les hippodromes de Longchamp et de Chantilly sont attribuées aux membres du Jockey

rallyes et en assurent la gestion. On en compte une quinzaine de renom dans la région parisienne, chacun regroupant généralement plus d'une centaine de jeunes. Chaque famille sait très bien à quel rallye elle peut prétendre, et, grâce à cette autocensure, il y a très peu de rejets. Les grandes soirées dansantes des rallyes peuvent rassembler de cent à mille deux cents invités. Selon les mères interrogées, la fourchette des frais qu'elles engagent va de 30 000 francs au Cercle militaire



Chaque élite a son espace

Club. De même, des hectares du bois de Boulogne sont réservés aux grandes familles (Cercles divers), et l'on peut dire qu'une école primaire de Neuilly comme l'école Charot est celle des familles de l'aristocratie et de la grande bourgeoisie du quartier Saint-James. On voit même des magasins « populaires » offrir là des prestations qui n'existent pas ailleurs. Ainsi le Monoprix de Neuilly dispose de « caddy-boys » qui poussent le charriement de madame jusqu'à sa voiture garée dans une rue proche.

C'est sans doute l'exploration que mènent nos chercheurs dans les rallyes et les cercles qui offre le plus de surprises. Dans cette quête éperdue de l'« entre-soi », la distinction géographique n'est pas suffisante. Il faut se protéger de façon beaucoup plus sérieuse et pratiquer la cooptation sociale. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, peu de mariages sont le fruit des rallyes. En fait, il s'agit d'inculquer aux jeunes concernés « les critères de goût et les manières d'être de leur milieu... et de réduire la possibilité de choix amoureux hors du champ des partenaires socialement possibles ».

Dans presque tous les cas, ce sont des femmes qui créent les

de Versailles, « avec un buffet imposé pas très bon », à 200 000 francs, pour une soirée du rallye Schlumberger ayant réuni deux cent cinquante jeunes dans les salons de l'Automobile Club. Quand vient votre tour, impossible de vous dérober si vous ne voulez pas être mis au ban de cette micro société. Mieux vaut avoir engrangé, on le voit, quelques économies !

### La comparaison devant un jury

Quant aux cercles et clubs, la visite guidée des Pinçon est très pittoresque. Le *Botin mondain* en a repéré cent trois dans toute la France, mais les systèmes de cooptation sont très variés. Le Jockey Club, cercle de l'aristocratie par excellence, composé de gèbres plus d'un millier de membres, est le plus fermé. Les auteurs appellent que, lorsque la candidature de Paul Bourget, alors au faite de la gloire, fut rejetée, le président en cette phrase : « Il y a heureusement encore en France des gens pour qui le mérite personnel n'existe pas ». On mésestime en revanche bourgeoisie et aristocratie au Cercle du bois de Boulogne ou au Polo de Paris. A l'Automobile Club, on vous fait comparaître dans un grand jury, comme à l'ENA. Au Cercle de l'Union interalliée, PDG, banquiers, administrateurs de société dominent.

La pression des familles est nulle, sauf sur les cercles qui ont leurs installations dans le bois de Boulogne du fait des activités sportives, mais les listes d'attente sont longues. Ces comportements sociaux des classes privilégiées s'expliquent par le fait qu'elles n'ont d'autre choix que de vivre entre elles si elles veulent éviter ce qu'elles craignent par-dessus tout : la dérogation. « Le Gotha ne peut échapper aux ghettos de son monde clos », concluent nos auteurs. Ce travail, qui ne s'autorise pas à sortir de la discipline sociologique, ouvre plus largement l'horizon sur cette société figée que des analyses passionnelles, à la recherche du sensationnel ou de la dérision.

Pierre Drouin

Sur les rallyes, le Jockey Club, on trouve aussi d'intéressantes notations dans le livre de François de Coustin : *Gens de noblesse* (Flammarion, 304 p., 99 F.). Le propos est très différent de celui des Pinçon. Il ne s'agit plus de sociologie mais de journalisme. Excellent, d'ailleurs. Le Cercle est plus étroit. Le sens d'un titre de noblesse aujourd'hui ? L'auteur y répond après avoir interrogé de nombreux porteurs de particules et broses leurs portraits dans leur cadre de vie, de travail et de relations.

Alain Salles

## Banlieue de nulle part

CHIENS DE GOUTTIÈRE de Jean-Noël Blanc, Seghers, collection « Mots », 218 p., 98 F.

L'action se déroule à Neaulieu, c'est-à-dire nulle part. Une banlieue grise et triste, mais d'un gris plein de nuances (des rouges éteints, des verts pâles, des bleus sales, des jaunes cassés), pas comme les banlieues peintes aux couleurs de l'arc-en-ciel pour faire croire aux habitants qu'ils voient la lumière et le soleil. Neaulieu est triste aussi, comme des vieux qui se souviennent d'un temps trépassé. Chiens de gouttière, le quatrième roman de Jean-Noël Blanc, raconte la mélancolie d'un quartier. D'un vrai quartier, avec des gens qui se connaissent, qui se parlent et qui se retrouvent au Barnabé, le bistrot de la place principale.

Le Barnabé est un bistrot. Pas un bar, pas un café. Sociologue à Lyon et à Saint-Etienne, Jean-Noël Blanc sait faire la différence : « Dans un bar, on consomme. Dans un bistrot, on boit. Dans le premier, la clientèle devise, dialogue, plaisante, se montre, se met en frais de représentation. Une société y tient ses assises. Dans le second, des hommes se côtoient. Le groupe n'y est jamais qu'une addition d'indi-

vidus. Ça ne fait pas un tout. A peine une somme de solitudes ».

Chaque fois, ces « solitudes » viennent jouer aux cartes, raconter la dernière blague et, bien sûr, boire. Pas pour oublier. Pour exister. Jean-Noël Blanc a construit son roman sur une série de nouvelles dans lesquelles il fait surgir ces retraités, ces ouvriers, ces chômeurs, ces désespérés, timides ou forts en gueule, tristes ou hauts en couleur, qui semblent sortir d'un film de Prévert et Carré, quand le réalisme était poétique.

Ces voix en voie de disparition tiennent la chronique d'un quartier menacé. Elles égrènent la litane des morts, des transformations, des démolitions. Elles commentent l'opération de « chirurgie urbaine » qui s'abat sur leur ville, en sachant que personne au Barnabé ne résistera à l'intervention.

La tristesse qui se répand tout au long du roman reste diffuse. Elle n'empêche pas des sourires et des grands éclats de rire, comme ceux de Roger, « l'homme des tavernes ». Mais, il arrive que le rire se fige...

## Le malheur

Quand la réalité commence

### CRIME DE SABLE

de Bujor Nedelcovici. Traduit du roumain par Alain Paruit. Albin Michel, 280 p., 98 F.

LA MOISSON de Petru Dumitriu. La Table ronde, 406 p., 120 F.

LA CHUTE VERS LE ZENITH de Ilie Constantiu. Gallimard, 288 p., 69 F.

Le théâtre dit de l'absurde, illustré par Ionesco et Jarry, se révèle moins illogique qu'il n'y paraît ; la réalité commence à lui ressembler. La pièce qui se joue aujourd'hui dans le pays d'Ubu roi, Nicolae Ceausescu, imposeur sinistre et monarque roulier, ressuscite une mythologie depuis longtemps défunte au sein de l'Occident douillet, désarmé, celle de l'homme aux prises avec un système qui ne peut ni répondre à ses interrogations ni satisfaire aux besoins essentiels, bref, plongé au plus profond d'un univers aussi tragique qu'aberrant, l'univers de la dictature absolue. La Roumanie joyeuse, sceptique et désespérée en oux a donné Brancusi, Cloran, Ionesco et Tzara. Le monde stupéfait, à l'Ouest comme à l'Est, se demande comment ce pays fraternel en est arrivé là, de quelle manière il sortira du cauchemar pour regagner les rives rassurantes d'une réalité plus proche du réel ? Trois de ses écrivains, Bujor Nedelcovici, Petru Dumitriu et Ilie Constantiu, ont préféré l'errance, ses doutes, son inconfort permanent, aux certitudes millénaristes d'un pouvoir qui s'obstine à durer. Ils répondent aujourd'hui, chacun selon sa vision (roman-métaphore, confession, conte merveilleux), à ces questions.

Lauréat du prix de la Liberté 1986 (1) et collaborateur de la revue *Espoir*, Bujor Nedelcovici, né en 1936, vit depuis deux ans en France. L'un de ses meilleurs romans, publié il y a quelques années à Bucarest — adapté au cinéma mais aussitôt interdit, — vient d'être traduit, très bien, en français par Alain Paruit. Lorsqu'il écrivait, Nedelcovici n'était pas un auteur dissident, il n'avait pas choisi la dénonciation d'un régime politique inhumain. Par ailleurs, à l'époque où se passe l'action du récit, — la fin des années 60, — la Roumanie bénéficiait encore, malgré les canis communs aux sociétés totalitaires de tout bord, d'un relatif bien-être, d'une relative

liberté. Maîtrisant la technique du suspense, le romancier (ses dons sont à la mesure de son ambition) nous propose une fiction à plusieurs niveaux : métaphore qui remet en question la réalité du pouvoir, réflexion sur la gestation de l'œuvre littéraire, enfin intrigue policière aux rebondissements étonnants.

Deux hommes et une femme de la nomenclature, Theodor, chirurgien célèbre assoiffé de pouvoir, sa maîtresse Cristina et Stefan, leur ami, auteur à la recherche de ses personnages, passent des vacances au bord de la mer Noire. La disparition de leur enfant, les metront face à Vassile, charpentier taciturne et voleur présumé. Theodor le fait arrêter par la police locale. Ne l'a-t-il pas aperçu penché sur les sacs de plage ? Les témoignages d'autres touristes ne viennent-ils pas confirmer ses soupçons ? Pourtant, chaque personne présente sur le lieu du forfait se trouvait, au même moment, à un autre endroit ; de ce fait, l'image en fait payée d'une manière différente par chacune et souvent l'insertion du regard donne à l'illusion la réalité du vécu. Or, dit un des témoins, nous devons distinguer entre ce que nous pensons exister et ce qui existe réellement. C'est ainsi que le doute manifesté par Stefan, qui a trouvé le sujet et les personnages de son livre, et par Cristina s'installe dans l'esprit du lecteur. La réalité obéit-elle à nos perceptions ? Vassile est-il coupable ? L'auteur ne nous le dira pas !

### Le bourgeois rouge et le prolétaire

Toujours est-il que deux mondes s'affrontent dans ce livre, le charpentier, de toute évidence innocent, symbole d'une population opprimée, et Theodor, bourgeois rouge, qui n'hésite pas à le faire torturer en vertu de certitudes aussi fragiles que celles sur lesquelles repose la mécanique de la tyrannie. Mais ce théâtre d'ombres sur le sable impose sa conclusion violente et fatale à Stefan, le dénouage romanesque. Espérons qu'il ne préfigure pas la seule issue possible pour la souffrante Roumanie.

Le témoignage de Petru Dumitriu, aîné d'une dizaine d'années de Nedelcovici, se situe à un niveau différent de sensibi-

lité. Dans ce texte autobiographique, déchirant et sincère, il s'agit de l'empoignade éternelle entre l'homme et le diable : elle ne tourne pas toujours à l'avantage du premier. C'est le parcours semé de chausse-trappes et d'embûches d'un clerc pareil à ceux qui s'attirèrent, jadis, la colère de Julien Benda. Certes, déjà au début des années 60, lorsqu'il quitte le monde enfer stalinien, Dumitriu, avec *Incoercito*, œuvre majeure écrite directement en français (les Roumains sont le peuple le plus francophone du Sud-Est européen), s'impose, à l'instar de Soljenitsyne, comme un grand écrivain, témoin de ce temps du mépris qui étouffe encore les Roumains asservis : vision lucide, bien sûr, portée par un bonheur d'écriture peu commun mais aussi, tout au long de ses livres inspirés par la Roumanie, avec chuchoté d'une conscience coupable car, pendant l'obsédante décennie (1947-1957) de l'installation du pouvoir communiste, le romancier fut, et il ne s'en est jamais caché, un de ses plus zélés laudateurs.

### La force sereine du repentir

Contrairement à Soljenitsyne, prisonnier du Goulag, Dumitriu chantait en ce temps les « mérites pédagogiques » du maudit archipel. Malgré son retournement, en dépit de son talent, ou justement parce qu'il en avait trop, la faute ne lui fut jamais pardonnée. Dans ce texte, sauvé par une foi qui transcende les croyances de tout bord, sauvé aussi par sa propre mise en abîme, il remonte et nous fait remonter vers les limbes mystérieux du sacré. Au bout du voyage qui conduit du regret au vrai repentir, à la défaite du malin, au bonheur retrouvé, Dumitriu nous livre également (à son insu et c'est peut-être mieux ainsi) une clef importante pour la compréhension du malheur roumain.

Car, dans le pays des gardes de fer, c'est l'absence historique d'une gauche démocratique structurée, d'une intellectualité rigoureuse, d'une Eglise impavide, capable d'affronter le pouvoir (forces présentes en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie et même en Bulgarie), qui interdit la contestation massive et organisée dans le dernier bastion du stalinisme européen.

## Au pays du mensonge

Une fiction amère sur la Roumanie que cette Mort d'un poète ? Sans doute. Mais Michel del Castillo parle aussi de nous et de nos mensonges

MORT D'UN POÈTE de Michel del Castillo. Mercure de France, coll. « Crime parfait », 314 p., 98 F.

Il se nomme Carolo Oussek. Il est le lumineux Guide, l'invincible Maréchal de la République socialiste, démocratique et pacifique de Doumarie, qu'il dirige en complicité avec son épouse, l'auteuse Alexandra. Mère de tous les peuples, Protectrice des arts et des sciences. Le lecteur pressé aura trop vite fait de voir dans le roman de Michel del Castillo une description au vitriol de l'effrayant régime roumain de Nicolae Ceausescu et de son épouse, la géniale biologiste Elena.

Dans l'intelligente préface qu'il donne à son livre, le romancier ne cache pas que le sort effrayant du peuple roumain, soumis depuis trente-six ans à la mégalomane meurtrière d'un tyran abusque, lui a inspiré ce qu'on pourrait appeler le décor historique et psychologique de *La Mort d'un poète*. Mais son propos n'est certainement pas de témoigner à la place des Roumains d'une réalité insupportable. Le temps des donneurs de leçons, des intellectuels occidentaux qui prétendaient, du fond de leurs bureaux et de leurs salons, diaboliser la vérité d'une histoire que d'autres enduraient dans leur chair, ce temps-là est révolu. Si

Michel del Castillo parle de la Doumarie et non de la Roumanie, ce n'est pas par coquetterie d'esthète, mais parce qu'il ne se sent pas le droit de dire une réalité qu'il n'a pas vécue. Toutes les informations, d'ailleurs vérifiées, qu'il a pu recueillir sur la Roumanie ne peuvent dessiner qu'un imaginaire. *La Mort d'un poète* est une fiction. Reste au talent, à la sensibilité, à la pénétration du romancier à faire que cette fiction soit plus vraie que la plus savante des théories.

Ce choix intellectuel et éthique détermine aussi le but poursuivi par l'écriture et le centre de gravité autour duquel s'organise le livre. Michel del Castillo laisse à d'autres le soin de s'apitoyer sur les Roumains : il nous parle de nous, aujourd'hui, et de la place des écrivains dans nos sociétés.

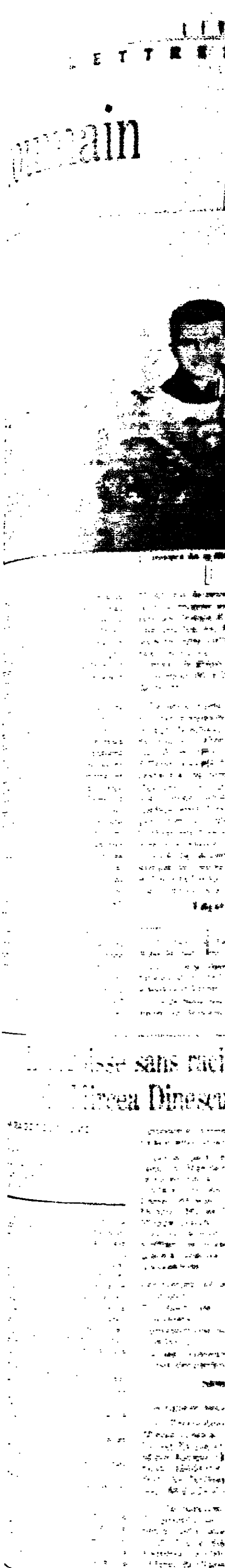
### Un dégoût profond

C'est la mort d'un poète, Alexandre Taskine, cinq fois prix Léning, lauréat du Nobel, célèbre dans le monde entier, qui déclenche la série d'événements sanglants que relate le roman. Cet extraordinaire écrivain était aussi la plus parfaite des crapules : il n'a cessé de chanter — entre quelques recueils de vers fulgurants — la gloire de Staline, puis celle de ce régime infect dont il n'ignorait pourtant

aucune des turpitudes. Notre époque n'a pas découvert le pouvoir de mensonge que détiennent les professionnels des mots, mais elle leur a donné une puissance, une efficacité, une ampleur telles que les contre-vérités les plus criantes, les justifications les plus ridicules, les plaidoyers les plus abjects ont pu être prononcés, sans frémir, par ceux-là mêmes — les poètes, les écrivains, les philosophes — qui s'étaient institués les consciences de l'histoire, de la justice et de la vérité et qui continueraient sans doute encore à le faire s'ils avaient quelques chances d'être crus.

Violent, porté par un dégoût profond, cognant très fort là où ça fait le plus mal, décrivant avec une amère minutie les mécanismes qui aboutissent à la défaite de la pensée, à l'abdication de la morale et au pourrissement de l'esprit, Michel del Castillo s'est pourtant gardé des facilités terroristes du pamphlet. Parce qu'il ne saurait, plus qu'un autre, prétendre à la vérité lorsqu'il dessine les figures du mensonge. Parce que la littérature, lorsqu'elle n'est pas fasciste, est ambiguë. Parce que, entre ses trahisons, ses vilenies, ses lâchetés et ses ignominies, a aussi écrit quelques vers qui avouent sa souffrance et laissent entrevoir la lumière d'une vérité.

Pierre Lepape.





LIVRES • IDÉES  
L E T T R E S É T R A N G È R E S

# roumain

à imiter l'art



L'univers de la dictature absolue

De nombreux clercs roumains velléitaires et pusillanimes, et pas des moindres, mirent leur génie au service de l'autorité. Que faire dans un petit pays occupé lorsque l'on ne sait rien faire d'autre que penser et écrire, lorsque la faim et la peur vous tentent, se demande Dumitriu.

Certes, il y eut aussi des martyrs mais rares furent ceux qui tentèrent de les imiter. Victimes d'intrigues byzantines, si bien décrites par l'auteur, ceux qui exprimaient la moindre réserve se trouvaient aussitôt réduits au silence, menacés de perdre leur emploi et leur liberté. Ceux qui étaient âgés de trente ou quarante ans au début des années 50, la terreur les poussa sur le chemin de la trahison. D'autres encore, comme l'auteur lui-même, choisirent la fuite et l'exil. Il faut lire la confession tragique de Petru Dumitriu, c'est un règlement de comptes avec lui-même, mais aussi le cri d'un immense espoir.

Des siècles d'oppression et de honte ont contraint les populations roumaines à chercher refuge dans l'irréalité magique de la fée (2). Ille Constantin, cinquante ans, poète, essayiste, qui vit depuis longtemps à Paris, prend aujourd'hui un pari audacieux.

S'inspirant de cette tradition populaire, il propose au lecteur la version occidentale d'un conte mythique célèbre en Roumanie, *Une jeunesse sans vieillesse et une vie sans mort* (3). Ce livre vient d'obtenir le grand prix du livre de la jeunesse de la Société des gens de lettres.

Le héros, après avoir acquis ces qualités magiques, entreprend un voyage fabuleux, semé de pièges mortels, qui aboutit « de l'autre côté du miroir », dans un univers différent au-delà de la courbe de l'espace et du temps. Ce conte de fées, conte de cape et d'épée mais aussi roman d'amour courtisé, nous conduit avec Christophe, fils d'un gentilhomme angevin ruiné, vers Cythère sinon vers le Graal, à travers une réalité en trompe-l'œil rythmée de cauchemars. La fougue joyeuse de l'auteur, déchiré entre le doute et l'espoir, nous convainc : Ille Constantin a gagné son pari.

Edgar Reichmann

- (1) Pour le *Second Messenger*, Albin Michel, 1985.  
(2) *Contes roumains*, traduit de l'allemand en 1982 aux éditions Malmouche et Larose.  
(3) In Petru Dumitriu, *Contes roumains*, Ed. Minerva, Bucarest, 1979.

## L'angoisse sans racine de Mircea Dinescu

MIRAGE POSTHUME  
de Mircea Dinescu.  
Poèmes traduits  
du roumain  
par Alain Paruit.  
Albin Michel, 70 p., 65 F.

L'origine géographique de ces poèmes, comme les éléments biographiques actuels du poète Mircea Dinescu, qui vit dans une réclusion forcée, sous la garde de la milice, devrait servir de cadre à la lecture de ces poèmes : dédaigneux le plus souvent de la clameur politique, ils disent une angoisse qui a perdu ses racines, ses causes et qui fait intervenir la joie comme une force jaillissante :

*Du ciel on aperçoit les cuisines  
Bien mieux qu'on ne voit les  
gens insignes,  
Tu surprends au fond de ta  
gamelle  
L'ange raté par les sentinelles  
[...]  
Tu sens sur ton âme un sac  
d'os noirs  
Au bord du trou, à l'appel du  
soir*

Ignorant de la réalité qu'ils expriment, on croit parfois entendre dans ces chants un timbre surréaliste : mais ici le déséquilibre de la syntaxe, de la prosodie est mesuré pour

répondre à l'ampleur de la distorsion environnementale.

On songera, en lisant ces vers, à Mandelstam, autre familier de « l'expérience-limite », ou encore à Iouri Daniel, décédé l'an dernier à Moscou. Mircea Dinescu dans *Mirage posthume* tisse une toile où la mort et l'Histoire s'offrent en miroir avec une grâce et une bonhomie toutes quotidiennes :

*Les nuages qui ont filmé tout  
un jour  
Du haut de leur dégoût  
d'objets  
Vomissent une pluie riante sur  
le bourg  
Sur les philosophes et leurs  
mondes parfaits.*

Samuel Brussell

A signaler également :  
— *Trente-deux poèmes de Mircea Dinescu*, préfacés par Lucian Raicu et traduits par Miron Kirov (Ed. La Barta-velle, résidence Les Grands Bois, les Bouleaux 53, 05000 Gap, 48 p., 39 F.)

— la parution d'un volume de poèmes de Mihail Eminescu, poète national roumain, mort il y a cinquante ans. (Ed. Héména, centre culturel du château de l'Hermilage, 59163 Condé-sur-l'Escaut).

## Contes de la folie quotidienne

PESTE A BUCAREST  
de Tudor Eliad  
Ergo Press, 320 p., 88 F.

Un ingénieur roumain qui vit en France retourne à Bucarest pour faire découvrir la ville de sa jeunesse à Zina, son enfant, une merveilleuse adolescente. Mais dans la république marxiste du roi Ubu règnent la misère, la maladie, la mort, et les anciens fléaux ressuscitent. Zina attrape le choléra. Pendant sa maladie (elle guérira) le père, à son chevet, lui raconte une soixantaine d'histoires d'exil, de fuites, récits tragiques et tendres entrecoupés par les remarques pieuses de la jeune fille, incarnation du bon sens cartésien appris dans une Europe plus heureuse.

Anthologie des mutilations communistes, ces pages dressent le portrait sinistre de la Roumanie d'aujourd'hui. Ce bréviaire de la folie quotidienne se lit comme les *Contes des mille et une nuits* : ici, c'est le sultan qui les raconte à sa Shéhérazade, Tudor Eliad, écrivain de quarante-cinq ans né à Bucarest, vit à Paris.

E.R.

## Les Mémoires d'un juste L'ancien grand rabbin de Roumanie raconte...

UN TISON ARRACHÉ AUX FLAMMES  
Les commémorations juives de Roumanie 1939-1947,  
d'Alexandre Safran.  
Mémoires traduits  
de l'anglais  
par Marie-Pierre Bay,  
introduction de Jean Ancel.  
Stock, 312 pages  
illustr., 120 F.

Bucarest, janvier 1941. Le grondement du canon, d'avantage que le froid, a chassé les passants. Armes blanches et fusils à la main, les gardes de fer investissent les rues juives. La synagogue sépharade est en flammes ; dans le commissariat de police, les blessés sont achevés à la hache. C'est que l'extrême droite voit dans le général Antonescu, le *Conducator* (1), allié de Hitler, un traître « enjaisé », un « agent » britannique qu'il faut renverser afin de nettoyer le pays de « la vermine judéo-démocrate ».

Déjà des centaines de cadavres s'amoncellent sur les terrasses vagues autour de la capitale ; ceux que l'on découvre pendus aux crochets de l'abattoir portent sur la poitrine deux mots tracés avec leur sang : « *Vlădăcacher* ». Mais l'armée demeure loyale au général, les mutins seront liquidés. L'ordre revu, les juifs comptent leurs morts. C'est dans ces circonstances qu'Alexandre Safran, un jeune homme de vingt-neuf ans docteur en philosophie et en théologie, prend ses fonctions de grand rabbin de Roumanie et se trouve investi d'une mission impossible : le sauvetage des 400 000 juifs restés dans le pays après son départ décidé par Hitler et Staline, lors du pacte germano-soviétique, deux années auparavant.

Jassy, juin 1941. Qui se souvient encore de Malaparte ? La paisible ville universitaire, devenue depuis une année ville-frontière, vit dans la peur. L'Allemagne attaque l'Union soviétique, la Roumanie suit afin de reprendre la Bessarabie et la Bukovine, perdues en juin 1940. Douze mille juifs seront massacrés à Jassy et dans les environs par la même armée, sous les ordres du même général qui les avait sauvés six mois plus tôt à Bucarest. C'est grâce à l'attitude courageuse de la population civile qu'il y eut au moins deux fois plus de rescapés. Mais, une fois la Bessarabie et la Bukovine recouvrées, l'armée roumaine ne s'arrêta pas à l'ancienne frontière, le fleuve Dniestr, elle poursuivit son avancée jusqu'à Stalingrad et aux sommets du Caucase ; les deux cent mille juifs de ces deux provinces

furent déportés en Transnistrie, leur tombeau au-delà du fleuve. Un quart seulement survivront.

Alexandre Safran, personnage charismatique qui s'ignore, fin diplomate à son insu, va remuer ciel et terre pour sauver et commémorer. Les dirigeants politiques de l'opposition l'encouragent, les ambassadeurs suédois et turcs sont acquis à sa cause, mais ce sont surtout la reine mère Hélène, le jeune roi Michel de Hohenzollern, le nonce apostolique Cassulo et René de Weck, l'ambassadeur de la Suisse, qui usèrent de leur influence auprès du dictateur roumain afin d'éviter l'irréparable.

### Le rendez-vous de la dernière chance

Pourtant, en 1942, Himmler exige du général Antonescu l'application de la solution finale dans le royaume danubien : les trains de la mort sont prêts à partir vers la Pologne des camps d'extermination. Tout espoir semble perdu. C'est alors qu'Alexandre Safran prend rendez-vous, le rendez-vous de la dernière chance, avec un antisémite notoire, le métropolitain Balan de Transylvanie. Le grand rabbin se jette à ses pieds et l'implore d'intervenir auprès du général Antonescu afin d'épargner la vie de quatre cent mille juifs du pays. La démarche aboutit, la déportation fut ajournée. Mieux encore, les survivants de Transnistrie seront bientôt rapatriés, fait unique dans la tragédie du judaïsme européen.

L'Histoire, grande dame absurde, ignore le happy end et récompense rarement les justes. Après l'incorporation de la Roumanie dans ce que l'on appelait encore récemment le glacis soviétique, c'est au sein de cette communauté juive, miraculeusement rescapée, que les nerfs de Staline trouvèrent quelque soutien. Rêveuse messianique, nostalgique d'une gauche idéale ou tout simplement assoiffée de revanche, après quatre années de persécutions, une minorité prête main-forte à l'installation du fascisme rouge dans le royaume des Hohenzollern et demanda au grand rabbin de cautionner l'ordre nouveau. Alexandre Safran refusa et fut obligé de s'enfuir en Suisse, avec sa famille, pour sauver sa vie. Il y devint grand rabbin de Genève et l'un des meilleurs spécialistes européens de la kabbale...

E. R.

(1) *Führer* en allemand, duc en italien, c'est le titre que porta Nicolae Ceausescu, l'ancien dictateur roumain.

Marie-Paule DI FRANCESCO

## L'ART DÉVORÉ

Images sucrées au XX<sup>e</sup> siècle

Un volume 14 x 21, illustré : 78 F.

Maisonnette & Larose



## Un grand thriller littéraire, moderne et radiophonique



UN ROMAN DE JEAN-CLAUDE PERRIER

Stock

## GRAND PRIX LITTÉRAIRE DU TOURISME 1989



395 F. décerné par l'Association française des journalistes et écrivains du tourisme

COLLECTION LES SENTIERS IMAGINAIRES  
EDITIONS JOËL CUËNOT

Votre libraire peut téléphoner au (1) 45 34 50 53

## ACTUALITÉS

## Le Salon européen de Lyon

A côté de ses aînés de Genève, Grenoble ou Saint-Etienne, le Salon européen du livre de Lyon, qui en est à sa deuxième édition, se doit d'imposer sa singularité. Occupant cette année le tiers de la superbe halle conçue par Tony Garnier, le Salon accueillait plus de deux cent trente éditeurs, représentant la nouvelle édition et les collections de découvertes ou d'avant-garde des éditeurs traditionnels.

En quatre jours, du 7 au 10 décembre, le Salon a attiré quelque vingt-cinq mille visiteurs (dont dix-sept mille entrées payantes).

Le pari d'axer le Salon de Lyon sur la jeune édition est difficile. Il explique probablement

son succès relatif du point de vue du nombre des entrées. Conscients de cette difficulté, les organisateurs prévoient, pour les manifestations suivantes, de choisir des thèmes susceptibles de séduire un plus large public.

Plusieurs prix ont été décernés dans le cadre du Salon 1989. Citons le prix Rhône-Alpes du livre qui est allé à deux volumes de la collection « Les contemporains » (Seuil) : Le *Georges Perec* de Claude Burgelin, et le *Wittgenstein* de Christiane Chauviré ; le Prix de la traduction a récompensé le travail de Bernard Siméone, spécialiste de littérature italienne enfin. Le Prix du jeune éditeur est allé au Temps qu'il fait.

## Accord Flammarion-Phaidon Press

Les éditions Flammarion devaient signer le jeudi 14 décembre, à Londres, un accord de coopération avec l'éditeur britannique Phaidon Press. Maison indépendante et de taille moyenne, Phaidon Press est spécialisée dans les « beaux livres » (art, décoration et art de vivre en général). Flammarion, dont c'est aussi l'un des points forts, publie désormais en anglais certains de ses « beaux livres ». Ils seront commercialisés en Grande-Bretagne, sous le label Flammarion, par Phaidon Press.

De son côté, Flammarion assurera en France la promotion, la diffusion et la distribution des livres que Phaidon Press aura fait paraître en français sous sa propre marque.

L'accord prévoit aussi une collaboration entre les deux maisons pour le choix des titres à commercialiser dans l'autre pays. Flammarion et Phaidon Press s'appuieront dans le domaine du marketing et envisagent la « réalisation de projets éditoriaux lourds en commun ».

Cet accord est valable jusqu'en 1993.

## Jeunes écrivains primés

Attribués depuis cinq ans par un jury d'écrivains et de journalistes, le Prix du jeune écrivain récompense une œuvre inédite, d'imagination, en prose, d'un auteur âgé de moins de vingt ans. Pour la deuxième année consécutive, un second jury couronne en même temps un écrivain de nationalité non française, âgé de quinze à vingt-cinq ans.

Cette année, quelque cinq cent cinquante textes émanant de vingt-six pays sont parvenus à l'Union laïque de Muret, organisatrice de ce prix, pour le seul Prix du jeune écrivain. C'est Laurence Jorjy, dix-huit ans, qui l'a emporté pour sa nouvelle *Sang indien*, et Geneviève Pirotte, vingt-cinq ans, de Mazy, en Belgique, qui a reçu le Prix du jeune écrivain francophone, pour *Nouvelles du monde ordinaire*.

Associé à La Découverte, le Monde publie cette année, outre ces premiers prix, une sélection des autres textes primés.

► *Sang indien* et autres nouvelles, préface de Roger Vigny, La Découverte-le Monde, 240 p., 89 F.

► *Nouvelles du monde ordinaire*, préface de Roger Vigny, La Découverte-le Monde, 240 p., 89 F.

Le XX<sup>e</sup> siècle par le texte, l'image et le son

Encore une révolution dans le domaine des encyclopédies, sur ce champ de bataille entre les grands groupes d'édition et de communication. Pour dominer l'adversaire, on n'hésite pas dans ce secteur à employer les moyens les plus sophistiqués de la technologie de pointe. Pour la Société générale d'édition et de diffusion (SGED), éditeur de l'encyclopédie Bordas,

*Mémoires du XX<sup>e</sup> siècle*, la nouvelle arme s'appelle Mémoires. Elle a été inventée aux Pays-Bas par Oosthuis et c'est Franco-Loisirs (filiale à 50 % du Groupe de la Cité, auquel appartient Bordas) qui détient l'exclusivité du procédé pour la France.

C'est simple et un peu magique. Entre les pages « classiques » — textes et images — de chacun des quatre volumes déjà parus de *Mémoires du XX<sup>e</sup> siècle* sont insérées huit pages « sonores ».

Vous posez sur ces pages plastiques un petit appareil à piles — qui coûte 180 F — et vous entendez l'appel du 18 juin, des reportages sur mai 68, des extraits du *Cid* par Gérard Philipe, *Mon légionnaire* par Marie Dubas, un discours de Goebbels ou une interview de Sartre sur la route de l'existentialisme. En tout, dans chaque volume, deux cent cinquante documents représentant trois heures d'écoute.

L'innovation technique, l'intérêt documentaire des archives sonores proposées ne doivent pas faire oublier la qualité des textes de cette encyclopédie dirigée par Yves Thomas, qui couvrent dix années de l'histoire du siècle.

Déjà parus : « Les années 40 », présentées par Jean-Pierre Azéma ; « Les années 50 », que préface André Fontaine ; « Les années 60 », par Jean-Pierre Rioux, et « Les années 70 », par Serge Bernstein. Paraitront dans quelques jours : « Les années 80 ». Trois autres volumes sortiront l'année pro-

chaine ; les années 1900 et 1910 un peu plus tard et celui consacré aux années 90 qui ne verra bien sûr le jour qu'en l'an 2000.

La SGED prépare évidemment de nouveaux produits qui utiliseront le procédé Mémoires. Cette société apparaît, en fait, comme la branche d'édition de Franco-Loisirs qui est déjà le premier vendeur de livres en France. Le capital de la SGED est en effet également réparti

entre Bordas (Groupe de la Cité) et Bertelsmann, à l'instar du capital de Franco-Loisirs. Et les deux sociétés ont le même patron, Walter Gerstgrasser.

P. L.

► *Mémoires du XX<sup>e</sup> siècle*, sept volumes parus ou à paraître jusqu'en novembre 1990, 4 850 F (lecteur compris) jusqu'au 31/12/1990, 5 390 F à partir de 1991.

## La mort de l'historien soviétique Nathan Eidelman

A soixante ans à peine, l'historien Nathan Eidelman vient de mourir subitement à Moscou. Chaleureux, rayonnant, il laisse un grand vide dans le monde trop souvent timoré et glacé des intellectuels soviétiques.

Né en 1930, Nathan Eidelman, après des études à l'université de Moscou, enseigne l'histoire, plusieurs années durant, dans une école secondaire. Parallèlement, il écrit ses premiers livres. Il s'intéresse d'abord à Herzen, puis aux déembristes, à Pouchkine et au règne de Paul I<sup>er</sup>. Auteur de plus d'une quinzaine d'ouvrages, il se consacre plus spécialement aux dix-huitième et dix-neuvième siècles, à travers lesquels il tente de définir les grandes constantes de l'histoire russe et de comprendre l'origine des problèmes que connaît aujourd'hui le pays.

Bien connu et apprécié d'un large public de lecteurs en URSS, Nathan Eidelman, ni dissident ni auteur officiel docile, se trouve véritablement porté sur le devant de la scène soviétique et internationale à l'occasion de débats lancés ou relancés dans le cadre de la perestroïka. Sa correspondance avec l'écrivain Victor Astafiev, où il dénonce pas-

sionnement l'antisémitisme russe mais aussi les souffrances infligées à la Russie au long de son histoire, fait le tour du pays, sans être publiée, et lui vaut d'innombrables réactions. Dès lors, il multiplie les prises de position, courageuses mais pesées, réfléchies, sans jamais céder à la tentation médiatique.

A plus de cinquante-cinq ans, il obtient enfin la possibilité de voyager en Occident. Enthousiaste, il va de Paris à Boston, de Rome à Munich, courant de réunions en réunions, de colloques en rendez-vous. Toujours il cherchait à convaincre, toujours il séduisait par sa profonde et communicative générosité.

Nathan Eidelman voulait croire au changement. Il y voyait moins une nécessité politique qu'un besoin vital, pour les Soviétiques, de sortir de l'ensauvagement, de revenir à des valeurs proprement humaines. Sans nourrir trop d'illusions, peut-être, sur une prochaine concrétisation de son vœu, Nathan Eidelman s'en faisait cependant l'apôtre avec une rare et souriante ténacité.

Anne Coldefy-Faucard

## « Le voyage à Nancy » de Freud

Quelque trois cents participants ont assuré le succès d'un colloque organisé les 9 et 10 décembre dernier à Nancy sur « le voyage à Nancy » de Sigmund Freud. Sous la direction scientifique de Jacques Hassen, seize spécialistes ont évoqué le passage en Lorraine du jeune médecin viennois, au cours de son stage à la Salpêtrière auprès de Charcot. Autour de ce thème historique, c'est toute la bataille entre les écoles de Charcot, à Paris, et de Liébault et Berheim, à Nancy, qu'ont ressuscitées les participants à ce colloque organisé par le département de formation continue de l'Institut de formation et de recherche en action sociale de Nancy (IFRAS) et la Bibliothèque publique d'information du centre Georges-Pompidou (BPI). Il convient de souligner qu'il s'agit là de la première intervention décentralisée de la BPI, dont le directeur, M. Michel Melot, qui a ouvert le colloque, a laissé entendre qu'elle pourrait ouvrir une série de collaborations avec la province.

On se souvient que c'est à Nancy que Freud a pris conscience des limites de l'hypnose, comme thérapie, sans pour autant renoncer à la suggestion hypnotique comme réponse à l'hystérie. Analyste à Nancy, André Cavellier a d'ailleurs souligné « l'ambiguïté » de cette étape de l'itinéraire freudien. Mais le colloque a surtout permis de dresser un état des lieux de l'analyse à travers le monde.

Les actes du colloque seront publiés aux Presses universitaires de Nancy (PUN).

Bernard Maillard

## LISEZ AUSSI LES LIVRES DE VOS ENFANTS

## Pour s'instruire sans peine

Outre les collections de petits livres (*Le Monde* du 10 novembre) et les beaux albums donnant la part belle aux illustrateurs (voir *Le Monde* du 8 décembre), il est des livres qui permettent non pas d'étudier, mais de s'instruire en s'amusant, de plus en plus nombreux.

## La Terre et les techniques

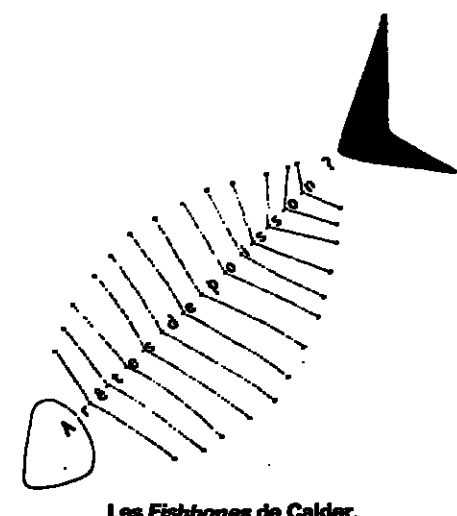
Le haut-parleur, la chasse d'eau, la planche à voile, le Polaroid, la télévision, l'ordinateur, comment ça marche ?... Il a fallu trois années de travail à David Macaulay pour concevoir, scientifiquement mais avec toutes les ressources de l'humour britannique et sous l'œil du « grand mammoth laineux », les centaines de dessins de ce guide des grandes inventions de la science et de la technique, du levier au laser, de la vis à l'ordinateur. Instruitif à tous âges pour pouvoir répondre aux questions insidieuses des petits. (*Comment ça marche*, de David Macaulay, cartonné 21,5 x 28 cm, Larousse, 384 p., 175 F. A partir de neuf ans et pour toute la famille.)

Les continents dérivent, la terre tremble (avec des craquements), le volcan fait jaillir sa lave, la rivière creuse son lit. Le livre s'anime, se hérisse, crisse. Une initiation très simple aux grands thèmes de la constitution de la Terre. (*Planète Terre*, de Claudio Vita-Finzi, ill. de Phil Jacobs, album animé 21,5 x 30 cm, 88 F, diff. Presses de la Cité. A partir de huit ans.)

Le sol tremble, les montagnes se soulèvent, l'Afrique est en train de se couper en deux, dans 50 millions d'années la Californie sera une île... Chaque minute, le sol bouge quelque part à la surface du globe. Un autre livre animé qui illustre clairement les séismes et sait nous faire passer sous l'écorce terrestre. (*La Terre qui bouge*, de François Michel, ill. d'Yves Larvor, album animé 21,5 x 30 cm, Bayard, 120 F. A partir de neuf ans.)

## Histoire et stratégie

Deux atlas qui se complètent et qui, grâce à une série de cartes très parlantes, de chronologies, de biographies, de schémas, de photos, expliquent les événements du XX<sup>e</sup> siècle en les replaçant dans leur contexte, et exposent de manière claire les conflits et les tensions de notre monde en fonction des contradictions nationales, des religions, des différences régionales, de l'histoire récente. Une bonne initiation pour comprendre le siècle et les rapports de forces au fur et à mesure que nous les vivons, qui va à l'essentiel et qui force à réfléchir. (*Atlas historique du XX<sup>e</sup> siècle* et *Atlas géo-stratégique*, de Pierre Valland et Antoine Steir, cartes de Bruno Leprince, cartonné



Les Fishbones de Calder.

23,5 x 31 cm, Hachette, 96 p., 129 F. A partir de quatre ans.)

Pour les jeunes qui s'intéressent au passé, une nouvelle collection anglo-franco-italienne illustrée de beaux dessins précis et détaillés et de textes clairs et bien écrits pour découvrir une période brillante de l'histoire des hommes. Les historiens débutants trouveront là une passionnante lecture. *L'Égypte à l'époque de Ramsès II*; *Athènes à l'époque de Périclès*; *la Chine à l'époque du premier empereur*; *Rome à l'époque d'Auguste*, cartonné 19 x 26 cm, Larousse, coll. « Histoire Jeunesse », 34 p., 52 F chaque. A partir de neuf ans.)

Un petit livre, bien fait, au dessin plus enfantin et au texte plus scolaire, comme un manuel d'histoire illustré, qui couvre une période importante de l'histoire de la France et montre bien les bouleversements et les transformations profondes au XVIII<sup>e</sup> siècle. (*Lumières et révolutions (1690-1830)*, cartonné 22 x 29 cm, Epigones, coll. « Fenêtre ouverte sur l'histoire », 32 p., 59 F. A partir de huit ans.)

La diversité de l'Europe et des Européens dans une nouvelle collection franco-italienne mêlant le dessin et la photo. Des époques mal connues, mal étudiées à l'école, celle qui suit la chute de l'empire romain et celle qui suit l'an Mil, sont très intelligemment abordées dans une vision supranationale. (*L'Europe au temps des Barbares du III<sup>e</sup> au X<sup>e</sup> siècle*); *L'Europe au Moyen Âge (du XI<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle)*, de Monica Dambrosio, cartonné 26 x 30 cm, Epigones, coll. « L'histoire de l'Europe », 64 p., 110 F. A partir de dix ans.)

L'histoire de l'humanité en seize volumes de cette collection encyclopédique illustrée de photos et de gravures, mise en pages avec goût et qui aborde tous les aspects d'une époque :

histoire, guerre, arts et cultures, sports, médecines, etc. Un grand saut dans le temps avec les deux derniers titres qui traitent du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle en une vaste synthèse. (*L'Age industriel*, de Michel Pierre; *Le Monde d'aujourd'hui*, de René Pontus, cartonné 24 x 32 cm, Casterman, coll. « L'histoire des hommes », 80 p., 95 F. A partir de douze ans.)

Des livres qui sont moins des guides que des aperçus sur la vie quotidienne présente ou passée de différents pays. Conçus comme des reportages très joliment illustrés, avec des dessins, des cartes, une chronologie commentée, des personnages et des lieux célèbres. Deux titres réussis. (*Voyage dans la Russie des tsars (XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles)*, de Tamara Kondratieva et Claudio Ingerflom, ill. de Chica; *Israël au présent*, de Lea Steier et Lisa Wachtel, ill. Dina Kipnis, cartonné, 22,5 x 29 cm, Hachette, coll. « La vie des pays du monde », 70 p., 73 F. A partir de neuf ans.)

## De l'art avant tout

Un enfant découvre un artiste en le suivant sur les chemins de sa vie et de son œuvre à travers une histoire. La Flandre de Pieter Bruegel, le Vitebel de Chagall, les voyages immobiles de l'inventif Donatier Rousseau, illustrés de tableaux importants de l'artiste. Une initiation qui se lit comme un livre d'images. A la fin, un cahier blanc permet au lecteur de rédiger son « jardin secret » — menus préférences, recettes, visites, sports, etc. (*Chagall, ma ville triste et joyeuse*; le Donatier Rousseau, voyages immobiles; *Pieter Bruegel, l'histoire d'un balleur et d'une cruche*, cartonné 17,5 x 24 cm, Casterman, coll. « Le jardin des peintres », 64 p., 75 F.)

De vrais livres d'art qui intriguent davantage les grands et qui permettent, sans peine, d'initier les jeunes à l'art abstrait. Et même avec plaisir. Le Calder, qui joue avec les mots, les couleurs et les formes, est particulièrement réussi. Avec Bram Van Velde, on voit apparaître, et disparaître, des formes, des bêtes, des hommes. (*Calder. Fishbones (Arêtes de poisson)*; *Bram Van Velde. Sans titre 1936-1941*, cartonné 20 x 20 cm, éd. du Centre Pompidou, coll. « L'art en jeu », 32 p., 75 F chaque.)

Pour une synthèse rapide de l'art depuis les cavernes jusqu'à Christo, une bonne vue chronologique de la peinture qui a reçu le prix Documentaire de Salon de Montreuil. (*Histoire de la peinture*, de Michèle Barillean et François Giboulet, 24 x 32 cm, Hatier, 128 p., 139 F.)

N. Z.

\* Dans le dernier numéro de la *Revue des livres pour enfants* (n° 129) : une sélection des 300 meilleurs livres de 1989 (livres d'images, B.D., contes, romans, documentaires). (A commander à La Joie par les livres, 8, rue Saint-Bon, 75004 Paris. Prix : 30 F.)

## EN BREF

► *Hommage à Kateb Yacine*. — La Maison des écrivains et les éditions du Seuil organisent une soirée d'hommage à Kateb Yacine, récemment décédé. Nourredine Abba, Tabar Djaut, Jean Daniel, Pierre Bernard et Robert Jaulin participeront, vendredi 15 décembre à 18 h, à cet hommage, (Maison des écrivains, 53, rue de Verneuil, 75007 Paris).

► *Un colloque sur Isabelle Rivière*. — L'Association des amis de Jacques Rivière et d'Alain-Fournier organise un colloque sur Isabelle Rivière, sœur d'Alain-Fournier à l'occasion de son centenaire, le 16 décembre (de 9 h 30 à 18 h) à la Maison des Cultures du

## Le chèque-lire

Toute idée commerciale n'est pas forcément mauvaise... Celle du Chèque-lire est même bonne et n'a pas recours à des arguments contestables. A l'approche des fêtes, rappelons en quoi elle consiste : on achète, dans l'une des deux cent trente librairies adhérentes au circuit, des chèques-lire contenant des chèques de 20 à 200 F ; ces chèques permettent à la personne qui les reçoit de choisir des livres dans l'une quelconque de ces mêmes librairies. Cela donne bien sûr un prix au cadeau mais aussi, à celui qui le reçoit, l'agrément du libre choix. Liste des librairies consultables sur minitel (3616, code DJO 1). Chèque-lire, place de la Gare, BP 26, 51310 Esternay.

100.000 LIVRES  
EN STOCK  
5 CATALOGUES PAR AN  
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE  
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

JEAN-PHILIPPE CHASSANY  
**Dictionnaire de Météorologie Populaire**  
Nouvelle édition refondue et augmentée  
Un beau volume 17 x 24, 416 pages - broché : 356 F  
relié sous couverture illustrée : 462 F  
**Maisonneuve & Larose**

2<sup>e</sup> édition du  
**Festival des Livres**  
15-16-17 DECEMBRE 1989 MAIRIE  
NANTERRE-ESPACE CHEVREUL  
24 AVENUE PABLO PICASSO - TEL. 47 39 51 37 - ENTREES LIBRES



LIVRES • BÉES

# D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

## Les derniers marranes



Très tôt, à l'aube, pour ne pas être vu : la traversée de la Mer Rouge en réclant un passage de la fuite d'Égypte

**D**ES marranes parmi nous. Comment imaginer que jusqu'à la veille du vingt et unième siècle l'Inquisition ait pu se perpétuer dans la péninsule ibérique sans qu'on n'en sache rien ? En effet, il est au Portugal des « hérétiques » qui, même christianisés depuis la conversion forcée de tous les juifs du royaume sur l'ordre du roi Manuel, il y a près de cinq cents ans n'ont pas tout oublié et, clandestins, cloisonnés, se sont transmis oralement, de génération en génération, le secret de leur dieu caché. Catholique intolérant, Manuel, qui avait souhaité obtenir la conversion des juifs plutôt que leur départ, les arrêta et les brûla de force. On estime que cinq mille personnes seulement prirent le chemin de l'exil. Les autres furent assimilés. Seuls, les marranes de Belmonte ont résisté.

Au trentième colloque des intellectuels juifs de langue française, qui s'est tenu cette semaine, un étrange film a plongé tous les spectateurs dans la stupeur. Intitulé *Le Dernier Seder marrane*, il a été réalisé en 1988-1989 par Frederic Brenner (1), un photographe de trente ans passionné d'ethnologie, parti depuis des années à la recherche des communautés en diaspora qui subsistent encore à travers le monde. Il nous rend témoins là d'une fête qui semble sortie de la nuit des temps, qui donne le sentiment que ce qui se prépare est réellement une fuite hors d'Égypte. Que la prière, le lendemain matin, au bord d'un ruisseau, la main droite cachant le visage, marque vraiment les prémices du passage de la mer Rouge.

Cette récitation de la fuite d'Égypte se passe à Belmonte, un village du nord du Portugal, dans la montagne, près de la frontière espagnole, à quelques dizaines de kilomètres de la ville d'Ourense de Las Hurdes, cette région aride de la province de Salamanque qu'avait filmée Luis Buñuel. Dans la nuit, un carrefour qui ressemble à un décor de théâtre, une place. Dans un grenier, une famille — des forains qui font les marchés en vendant des vêtements — se réunit en secret. On a fermé les fenêtres, baissé tous les stores, tout est, obturé l'entrée de la maison avec le carreau. Trois générations de la famille d'Emilia se tiennent là debout devant un brasero, encauchonnées dans des habits blancs qui les transforment en fantômes : sur deux tuiles, la mère verse des boules

de pâte et fait cuire le pain azyne. C'est la pâque, la pâque juive, mais étrangement dévotée, travestie, par une famille juive qui ne ressemble à rien de ce que l'on connaît. La pâque, le seder, des marranes de Belmonte.

Qu'est-ce qu'un marrane ? Ces juifs de la péninsule ibérique convertis au catholicisme par contrainte et restés fidèles à leur religion portaient, au départ, un terme injurieux (du mot espagnol *marrano*, signifiant « porc », et du mot arabe *moharramah*, signifiant « chose interdite par la religion »), vocable qui, dans l'Espagne du quinzième siècle, désignait aussi bien les musulmans que les juifs. Au Portugal, où les juifs sont peu nombreux, arrivèrent un grand nombre de réfugiés expulsés d'Espagne en 1492 : on comptera alors quelque 100 000 juifs, soit près de 10 % de la population portugaise. Officiellement, il n'y a plus de juifs dans la péninsule ibérique après la fin du quinzième siècle : tous ont été convertis de gré ou de force en 1497, ou bien sont partis en diaspora pour renaître juifs ailleurs (2). La conversion, cependant, n'exclut pas les trasseries : comme on soupçonnait les « nouveaux chrétiens » de pratiquer secrètement leur foi ancestrale, il leur était interdit d'accéder à certains postes officiels, à certains honneurs, d'entrer dans certains collèges, certaines universités.

Pourtant, on trouve toutes les nuances de pratique religieuse chez les marranes :

depuis ceux qui se disent chrétiens jusqu'à ceux qui se préparent à aller au bûcher. Le premier autodafé officiel a lieu à Lisbonne en 1540. Entre ces deux extrêmes, il y a ceux qui, clandestinement, malgré les persécutions, observent plus ou moins les rites. Avec toujours la peur de l'Inquisition. Cette peur qui s'est maintenue pendant plus de quatre siècles à Belmonte.

Comment un individu parvient-il à mener une « double vie » sans détruire sa personnalité ? s'interrogeait Frederic Brenner en présentant un extrait de son film. Comment, et c'est peu-être là le fait le plus extraordinaire, parvient-il à transmettre à ses enfants cette fidélité ancestrale aussi contraignante et périlleuse, alors que toute tradition de connaissance, d'étude juive, a depuis longtemps disparu et que, parallèlement, l'enfant, depuis son plus jeune âge, suit les cours de catéchisme, et il vit le fait d'être marrane dans la honte ?

**« E**N cette fin du vingtième siècle, la communauté de Belmonte nous offre le dernier exemple vivant de ce défi », explique-t-il en présentant ce groupe de quelque cent vingt personnes (dans un village de deux mille cinq cents habitants) où, officiellement, on est chrétien — baptisé, marié par la curé, recevant les derniers sacrements — sans aucun signe apparent de judaïsme. Un ancien prêtre, qui fut curé à Belmonte pendant vingt et un ans, et qui a abandonné le sacerdoce à la suite de sa confrontation avec les

marranes, témoignait de cette schizophrénie : « Sur leur lit de mort, j'essayais de savoir s'ils avaient la foi catholique essentielle pour leur donner l'onction, s'ils croyaient dans les trois personnes de Dieu, en Christ Dieu et sauveur des hommes. (...) Ils parlaient de Dieu, ils disaient *Alitismo Señor*, le Très Haut Seigneur, et quand je parlais des trois personnes de Dieu ils n'entendaient rien. (...) Être juif et devoir se confesser catholique ou s'affronter avec la foi catholique qu'ils n'avaient pas, c'était un drame. Le plus souvent, la famille ne m'appelait que lorsque le malade était mort. Les juifs de Belmonte voulaient mourir en juifs et avoir un enterrement catholique. » Alors, en secret, dans chaque famille où s'est transmise la tradition orale, on allume la lampe à huile pour le shabbat, on célèbre Kippour, le jeûne d'Esther, la pâque (la fête la plus importante). Mais tout est décalé, adapté : on n'a pas de synagogue, pas de

rabbin, on ne connaît pas l'hébreu, et les prières sont dites en portugais, à l'exception du nom de Dieu : *Adonal*.

Célébration où la religiosité se redouble du mystère et d'une étrangeté qui veut que la date de la pâque soit repoussée d'un mois, celle de Kippour d'un jour. Pour tromper l'Inquisition...

Or, depuis que Frederic Brenner a filmé ce dernier seder en 1988, les choses ont très vite évoluées : les jeunes se sont demandés, en effet, avec de plus en plus d'insistance, s'il était vraiment nécessaire de poursuivre ce rituel clandestin. Juifs ou chrétiens, ils avaient désormais le droit de choisir ouvertement. En janvier 1989, pour la première fois depuis quatre siècles, ont eu lieu plusieurs dizaines de circoncisions ainsi que la célébration du mariage d'un couple de marranes en dehors de l'Eglise catholique. « Lors du repas donné en l'honneur des mariés, précise Brenner, le président de cette nouvelle communauté a affirmé qu'il n'y avait désormais plus aucune raison d'avoir peur et que l'Inquisition appartenait au passé... » Ce qui n'a pas empêché le jeune couple d'avoir déjà été marié quelques mois auparavant, en secret, par la grand-mère, selon le rituel marrane.

« Les juifs de Belmonte sont-ils au bout du voyage ? », demande le réalisateur du film, l'inventeur — au sens propre — de cette communauté clandestine pour qui la dissociation entre la religion professée et la religion intime était peut-être devenue plus importante que la religion elle-même. « Est-ce que leurs pratiques, leurs traditions cultivées dans le secret, vont pouvoir résister à l'air libre ? » (3). Aux partisans de la modernité de répondre...

(1) Auteur d'un bel album sur le quartier de Mea Shearim à Jérusalem : *Instant d'éternité* (Denon, 1984), et d'un livre de photos Israël avec un texte de A.B. Yehoshua (Collins, Lardes, 1988). Il prépare, avec le film, le texte et les photos d'un livre.

(2) Voir l'épisode de Yosef Hayim Yerushalmi sur Ferdinand Lassalle : *De la cour d'Espagne au ghetto italien* (Fayard, 1987).

(3) Le film réalisé en super-16 mm couleur, *Le Dernier Seder marrane* (52 minutes), sera programmé sur la SEPT au début de 1990.

• Au Musée d'art juif, une exposition sur « Le Sabbat dans la vie juive ». Jusqu'au 31 janvier. Tous les jours, sauf vendredi et samedi, de 15 h à 18 heures (42, rue des Saules, 75018 Paris).

## Autoportrait d'un mystique

Les réactions intempestives du philosophe espagnol Miguel de Unamuno contre les séductions de l'intellectualisme

JOURNAL INTIME, de Miguel de Unamuno. Traduit de l'espagnol par Paul Drochon. Le Cerf, 172 p., 99 F.

La sainteté serait-elle le commencement de la maladie ? A lire les mystiques, l'homme du commun ne pourrait macérer dans le pus et la plaie sans tomber dans le vice de la crucifixion. La sainteté, dit Cioran, est « l'arme décisive contre la religion ». Les grandes

crises religieuses sont nées dans des lits de grabataires.

Miguel de Unamuno n'échappe pas à la règle. A trente-trois ans, cet Espagnol né à Bilbao rejoignait la procession des convertis en se sauvant d'entre les « griffes de l'Ange de Néant » qui avait, un beau soir d'octobre 1897, empoigné son cœur et voulu l'écraser. Don Miguel s'enfuit de chez lui, talonné par la Mort et saisi de tremblements qu'il interpréta comme les prémices d'une extase : il se réfugia quelques jours au couvent des dominicains de Salamanque. Dans sa cellule, il commença à tenir le registre de sa conversion, son *Journal intime*. Il se garda pourtant de la proximité de son « frère » Kierkegaard : jusqu'en janvier 1902, année où il mit fin à ces cahiers de méditation, il ne soigna qu'à peine deux cents pages. Deux cents pages qui suffirent au lecteur pour prendre la mesure du bouleversement survenu dans l'âme de ce professeur de grec de l'université de Salamanque, cette « forteresse de l'ignorance ».

### La manie de la définition

Ce *Journal* n'est pas seulement le portrait d'un émergent mystique, selon le mot d'Ortega y Gasset : c'est, en filigrane, l'exaspération d'un homme qui a passé sa jeunesse enfoncé sous les livres. Il s'aperçoit, quand la Camarde lui met la main sur l'épaule, que l'érudition est un chemin de mort, que savoir pour savoir, c'est inhumain et que, quitte à ne rien sentir de sa vie, il aurait aussi bien pu jouer aux dominos au lieu de s'adonner à la philosophie. Plus tard, en 1912, il écrira dans le *Sentinel tragique de la vie* (1) : « Un homme vivant et éternel veut toutes les théories... Sainte Thé-

ria vaut n'importe quelle Critique de la Raison pure. »

Le diagnostic d'Unamuno concernant son siècle et lui-même est sans détour : la maladie qui nous menace est l'intellectualisme. Les plus belles pages du *Journal* disent le regret de don Miguel d'avoir consacré une trop grande partie de sa vie aux vains travaux d'érudition. Il se répétait : le point de départ de toute philosophie est le désir de se convaincre, de violenter la nature humaine, il comparait l'Éthique de Spinoza à un poème élégiaque désespéré. Et pourtant, même dans sa cellule dominicaine, même après avoir senti sur ses lèvres l'halène du mysticisme, il se surprit encore en train de lire les pères spirituels une plume à la main, en thésaurisant des trésors bibliographiques. La manie de la définition ne le quittait pas. Il en venait presque à considérer la mystique comme une branche de la littérature ; même, il se soupçonna de s'être représenté cette crise religieuse comme un homme s'alcoolise pour décrire l'alcoolisme.

Unamuno avait un fils, né en 1895 et mort à l'âge de sept ans, en 1902 (l'année où son père mit fin au *Journal*). Cet enfant, souffrant d'hydrocéphalie, était plongé dans un état d'inconscience permanente. Don Miguel voyait dans ce coma perpétuel le reflet de son propre mal : « Terrible maladie, que l'intellectualisme, écrit-il dans son *Journal*, et d'autant plus terrible qu'on vit tranquillement avec elle, sans la connaître ; elle est aussi terrible que la folie ou l'idiotie, dont on dit que ni le fou ni l'idiot n'en souffrent, car ils ne connaissent pas leur mal, et même qu'ils peuvent vivre heureux. »

Le plus grand mérite de ce converti est de s'être assis et d'avoir localisé l'enfer en soi. Le *Journal* de Miguel de Unamuno est un rapport sur la plus tragi-

que des inquisitions : cette inquisition qu'on porte en soi, qui vous pousse à vous exposer aux « raileries sanglantes », et qui nous hérisse l'art de savoir se poser en ridicule. Ce que don Miguel résuma à travers ce bref dialogue d'un de ses romans (2) : « — Il n'y a pas d'autre philosophie que celle que nous faisons ici. — Parfaitement. Il n'est jamais meilleur qu'échapper. » Échapper son prochain pour mieux s'échapper soi-même : don Miguel nous avait bien prévus. Il ne veut pas d'opium, seulement du vin et du sel sur ses blessures.

Roland Jaccard

(1) Gallimard, coll. Idées.  
(2) Abel Sanchez, Mercure de France, 1964.

## Le vice silencieux d'Aldo Palazzeschi

Suite de la page 21.

non pas par l'impression, mais par la *macchia*, la tache : peinture qui illustre surtout des coins de cours champêtres, où trois jeunes femmes prennent le café sous une pergola, de petits étals de poissons et de légumes contre le mur de brique d'une église inachevée.

Le regard provincial et dialectal d'un art aussi purement florentin que celui des Macchiaioli finit par produire la seule école italienne de dignité européenne au siècle. Ensuite, quelques décennies plus tard, dans nos années 30, une poétique analogue de résolu *understatement* crépuleux, mais désormais ironique, sut réunir quelques talents parmi les plus subtils de la Toscane dans un bégaiement de prédilection ciliataires paisiblement perverses : dans une

période de propagande fasciste assourdissante, ils illustrèrent un goût kitsch, et déjà très « camp », pour les petits salons ridicules des ex-chanteuses de café-concert malchanceuses... pour les pédantes taquineries des concierges bavardes... et pour les existences inutiles qui se fanent et s'éteignent dans une nation de vieux.

Ces matériaux volontairement parcimonieux et banals se trouvent typiquement à l'opposé des thèmes héroïques et triomphaux prônés par le fascisme et les arts du vingtième siècle rhétorique : jeunesse saine, amours propres, ouvriers heureux, défilés de chanteuses de charme, payannes prolifiques, architecture toute de monuments, de fontaines et de stades. La coquette intellectuelle fut cultivée comme un vice silencieux, et même un devoir civique, dans une Florence qui était la petite capitale intellectuelle de l'Italie et se dirigeait, enthousiaste et crétoine, vers la guerre : telle qu'elle apparaît dans la peinture d'Ottone Rosai, avec ses ruelles désertes, ses murs croulants au crépi écaillé, et dans les films de F.M. Poggioli qui relatent avec une exquise rigueur stylistique le « bathos » des timides serveuses des beaux marins embarassés, des bigotes solitaires et désespérées — comme les *Savari Materassi*, de Palazzeschi. C'est de ce milieu qu'Eugenio Montale importera, dans la Milan du *Corriere della Sera*, sa poétique de l'existence vécue à cinq pour cent et que Palazzeschi transportera son minimalisme ironique dans les deux ou trois ruelles romaines qu'il traversait chaque jour pour aller acheter son poisson et sa salade au marché du Campo dei Fiori, son petit portemonnaie à la main, s'arrêtant de temps à autre pour converser avec tel prince décati ou des vieilles filles qui sortaient de la messe.

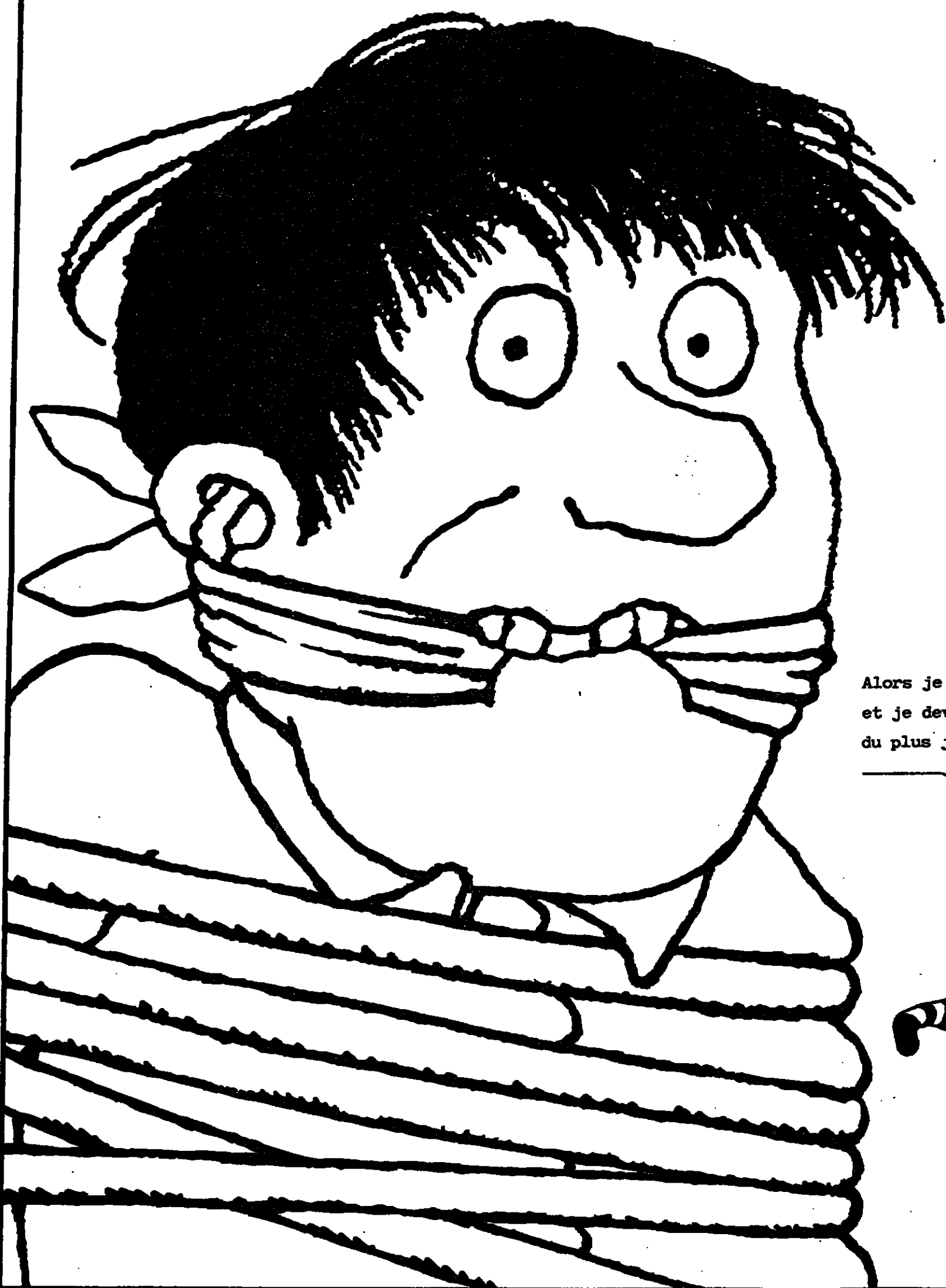
PRIX ÉLIE FAURE 1989

Pierre Skira  
**LA NATURE MORTE**  
De l'Antiquité à Morandi  
240 pages, 180 illust. 680 FF

**SÉGOLENE ROYAL**  
**Le ras-le-bol des bébés zappeurs**  
«...Un cri d'alarme face à la médiocrité et à la violence des programmes pour enfants, sur les chaînes de télévision.»  
LE MONDE

ROBERT LAFFONT  
des livres pour tous sur la TV

Admettons : le petit dernier devient "le plus jeune écrivain de France", et comme par hasard le jour où P.P.D.A l'invite au 20 heures il a une extinction de voix. Et alors ? ...



Alors je change de chaussettes et je deviens LE PERE du plus jeune écrivain de France



## GRAND CONCOURS PLUME EN HERBE



A partir d'images parues dans Le Monde daté 26/27 novembre, disponibles gratuitement dans les librairies et aux Editions Nathan, 9, rue Méchain, 75014 Paris (Minitel 3615 Nathan), des enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire: la plus belle deviendra un vrai livre. Clôture du concours le 31 janvier 1990.

**NATHAN Le Monde**

**reste**

Le 15 décembre 1989, le 1000<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Louis IX, roi de France, est célébré à Paris. Le roi est mort en 1270, à la bataille de Montlhéry, à l'âge de 31 ans. Il a régné pendant 25 ans, de 1226 à 1270. Il a été le plus jeune roi de France à l'époque. Il a été le plus jeune roi de France à l'époque. Il a été le plus jeune roi de France à l'époque.

**Un entret**

Le 15 décembre 1989, le 1000<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Louis IX, roi de France, est célébré à Paris. Le roi est mort en 1270, à la bataille de Montlhéry, à l'âge de 31 ans. Il a régné pendant 25 ans, de 1226 à 1270. Il a été le plus jeune roi de France à l'époque. Il a été le plus jeune roi de France à l'époque. Il a été le plus jeune roi de France à l'époque.

**Avec FRANTOUR VOYAG**

**Découvrez**

**THAÏLANDE ET LES ANT**

**THAÏLANDE**

Le 15 décembre 1989, le 1000<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Louis IX, roi de France, est célébré à Paris. Le roi est mort en 1270, à la bataille de Montlhéry, à l'âge de 31 ans. Il a régné pendant 25 ans, de 1226 à 1270. Il a été le plus jeune roi de France à l'époque. Il a été le plus jeune roi de France à l'époque. Il a été le plus jeune roi de France à l'époque.

**ANTILLES**

Le 15 décembre 1989, le 1000<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Louis IX, roi de France, est célébré à Paris. Le roi est mort en 1270, à la bataille de Montlhéry, à l'âge de 31 ans. Il a régné pendant 25 ans, de 1226 à 1270. Il a été le plus jeune roi de France à l'époque. Il a été le plus jeune roi de France à l'époque. Il a été le plus jeune roi de France à l'époque.



34 « Mauvaise publicité » pour l'étang de Brou  
35 M. Kopper président de la Deutsche Bank

36 Prix de l'investissement de 0,5 % pour les investisseurs  
48 La loi sur le statut des étrangers

46 Marchés financiers  
47 Bourses de Paris

## BILLET

## Qui a peur des négociations ?

C'est peut-être parce qu'il est agité d'histoire que M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a voulu montrer qu'en 1989 encore l'histoire avance de contradiction en contradiction. Sous cet angle, il vient de réussir un coup de maître. Deux jours après que M. François Mitterrand eut confié aux Français la très grande importance qu'il attachait à la négociation sociale, une semaine après que M. Rocard eut tenu un discours identique sur la société contractuelle, l'ancien président de l'Assemblée nationale rappelle la loi d'airain du législateur. Comprenez qui pourra. Les données du problème sont simples. Le gouvernement a décidé de modifier la législation sur le travail précaire, afin d'en limiter les abus, malgré les craintes du patronat. Pour M. Jean-Pierre Soisson, qui l'a répété le 13 décembre au soir sur France Inter, priorité doit être donnée à la négociation, le projet de loi qui sera débattu au printemps prochain en reprenant alors, du moins pour l'essentiel, les conclusions.

Le ministre du travail reste dans la logique de la démarche usuelle depuis de nombreuses années, et sur plusieurs sujets, qui veut que la recherche du contrat social soit privilégiée par rapport à la loi. De nombreux accords ont déjà servi de trame à des textes de loi. La logique de M. Mermaz — qui est devenue la 13 décembre au soir celle du bureau exécutif du PS — est tout autre : la loi, loi sur le travail précaire, doit précéder l'accord et même fixer un « cadre aux négociations ». M. Mermaz s'inquiète que pendant l'intercession on en arrive à « une espèce d'équilibre moyen » que le Parlement n'aurait plus qu'à « entériner ». Les porteurs sociaux sont priés de ne pas jouer les écoliers, de crainte d'aboutir — ce qui serait terrible pour les parlementaires — à un compromis. Nous voilà revenus à une philosophie digne des années 80, avant le développement de la négociation contractuelle. Patronat, syndicats et ministre d'ouverture font ainsi l'objet d'une même méfiance. Nul doute que, grâce à cette fermeté, le congrès du PS, décidément fondamental, se déroulera dans de bonnes conditions.

M. N.

Un an après sa mise en place, 480 000 ménages bénéficient du revenu minimum d'insertion

## Le retour au travail reste le point faible du dispositif

Un an tout juste après son entrée en vigueur, le 15 décembre 1988, le revenu minimum d'insertion (RMI) présente un bilan qui, au plan quantitatif, est incontestablement positif. En revanche, le dispositif d'insertion des bénéficiaires est encore très perfectible et trop irrégulier.

M. Claude Evin, ministre de la solidarité, qui a présenté le mercredi 13 décembre une communication en conseil des ministres, s'est félicité de la « montée en charge exceptionnelle » du RMI. À l'heure actuelle, 480 000 dossiers ont été ouverts, dont 400 000 en métropole. Au total, un million de personnes sont concernées (les bénéficiaires directs et leurs ayants droit, dont 360 000 enfants) par cette prestation qui, en moyenne, s'établit à 1 630 F en métropole (1).

En 1989, le coût budgétaire — « gagé » sur le produit de l'impôt de solidarité sur la fortune — de cette « grande réforme du septennat » sera de six milliards de francs et atteindra 8 milliards en 1990. Environ 15 000 nouveaux dossiers sont traités chaque mois, soit un chiffre équivalent à celui des prestataires qui sortent du dispositif.

Selon les statistiques de la délégation interministérielle au RMI, plus de la moitié (57 %) des bénéficiaires sont des personnes isolées sans enfants. Les couples sans enfants constituent 6,5 % des effectifs et ceux ayant deux enfants ou davantage sont plus nombreux (19,5 %) même si l'on s'attendait à ce que leur proportion soit sensiblement plus importante. On remarque, par ailleurs, la forte présence des jeunes : 28,8 % de 25-29 ans et 18 % de 30-34 ans, alors que la part de chacune de ces deux catégories dans la population française n'est que de 14,9 %. Les hommes seuls sans enfants qui ont obtenu le RMI sont, en moyenne, âgés de trente-sept ans (quarante ans pour les femmes se trouvant dans la même situation) alors que, pour un couple sans enfants, l'âge se situe aux alentours de quarante-trois ans.

## 42 % n'ont pas travaillé depuis plus de trois ans

Les bénéficiaires du RMI sont très peu formés. Plus des deux tiers ont un niveau égal ou inférieur au certificat d'études. Quant à ceux ayant déclaré appartenir à une catégorie d'emploi, près de la moitié sont ouvriers. Par ailleurs, 42 % des bénéficiaires n'ont pas travaillé depuis plus de trois ans. En ce qui concerne la couverture sociale, près d'une famille sur cinq ne bénéficie pas de l'assurance-maladie accordée dans le cadre du RMI. Enfin, 15 000 allocations-logement ont été attribuées grâce à la mise en place du revenu minimum.

Néanmoins, ceux qui pourraient prétendre au RMI n'ont pas tous pu être encore repérés, malgré la recherche systématique des bénéficiaires potentiels effectuée par les services sociaux et les caisses d'allocation familiale (CAF). Chargées de distribuer les prestations, ces dernières estiment que 15 % à 20 % des familles pouvant prétendre au RMI, soit près de 400 000, sont dans ce cas. Cette évaluation ne comprend pas les ménages qui, sans enfant, ne sont pas répertoriés par les CAF. D'autres problèmes, évoqués notamment par le président de la République, le 10 décembre sur Antenne 2, concernent les familles nombreuses qui, dans certains cas, disposent avec le RMI de ressources à peine améliorées, voire réduites. Il en va ainsi de celles qui percevaient des collectivités locales des aides à l'habitat « absorbées » par le RMI.

En cours d'année, environ 18 % des allocations ont cessé de percevoir le RMI, soit que leurs ressources se soient accrues, soit que leur situation familiale ait changé.

JEAN-MICHEL NORMAND  
Lire la suite page 34

(1) Allocation « différentielle », le RMI s'ajoute aux ressources dont les bénéficiaires disposent par ailleurs afin de leur permettre d'atteindre un revenu mensuel de 2 025 F pour une seule personne.

## Les RMIstes-archéologues de Besançon

BESANÇON

de notre envoyé spécial

Il y a quinze terrassiers, RMI en poche, à fouiller la terre sur la place de la mairie de Besançon, écartée pour cause de réalisation d'un parking souterrain, pour mettre le main sur quelque vestige des premières constructions gallo-romaines en pierre ou recueillir de précieux fragments de vaisselle séculaires. Régulièrement, les responsables du service des antiquités historiques les rassemblent pour leur expliquer le sens de leurs découvertes. « Ils accrochent bien, certains vont même acheter des livres d'archéologie », déclare, ravi, un des animateurs du chantier.

A raison d'une semaine par mois et pour une rémunération de 1 000 F, ils se consacrent à cette activité qui leur permet « de ne plus être traités comme des rien-du-tout et de se sentir utiles, car quand on a le RMI, on a l'impression d'être assistés ». « Depuis cinq ans, je patine. Les employeurs ne veulent pas de moi. Ici, on ne nous laisse pas tomber, on nous suit, même si le RMI ne permet que de survivre », lâche Joëlle, quarante et un ans, qui ne désespère pas « de finir par trouver un travail ».

Joëlle, vingt-quatre ans, privée de l'assurance-chômage faute d'avoir cotisé suffisamment longtemps, perçoit 1 782 F grâce au RMI. Mais il ne s'agit que d'une « solution de dépannage ». Il reste avant tout sur

le stage de maçonnerie qui lui a été proposé.

Besançon, pionnière de la lutte contre la pauvreté (un bureau de bienfaisance y fut créé le 3 brumaire an IX et un « minimum social garanti » vit le jour dès 1968), a décidé de prendre de l'avance sur le RMI. Considérant que, une fois déduits les frais de logement, « il ne reste à une personne seule que 40 F par jour pour se nourrir », la mairie vient de créer « l'allocation municipale d'insertion par le logement » (AMIL) qui s'adresse à environ 760 bénéficiaires du RMI sur les 900 que compte cette ville de 120 000 habitants.

## Un « plus » de 600 F par mois

Pour nous, souligne M. Robert Schmitt, député et maire socialiste de Besançon, la réinsertion commence par le logement. Comme il n'était pas question que l'instauration au plan national du revenu minimum se traduise localement par un recul, nous avons décidé de ne laisser à la charge des personnes que 10 % du montant de leur loyer et des charges. L'AMIL, qui apporte un « plus » de 600 F par mois à ses bénéficiaires, est attribuée pour une durée de neuf mois. En 1990, son coût, supporté par le budget municipal, est évalué à 4,1 millions de francs.

J.-M. N.

Après deux ans de bataille, le succès de l'OPA française est acquis

## Un entretien avec M. Alain Mérieux

« L'objectif est d'atteindre une taille critique pour faire face à l'intégration des nouvelles technologies »

« Que représente pour vous l'acquisition du canadien Connaught Bio Sciences Inc ? »

M. N.

35,4 % de Nordix. La partie de cet ensemble qui nous intéresse est la première.

Un rapprochement avec Connaught Laboratories permettra une synergie des productions et surtout de la recherche et du développement. Le principal problème auquel nous sommes confrontés maintenant est un accroissement des dépenses de recherche et développement, qui sont passées à 18 % du chiffre d'affaires au premier semestre en médecine humaine. C'est très lourd, à la limite du supportable. Il nous faut atteindre une taille critique pour faire face à l'intégration de nouvelles technologies et au coût des expérimentations cliniques.

La synergie se retrouve-t-elle au niveau des implantations ?

C'est là où la complémentarité avec Connaught est très grande puisque 95 % de son chiffre d'affaires est réalisé dans des zones d'où l'Institut Mérieux est absent, essentiellement sur le marché nord-américain.

Une longue démarche

Voici près de deux ans que vous tentez d'acquiescer Connaught. Comment expliquez-vous cette lenteur ?

Une telle démarche est forcément longue. Nous avons commencé à discuter avec Connaught dès l'automne 1987. Jusqu'en mars 1988, on a échangé des analyses stratégiques afin de trouver les principes d'un accord. Il n'a pu se concrétiser pour des considérations boursières. Nous souhaitons organiser une fusion entre deux sociétés de nationalités différentes, ce qui est encore très difficile aujourd'hui.

Nous avons même senti un moment que Connaught s'éloignait de l'idée d'une alliance avec nous. Ce qui a justifié notre tentative d'OPA inamicale sur 20 % du capital à la fin de l'année dernière. Pour nous il s'agit d'une relance après l'acquisition de 12,6 % du capital en juin 1987.

Proches recueillis par GERARD BUETAS et DOMINIQUE GALLOS  
Lire la suite page 35

## Feu vert d'Ottawa pour le rachat de Connaught par Mérieux-Pasteur

MONTREAL

de notre correspondant

Virtual gagnant d'une longue et rude bataille pour le contrôle de Connaught Biosciences, le fabricant canadien de vaccins, l'Institut Mérieux, pouvait bien laisser paraître, mercredi 13 décembre à Toronto, son « extrême satisfaction », après la décision d'Ottawa de laisser jouer les lois du marché et la reconnaissance implicite par Ciba-Geigy de son échec.

En autorisant aussi bien l'OPA de l'Institut lyonnais à 37 dollars canadiens l'action (un dollar canadien vaut environ 5,2 francs français) que celle concurrente, mais inférieure, du géant suisse de la chimie Ciba-Geigy, allié à la firme américaine de biotechnologie Chiron (30 dollars l'action), le gouvernement canadien a laissé à Mérieux la victoire à portée de main.

Convaincu qu'il lui fallait grossir pour rester dans la course au niveau mondial, Mérieux, déjà numéro un mondial, s'intéressait depuis plus de deux ans à Connaught, qui présentait le grand avantage d'être bien implanté aux États-Unis.

L'aval d'Ottawa paraissait aller de soi. Le gouvernement canadien n'était toujours pas l'opérateur de la libre circulation des capitaux. L'agence officielle chargée de l'examen des prises de contrôle étrangères n'avait-elle pas autorisé chacune des six cent-cinquante et une transactions qui lui avait été soumises depuis sa création en 1985 ? Reste que, pour la première fois, Ottawa a exigé des garanties supplémentaires, afin de s'assurer que la recherche canadienne et l'industrie locale de la biotechnologie sortent gagnantes de cette affaire.

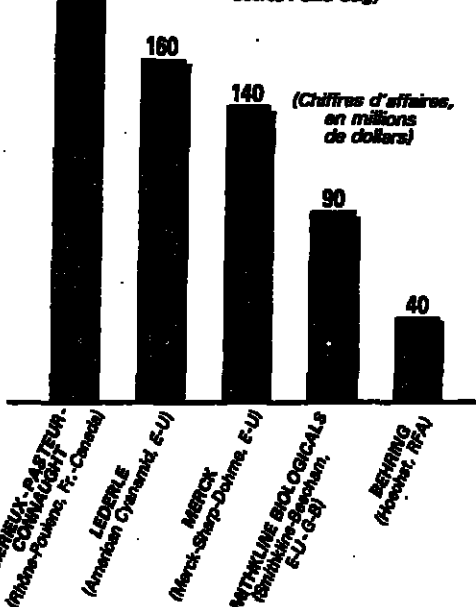
Devant cette levée de boucliers, Mérieux a donné un sage supplémentaire : Connaught, dont 49 % du capital sera offert aux investisseurs canadiens dans les six mois, investira 160 millions de dollars dans la recherche au cours des cinq prochaines années. Son conseil sera de plus composé pour moitié de personnalités canadiennes.

Ce qui n'a pas empêché les quotidiens économiques anglophones de Toronto de ne voir dans l'Institut lyonnais, dont 50,6 % du capital sont détenus par Rhône-Poulenc, qu'un « bras du gouvernement français », soucieux d'enlever à Connaught la production des vaccins. A leurs yeux, le groupe Ciba-Geigy-Chiron, absent des vaccins, était mieux à même d'assurer l'avenir de l'entreprise.

De son côté, Ottawa a cherché à promouvoir une offre canado-canadienne, présentée par un chercheur

VACCINS : LES CINQ PREMIERS FABRICANTS MONDIAUX  
Le marché mondial des vaccins : 5,5 milliards de francs

Source : Ciba-Geigy



de Calgary. Mais une étude a conclu que cette proposition n'était pas viable.

En fin de compte, le « joyau canadien » revient beaucoup plus cher que prévu à Mérieux, qui devra encore prouver qu'il sait tenir ses promesses. Des âmes charitables ne manquent pas de le lui rappeler.

MARTINE JACOT

## INSOLITE

## « Big Mac jobs »

Est-ce la fascination pour le mythe américain ? La promesse d'un éventuel stage aux États-Unis... ou celle d'un steak haché quotidien ?

Toujours est-il que la société McDonald's, qui ouvre à Moscou le 31 janvier prochain son premier établissement à l'Est,

est noyée sous les demandes d'emploi.

Au lendemain de la publication de la première annonce pour les 630 postes à pourvoir, un millier de Soviétiques s'étaient déjà portés candidats. Depuis, les demandes conti-

nent d'affluer, et le directeur de l'établissement en a recensé à ce jour 25 000 !

Quarante demandes en moyenne pour un poste. Un vrai record s'agissant d'un pays où officiellement le chômage n'existe pas.

## Avec « FRANTOUR VOYAGES »

## Découvrez LA THAILANDE ET LES ANTILLES

## LA THAILANDE

- départ de PARIS chaque vendredi du 22 décembre 1989 au 27 avril 1990
- retour à PARIS chaque dimanche du 31 décembre 1989 au 6 mai 1990

Circuits : LA THAILANDE EN LIBERTÉ  
PARFUMS DE SIAM  
DE BANGKOK AU MEKONG

PRIX PAR PERSONNE, selon le circuit choisi et la date de départ : de 4 990 F à 8 680 F

## LES ANTILLES

- séjour à l'hôtel FRANTOUR « LE CALALOU » (côte à l'Anse en Martinique)
- départ de PARIS tous les mardis
- retour à PARIS tous les mardis
- voyage PARIS/FORT-DE-FRANCE et retour
- chambre et petit déjeuner

PRIX PAR PERSONNE, selon la date de départ : de 6 375 F à 9 465 F

## RENSEIGNEZ-VOUS

- Dans toutes les agences de voyages agréées « FRANTOUR VOYAGES »
- pour recevoir la brochure :
- téléphone (1) 42-29-91-91
- boîte postale : 24 75362 PARIS CEDEX 08.

## Financière Truffaut



MM. WORMS &amp; CIE

Le Conseil d'administration de FINANCIÈRE TRUFFAUT, réuni lundi 11 décembre 1989 sous la présidence de M. Édouard Silvy, a coopté en qualité d'administrateur la société Adhema dont le représentant permanent sera M. Jean-Philippe Thierry, associé-gérant de MM. Worms & Cie.

Le conseil a procédé à l'examen des investissements réalisés en 1989, notamment Expand, Blenheim Exhibitions et Grupo Vista Alegre, dont les résultats de l'exercice en cours s'annoncent très satisfaisants. Ces prises de participation confirment en outre la volonté de FINANCIÈRE TRUFFAUT d'internationaliser son portefeuille.

A ce jour pour l'année 1989, FINANCIÈRE TRUFFAUT a effectué des investissements à hauteur de 215 MF, et des désinvestissements pour 160 MF qui ont dégagé des plus-values nettes d'impôt d'environ 50 MF. Le résultat net du premier semestre 1989 a été de 26 MF (contre 9,1 en 1988). Les résultats prévisionnels pour l'exercice 1989 sont conformes à la tendance annoncée par le président lors de la dernière assemblée. Le résultat net de l'exercice 1989 (12 mois) devrait être supérieur au double de celui de l'exercice de 1987-1988 (18 mois).

En réévaluant les participations cotées à leur cours de Bourse actuel et les participations non cotées selon leur valeur de marché, l'actif net (impôts payés déduits) de FINANCIÈRE TRUFFAUT ressort à environ 550 F par action.

Le président a confirmé la poursuite de la politique d'investissement dans le secteur des produits de luxe et ce sans changement de la forme juridique actuelle de la Société.

## MICHELIN

Fin de validité des bons de souscription d'actions 1985-1989

La Compagnie générale des établissements Michelin rappelle que la date limite de validité des bons de souscription, émis en 1985, est le 31 décembre 1989. Jusqu'à cette date, l'exercice d'un bon ouvre droit, moyennant le versement de 1 400 F, à la souscription de 13,40 actions Michelin. Au-delà, les bons non exercés auront perdu toute valeur.

En raison du calendrier, les opérations de souscription devront en pratique être effectuées, au plus tard, le vendredi 29 décembre 1989.

Sur décision de la Société des Bourses françaises, les bons seront notés de la cote officielle en Bourse de Paris à partir du mercredi 27 décembre 1989.

Pour plus de précisions sur les modalités d'exercice des bons, appeler Michelin par le 166-phone gratuit : 05-00-02-22.

Désormais

FONSIKAV capitalise

SICAV COURT TERME MONÉTAIRE

Avec la capitalisation, les revenus sont réinvestis automatiquement et se transforment en plus-values.

Votre capital s'accroît et vous bénéficiez d'une fiscalité plus favorable.

La capitalisation a été décidée par le conseil d'administration de FONSIKAV le 12 octobre 1989, en vertu de la loi du 2 août 1989 et sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire. Cette mesure s'appliquera dès l'exercice clos le 29 décembre 1989.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (AGENCE)

trésor public

plus de 4 000 guichets à votre service

## FONDS ET SICAV DE CAPITALISATION

LA CAPITALISATION : QUEL INTERET ?

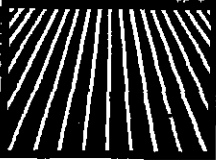
• Les fonds et sicav de capitalisation ont ceci d'intéressant qu'ils ne versent pas d'intérêts.

• Les intérêts viennent augmenter votre capital en étant automatiquement réinvestis et vous ne payez aucun impôt pendant la durée de vos placements.

• A la BRED, de nombreux fonds et sicav permettent ainsi une valorisation de votre capital à court ou long terme.

Pour toutes informations : votre agence BRED ou Jean-Marie HAUTON, BRED 8461, 124 rue de Provence, Paris 8e Tél. (1) 45.22.57.12.

BRED



## ÉCONOMIE

## SOCIAL

Selon l'INSEE

## Le travail temporaire a tiré la croissance des services en 1988

En 1988, les services marchands ont continué à croître à un rythme soutenu, comme les années précédentes : c'est ce qu'indiquent les premiers résultats de l'enquête annuelle de l'INSEE auprès des entreprises du secteur publiés jeudi 14 décembre. Premiers annonceurs de la « croissance retrouvée », les services en ont été les premiers bénéficiaires, avec une progression en 1988 de 13 % en chiffre d'affaires et en valeur ajoutée, et de 8 % en effectifs salariés.

En tête, toujours les services aux entreprises, dont le dynamisme ne se dément pas depuis six ans, soutenu par le développement de la sous-traitance. En 1988, c'est le travail temporaire qui « tire » le mouvement, avec une progression dépassant 30 % en chiffre d'affaires, en valeur ajoutée et en emploi. Il devance les études informatiques et d'organisation (+ 17 % en chiffre d'affaires, + 16 % en valeur ajoutée et + 9 % en emploi).

Egalées en dynamisme l'an dernier par la publicité, les études informatiques voient aussi se ralentir le développement de leurs exportations (+ 18 % au lieu de + 26 % en 1987). Mais ce ralentissement relatif intervient à l'issue d'une période de développement ininterrompu, puisque, en six ans (1982-1987) leur part dans le PIB a doublé.

Le secteur de la récupération des métaux non ferreux bénéficie d'une croissance considérable (+ 46 % en chiffre d'affaires et + 28 % en valeur ajoutée, 9 % en emploi), mais toute conjoncturelle, car due à la hausse des prix des matières premières. La même raison explique la progression considérable des exportations (70 %) dans ce domaine après une très mauvaise année 1987.

Les services aux particuliers progressent toujours lentement, puisque leur part dans le PIB est restée pratiquement constante

depuis 1982. L'immobilier a enregistré une croissance de 15 % en chiffre d'affaires, mais seulement de 7 % en valeur ajoutée, moins qu'en 1987, et de 3 % seulement pour l'emploi. Plus faible encore, celle des hôtels-café-restaurants (+ 7 % en chiffre d'affaires, + 9 % en valeur ajoutée, et + 2 % pour l'emploi) — traiteurs exceptés — ou des agences de voyages (+ 6 % en valeur ajoutée).

Selon l'enquête, les petites entreprises (moins de vingt salariés) sont restées les plus créatrices d'emploi, comme les années précédentes, hormis dans le travail temporaire, très concentré. Ce constat paraît en contradiction avec les données que vient de publier l'INEDIC : selon celles-ci, si les entreprises de moins de cinquante salariés n'ont cessé de créer des emplois depuis 1976, sur 1987 et 1988, les moyennes (de 50 à 500) se sont montrées plus dynamiques, avec une progression d'environ 12 %.

## Le retour au travail reste le point faible du RMI

Suite de la page 33

Enfin, on note que 86,3 % du total des personnes ayant touché le RMI sont de nationalité française ou sont ressortissants de la CEE, et, « pour quelques dizaines de cas », le versement de l'allocation a été suspendu en raison d'une « motivation volontaire manifeste » face aux propositions de réinsertion.

## Les alicés de l'insertion

Actuellement, 100 000 contrats d'insertion ont été conclus avec les bénéficiaires du RMI. Outre 4 000 contrats de retour à l'emploi (CRE), 20 000 entrées en stages divers sont intervenues. Un résultat positif mais encore loin des objectifs affichés.

« Les capacités d'insertion sont insuffisantes », conclut le gouvernement, où l'on souligne toutefois que le nombre de contrats a fortement progressé ces derniers mois après des débuts laborieux. « Bien sûr, tout n'est pas parfait », admet sans hésiter M. Bertrand Fraignard, député de la Seine-Saint-Denis au RMI. « Il ne faudrait quand même pas perdre de vue le fait que nous avons pu faire émerger dans le champ social des personnes totalement inconnues des services sociaux », poursuit-il, en soulignant que le RMI a « obligé la société à

réagir à un choc en vraie grandeur ».

« Son gré, mal gré, il a fallu regarder les problèmes et travailler ensemble. Il y a des gens qui vont se sortir d'affaire. Pour d'autres, la situation se sera au moins améliorée », assure M. Fraignard.

S'il est vrai que la réinsertion de plusieurs centaines de milliers d'entre eux ne s'improvise pas (en l'occurrence, il n'existe aucun précédent), il subsiste, sur le terrain, quelques « zones d'ombre ». Le bilan est en effet fort inégal selon les départements. Alors que l'Île-de-France ou la Bretagne de Belfort peuvent se targuer de résultats flatteurs, on ne saurait en dire autant des Alpes-Maritimes ou du Val-de-Marne, par exemple. La coordination entre services départementaux et municipaux, voire entre le préfet et le président du conseil général, n'est pas toujours parfaite.

A cela s'ajoutent parfois un mécontentement diffus des travailleurs sociaux, en butte au manque de moyens et de formation, mais aussi les réticences de quelques collectivités locales dont certaines, reconnaît M. Evia, « ne font pas leur boulot ». L'Etat, quant à lui, ferait bien de mettre davantage d'ordre dans certaines de ses prestations, notamment celles relatives au logement, qui perturbent le mécanisme d'attribution du RMI.

JEAN-MICHEL NORMAND

## OSTRÉICULTURE

Mauvaise publicité pour l'étang de Than

## Polémique dans l'Hérault autour de la qualité des huîtres

MONTPELLIER

de notre correspondant

Après que les analyses effectuées dans l'étang de Than eurent révélé la présence de salmonelles, le ministre de la mer, M. Jacques Mellick, a annoncé lui-même, le mercredi 13 décembre, l'interdiction à la vente des moules et huîtres en provenance de l'étang, pour « ne pas mettre en danger la santé de nos concitoyens ». La salmonelle répérée, dite de Duisbourg, peut provoquer des gastro-entérites. Aucun cas n'a cependant été signalé pour l'instant.

Bien que justifiée, cette interdiction a fait l'effet d'un électrochoc sur le bassin de Than, où quelque deux mille personnes vivent de cette activité. Sur 110 000 tonnes d'huîtres consommées en France chaque année, 10 % proviennent en effet de l'étang, dont la moitié sont écoulées entre Noël et le Jour de l'an. A la perte de production, déjà évaluée à 40 millions de francs, s'ajoutent des incertitudes quant à l'écoulement futur des coquillages en provenance de l'étang. Même si l'eau devait retrouver rapidement une qualité parfaite, cette « mauvaise publicité » aura pour conséquences de détourner du bassin de Than des grossistes qui ne voudront prendre aucun risque et préfé-

ront se retourner vers le bassin d'Arcachon ou la Bretagne.

Cette affaire frappe d'autant plus les conchyliculteurs locaux qu'elle vient après une première alerte. Le 29 novembre dernier l'IFREMER détectait dans l'eau des traces de salmonelles, et les coquillages de l'étang de Than avaient été interdits à la consommation pour une durée de quatre jours. « C'est la mort de la profession », entendait-on parmi les ostréiculteurs, dont six cents se sont réunis mercredi soir à la mairie de Bouzigues, une commune dont 80 % de l'activité provient de la conchyliculture.

Le maire, M. Louis Higonet, a exigé de nouvelles analyses, contestant la validité de celles déjà effectuées, et mis en garde les autorités. « Le seul moyen de calmer tout le monde, c'est de parler d'indemnisation, et très vite ».

Un peu plus tard, en effet, trois cents conchyliculteurs se sont rendus à Sète après avoir forcé la porte des locaux de l'IFREMER, ils ont entrepris de saquer les bureaux, puis se sont dirigés vers les affaires maritimes. Quelques manifestants ont même mis le feu à une barge des IFREMER amarrée sur le canal, ce qui a nécessité l'intervention des pompiers.

JACQUES MONIN

## ÉTRANGER

## Réduction du déficit des paiements courants américains

Le déficit de la balance des paiements courants des États-Unis s'est élevé à 22,69 milliards de dollars (136 milliards de francs environ) au troisième trimestre 1989, a annoncé mercredi 13 décembre le département du commerce. Ce chiffre s'inscrit en baisse par rapport au déficit de 32,08 milliards de dollars enregistré au deuxième trimestre. Par rapport à la même période de l'année précédente — troisième trimestre 1988 — la contraction du déficit atteint 21 %. Le département du commerce attribue cette amélioration à une forte progression des revenus provenant des investissements américains à l'étranger au troisième trimestre 1989.

Le département du commerce a annoncé, par ailleurs, mercredi 13 décembre, que les ventes de détail s'étaient nettement redressées au mois de novembre, en hausse de 0,8 % par rapport au mois précédent. Cette progression — qui fait suite à une chute de 1,3 % en octobre (chiffre révisé) — est la plus forte depuis août dernier (+ 0,9 %).

## EN BREF

□ Autorisation de chargement pour Golfech. — Au moment même où « les joueurs de Golfech » tentaient de manifester devant le Palais-Bourbon pour protester contre la prochaine mise en route de la centrale nucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne) — deux manifestants se sont enchaînés aux grilles et ont été immédiatement interpellés, on apprenait que MM. Fauroux et Lalonde venaient de signer l'arrêté autorisant le chargement de la centrale.

□ Travail temporaire : Blue Arrow devient Manpower. — Deux ans après son OPA réussie dans des conditions qui ont valu à la place de Londres d'être éclaboussée par un scandale financier, le groupe britannique de travail temporaire Blue Arrow va prendre le nom de sa filiale Manpower. La décision, qui devra être approuvée par les actionnaires le 28 mars prochain, a été annoncée par M. Mitchell Fromstein, qui dirigeait Manpower avant son rachat et qui a repris la tête du nouveau groupe au début de l'année en évincant M. Tony Berry, l'ancien président de Blue Arrow. Manpower réalise les trois quarts du chiffre d'affaires et des bénéfices du groupe. Son capital est détenu à 60 % par des investisseurs américains et toutes les activités multinationales se font sous ce nom, souligne M. Fromstein pour justifier ce retour à la case départ.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
45-55-91-82, page 4330





## AFFAIRES

## Ratti, le soyeux du lac de Côme

Le numéro un mondial de la soie garde des critères de qualité draconiens, y compris pour ses investissements

Travailler la plus précieuse des étoffes sur les bords enchanteurs du lac de Côme n'empêche pas Antonio Ratti d'avoir le sens des chiffres et du développement industriel. Numéro un mondial de la soie, cet Italien de soixante-quatre ans vient en effet d'introduire son entreprise à la Bourse de Milan et envisage d'investir 30 millions de francs dans son usine française d'Andrézieux (Loire) au cours des deux prochains mois.

Créée en 1945, la Tessitura Serica Antonio Ratti est devenue un petit empire aux structures sophistiquées avec six sociétés industrielles et cinq sociétés commerciales, qui a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 205 milliards de francs (1 milliard de dollars). La liste de ses clients est un véritable gotha de la mode mondiale : on y trouve Valentino, Paco Rabanne, Guy Laroche, Cartier, Cerruti et la presque totalité des utilisateurs de soie. A l'exception du français Hermès qui, au grand dam des dirigeants de Ratti, fait bande à part.

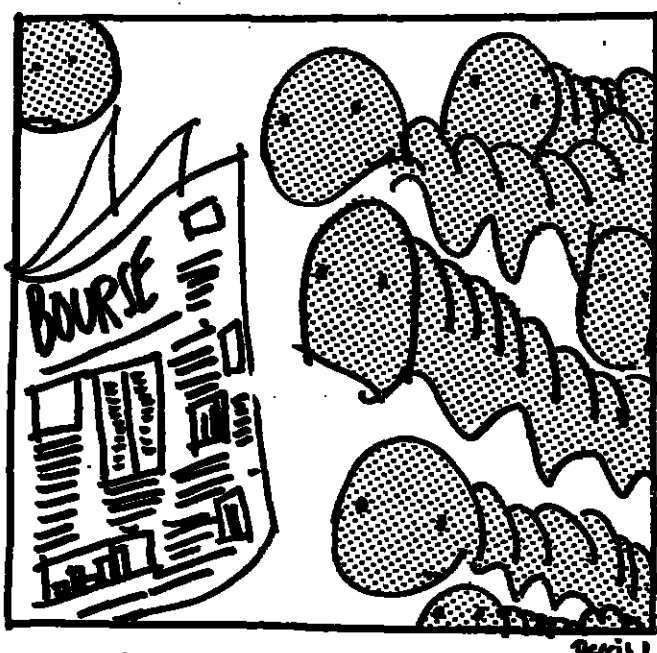
« Le secret de notre réussite est sans doute notre créativité continue », explique Antonio Ratti. Nous nous remettons sans arrêt en cause afin de nous adapter à l'évolution de la clientèle. En 1988, Ratti a réalisé un résultat net de 96,5 millions de francs.

Chez Ratti, le développement se fait par la diversification. Fon-

dée pour la création et la vente de soieries pour cravates et foulards, Ratti a élargi ses fabrications à la laine, au cachemire, au lin et au coton. Avec cependant un fil commun : toujours viser le haut de gamme et la qualité de fabrication. La précieuse fibre sécrétée par le ver à soie représente encore 50 % de sa production. Et Antonio Ratti se rend au moins deux fois par an en Chine pour négocier ses approvisionnements. Pas question pour lui de risquer de manquer de cette matière première : en ce moment ses stocks représentent un an de production, au lieu de six mois habituellement, et donc une immobilisation financière importante.

Par ailleurs Antonio Ratti cherche en permanence à améliorer ses relations avec ses partenaires chinois, et il ne désespère pas de voir aboutir les négociations entamées il y a environ quatre ans pour la constitution d'une joint-venture au sud de Shanghai pour le tissage et l'impression de la soie. D'autant qu'il compte sur cette structure pour partir à la conquête du marché américain.

En 1976, la création de la filiale française correspondait à une démarche similaire : l'idée de profiter de la bonne renommée du « made in France » pour distribuer les tissus fabriqués en Italie et pour faire profiter de ce label une collection plus sophistiquée produite en France et com-



mercialisée sous la griffe D'Este. Pour parfaire son image, Ratti avait décidé de s'installer dans la région lyonnaise, l'un des berceaux européens du travail de la soie. Mais, mal informé ou mal conseillé, il se retrouve à Andrézieux, plus proche de la culture minière de Saint-Etienne que de la cité des canuts. « Cela a effectivement constitué un handicap, se souvient un de ses collabora-

teurs. Le personnel, notamment, ne connaissait rien au travail de la soie, et il a fallu envoyer tout le monde en Italie pour les former. Par ailleurs, une équipe italienne a dû s'installer en France depuis une longue période. » Après ce démarrage difficile, Ratti France traverse une nouvelle crise en 1985 et en 1986, au moment où le marché

français du luxe est en régression. Au point que, pendant un moment, les dirigeants de Ratti envisagent un repli sur la péninsule. Aujourd'hui le cauchemar est fini : les investissements prévus devraient permettre de presque doubler la production d'ici à 1991. Le chiffre d'affaires devrait atteindre 140 millions de francs en 1989, et l'usine d'Andrézieux emploie quatre-vingt-neuf personnes.

Croissance  
haut de gamme

Mais le cœur de l'entreprise continue à battre sur les bords du lac de Côme. Les villas Scota et Cesia, petits palais italiens du siècle dernier, abritent sa mémoire : 60 000 dessins y sont archivés et une bibliothèque contenant 3 000 livres constitue pour les stylistes une formidable source d'inspiration. C'est aussi là qu'est élaborée la stratégie de l'entreprise. Et notamment son développement avec comme but d'élargir l'éventail des productions et d'améliorer les positions commerciales. En 1988, Ratti a ainsi pris des participations dans Bragheati, spécialiste des tissus en lin, Erika Campi pour la soie et dans des sociétés de distribution telles qu'Erre, De'Olino et RK12. Ratti a aussi acquis 49 % du capital du français Léonard, une société de prêt-à-porter haut de gamme. Parallèlement à cette croissance toujours orientée vers les produits haut de gamme, Ratti

peaufine son image dans le domaine de la recherche. Au cours des trois dernières années, l'entreprise a investi 20 milliards de francs (97 millions de dollars) et se targue d'avoir mis au point un procédé qui permet de laver en machine les soieries et les laines imprimées. De même l'usine de Gussate, située entre Côme et Milan, est équipée des technologies les plus sophistiquées, en particulier une machine informatisée longue de 40 mètres qui permet d'imprimer 24 couleurs en un seul passage du tissu. C'est aussi là que des chercheurs travaillent au projet d'élevage industriel du ver à soie.

Cette volonté de croissance a naturellement conduit la petite entreprise familiale vers la Bourse. En contemplant les photos de l'événement, Antonio Ratti se souvient avec émotion de ce jour de juillet dernier où son nom est venu s'afficher sur le tableau de cotation de la Bourse de Milan. Il offrait alors au public 25 % du capital Ratti. Mais la famille conserve le reste, notamment par le biais de la holding familiale SOFIST. Antonio Ratti reste donc tout-puissant à la tête de son entreprise. Et il lui incombe, entre autres, de se trouver un successeur. Deux de ses trois filles travaillent avec lui. Erika dirige le département accessoires et ver à soie. Quant à Dora, la plus jeune, il l'a envoyée à Paris faire ses classes dans la filiale française. Antonio Ratti semble en attendre le résultat pour désigner sa daphine.

FRANÇOISE CHIROT

## La clé du succès du « TV-business » selon Jean Chalopin, producteur

Mêler le professionnalisme américain et la créativité française sur les petits écrans internationaux

A quarante ans à peine, Jean Chalopin est une personnalité bien connue du monde de l'audiovisuel. Spécialiste du dessin animé, en France puis aux Etats-Unis et au Japon, il a étendu ses activités à la production de séries de téléfilms. Créateur et PDG de la société C et D, il est également conseiller de la CLT pour ce qui concerne la production et la distribution internationales, dont une nouvelle version des aventures du Saint, que M6 a commencé à diffuser le 9 décembre.

A cet homme qui partage son temps entre trois continents, nous avons demandé pourquoi la France est un si piètre exportateur de programmes de télévision, et quels remèdes il préconise.

— La France exporte moins de programmes télévisés que la République fédérale d'Allemagne ou l'Italie, sans parler de la Grande-Bretagne, qui représente à elle seule les trois quarts des exportations européennes (lire le Monde du 12 octobre). Pourquoi ?

— Essentiellement parce que les séries françaises ne plaisent pas aux étrangers. Et elles ne plaisent pas parce qu'elles ne sont pas réalisées professionnellement.

— Vous êtes dur ! Où se situe, pour vous, le manque de professionnalisme ?

— Je parle de professionnalisme au sens international du terme. Pour vendre sur les grands marchés étrangers, il faut se conformer à des règles qui n'existent pas chez nous : minutage, coupures pour la publicité, etc. Or la fonction crée l'organe : une certaine forme de télévision engendre un certain type de professionnels. La télévision française a longtemps fonctionné comme une télé d'Etat : en circuit fermé. Les gens en place travaillaient avec leurs amis ; la satisfaction des goûts du public n'était pas leur premier souci. Avec un tel système, vous obtenez des émissions culturelles, mais qui ne s'exportent pas ; et vous ne réagissez pas les équipes de création. Si bien qu'aujourd'hui vous n'avez guère qu'une poignée de très bons professionnels français, capables de faire un produit international ; et ils sont débordés. Mais la multiplication de chaînes privées a modifié le système : même les chaînes publiques sont soumises à la concurrence. Cela a forcément créé une demande, aussi de nouvelles vocations.

— C'est vrai. Depuis trois ans, les choses évoluent dans le bon sens.

C'est vrai. Quelqu'un comme Simone Tavarat, par exemple, a beaucoup fait bouger la profession. Sans doute parce qu'elle n'appartenait pas au monde de la télévision, elle n'avait pas de préjugés : elle a découvert un produit américain et l'a adapté (et non pas simplement traduit) pour en faire un produit français : « Maguy ». Cela lui a permis de former des gens. Mais il n'y en a toujours pas assez pour répondre aux besoins, loin de là.

— L'écriture d'une série télévisée, à elle seule, est une dizaine de scénaristes dirigés par un story editor — l'auteur véritable. C'est lui qui met au point la « bible » à laquelle ils doivent se conformer : il décrit l'univers de base, les personnages, leur comportement, leur cadre de vie, etc. Il distribue ensuite le travail : chacun écrit son script qui est relu et corrigé jusqu'à ce que l'ensemble soit satisfaisant et homogène. Autrement dit, l'écriture est de plus en plus un travail d'équipe. Vous trouvez trop peu de scénaristes en France qui sachent s'y plier. En fait, les jeunes que je rencontre me disent qu'un artiste doit pouvoir s'exprimer librement. Eh bien, qu'ils fassent du cinéma ! Parce que la télévision n'est que contraintes.

— Ce qu'il faudrait, c'est créer une école d'écriture audiovisuelle aux Etats-Unis, presque chaque université a des cours destinés à ceux qui veulent écrire pour la télévision. Là-bas, c'est un métier comme un autre dont on apprend les techniques. Si bien que vous avez des milliers de gens à votre disposition quand vous cherchez des scénaristes TV.

La qualité :  
une notion subjective

— En somme, vous préconisez l'adoption du modèle américain ?

— Il a fait ses preuves. Les Britanniques l'ont adopté depuis longtemps, et ils exportent. Alors que les autres pays d'Europe ont, comme la France, un problème de discipline d'écriture. Un exemple : C et D aux Etats-Unis, presque chaque université a des cours destinés à ceux qui veulent écrire pour la télévision. Là-bas, c'est un métier comme un autre dont on apprend les techniques. Si bien que vous avez des milliers de gens à votre disposition quand vous cherchez des scénaristes TV.

— C'est bien pour cela que je considère que la France a toutes ses chances. Le professionnalisme à l'américaine appliqué à la créativité française devrait donner naissance aux meilleures productions du monde.

Propos recueillis par  
MARTINE LEVETTER

## Spécialisée dans le traitement de l'eau

## Degrémont : cinquante ans et beaucoup d'ambition

La société d'ingénierie Degrémont, spécialisée dans le traitement de l'eau, fête son cinquantième anniversaire, le 15 décembre, à Port-Marly (Yvelines). Rachetée par la Lyonnaise des eaux après avoir été au bord de la faillite, l'entreprise de Rueil a renoué avec le succès.

Pour son cinquantième anniversaire, la société Degrémont a beaucoup de chance. Elle a enregistré cette année 3 milliards de francs de commandes, elle a doublé ses résultats — déjà honorables — de l'an dernier et, tous comptes faits, 1989 apparaît comme la meilleure année commerciale depuis la création de la maison. « Nous avons embauché cinquante personnes cette année, précise Olivier Kreis, le directeur général, et tous les clients sont au vert ».

Pourtant, Degrémont n'a pas toujours été aussi prospère, loin de là. La société a même failli être engloutie dans les sables d'Arabie lorsque, à l'occasion d'un chantier ouvert au royaume saoudien, elle a perdu 400 millions de francs d'un seul coup. Pour une PME comme Degrémont, un tel revers pouvait être fatal. « Nous avons connu dix années de vaches maigres entre 1976 et 1986 », avoue Olivier Kreis.

Heureusement pour Degrémont, la Lyonnaise des eaux de Jérôme Monod rachète l'entreprise et apure le passif avec un chèque de 500 millions de francs, correspondant aux pertes cumulées. Pour les investisseurs du Pulestator — un décateur rapide qui fera merveille pendant vingt ans sur tous les continents — c'est un nouveau départ.

Le bilan, aujourd'hui, est impressionnant. Degrémont fournit en eau potable une cinquantaine de capitales à travers le monde, de Pékin à Djakarta et de Lima à Douala. « Un milliard d'hommes boivent Degrémont », résume-t-on fièrement dans les corridors du siège, à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Cela fait à peu près un homme sur quatre dans le monde, mais beaucoup plus dans les régions de forte implantation, comme l'Amérique latine et surtout l'Extrême-Orient.

« Notre premier marché reste l'Indonésie », explique Joël Pionnié, directeur à l'exportation. En fait, nous traitons l'eau potable de Djakarta depuis 1953 ! Un nouveau contrat vient d'être passé avec la

capitale indonésienne (220 millions de francs, fournis par l'aide japonaise...), en même temps qu'avec Astucio, la capitale du Paraguay, qui profite du renouveau politique pour offrir une usine de traitement d'eau potable, financée par la Banque interaméricaine.

Le deuxième marché à l'exportation, c'est la Chine, dont la plupart des grandes villes s'approvisionnent en eau potable grâce à des procédés Degrémont. « Sur ce créneau, nous sommes les seuls en Chine avec les Autrichiens », souligne Olivier Kreis. Quant au marché japonais, l'un des plus fermés du monde, Degrémont en fait une question de principe : l'entreprise française doit s'y implanter pour prouver qu'elle est bien la meilleure dans son secteur. La filiale Degrémont commence tout juste à y atteindre la rentabilité.

Le marché  
des eaux usées

« Nous avons dix-sept filiales à l'étranger, avec bureaux d'études, ingénieurs, projeteurs et dessinateurs », précise Joël Pionnié. Plus quelques autres qui sont seulement des agences locales donnant accès local à la clientèle. Actuellement, Degrémont travaille dans quarante pays, ce qui porte à une centaine les Etats où la PME française a laissé une trace. L'Amérique latine, qui a longtemps représenté 20 % du marché à l'export, est aujourd'hui en nette augmentation, alors que l'Afrique diminue depuis une dizaine d'années. Une exception cependant : le Nigeria, où l'entreprise de Rueil construit à Lagos la plus grosse usine d'eau potable d'Afrique. Du coup, 40 % des bénéfices 1989 proviennent du Nigeria. Des négociations prometteuses sont aussi en cours avec le Caire.

Mais Degrémont, qui se pique d'être le meilleur du monde dans sa spécialité — « Avec l'osone et le charbon actif, nous battons les Américains et les Anglais », affirme Olivier Kreis, — a de nouvelles ambitions. Son PDG, Jean-Louis Brault, revient de Moscou où il faisait partie de la délégation du CNPSS menée par François Périgot. L'URSS lui apparaît comme un marché potentiel, du moins si l'on se réfère aux besoins du pays. Degrémont, à ce jour, reçoit la moitié de ses commandes d'Europe — y compris la France. Mais le compte est encore beaucoup de possibilités.

« En matière d'eau potable, on travaille à la marge », explique le directeur général. L'osone, c'est le traitement des eaux résiduaires. Autrement dit, les grandes villes du monde ont presque toutes, aujourd'hui, leur usine d'eau potable. Mais beaucoup n'ont toujours pas de stations d'épuration pour traiter les eaux après usage. Et beaucoup d'usines souhaitent se doter d'installations de traitement capables de nettoyer leurs eaux résiduaires.

Une nouvelle répartition des tâches s'esquisse donc au sein du groupe. La Lyonnaise des eaux, pousée par Jérôme Monod, se concentre sur l'eau potable et mise sur ses nouvelles membranes de filtration. Et Degrémont s'oriente davantage vers le traitement des eaux usées. Cette spécialisation aboutit à une nette différence de conception entre la maison mère et sa filiale. La Lyonnaise joue à fond les membranes, une technique de pointe qui permet d'atteindre une qualité d'eau sans reproche. Degrémont préfère l'osone, un oxydant qui fait merveille pour le nettoyage de l'eau, mais surtout après usage. Les recherches s'orientent notamment vers le remplacement du chlore pour le blanchiment de la pâte à papier.

L'investissement « membranes » est parfois contesté au sein même du groupe, où l'on craint de « déboucher sur Concord, alors qu'il faut faire Airbus ». L'eau potable obtenue après filtration par membranes est en effet irréprochable, mais coûteuse — environ quatre fois plus chère actuellement. « A quoi bon fabriquer une eau parfaitement pure pour un consommateur qui boit de l'eau minérale et n'ouvre le robinet que pour laver sa voiture ? », observe un ingénieur.

Chez Degrémont, cependant, la prouesse technique a toujours bonne presse. Depuis 1950, elle fait même partie des traditions de la maison, qui publie périodiquement son *Mémoire de l'eau*, où sont minutieusement décrites les innovations de la décennie. « Nous sommes la seule entreprise d'ingénierie qui livre ainsi au public le résultat de ses recherches », constate Christian Coste, l'adjoint au directeur technique. La neuvième édition (1 500 pages) vient de sortir, tirée à 25 000 exemplaires en trois langues. L'imprimeur prépare déjà un tirage, tant on s'arrache le « Degrémont ».

ROGER CANS



# Le Monde

## EPARGNE-PLACEMENTS

L'industrie française du placement s'est fendue en quelques semaines aux couleurs de l'Europe. Mais a-t-elle pour autant vraiment changé de visage ?

Depuis le 2 octobre dernier, les frontières ont été abolies dans la CEE pour les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM). Rien, en principe, n'empêche désormais plus un établissement financier du Marché commun d'aller vendre ses produits financiers où bon lui semble dans les douze pays membres. La France n'étant pas un paradis pour l'épargne, les spécialistes redoutaient un raz-de-marée étranger. La menace était forte, en particulier du côté du Luxembourg, dont la réputation en matière de placements sophistiqués et détaxés n'est plus à faire. L'invasion n'a pourtant pas eu lieu. Jusqu'à présent du moins. Les gestionnaires du placement collectif à la française seraient-ils parvenus à démontrer leur supériorité ? A moins que l'inertie des vieilles habitudes n'ait étouffé l'envie de goûter enfin aux fruits défendus.

En fait, la concurrence semble jusqu'ici n'avoir pas osé venir se frotter aux OPCVM français. Première d'Europe, l'industrie nationale de la gestion collective en impose. Forte de ses 849 SICAV et de ses 3 881 fonds communs de placement (FCP), elle détient à elle seule 48 % du marché européen. La

plus proche, sa rivale britannique n'en possède que 15,2 %. Les parts du Luxembourg, troisième, et de l'Allemagne de l'Ouest, quatrième, sont respectivement de 11,6 % et de 10,3 %. L'Italie arrive plus loin (7,9 %).

AU-DELA de ce simple rapport des forces, un constat de valeur s'impose : les industriels français du placement ont apparemment su bien prévenir le coup et s'organiser en conséquence pour l'ouverture des frontières. La preuve en est, semble-t-il : sur les treize demandes d'agrément commercial accordées par la COB depuis le début octobre, huit seulement ont vraiment émané d'établissements étrangers, notamment allemand (Deutsche Bank), italien (Banca San Paolo Lariano) et américain (Chase Manhattan). Les cinq autres proviennent de fonds luxembourgeois, souvent à compartiments multiples. En réalité des porte-avions battus de toutes pièces par les banques françaises (Crédit lyonnais, BNP, Société générale) pour ne pas se faire contourner. Ajoutons que la mise en conformité de la législation française avec la directive européenne du 20 décembre 1985 sur l'harmonisation des règles du jeu du placement a contribué à rendre plus attrayants les produits d'épargne « made in France ».

Depuis le début du mois d'octobre, les SICAV de capitalisation ont ainsi fait leur entrée sur le marché

national. Le principal avantage de ce nouvel instrument, composé exclusivement d'obligations et de titres de créances négociables (bons du Trésor, billets de trésorerie, certificats de dépôts...) est de nature fiscale. Le montant des intérêts n'étant plus versé mais réinvesti (capitalisé), le porteur n'est donc imposé qu'au titre des plus-values au moment de la vente. Et encore, seulement au-delà de 258 400 F.

N'importe quelle SICAV, obligations françaises ou monétaires, peut ainsi, du jour au lendemain, décider de se transformer en SICAV de capitalisation. Autres changements radicaux : la suppression de l'obligation à l'abonnement, qui favorise la gestion de produits dits purs et plus performants, la possibilité donnée aux OPCVM d'introduire leurs titres en Bourse, un moyen certes destiné à séduire les investisseurs étrangers, surtout mis en place pour dévaloriser le marché des placements collectifs à 80 % dépendant des grandes banques.

DÈS lors, les produits financiers français sont-ils vraiment les plus forts et les plus beaux ? La concurrence étrangère n'a certainement pas encore dit son dernier mot. En matière de performances, les « unités trusts » britanniques à capital variable sont championnes et pourraient intéresser la clientèle française. Ils le savent. Comme par hasard, la COB examine actuellement une quinzaine de

demandes d'agrément commerciaux déposés, notamment, par des fonds britanniques.

EN outre, si les banques françaises ont réussi à noyauter le Luxembourg avec leurs fonds à compartiments multiples, elles n'ont pas éliminé le poids de l'impôt. Peu gêné, le fisc français ne joue pas dans leur camp. Jugeant qu'il y a déséquilibre, il impose sur les plus-values les clients de ces fonds, qui, usant de la mobilité offerte, modifient leur patrimoine en passant d'un compartiment à l'autre. Ce qui n'est pas le cas dans le grand-duché.

En matière de placement, l'imagination est reine. Elle est la principale clé de la réussite. Les établissements financiers français en débordent. Mais ils n'en ont pas le monopole. Ce serait sans doute une grave erreur que de sous-estimer la concurrence. Quand les épargnants français auront pris entièrement conscience de la transparence des frontières et des nouvelles règles du jeu, ils prêteront sans doute une oreille plus attentive aux chants des sirènes étrangères.

Lentement mais sûrement la révolution d'octobre mène à l'Europe du placement. Chacun devrait y trouver son compte.

ANDRÉ DESSOT

## Les années PEP

Le plan d'épargne-retraite disparaît sans gloire. Place au plan d'épargne populaire

EXIT le PER, le plan d'épargne-retraite, cher à l'ancien ministre des finances, M. Edouard Balladur, et en fait à lui seul, et bonne chance au plan d'épargne populaire (PEP) que M. Pierre Bérégovoy et ses services ont concocté pour la nouvelle année. Qualifié tout à tour de « décadent », de « lacrimogène », de « fourre-tout » où « né d'un cerveau de technocrate surmené », le PER disparaît sans gloire et surtout sans avoir séduit les épargnants et les professionnels.

En lieu et place, les hommes de Bérégovoy (du ministère de l'économie) ont voulu réaliser un produit d'épargne défiscalisé, accessible au plus grand nombre. Selon les propos tenus par Pierre Bérégovoy : « Il s'agit d'un outil simple et juste qui peut permettre à tous les Français impossibles ou non de se constituer un patrimoine en franchise d'impôt susceptible de compléter les revenus de la retraite ».

Un objectif que le PER était incapable d'atteindre pour la bonne et simple raison qu'il profitait avant tout aux épargnants à hauts revenus qui bénéficiaient de la carotte fiscale attachée aux sommes affectées au plan. Du coup, le PER, qui se veut le contre-pied du PER, ne propose plus de réduction d'impôt à l'entrée. Il s'apparente dans son mode de fonctionnement à un plan d'épargne-logement. La principe en est le suivant : les versements effectués pendant une durée de dix ans procurent des intérêts libérément négociés entre le particulier et son banquier ou son assureur, et ses gains sont capitalisés en franchise d'impôt.

Au terme du plan, l'épargnant peut disposer de la totalité du patrimoine constitué ou obtenir le versement d'une rente, elle-même exonérée. L'effort d'épargne est très simple puisque le minimum fixé par la loi est de 2 400 francs par an, la périodicité et les modes de versement étant laissés à la convenance du souscripteur. Le montant des dépôts est bien sûr plafonné à 600 000 francs.

### Des produits supports

Au-delà des dix ans de durée de vie du PER, il existe des procédures de prolongation et de renouvellement. Mais l'exonération fiscale n'est acquise qu'au bout de huit ans. Les retraits en cours de plan sont pourtant possibles, sauf option prise dès le départ pour le versement d'une rente à la sortie. Ces sorties anticipées doivent être motivées par des charges imprévues, et les intérêts capitalisés sont alors imposés en fonction d'un barème dégressif avec la durée de vie du PER. Les taux retenus seraient de 47 % jusqu'à deux ans d'investissement, de 27 % entre deux et quatre ans et de 17 % entre quatre et huit ans. Toutefois, les cas de décès et de chômage sont considérés comme des exceptions et aucune imposition n'est alors appliquée.

Les retraits anticipés signifient aussi la perte des primes. Car, volet justice sociale de l'opération, le PEP est assorti d'une prime uniquement réservée aux personnes non imposées. Cette prime versée annuellement par l'Etat sera égale

au quart des versements opérés, dans la limite de 1 500 francs par an, soit 15 000 francs sur toute la durée du plan. Un montage certes généreux mais qui fait un peu gadget aux yeux de nombreux professionnels de l'épargne. Il est vrai que les contribuables non imposés pouvant épargner 6 000 francs par an (soit 60 000 francs sur la durée) pour obtenir 1 500 francs, soit 60 000 francs en dix ans ne doivent pas être très nombreux.

Pratiquement pour ouvrir un plan qui prendra la forme d'un compte, il suffira de s'adresser à

possibilité de transmission de patrimoine aux héritiers.

Mais, à force de vouloir être populaire, le PEP a-t-il été de même aimé par les professionnels ? Les clients ne sont pas des économistes, mais ils ne sont pas non plus des bêtes. « Le PER était certes trop haut de gamme et trop compliqué, mais le PEP était comme l'antithèse du PER. Il était trop simple », explique un banquier parisien. Du coup, nombreux sont les professionnels qui cherchent à attirer l'épargne des Français vers la Bourse.

## Que faire d'un PER ?

Les épargnants séduits par le chant des sirènes du PER Balladur ont maintenant le choix entre trois possibilités. Soit tout simplement conserver le PER qu'ils ont souscrit, pour la durée restant à courir et dans les conditions d'origine. Le ministère des finances tiendra jusqu'au bout les engagements pris par l'Etat en son temps. Mais aucun versement ne bénéficiera d'exonération fiscale à partir de 1990.

Deuxième possibilité : résilier par anticipation le PER souscrit. Même si aucune pénalité supplémentaire n'est prévue, l'addition risque quand même

d'être salée. Car non content de subir l'impôt sur le revenu du moment du retrait, le détenteur du PER risque un malus de 10 % lorsqu'il n'a pas franchi le cap des 60 ans. Dernière solution et sans doute la plus raisonnable : transformer un PER, ouvert avant le 20 juillet 1989, en PEP. Une solution qui permet pour 1989 de faire le plein de la déduction du revenu imposable d'un versement maximum de 6 240 francs pour une personne seule et ensuite de transférer en franchise d'impôt l'épargne acquise du PER au PEP.

« Aujourd'hui, on veut mettre cet argent au bilan des banques », commente un banquier qui regrette le peu de succès de l'opération. Et autres comptes d'épargne en actions. En fait, le type d'exonération offert par le PER, unique et singulierement attractif parce qu'il n'est pas possible de faire entrer en direct dans le plan toute la gamme des produits financiers disponibles, est notamment les actions, les obligations et les parts de SICAV ou de fonds communs de placement (FCP).

L'objectif des pouvoirs publics étant de garantir une sécurité optimale au petit épargnant par la garantie contractuelle d'une rémunération, cela n'aurait pas été possible avec des produits de marché à risques. Et puis, en choisissant un produit dit intermédiaire, c'est-à-dire inscrit au bilan des établissements financiers, le ministère des finances fait d'une pierre deux coups. Il permet aux banques de disposer d'un moyen de s'assurer des ressources stables en argent frais et de renforcer leur fameux ratio Cooke, qui les oblige à financer au moins 60 % de leurs emplois à plus de cinq ans par des ressources stables de même durée.

### Une réelle nouveauté

Coincidence étonnante, c'est au moment où les banques risquent de souffrir de retraits importants de plan d'épargne-logement qu'apparaît le PEP. De leur côté, les assureurs n'ont pas non plus trop à se plaindre. Un produit à taux garanti sur une longue période est parfaitement adapté dans leurs cordes. Sans compter qu'ils sont les seuls autorisés à proposer des contrats offrant une rente sous forme viagère et qu'ils sont de ce point de vue bien placés

pour profiter de la réelle nouveauté du PEP.

Finalement, en dépit de quelques grincements de dents inévitables, tout le monde pour le moment que être satisfait du PEP : les pouvoirs publics, les financiers, banquiers et assureurs, et les contribuables modestes. Seul véritable problème : les détenteurs des masses importantes d'épargne que sont les revenus moyens et supérieurs disposent de produits financiers fiscalement tout aussi attrayants. L'exonération des revenus capitalisés au bout de dix ans n'apporte ainsi rien de nouveau par rapport aux bons de capitalisation. Les dépôts n'y sont pas plafonnés et donnent droit aux mêmes exonérations au bout seulement de dix ans.

Les SICAV de capitalisation, dernier cri en matière de véhicule de placements collectifs, disponibles depuis le mois d'octobre dernier, donnent accès à une épargne totalement défiscalisée dans la limite de 258 400 F de cession annuelle de valeurs mobilières (pour 1989). Les sommes investies dans ces SICAV restent, de plus, disponibles à tout moment, quelle que soit la durée du placement. Elles permettent de se constituer progressivement un capital en franchise d'impôt, utilisable par exemple comme complément de retraite. Mais, dans cette optique, l'assurance-vie reste encore la voie royale, même face au PEP. Elle donne droit durant la période d'épargne à une réduction d'impôt maximale de 1 000 F par an, plus 250 F par enfant à charge.

Au bout de la sixième année, le capital constitué par intérêts capitalisés est restitué en franchise d'impôt et de droits de cession, sans aucune limite de montant.

Comme toujours, les années PEP se présentent de façon un peu mitigée. Mais l'on saura rapidement si le plan d'épargne populaire a des chances de le devenir.

E.T.

## SICAV : 1989 fut raisonnable

Après des années chaotiques, les SICAV ont renoué avec la mesure

FINIS les exodes : après une année 1987 catastrophique en raison du krach boursier, puis une année 1988 presque trop facile marquée principalement par une bonne orientation des taux d'intérêt, et une nette reprise des marchés boursiers, le petit monde de la gestion collective a renoué en 1989 avec la mesure. Côté actions, l'exercice qui s'achève n'aura ainsi été ni dévasté par un effondrement général des valeurs ni facilité par une flambée générale des cours. Dans ces conditions, les performances des SICAV se distinguent de celles des années passées à la fois par une plus grande modération et par une plus grande hétérogénéité. « La moyenne a un peu baissé, mais l'écart type aussi », commente un spécialiste des organismes de placement collectif en valeurs mobilières.

Du côté des souscriptions, la modération l'a également emporté. La croissance globale des actifs des SICAV est ainsi comparable à celle de l'année précédente, + 25 %, l'ensemble des fonds gérés par les 849 instruments ouverts au public à la fin du mois d'octobre atteignant 1 238 milliards de francs. Manifestement, les Français continuent donc à apprécier la gestion collective : mais, vacciné par l'accident de 1987, ils savent mieux aujourd'hui doser leur risque. Alors que sur douze mois les souscriptions nettes d'instruments obligataires « court terme » étaient à la fin du mois d'octobre en hausse de 63,7 % par rapport à l'année précédente, les SICAV monétaires dépourvues de sensibilité à l'évolution des taux se distinguent même par une croissance de 79 %, les autres OPCVM étant plus délaissés. Ainsi les souscriptions ne croissent sur la même période que de 32 %, les SICAV actions enregistrant même des retraits nets. « La prudence est vraiment passée dans les mœurs, juge ainsi un gérant parisien.

L'optimisation de la gestion des encaisses courtes et longues devrait encore être facilitée, au cours des mois à venir, par la multiplication des Sicav de capitalisation, réapparues en France le 1<sup>er</sup> octobre dernier après trois ans d'interdiction. « Avec le remplacement du PER par le PEP, la capi » est le grand événement de l'année pour la gestion collective », juge le directeur général d'une grande banque de la place. Simple option ouverte aux OPCVM, la technique de la capitalisation permet aux gérants qui poursuivent un objectif de valorisation de la part de ne pas distribuer à leurs souscripteurs les revenus obligataires encaissés par leur véhicule de placement.

### Les actions françaises ont payé

Du coup, le souscripteur échappe totalement à l'impôt, bien que son investissement ne valse, tant qu'il ne vend pas ses parts de SICAV. En cas de cession, il bénéficie du régime de la taxation des plus-values au taux avantageux de 16 %, et seulement si l'ensemble des valeurs mobilières qu'il a vendues au cours de l'année civile excède le seuil d'exonération fixé par la loi, 258 400 francs en 1989.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre, une grande majorité des SICAV court terme et obligataires se sont évidemment converties à la « capi », un certain nombre de véhicules « actions » les ayant même initiées pour la part de leur actif constituée d'obligations. « A moins d'avoir une clientèle qui souhaite un revenu régulier, distribuer revient purement et simplement à faire de la destruction fiscale inutile », explique un spécialiste de la gestion collective.

La fiscalité a donc triomphé en 1989 comme élément déterminant d'une gestion efficace. Mais elle demeure évidemment secondaire par rapport à la performance financière intrinsèque de la SICAV.

JEAN-SÉBASTIEN BARBAUD  
Lire la suite page 38

## PLAN D'EPARGNE INTERESSEMENT - PARTICIPATION - ACTIONNARIAT

1969 • 1989

20 ANS AU SERVICE DE L'EPARGNE SALARIALE GÉRÉE EN FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

PLAN GESTION, filiale de la Banque de l'Union Européenne et de l'Européenne de Banque, met son expérience et son professionnalisme à votre service.

Près de 7 milliards de francs gérés placement PLAN GESTION parmi les leaders de la profession.

Pour être mieux informés, pour devenir notre partenaire contactez-nous au 42 96 29 57.



PLAN GESTION

10, rue Saint-Augustin - 75002 PARIS

## EPARGNE-PLACEMENTS

## SICAV COURT TERME MONÉTAIRES

Clas. 1989	Nom	Établissements fondateurs	Variations en % Jan.-août. 1989
1	M. Sécurité	Messier-Roussel	108,65
2	BTF Sécurité	BTF	108,63
3	Centrale monétaire	Cie centrale de récomptes	108,58
4	Rivoli première	Demachy et associés	108,57
5	J.L. Placement	Saga	108,57
6	Placement M	Marsellaire de crédit	108,57
7	BTF Sécurité 2	BTF	108,54
8	Océan monétaire	Crédit mutuel océan	108,51
9	Deltajour	Delta Banque	108,50
10	Midland Protection	Midland Bank	108,48
11	Offina Trésor	Offina	108,47
12	BTP court terme	BTP	108,47
13	Comon Jour	Banque Arjel	108,46
14	Mobilis	CGM	108,46
15	UBAF Sécurité-Cash	UBAF	108,45
16	Finard Plus	Crédit de Nord	108,42
17	Pachibelle Asur	Stern	108,34
18	Plus court terme	Banque finance plus	108,41
19	Financ Sécurité	Dumoulin Lohé	108,40
20	Saint-Honoré Sécurité	Cie financière	108,40
21	Europe court terme	Paribas	108,37
22	Mutuelles		
23	de Mass court terme	Cyrl Finance Gestion	108,37
24	Institution court terme	Paribas	108,36
25	Finagère	Finagère	108,36
26	Via court terme	Via Banque	108,36
27	Fusion	CDG	108,34
28	Mondex	BRED	108,34
29	CPR Cash	CPR	108,34
30	Valcom Sécurité Jour	BFCE	108,34
31	Finagère	Finagère	108,34
32	Morgue court terme	Morgue	108,34
33	Ban Cashinvest	BAFSA	108,32
34	Financ Institutions	BPIA	108,31
35	Bred Institutions	BRED	108,31
36	Stratégie	CCF	108,30
37	Midland Sécurité SICAV	Midland Bank	108,29
38	Lien court terme	Crédit lyonnais	108,29
39	Citi court	Citibank	108,28
40	Entrevis SICAV	Banque de l'entreprise	108,28
41	Elcash	CNCA	108,28
42	La Hénin	BNP	108,27
43	Nation court terme	BNP	108,27
44	Pyramides Sécurité	BICM	108,26
45	Téléfonie	CIC	108,25
46	Multival	BFACM	108,23
47	Arbitrage court terme	Lyonnais de banque	108,23
48	Téléfonie	Lyonnais de banque	108,23
49	BTP Monocourt	BTP	108,23
50	Opti court terme	Banque Dreyfus	108,22
51	Spécial Rendement	Lyonnais de banque	108,21
52	Valmire	BUE	108,21
53	Fidélité J	Banc Allié Fera	108,20
54	Océan	CIC	108,20
55	CIAL Sécurité	CIAL	108,19
56	Rivard court terme	Banque Rivard	108,19
57	Gestion Sécurité	Lyonnais de banque	108,18
58	Ensis Sécurité	Banque franco-allemande	108,17
59	HLM Monétaire	CDG	108,16
60	Placement J	Marsellaire de crédit	108,15
61	Bre Sécurité	CIC	108,15
62	Escuriel Monétaire	CDG	108,15
63	Groupe court terme	BCRP	108,14
64	Eparcie	CIC	108,13
65	Libécourt	Odéo	108,12
66	Meyer Sécurité	Grandlay Bank	108,12
67	Equinam	Pagat Malé	108,11
68	Demet	CGM	108,10
69	Poly Sécurité	Pallas France	108,08
70	Est court terme	SNVB	108,08
71	Ségural court terme	Lyonnais de banque	108,08
72	Met-Plus Sécurité	GMF Banque	108,08
73	Placement Sécurité	NSM	108,07
74	Gestion 365	BFCC	108,07
75	Obisécurité	CDG	108,06
76	Sélection Entreprises	CCF	108,05
77	Monsieur Sécurité	Européenne de banque	108,05
78	Comptax	CDG	108,04
79	Fondier court terme	CCF	108,03
80	Paribas Capitalisation	CDG, Paribas	108,02
81	Finard Sécurité	Crédit de Nord	108,02
82	Sémia	Demachy et Associés	108,01
83	Oxalis	Pagat Malé	108,01
84	ACTI Valorisation	Dreyfus	107,98
85	Hausmann court terme	UAP-Worms	107,97
86	Hervet Plus	Société générale	107,97
87	Monsieur	Société générale	107,97
88	Bratage		
89	Atlantique Régularité	Banque populaire Bretagne	107,96
90	Monétaire	Ecot-Finance	107,96
91	Esicop SICAV	BFCC	107,95
92	OBG Sécurité	Banque OBG	107,95
93	Monétaire Sécurité	CCM	107,93
94	Mons J	CNCA	107,92
95	Parten Régularité	Standard Chartered	107,91
96	Prépar Sécurité	BRED	107,90
97	Arbitrage Sécurité	Banque transatlantique	107,89
98	MDP	BTP	107,89
99	George-V court terme	BAC	107,88
100	Alace court terme	Banque pop. de Strasbourg	107,88
101	Pyramides court	BICM	107,88
102	SOLI court terme	Banque française d'invest.	107,87
103	Capital Sécurité	Groupe Pabst Marvaux	107,87
104	X-Septennaire court terme	Banque pop. du Nord	107,85
105	Fract court	CCBP	107,84
106	Rhône +X court terme	Banque pop. de Lyon	107,83
107	Obis Sécurité	Lazard	107,83
108	Obis Sécurité	CIC	107,83
109	Natio Sécurité	Barclays	107,82
110	Financ	Financière Colbert	107,82
111	Financ CT Première	NSM	107,82
112	Europe J	CCM	107,80
113	Tréfil-Réal	Robert Lefèvre	107,76
114	Sélection Institutions	CCF	107,76
115	Vivocourt court terme	Ferri Germe	107,74
116	Lien 2000	Crédit lyonnais	107,73
117	Escuriel court terme	Ecot Finance CPE	107,73
118	Provenç Lucrative court terme	Hottinger	107,67
119	Sécurité	CIC	107,66
120	Monogestion	Fanchier Magnan	107,64
121	Latitudes	CDG	107,64
122	Latitudes Placement	Européenne de banque	107,63
123	Valreal	Paribas, CCBP, CDC	107,60
124	Crédit Maritime Sécurité	SOCMM	107,59
125	Primaat	BAIJ	107,51
126	Investissement court terme	BAIFP	107,49
127	Elas Sécurité	Rothschild	107,48
128	Saint-Honoré Réal	Cie Financière	107,47
129	Roche court terme	Roche Finance	107,47
130	Priv Associations	BIMP	107,44
131	SICAV-Associations	CCBP, CDC	107,38
132	Marchés court terme	BAIFP	107,38
133	Colbert court terme	Financière Colbert	107,23
134	Provenç court terme	BAIFP	107,13
135	Elas Sécurité 2	Rothschild	106,93
136	Iéna Montaigne	BMA	106,44

SOURCE : Europerformance.

100 F placés le 30 décembre 1988 donne, après réinvestissement du dividende net éventuellement détaché, X F le 1<sup>er</sup> décembre 1989.

## SICAV : 1989 fut raisonnable

De ce point de vue, et bien qu'elles présentent un risque très supérieur aux OPCVM obligataires ou court terme, les SICAV actions demeurent la catégorie reine. Grâce à la bonne tenue du marché français, qui a réalisé sur les onze premiers mois de l'année une progression proche de 25 %, ce sont, cette année encore, les instruments majoritairement investis à Paris qui tirent le mieux leur épingle du jeu. Les dix premières places du classement des SICAV actions toutes catégories publiées par Paribas et Europerformance sont ainsi « trustées » par des véhicules qui font la part belle à la Bourse de Paris. Et ce n'est qu'un vingtième rang de ce classement que l'on trouve le meilleur représentant des OPCVM spécialisés dans la gestion de valeurs étrangères — les véhicules spécialisés en actions japonaises subissent quant à eux l'évolution défavorable du yen.

## « Situations spéciales »

Si le marché de Paris n'a pas réussi cette année à égaler ses succès de l'an dernier en termes d'indices, certaines catégories de valeurs ont eu une performance à l'extérieur de l'épargne nationale. Un résultat moins impressionnant que celui de l'an passé (25 %), mais somme toute satisfaisant. D'autant qu'en choisissant bien son instrument d'épargne, on peut réaliser des performances nettement supérieures : les cinq premières SICAV du classement ont enregistré des gains qui s'élevaient de 25 à 50 % environ. Miracle ? Pas vraiment.

« Nous nous sommes intéressés à toutes les sociétés susceptibles de profiter des mouvements de

dérégulation, comme Lufthansa en RFA ou Air Canada », explique sa gérance, qui obtient de janvier à novembre 1989 une progression de 40 %. La SICAV Pri-Comptant de la BIMP, elle aussi spécialisée dans les valeurs délaissées du marché au comptant ou jugées susceptibles de faire l'objet d'une restructuration, obtient de son côté un résultat de 24 %, nettement supérieur à la moyenne.

Si la stratégie des « situations spéciales » était particulièrement payante cette année, d'autres OPCVM plus classiquement gérés parvenaient malgré tout à « performer » eux aussi l'indice. Ainsi France-GAN, numéro un des instruments investis en valeurs françaises et ouvrant droit aux avan-

tages fiscaux « Monory-CEA », termine les onze premiers mois de l'année sur une hausse de 36,5 %. « En fait, la plupart de nos choix se sont avérés payants », commente son gérant, M. Eric Edelfelt, qui réalise pour la deuxième fois consécutive la meilleure performance annuelle de sa catégorie.

Du côté des SICAV actions spécialisées, c'est la bonne tenue des immobilières, isolées par la classification communément admise au sein d'un compartiment particulier, qui constitue la bonne surprise de l'exercice. En 1988, leur performance moyenne, qui n'excédait guère 15 %, les laissait loin derrière les instruments investis en valeurs françaises, mais dont la vocation était plus générale. Cette année, en s'ajoutant en moyenne pratiquement 12 % en onze mois, elles ne sont pas loin d'égaliser leurs concurrentes « Monory » ou diversifiées parvenant à 10 %, les trois SICAV immobilières et foncières Françaises (Eparcie, Croissance immobilière (Eparcie de France-Abellie) et Natio-Immobilier de

la BNP, se classant même sans difficulté parmi les quinze meilleures SICAV actions, toutes catégories confondues. Un phénomène qui reflète à la fois la bonne tenue du marché de la pierre et l'engouement dont ont fait preuve en Bourse certains gros investisseurs pour les sociétés riches d'un important patrimoine immobilier.

Plus spectaculaire encore est le retour dans la course des véhicules, perdus les années passées dans les profondeurs du classement. A la faveur de la hausse du métal et des mines intervenue cet automne, Energia (Société générale), Premier (Crédit du Nord) et Auréole (CIC) enregistrent pour la période sous revue un gain de 20 % environ, supérieur à la moyenne des actions françaises. A noter enfin que les SICAV spécialisées dans l'agro-alimentaire confirment leurs belles performances de l'année dernière, tandis que les indices, qui font leur apparition cette année pour ce qui concerne le marché français, réussissent leur entrée : Elan Index, de Rothschild et Associés, progresse de 26,2 % et s'ajoute une belle quinzième place au palmarès général des SICAV actions.

Rien en fait de très étonnant : si l'on fait abstraction du « mini-crash d'octobre », qui était d'ailleurs effacé après seulement deux mois, l'année qui s'achève aura été singulièrement moins éprouvante pour les gérants actions, portés par un marché plutôt régulier et bien orienté, que pour les gérants obligations. « Nous avons vu tout l'année les inconvénients d'une courbe des taux inversée et d'une assez forte volatilité des rendements », se désole ainsi un spécialiste. Renchérissant le portage des titres longs, perturbant les arbitrages et accroissant les incertitudes, cette « déstructuration » des gammes de prix qui prévalent traditionnellement sur les marchés de l'argent a fait de 1989 une année particulièrement dure pour les spécialistes des obligations.

## Niveau élevé des taux français

Avec un rendement moyen de 4,74 % sur les dix premiers mois de l'année, les SICAV obligations enregistrent ainsi des performances généralement nettement inférieures à celles de 1988 : l'année passée, le résultat de douze mois de gestion atteignait en moyenne, pour cette catégorie d'instruments, 11,70 % ! En fait 100 des 205 SICAV obligations classées par Paribas et Europerformance obtiennent des rendements sur dix mois compris entre 4 et 6 %. Et seuls sept véhicules parviennent à une progression supérieure à 9 %.

« Encore la plupart d'entre eux ne « surperforment »-ils que grâce à un compartiment actions qui dope leur résultat final », explique M. Olivier Panchon, gérant de la SICAV obligatoire à TGF. Tel est le cas d'Avenir Alizé, du Crédit mutuel, numéro un au classement.

A noter que le niveau élevé des taux français et la modération de leur progression en cours d'année par rapport aux dérivés constatés sur les autres grandes places permettent cette année encore aux SICAV-obligations principalement investies en France de se classer parmi les toutes premières : AXA-Europe, première SICAV orientée vers l'étranger au classement des Sicav obligations, n'arrive que bonne dixième. A noter la remarquable treizième place de Nord-Sud Développement, instrument destiné à mobiliser l'épargne des pays du Nord au service du développement de ceux du Sud : en dépit d'un actif principalement constitué de titres à rendement moyen faibles par les grandes institutions internationales, voire par les ONG (organisations non gouvernementales), cette SICAV progresse de plus de 8 % sur onze mois.

Du côté des SICAV court terme, ce sont également l'inversion de la courbe des taux et leur évolution heureuse qui expliquent les grandes tendances de l'année : nettement moins exposées aux risques de taux, les « monétaires », investies en rémises et en titres courts à rendement élevé, enregistrent évidemment des résultats beaucoup plus satisfaisants que les « sensibles », qui subissent les conséquences d'une plus grande exposition.

Au total, ce compartiment se caractérise par une grande hétérogénéité, les meilleures monétaires ou régulières obtenant un rendement proche de 10 % sur onze mois, tandis que les sensibles, les plus malchanceuses, finissent pratiquement l'année à zéro. « La gestion court terme restera un exercice d'équilibre tant que la courbe des taux sera inversée », redoute un expert de la BAIFP. Un jugement qui promet encore des temps difficiles à la profession pour autant qu'on puisse en juger à quelques jours de 1990.

JEAN-SÉBASTIEN BARBAUD

## POINT DE VUE

## Les leçons de l'histoire

par Alain Boscher

Le Japon a traversé en 1989 une sérieuse crise politique. Accusé de corruption et d'implication dans les scandales financiers, pratiquement toute la classe politique japonaise a été mise en cause. L'Est comme l'Ouest, on assiste à un rejet massif de l'étatisme, de l'interventionnisme et de l'état-providence. L'idéologie, quelle qu'elle soit, est passée de mode.

La troisième leçon nous est donnée par la Grande-Bretagne. C'est une démonstration par l'absurde. La livre sterling baisse, la balance commerciale se creuse, l'inflation augmente et donc on relève les taux d'intérêt. Un an après, la livre est au plus bas, le déficit commercial est impressionnant et l'inflation ne progresse pas. Cette leçon s'adresse à tous les gouvernements des banques centrales et au fameux G7 qui ne cessent de manipuler les taux et de jouer avec les nerfs de ceux qui empruntent ou qui prêtent. Cette expérience britannique démontre qu'il ne suffit pas d'élever le loyer de l'argent pour lutter contre l'inflation ou pour défendre la monnaie. On peut même se demander si cette mesure n'a pas l'effet inverse.

## Une démonstration par l'absurde

Tout n'est pas parfait au royaume du Soleil-Levant, il y a aussi des faiblesses-pour-compte et des malheurs. Mais la prospérité japonaise fait envie et pourrait servir de leçon. C'est en copiant ou en imitant les produits et les techniques occidentales que le Japon a prospéré, il n'y aurait pas de honte à l'imiter à notre tour.

Les événements d'Europe de l'Est constituent une autre leçon. C'est l'échec du socialisme et le triomphe des économies de marché. Tout ceux qui passent le rideau de fer ne viennent pas demander la sécurité mais l'espoir ; ils ne sont pas attirés par nos régimes de protection sociale

Alain Boscher est président de sociétés de Bourse.

PROTECTION DE VOS PLACEMENTS A COURT TERME

VALREAL  
SICAV

## UNE GESTION DE RÉFÉRENCE

Organismes fondateurs :  
Banque Paribas,  
Groupe des banques populaires,  
Caisse des dépôts et consignations.

Renseignements : 5, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - Tél. : (1) 49 27 63 00

la dangereuse



« La dangereuse » est une SICAV à court terme monétaire. Elle est gérée par la Banque Paribas. Son objectif est de réaliser une performance supérieure à la moyenne des SICAV court terme monétaires. Elle est ouverte à tous les investisseurs particuliers et professionnels. Son capital est de 100 millions de francs. Elle est cotée en Bourse.

« La dangereuse » est une SICAV à court terme monétaire. Elle est gérée par la Banque Paribas. Son objectif est de réaliser une performance supérieure à la moyenne des SICAV court terme monétaires. Elle est ouverte à tous les investisseurs particuliers et professionnels. Son capital est de 100 millions de francs. Elle est cotée en Bourse.

« La dangereuse » est une SICAV à court terme monétaire. Elle est gérée par la Banque Paribas. Son objectif est de réaliser une performance supérieure à la moyenne des SICAV court terme monétaires. Elle est ouverte à tous les investisseurs particuliers et professionnels. Son capital est de 100 millions de francs. Elle est cotée en Bourse.

« La dangereuse » est une SICAV à court terme monétaire. Elle est gérée par la Banque Paribas. Son objectif est de réaliser une performance supérieure à la moyenne des SICAV court terme monétaires. Elle est ouverte à tous les investisseurs particuliers et professionnels. Son capital est de 100 millions de francs. Elle est cotée en Bourse.



## EPARGNE-PLACEMENTS

# La dangereuse euphorie des SCPI en 1989

Les SCPI seront-elles un jour victimes de leur succès ?  
Pour l'instant la tendance semble plutôt à la confiance

LES SCPI seront-elles victimes de leur succès ? de la loi Méhaignerie ? ou des deux ?

Pensez-vous ne peut encore répondre à cette question, bien qu'elle soit de plus en plus fréquemment posée. Et certains gestionnaires jouant les Sibylles, annoncent déjà pour les sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) une crise prochaine. « Je ne crois pas du tout au crash, précise Michel Henner, responsable de Sideris, mais il risque d'y avoir quelques mauvaises surprises et une grande amertume dans trois ou quatre ans pour quelques-unes des SCPI Méhaignerie ».

Mais pour l'instant, à l'aube de 1990, le pessimisme n'est pas au goût du jour : l'euphorie continue de régner sur la pierre papier et les SCPI d'engranger à la pelle des montants de souscription considérables. Les chiffres en témoignent, puisqu'on estime à 10 milliards de francs l'épargne nouvelle drainée par les SCPI en 1989 pour 9,4 milliards en 1988, autant en 1987 mais seulement 1 milliard par an entre 1980 et 1984... quelques 84 SCPI début 1986, 180 début 1989, près de 200 aujourd'hui.

A l'origine de ce succès, il y a plusieurs éléments : tout d'abord une formule qui a immédiatement répondu à un besoin. Acheter 3 000 mètres carrés de bureaux sur les Champs-Élysées, n'est pas à la portée du premier venu. Mais, si plusieurs centaines de personnes mettent leur épargne en commun, en confiant la gestion à des spécialistes immobiliers pour acheter ces bureaux, l'accès de l'immobilier d'entreprise devient possible pour le particulier. Les loyers perçus sont redistribués, après déduction des apports de chacun. Ainsi est née la première SCPI classique.

A ce produit immobilier parfaitement adapté à la demande, est venu se greffer une conjoncture immobilière particulièrement favorable depuis trois ans avec une sensible augmentation des prix du foncier et de l'immobilier. Surtout dans le domaine des bureaux et des locaux commerciaux, où la rentabilité est toujours restée élevée (de l'ordre de 7 à 8 %).

### Une nouvelle chance

Même dans les pires périodes de blocage des loyers, les locaux commerciaux, bureaux et entrepôts ont toujours été épargnés. Conséquence : de tels rendements attirent toujours davantage d'épargne nouvelle, et font de leur côté certaines de millions de francs à investir, les sociétés de gérance de SCPI ont entrepris une pression constante sur le marché des bureaux. Le phénomène s'est reproduit à l'identique avec les SCPI dites Méhaignerie et les logements d'habitation sans que l'on sache plus très bien si ce sont les premières qui dopent les seconds ou l'inverse...

Les hausses de l'immobilier d'habitation ont été encore très fortes après l'année record de 1988. L'indice de l'immobilier d'habitation ancien publié tout récemment par la Chambre des notaires indique encore une progression moyenne de 24,47 % des prix dans Paris intra-muros...

Enfin, l'avantage fiscal explique aussi largement le succès des SCPI : rien de tel pour réorienter les flux d'épargne d'un secteur de



l'économie vers un autre qu'une réduction ou une déduction d'impôt...

En son temps la loi Monory avait donné à la Bourse une nouvelle chance, catalisant l'épargne populaire vers les actions françaises. La loi Méhaignerie aura eu sur les SCPI les mêmes effets dopants. En 1989, ce sont quelque 2 milliards de francs qui devraient être collectés par les seules SCPI Méhaignerie, grâce à une réduction d'impôt de 7,5 % de l'investissement réalisé dans la limite de 20 000 F pour une personne seule et de 40 000 F pour un couple. Autrement dit, un épargnant qui achète fin décembre pour 100 000 F de SCPI Méhaignerie peut réduire son impôt 1989 de 7 500 F. Pour répondre au label « Méhaignerie », les SCPI doivent s'engager à acheter des logements d'habitation neufs, pour les louer pendant un minimum de six ans.

Toutes les banques s'y sont mises : les plus grandes et les plus expérimentées dans le domaine des SCPI, comme le Crédit agricole, Paribas et Suez mais aussi la Société générale, le Crédit mutuel, le CCF, les Banques populaires, et même certaines qui n'avaient aucune expérience préalable dans les SCPI classiques, comme le Crédit du Nord, le Comptoir des entrepreneurs, la BTP ou la Chambre des notaires...

Mais il ne suffit pas de drainer de l'épargne pour réussir... Pis, un excès d'épargne ne peut qu'accroître une crise.

Que ce soit dans le domaine des bureaux (SCPI classiques) ou dans celui des habitations (SCPI Méhaignerie) la pression d'une épargne facile est telle qu'elle incite les promoteurs à continuer de construire tous azimuts. Dans la banlieue ouest de Paris, on va tout droit vers une situation de pénurie. Que les promoteurs construisent, que les SCPI achètent, c'est très bien mais qui seront les locataires ? Et la véritable source d'inquiétude pour l'avenir vient du déséquilibre créé entre une demande d'investissement considérable alors que le marché de l'immobilier de bureaux ou d'habitation neuf n'est pas extensible à l'infini.

Faut-il acheter à n'importe quel prix ? Faut-il acheter en blanc, c'est-à-dire sans aucune certitude de location par la suite ? Ce sont là les angoisses quotidiennes des responsables des investissements au sein des SCPI. Les réponses sont

est fondamentalement françaises. Les SCPI Méhaignerie en sont restées à une diffusion confidentielle : créées pour apporter une réponse collective à la fameuse loi Méhaignerie, qui offre un avantage fiscal considérable (une déduction du revenu global des frais engagés pour la rénovation des immeubles achetés), elles n'ont pu se développer à grande échelle : l'extrême rareté des secteurs sauvegardés, les contraintes réglementaires, la complexité des montages financiers et l'insuffisance des services financiers à l'égard de ce type de déduction leur ont coupé les ailes dès le départ. Il n'en existe que trois aujourd'hui.

Quant aux SCPI de plus-values, sont elles vraiment l'avenir comme certains le prétendent ? L'intérêt manifesté par les épargnants pour ce type de produit tendrait à le prouver. Le Crédit agricole vient tout juste de lancer une nouvelle SCPI qui répond à ce principe : l'Ultras, recherche la valorisation de l'actif avant le loyer. Pourtant, le concept de SCPI repose sur un placement à revenu trimestriel qui restitue à l'associé aussi fidèlement que possible la sensation du propriétaire : plus exactement tous les avantages du propriétaire sans en avoir les inconvénients.

La SCPI est une formule d'épargne très française. Les onze autres partenaires européens de l'Europe ne la connaissent pas. Y viendront-ils ? On peut en douter. Alors sont-ce les SCPI françaises qui constitueront un développement international ? Imposable, répond Louis Pelloux, qui travaille beaucoup en Espagne actuellement. Les législations nationales sont beaucoup trop différentes... et en Espagne, ce sont des structures juridiques de type fonds de placements qui sont les mieux placées pour concurrencer les SCPI françaises, puisqu'on peut y mettre des actifs réels... Décidément 1992, c'est encore loin.

PHILIPPE ETRILLARD

## SICAV DIVERSIFIÉES FRANÇAISES

Cours 1989	Nom	Établissements fondateurs	Variations en % Jan.-oct. 1989
1	Vie Investissement	Vie BQ	151,34
2	GMF Actions	GMF	126,36
3	Elan Indes	Reduclid	126,20
4	Pri-Comptant	BDMP	125,73
5	St-Honoré Matignon Plac.	CIE E. de Rothschild	124,33
6	Pyramides Opportunités	BICM	123,79
7	Astralis	SAFIE	123,34
8	SP-Accions	Schaeffer Prince	123,12
9	Uni-Régions	CNCA	122,98
10	Actions électionnaires	UAP-Worms	121,17
11	Cardon Pierre	CCF	121,01
12	Section Avenir	Crédit Lyonnais	120,62
13	Stalvance	UAP-Worms	120,33
14	Hausmann France	Axa Banque	119,15
15	Axa valeurs PER	Bred	118,75
16	Egval	Crédit National	117,72
17	Alti-Valeurs	CNCA	117,04
18	Autor Futur	Lazard	116,44
19	Objecif Dynamique	BPIA	116,36
20	France finance opportunités	Dumont Lobis	115,41
21	Valeurs actions	BNP	115,41
22	Natio-Patrimoine	Crédit Lyonnais	115,19
23	Mutuelles du Mans France	Crédit Lyonnais	114,7
24	France Avenir	Bred	114,62
25	Section Rhône-Alpes	BFCC	114,21
26	BP-Valeurs	CDC	114,15
27	Bonheur Investissements	BICM	114,12
28	Mutuelles du Mans Valeurs	Crédit Lyonnais	113,39
29	Mutuelles du Mans Europe	CDC	113,35
30	Pyramides actions	BNP	113,19
31	Horizon	SG	112,41
32	Pervator	BCERP	112,38
33	Groupama Croissance	Groupama Mutual	112,33
34	Capital-D.R.	BTP	112,32
35	France Europe	BUR	112,19
36	Investissement Plus	Lazard Frères	111,96
37	Créances Plus	Compagnie financière	111,89
38	Objecif Patrimoine	Fininvest	110,79
39	Winterthur Saint-Honoré	SB Legrand Legrand	110,43
40	Albion	CIO	110,23
41	Epyre	Standard Chartered	110,07
42	Crédit Valeurs	Stern	109,78
43	Parteur Capital	CCBP	109,55
44	Presthère Réserve Int.	BNP	109,12
45	Fructi-Epargne	Bred	108,85
46	Natio-Epargne Retraite	Bred	108,64
47	Prépaire	CCF	108,37
48	Thaler	CDC	108,25
49	Finacier Valeurs	Bred	107,99
50	Péninsule	CIC	107,60
51	Paris-Valeurs	CDC	106,05
52	Avenir CIC	BNP	106,01
53	Comptextraite	Crédit Lyonnais	105,75
54	Commo Communication	CCFMB	105,22
55	Gestion Retraite	BNP	105,17
56	Epi Croissance	BGP-SIB	103,21
57	Institutions Opportunités	BNP	102,55
58	Etendard	Bred	100,38
59	Saga Opportunités	Bred	95,46
60	Ban Sélection	Bred	
61	Mégar Arbitrage	Bred	
62	Argentea	Bred	

SOURCE : Europerformance.

100 F placés le 30 décembre 1988 donnent, après réinvestissement du dividende net éventuellement détaché, X F le 1<sup>er</sup> décembre 1989.

## SICAV COURT TERME MONÉTAIRES

Cours 1989	Nom	Établissements fondateurs	Variations en % Jan.-oct. 1989
1	Francis pierre	CIC	125,39
2	Croissance immobilière	Epargne de France	125,23
3	Natio-immobilier	BNP	123,20
4	Uni-foncier	CNCA	121,67
5	Foncier investissement	CCBP	121,48
6	Convergence	Société générale	121,24
7	Agilino	AGE	118,53
8	Gestion Sicavissimo	Idemone	118,06
9	Pierre Investissement	Groupama Mutual	117,63
10	Unitis	Vernes	117,51
11	Mutuelles du Mans Immobilier	Crédit Lyonnais	116,94
12	Foncière Sélection	Crédit Lyonnais	116,74
13	Académie	UAP-Worms	116,41
14	Fructissimo	CCBP	116,24
15	Conservateur Unitis	Vernes	116,24
16	Pierre international	BQ	115,89
17	Lafitte immobilière	Européenne de BQ	115,14
18	Objecif Actif-Rhône	Lazard	114,79
19	Acropolis	BPIA	114,52
20	Gestion immobilière Int.	Indes	114,12
21	Hausmann pierre	Worms	113,93
22	AGF Foncier	BGP	113,46
23	Foncière	CCBP	113,25
24	Groupama Foncier	BCERP	113,19
25	Actions Pierre	Harvet	110,80
26	Sélection immobilière	CCF	110,25
27	Alizés pierre	CCCM	108,24

SOURCE : Europerformance.

100 F placés le 30 décembre 1988 donnent, après réinvestissement du dividende net éventuellement détaché, X F le 1<sup>er</sup> décembre 1989.



Seule l'épargne Retraite des Mutuelles du Mans vous garantit dès maintenant une forte revalorisation pour 1990 : 9,38 %.

Personne d'autre que les Mutuelles du Mans ne peut vous garantir une telle rentabilité un an à l'avance. Envoyez votre épargne sous triple qui vous intéresse le plus : Comme placement à long terme, très fiable pour votre retraite. Comme investissement financier disponible et performant. Quelqu'il arrive, avec cette garantie d'un taux élevé un an à l'avance, votre argent correspond à vos objectifs. Depuis 7 ans, les adhérents de l'association M.G.F. Retraite

qui ont fait confiance aux Mutuelles du Mans ont vu leur capital épargné augmenter de 128 % ! Et avec la certitude d'une revalorisation de +9,38 % pour 1990, l'épargne Retraite des Mutuelles du Mans progresse une fois encore dans le sens que vous souhaitez pour votre avenir. Pour découvrir ces avantages, l'intérêt de devenir sociétaire des Mutuelles du Mans, téléphonez droit : 05 19 19 19

## EPARGNE-PLACEMENTS

## La révolution tranquille des SICAV françaises

En 1989, les SICAV ont connu plus de bouleversements qu'en vingt-cinq ans de vie. Mais leur mutation sera progressive

EN apparence, rien n'a changé et la révolution européenne annoncée par bon nombre de gestionnaires ne semble pas encore avoir frappé. C'est que bien des modifications qui touchent les SICAV viennent juste d'être officiellement décidées, et n'ont pas encore été suivies d'effets. Il y a tout lieu de penser que la mutation des SICAV françaises sera progressive. Des grandes tendances de l'année qui s'achève, trois méritent d'être soulignées par l'importance des flux qu'elles mettent en jeu et par les changements de comportement qu'elles impliquent.

Tout d'abord, l'absence en cette fin d'année 1989 du traditionnel mouvement d'épargne vers la Bourse, initié en 1978 avec la première application de la loi Monory. En ce mois de décembre 1989, ce sont les SCPI Méliorité qui vont récupérer tout le bénéfice des cadeaux fiscaux puisque le CEA est mort, les Monory ne concernent plus qu'une petite frange de la population (ceux qui sont nés avant 1932, encore en activité professionnelle, et qui ont pratiqué au moins une déduction entre 1978 et 1981), le PER est condamné à mort (exécution le 31 décembre 1989) ; quant au PEP, il n'est pas encore en service. La quasi-totalité des banques conseillent de ne plus souscrire au PER et font le blocus. Conséquence : le flux d'épargne en faveur des actions françaises sera très faible cette année, alors que les SICAV Monory-CEA doivent supporter une hémorragie continue et maltraitée mais inquiétante. La grande famille des SICAV Monory-CEA est progressivement remplacée par celle, plus fluide, des SICAV à vocation française.

Ensuite des modifications réglementaires inévitables viennent bouleverser la définition même des SICAV : Europe oblige, les SICAV ont dû se mettre au bon format.

## Deux types de SICAV

Première révolution, la fin de l'obligation à garantir l'objet de la publicité. Jusqu'en 30 septembre 1989, les SICAV avaient l'obligation légale de détenir en permanence un minimum de 30 % d'obligations ou de liquidités. Ce qui avait pour principal effet d'interdire aux SICAV une gestion pure (sauf bien sûr pour les SICAV obligataires...) à la différence de la quasi-totalité des fonds de placements européens. Le caractère hybride des SICAV est devenu au fil des années une beauté appréciée, notamment en période de crise, fin 1987. Et tant qu'à avoir 30 % d'obligations, pourquoi ne pas aller jusqu'à 50 % de valeurs françaises ?

Cela permet du même coup d'être en conformité avec la législation draconienne des placements des compagnies d'assurances : en effet, les réserves « techniques » des assurances ne peuvent être placées en SICAV, que si ces dernières s'engagent à détenir un minimum de 50 % de valeurs françaises. Or les capitaux des compagnies d'assurances représentent un marché considérable, fort prisé des promoteurs de SICAV. Un grand nombre de banques ont opté pour cette solution. Conclusion : il a existé pendant de nombreuses années deux types de SICAV, celles qui subissaient l'obligation de l'obligation et qui auraient préféré être pures, et les autres, qui, en allant jusqu'à 50 % de valeurs françaises, jouaient délibérément la mixité.

Aujourd'hui à ces deux catégories vient s'en ajouter une troisième : les SICAV pures, investies à 100 % en titres d'un même marché ou d'un même secteur. Mais on ne peut pas dire que pour l'instant cette catégorie ait fait beaucoup d'adeptes, tant la notion de SICAV inclut dans la pratique celle de paracheute obligatoire.

La deuxième grande réforme des SICAV en 1989 provient de leur possibilité de cotation. En fait, ce qui aurait pu créer une véritable révolution n'a pas fait plus de bruit qu'un pétard mouillé. Trois mois après cette possibilité, aucune SICAV n'avait encore demandé à être cotée, ce qui exprime bien le peu d'engouement des gestionnaires pour ce qui constitue, selon eux, un véritable mélange des genres. On les SICAV sont valorisées à leur valeur d'actif, ou elles sont estimées à leurs valeurs de Bourse avec une décote quasiment inévitable. La coexistence des deux formules oblige l'établissement promoteur à bien mettre les deux valeurs en harmonie. Seuls pourront trouver intérêt à cotier leurs SICAV les établissements de petite taille sans réseau.

## Accroissement de la concurrence

La troisième réforme, engagée probablement sans gaieté de cœur par le ministre des finances, a permis la création des SICAV de capitalisation. Le principe repose sur la réintégration au capital, des coupons d'obligations perçus par la

SICAV en franchise d'impôt. Du coup, et selon le modèle rodé depuis longtemps à Luxembourg, la SICAV ne détache plus de dividende, et réalise sa performance par la seule progression de sa valeur liquidative. La SICAV de capitalisation devient alors un produit totalement exonéré d'impôt pour qui ne dépasse pas le seuil de 288 400 francs de cessions dans l'année. Le succès de cette réforme a été considérable. Et au grand nombre de SICAV court terme ont demandé le bénéfice de la capitalisation. Or, comme la loi s'applique depuis le 1<sup>er</sup> octobre, toutes les SICAV, qui ont tenu leur conseil d'administration après cette date ont pu opter pour la capitalisation du coupon distribuable de tout l'exercice précédent. Mais la capitalisation des coupons ne s'applique pas aux actions. Et c'est là que le bât blesse. A Luxembourg, où les Fonds et SICAV peuvent capitaliser tous types de revenus, les SICAV actions offrent un attrait suffisant pour générer une délocalisation importante de l'épargne française. Effet pervers, de cette demi-mesure : les grandes banques françaises ont toutes créé, via leurs filiales luxembourgeoises, des SICAV actions de capitalisation pour les rapatrier et les vendre en France.

Enfin, l'année 1989 aura été aussi pour les SICAV celle de l'accroissement de la concurrence. Les différents types de réseaux français (guichets, VPC, démarcheurs...) s'opposent dans une course de plus en plus vive à l'épargne. Cette situation est accrue par l'arrivée des Européens, notamment les Britanniques, dont les méthodes de vente sont quelque peu différentes. Robert Fleming, bien connu pour la qualité de ses produits, monte actuellement un réseau de démarcheurs financiers, sur le modèle de celui de l'Union financière de France. Autant dire une concurrence redoutée des banques de dépôts, dont le principal atout, la proximité, reste fragile.

Les réformes de 1989 n'ont rien changé en apparence. La mutation est plus profonde et sera longue avant d'être visible. Il n'empêche : banquiers et assureurs recherchent tous les moyens pour conserver leur part d'un marché, qui atteint désormais 1 400 milliards de francs, de gré, avec des produits de placements collectifs performants. Ou de force, avec des pièges comme le « credit revolving », qui condamne le client à rester dès qu'il a touché à sa « réserve permanente ». Les Britanniques n'ont pas dit leur dernier mot, malgré les problèmes rencontrés par MIM et la fermeture de Fidelity, qui bien que d'origine américaine venait directement de Londres. La compétition européenne ne fait que commencer...

P. E.

## SICAV COURT TERME RÉGULIÈRES

Class. 1989	Noms	Établissements	Variations en % Jan.-oct. 1989
1	UBAF Croissance	UBAF	110,00
2	UBAF Rendement	UBAF	109,79
3	FRA Sécurité	Demachy	109,1
4	Saga court terme	Banque Saga	108,61
5	Deltavalorisation	CCBP	108,53
6	Optim Sécurité	CCBP	108,51
7	CAC court terme	CCBP	108,51
8	Gestion Investicourt	Indosuez	108,42
9	Valorindex	Crédit chimique	108,39
10	Mimmax	Banque Pallas France	108,38
11	CPR Monophas	CPR	108,36
12	Concorde Fibor	Banque Shearson Lehman	108,36
13	Statere	BGP-SIB	108,31
14	Centrale court terme	Cie Centrale Récompte	108,31
15	AGF Sécurité	AGF	108,27
16	Industrie française CT	BIF-GAN	108,21
17	ALFI court terme	ALFI Gestion	108,09
18	Plus Sécurité	Banque Finance plus	108,08
19	Uniscourt	Vernes	107,98
20	Elas court terme	Rothschild et Associés	107,86
21	Morgan Valorisation	Morgan	107,73
22	Midland court terme	Midland Bank	107,57
23	Phoenix Placement	AGF	107,53
24	BTP Monophas	BTP	107,50
25	Objectif Première	Lazard	107,48
26	TNC Première	BPIA	107,31
27	Fructi-Associations	CCBP	107,21
28	Montaigne court terme	BNA	107,09
29	Fianor court terme	Crédit du Nord	107,07
30	Epargne associations	Paribas	107,06
31	Securi-Taux	Paribas	107,06
32	Chasse court terme	Class Manhattan	107,03
33	Uni-associations	CNCA	106,99
34	Libévalorisation	Odor et Cie	106,97
35	Midland Placement	Midland Bank	106,97
36	Lafayette court terme	Bacot Alain Ferra	106,85
37	Clairval	Cardif-Cie Bancaire	106,82
38	Paribas Epargne	Paribas	106,69
39	Acquifort	Legrand Legrand	106,68
40	Univair	CNCA	106,60
41	Pyramides Placements	BICM	106,59
42	Cytil Plus	Cytil Finance	106,59
43	Enoblog	CIC	106,57
44	Stratégies court terme	BAFIP	106,52
45	Provenance court terme	Hortinguer	106,52
46	Sécurité Obligatoire	Rivaud	106,49
47	Richelieu Sécurité	Fauschier Magnan	106,45
48	Valorg	CCBP	106,44
49	Publiccourt	Paribas	106,42
50	Fructissime	Paribas	106,40
51	Prémies	CCBP	106,34
52	Fructivar	CCBP	106,29
53	Sesteros	BGP-SIB	106,25
54	Rog court terme	Rondelet Oudart SA	106,20
55	Epargne court terme	CCCM	106,16
56	Quest Oblig	Vernes	106,15
57	Uni-Cash	Vernes	105,93
58	Vauban	Bred	105,79
59	Trevalor court terme	Robert Lafèvre	105,72
60	Epargne court terme	CIC	105,66
61	Mancie	CIC	105,65
62	Natio-Placements	BNP	105,65
63	Camira	Michel Pagot	105,59
64	Placement court terme	Marchés de crédit	105,54
65	Saint-Honoré rendement	Cie Finance	105,53
66	Penthièvre valorisation	Stern	105,23
67	Rivoli obligations	Demachy et Associés	104,97
68	Appelancement	AGF	104,80
69	Sélection 1	CCP	104,72
70	Placements rendement	NSM	104,69
71	Axa capital	AGP	104,21
72	Burkaya Invest	Barclays	103,66
73	Capital Plus	Groupe Palnet Marmon	103,23

SOURCE : Europerformance.

100 F placés le 30 décembre 1988 donnent, après réinvestissement du dividende net éventuellement détaché, X F le 1<sup>er</sup> décembre 1989.

Faites confiance à des professionnels, gérer un patrimoine ne s'improvise pas

NOM DE LA SICAV	Capital en F	Revenu en F	Rendement en %	Classement
LAFITTE-EXPANSION	644,37	299,44	41,23%	8,13%
LAFITTE-FRANCE	594,04	273,25	36,88%	15,21%
LAFITTE-FRANCE	91,81	38,41	37,44%	17,02%
LAFITTE-IMMOBILIERE	824,08	453,25	57,55%	12,97%
LAFITTE-JAPON	1.758,75	394,11	34,49%	12,39%
LAFITTE-TOKYO	127,14	242,28	19,55%	12,39%
LAFITTE-AMERIQUE	276,33	298,22	44,86%	12,22%
LAFITTE-EUROPE	88,88	188,98	7,25%	8,18%
LAFITTE-RENDIMENT	35,51	67.835,99	12,52%	12,15%
VALORIS	414,14	155,75	15,44%	12,15%
LAFITTE-OBLIGATIONS	109,48	28.326,08	12,47%	9,44%
LAFITTE-PREMIERE	37,75	58.804,62	14,18%	9,44%
LAFITTE-COURT TERME	1.392,46	32.832,14	13,47%	9,44%
LAFITTE-PLACEMENTS	1.867,51	278.763,01	14,41%	6,14%

Les Sicav de L'Européenne de Banque  
21, rue Laffitte - 75009 Paris - (1) 47.82.47

## NORD-SUD DEVELOPPEMENT

## SICAV

## ASSOCIE LES EPARGNANTS DU NORD ET LES ENTREPRENEURS DU SUD

Pour donner un sens à votre épargne, la Caisse des dépôts et consignations et la Caisse centrale de coopération économique ont mis en commun leurs experts et leurs moyens et vous proposent la SICAV NORD-SUD DEVELOPPEMENT. NORD-SUD DEVELOPPEMENT a pour objectif de participer au financement du développement et de constituer le support privilégié des placements à long terme en assurant sécurité et régularité de la performance, avec

l'objectif d'un rendement proche du taux du marché des capitaux.

C'est parce que NORD-SUD DEVELOPPEMENT associe les épargnants du nord aux entrepreneurs du sud et que sa politique d'investissement est innovante, prudente et conforme à ses objectifs qu'elle met en œuvre une gestion de référence.

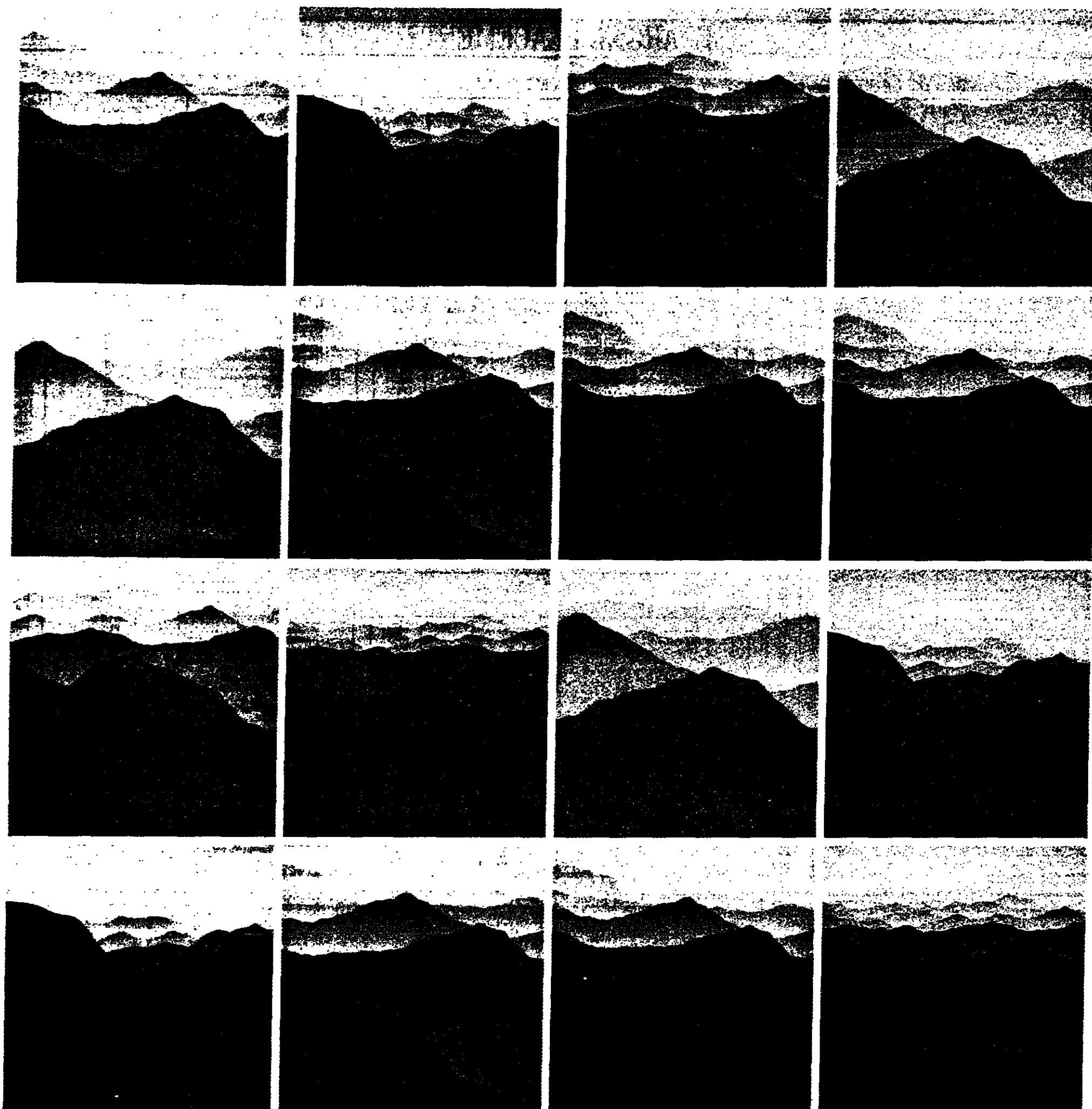
Les souscriptions sont reçues auprès des Caisses d'Épargne et de Prévoyance ECUREUIL, Banque de France, Banque de l'Union Européenne, B.I.M.P., B.N.P., Banques Populaires, Caisse des dépôts et consignations, Crédit Agricole, Crédit du Nord, C.I.C. de Paris, Crédit Lyonnais, Sté Lyonnaise de banque.

Renseignements : 5, avenue de l'Opéra  
75001 PARIS - Tél. (1) 49 27 63 00

Applicato



français



## De nouveaux horizons pour vos placements : les SICAV Ecureuil.

L'ouverture du marché européen des Sicav est maintenant chose faite.

La Caisse d'Épargne Ecureuil souhaite vous en faire bénéficier. Placement de trésorerie ou de long terme, capitalisation ou distribution de revenus, investissement en actions ou en obligations, dynamisme ou prudence, vos besoins sont divers et en permanente évolution, l'Ecureuil le sait.

Pour faciliter vos choix en fonction de votre situation personnelle, il vous propose des Sicav aux orientations précises et bien différenciées.

N'hésitez pas à venir voir nos conseillers, ils vous feront découvrir de nouveaux horizons pour vos placements.

Investir à court terme	ECUREUIL MONÉTAIRE ECUREUIL MONÉPREMIÈRE EPARCOURT-SICAV	monétaire monétaire court terme régulière	capitalisation capitalisation* distribution
Investir en obligations	ECUREUIL CAPITALISATION PRÉVOYANCE ECUREUIL	obligations françaises obligations françaises	capitalisation distribution
Investir en actions	ECUREUIL INVESTISSEMENTS HORIZON LE LIVRET PORTEFEUILLE	grandes valeurs de la bourse française actions françaises actions et obligations internationales	distribution distribution distribution
Recevoir des revenus réguliers	ECUREUIL TRIMESTRIEL	obligations françaises revenus trimestriels	distribution

\* Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Robert & Partners Ecureuil Gestion S.A.R.L. Paris B 348 790 068

**L'AMI FINANCIER**  
Caisse d'Épargne Ecureuil

Ecureuil Gestion • Filiale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des Dépôts et Consignations.

le monde

## EPARGNE-PLACEMENTS

## SICAV OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION

Classe 1989	Nom	Établissement fondateur	Variation en % Jan.-août 1989
1	Avenir Alime	COCCM	114,73
2	Epargne long terme	COCCM	111,01
3	Sélection Plus	CCF	109,32
4	AGF Oblig.	AGF	108,90
5	Pantibon France Participatif	Stern	108,87
6	Fininvest Prime	BIMP	108,64
7	Expansion Obligation	Midland Bank	107,71
8	TIP	BIP	107,46
9	Offina Oblig.	Offina	107,40
10	VIP	BIP	107,38
11	Dreot Sélection	Groupe Dreot	107,29
12	Cave Oblig.	SAMU	106,96
13	MATIP	BIP	106,90
14	Rémunération Obligations	Tuffier Ravier	106,85
15	Précip-Cap	CCBP	106,78
16	Mid-Long terme	Capital System Invest.	106,53
17	Rivoli Plus	Demaschy et Associés	106,51
18	Optimise	SG	106,31
19	Surfin Plus	Surfin	106,19
20	Sol Par	Banque Française d'Invest.	106,18
21	Jenne Epargne	BQ France Allentate	106,12
22	Enrich Obligations	CCBP	106,08
23	Saint-Henri Capital	Cie Financière	105,83
24	Fininvest Plus	Fininvest Colbert	105,67
25	Horus	Demaschy et Associés	105,61
26	Parimone Retraite	CCBP, CDC, RFCE, COCCM	105,58
27	Morgan Net	Morgan	105,50
28	Lion Trévis	Crédit Lyonnais	105,47
29	Hammann Epargne	UAP-Worms	105,33
30	BFT Valor	BFT	105,27
31	Epargne Prime	COCCM	105,26
32	Epargne Capital	BNP	105,17
33	France Obligations	CDC	105,09
34	Limpus	Crédit Lyonnais	104,96
35	Groupama Obligations	CCBP	104,91
36	Valobis	Européenne de BQ	104,85
37	Ceres	BGF-SIB	104,75
38	Obliéo Régions	CIC	104,74
39	George Y Obligations	BAC	104,74
40	Treoriel long terme	Robert Lefevre	104,66
41	Finard Valorisation	Crédit du Nord	104,66
42	Placement Premier	Marsillat de Crédit	104,63
43	Mondiale Obligatoire	La Mondiale	104,63
44	Placement Plus	Marsillat de Crédit	104,62
45	Val Prime	Crédit	104,61
46	Futur Oblig.	CNCA	104,47
47	Fructi-Prime	CCBP	104,46
48	Pluvial	Cardif-Cie Bancaire	104,41
49	Argemont	Fauschier Magna	104,37
50	Agroparc	Agroparc	104,35
51	Optipar	Paribas	104,32
52	Obliocoop Suez	COCCM	104,24
53	Obli-Assecur	Paribas	104,16
54	Objectif Capitalisation	Lazard	104,06
55	Sogeparc	Société Générale	104,01
56	Pantibon Oblig.	Stern	103,97
57	Gestion Oblig. variées	BICM	103,96
58	Sélection Oblig. variées	CCF	103,96
59	Primeur Capital	Dreyfus	103,91
60	Epilys	BIMP	103,74
61	PFA Obligations	Prévoyance	103,55
62	Lyndis	Michel Peugeot	102,96
63	Prun Capitalisation	COCCM	102,94
64	Mutuelle du Mans 1 <sup>re</sup> catégorie	BIMP	102,96
65	Bardays primeur catégorie	Bardays	102,81
66	Obligations	BQ Hervet	102,75
67	Options Primeur	BPIA	102,22
68	Gestion Primeur	Fauschier Magna	101,97
69	Objectif Plus	Lazard	101,37
70	Investissement long terme	BAFIP	100,50

SOURCE : Europerformance.

100 F placés le 30 décembre 1988 donnent, après réinvestissement du dividende net éventuellement détaché, X F le 1<sup>er</sup> décembre 1989.

## SICAV CEA MONORY

Classe 1989	Nom	Établissement fondateur	Variation en % Jan.-août 1989
1	France Gas	BIF-Gas	136,49
2	Epargne Industrielle	COCCM	128,92
3	France régions	CIC	128,07
4	AAA Actions agro-alimentaire	BNP	123,39
5	Dreot France	Groupe Dreot	122,97
6	Actions France	UAP-Worms	122,67
7	Intersélection France	Société générale	122,47
8	France entreprises	NSM	121,93
9	AGF 5000	AGF	121,20
10	Gestion sélection France	Indosuez	121,08
11	Uni-France	CNCA	121,05
12	France	CIC	120,73
13	Uni-Hoch	Vermes	120,07
14	Marianne	BGF-SIB	119,94
15	Fininvest Primeur	Banque Paribas France	119,39
16	Suez 5000	Crédit Lyonnais	119,06
17	Practifrap	CCBP	119,02
18	France Index Sicav	Paribas	117,92
19	Natio-Valent	BNP	117,90
20	Acquisit	Dreyfus	117,81
21	Optiminvest	Crédit du Nord	117,58
22	Livret Bonne Investissement	CDC	116,77
23	Placement A	Marsillat de Crédit	116,26
24	Revoline Investissement	Paribas	115,74
25	Agroparc	AGP	115,73
26	Lafitte France	Européenne de BQ	114,63
27	Sélection valeurs françaises	CCF	114,57
28	Bardays Obligations	Bardays Bank	111,53
29	ODDO Options	ODDO	110,17
30	Cardinal	Cardif-Cie bancaire	109,13

SOURCE : Europerformance.

100 F placés le 30 décembre 1988 donnent, après réinvestissement du dividende net éventuellement détaché, X F le 1<sup>er</sup> décembre 1989.

## SICAV OBLIGATAIRES A REVENU TRIMESTRIEL OU MENSUEL

Classe 1989	Nom	Établissement fondateur	Variation en % Jan.-août 1989
1	Multirendement	BFACM	106,49
2	Epargne 4	COCCM	106,37
3	Revenu mensuel	Legrand	105,85
4	S.P. trimestriel	Schlesinger France	105,75
5	Corail Intérêt trimestriel	Corail	105,66
6	Placement trimestriel	BNP	105,38
7	Rendement	CIC	105,38
8	Corail rendement trimestriel	Corail	105,33
9	Revenu mensuel	CDC	104,96
10	Finard trimestriel	Crédit du Nord	104,94
11	Franchis	CCF	104,71
12	Revenu trimestriel	CDC	104,59
13	Tellus	CL	104,45
14	Natio-Revenu	BNP	104,45
15	Revenu mensuel	UAP-Worms	104,39
16	Cap Revenu	Cardif-Cie bancaire	104,38
17	Shannon	CCBP	104,14
18	Revenu vert	CNCA	104,09
19	Paribas revenu SICAV	Paribas	103,52
20	Lafitte obligations	Européenne de BQ	103,26
21	Norobis	Bafip	102,05

SOURCE : Europerformance.

100 F placés le 30 décembre 1988 donnent, après réinvestissement du dividende net éventuellement détaché, X F le 1<sup>er</sup> décembre 1989.

## SICAV COURT TERME MONÉTAIRES

Classe 1989	Nom	Établissement fondateur	Variation en % Jan.-août 1989
1	Partime-VT	Standard Chartered	110,63
2	AA Fipart	Legrand et Cie	109,30
3	Compo Obligations	Banque Arjel	107,93
4	Valcom Invest. primeur	BFCE	107,88
5	Delteprimeur	Delteprimeur	107,74
6	Arbitrage Rendement	CIC	107,45
7	Optimise et Rendement	CIC	107,38
8	Pact Arbitrage	SB Tuffier Ravier	107,18
9	Prévoyance Eurorent	CDC	107,18
10	Victoire Oblig.	Groupe Victoire	107,18
11	Silvarente	Crédit Lyonnais	106,90
12	CPR Oblig.	CPR	106,60
13	Multigérance	COCCM	106,39
14	Croissance Mécanique	Epargne de France	106,33
15	Placement Réassurance	SCOR	106,19
16	France Via	France Via	106,13
17	UAP moyen terme	Banque Worms/UAP	106,07
18	Plus long terme	Fininvest plus	105,93
19	Morgan primeur catégorie	STP	105,87
20	Marsillat-Revenu	CDC	105,80
21	Hammann obligations	UAP-Worms	105,78
22	GMF Obligations	BNP	105,51
23	Morgan primeur catégorie	CCF	105,34
24	Arbitrage primeur	CIC	105,36
25	Epargne obligations	BNP	105,31
26	Sélection rendement	CCF	105,14
27	Assu-Oblig	Pfand	105,14
28	Lion Institutions	Crédit Lyonnais	105,03
29	Stratégie rendement	Cie Eurofinancière	104,92
30	Revol	Cardif-Cie bancaire	104,85
31	Le Portefeuille Obligatoire	Indosuez	104,81
32	Bred Associations	VIA BQ	104,78
33	Obligations garanties	BRED	104,66
34	Placement Obligations	BGF-SIB	104,63
35	Uniparc	NSM	104,61
36	Epargne Institutions	Vermes	104,59
37	Alto	Crédit du Nord	104,53
38	ERM primeur catégorie	UAP-Worms	104,43
39	Time-Plus	Hettinger	104,42
40	Sélection primeur	AGF	104,40
41	Sogeparc	CCF	104,39
42	Sélection Net	Société Générale	104,33
43	France Garantie	CCF	104,32
44	Poly-Oblig	Palles Franco	104,28
45	Fininvest	Fininvest	104,19
46	Offina Prime	Offina	104,09
47	Offina France	Société Générale	103,99
48	Sogeparc	BUE	103,98
49	France Retraite	COCCM	103,96
50	Mutuelle du Mans obligataire	COCCM	103,96
51	Placement Net	BNP	103,92
52	Obligations	BNP	103,92
53	QAT Plus	CNCA	103,91
54	Unicredit	Palles	103,80
55	Poly Prime	Damachy et Associés	103,70
56	Oblioz	Damachy et Associés	103,59
57	Valcom Obligations	Fininvest	103,54
58	Fininvest	BNP	103,51
59	Montaigne long-terme	Paribas	103,50
60	Sibol	CNCA	103,46
61	Uni-Garantie	ROCHEF. Finance	103,43
62	Revenu Obligations	CCBP	103,31
63	Europ-Mat	Crédit	103,07
64	Cit-Revenu	Européenne de BQ	103,04
65	Lafitte primeur	Dreyfus	102,97
66	Obligations toutes catégories	COCCM	102,86
67	Mutuelle du Mans ECU	Lazard	102,86
68	Objectif rendement	Lazard	101,05
69	Objectif obligatoire	Lazard	101,05

SOURCE : Europerformance.

100 F placés le 30 décembre 1988 donnent, après réinvestissement du dividende net éventuellement détaché, X F le 1<sup>er</sup> décembre 1989.

Vos placements et le Crédit Agricole

**La régularité dans les performances de vos SICAV vient de là.**

De ces échanges permanents, spontanés et planifiés, où nos gestionnaires de portefeuilles et analystes financiers confrontent et captent l'ensemble des mouvances financières.

Ces échanges développent notre pouvoir d'anticipation et de choix. Ils nous permettent de conjuguer la pleine responsabilité et indépendance des « éleveurs de SICAV » avec leur maîtrise de réflexion et d'action sur les marchés intersensibles.

Travail d'équipe, décision autonome sont à la source des performances régulières des SICAV de Ségespar-Titres, premier intervenant d'Europe sur les marchés des valeurs, avec un encours de capitaux gérés de plus de 300 milliards de francs.

Vos objectifs de placement sont le meilleur de la régularité à la hausse et le meilleur de la sécurité en cas d'incertitude ?

Ségespar-Titres, filiale du Crédit Agricole, le premier gestionnaire européen de SICAV et de FCP.

Dans ses 10.000 agences et bureaux, le Crédit Agricole vous fait profiter de sa compétence et d'une gestion optimisée.

**CA** SEGESPAR TITRES

PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

EPARGNE

Enfin une réf

SICAV COURT TERME MONÉ

SICAV COURT TERME MONÉ



## EPARGNE-PLACEMENTS

POINT DE VUE

# Enfin une réforme de l'usure

par Jean Allix

Le vendredi 8 décembre à 1 h 20 du matin, l'Assemblée nationale, en adoptant un amendement de sa commission des finances, a voté une réforme du système de l'usure, accompagnée d'une interdiction des pénalités pour remboursement anticipé des crédits à la consommation. Ce texte, comme l'ensemble de la loi Neiertz sur le surendettement dont il fait partie, est une avancée pour la protection des consommateurs. Depuis 1986 le taux de l'usure est défini par le double du taux moyen du marché des obligations. Il n'y a pas de lien direct entre le coût du crédit et ce marché. C'est pourquoi le système a beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages : — A certaines périodes, le taux est très loin des taux de marché : au 1<sup>er</sup> semestre 1982 le taux de l'usure était de 35,39 % alors qu'un prêt à court terme n'a dépassé 25 %.

Il ne protège plus alors aucun consommateur.

A d'autres périodes, le taux de l'usure est en dessous des taux de marché. Il a donc fallu inventer un dispositif pour contourner légalement la loi : ce sont les « perceptions forfaitaires ».

Pour les consommateurs, les perceptions forfaitaires, c'est l'incompréhensibilité organisée. A moins d'être un spécialiste de mathématiques financières, comment un consommateur peut-il comparer un crédit à 18 % plus 120 francs de frais avec un crédit à 17,5 % tout compris ? Pour cette seule raison déjà, il fallait changer la loi.

A Bruxelles, une directive est en préparation concernant le taux effectif global (TEG), c'est-à-dire un chiffre unique représentant l'ensemble des éléments du coût d'un crédit. Ce texte traite de la composition du

TEG et surtout de son mode de calcul. La méthode retenue est la méthode équivalente, alors que la loi française a rendu obligatoire (décret de septembre 1985) la méthode proportionnelle pour les prêts. Un taux proportionnel de 12 % correspond à un taux équivalent de 12,68 %. On ne reprendra pas ici le débat sur l'aspect mathématique des deux méthodes. Il est tout de même étonnant que les banques françaises utilisant la méthode proportionnelle quand le consommateur doit payer des agios et la méthode équivalente quand elles doivent payer des intérêts au consommateur. De ce point de vue, la loi française est de la publicité mensongère obligatoire. La méthode équivalente rendrait le coût apparent du crédit (le coût réel étant identique), c'est pourquoi la règle de 1986 empêchait son adoption.

Dans les discussions sur cette directive en matière de crédit à la consommation (juin 1989 conseil des ministres, septembre 1989, Parlement), les pouvoirs publics français se sont ridiculisés en demandant et en obtenant, présidence oblige, que ce texte, ne s'applique à la France qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1996, parce que cette directive est en contradiction avec la loi française sur l'usure et qu'il n'était pas possible de la changer avant 1996. Heureusement le comité des usagers des services bancaires est passé par là. En 1987 le comité avait longuement discuté d'une réforme de l'usure mais sans aboutir. En septembre 1989, notamment à la demande de l'ASSECO-CFDT, les travaux ont repris, pour aboutir fin novembre à un accord sur un nouveau système. C'est ce nouveau dispositif que M. Strauss-Kahn et M. Bapt ont présenté au Parlement.

### Remboursement anticipé sans pénalités

La Banque de France a mis en place depuis le début de l'année, à titre expérimental, dans les pays de Loire, une enquête qui permettra d'établir le nouveau système des catégories de crédit. Au taux moyen pondéré de chacune de ces catégories, on applique une majoration de 33 %, obtenant ainsi les nouveaux taux de l'usure. Différence fondamentale : il n'y aura plus un seul taux de l'usure mais plusieurs, autant que de catégories définies.

La majoration de 33 % est la seule différence majeure avec le projet du comité des usagers. Les consommateurs ont défendu le chiffre de 25 %, qui se trouve d'ailleurs déjà dans la loi de 1986. Certains experts soutiennent que trois catégories à 33 % donnent les mêmes résultats que six catégories à 25 %. La détermination reste à faire. Il existe de toute façon un taux de l'usure en matière de crédit immobilier, ce qui est en soi une nouveauté considérable.

Le nouveau système n'est toutefois pas exempt de risques : trois catégories de crédits sont aujourd'hui adossées au taux de l'usure. Ce sont ceux pour l'auto-mobilié d'occasion et le petit équipement domestique ainsi que les revolving des sociétés de distribution. Le fonctionnement de la concurrence sur ces trois marchés devra être particulièrement surveillé.

Pour les représentants des consommateurs, un autre élément de concurrence est très important : c'est la possibilité de remboursement anticipé sans pénalités. Un consommateur doit pouvoir rembourser son crédit par avance sans être obligé de verser une « pénalité correspondant à 4 % du capital restant dû ». C'est la seule façon pour qu'un consommateur puisse solder un prêt par un autre à taux moins élevé.

Aujourd'hui il est plus intéressant pour un commerçant de vendre à crédit : en plus du prix du produit, il touche une commission de l'établissement de crédit. On a assisté ces derniers temps à une inflation de ces commissions. Les pénalités de remboursement anticipé correspondent grosso modo à la rémunération du commerçant. Le mécanisme de remboursement anticipé, s'il est utilisé, va permettre une diminution considérable de ces commissions et donc faire baisser le coût du crédit.

Pour l'ensemble des raisons développées, il est nécessaire que ces deux dispositions (usure et remboursement anticipé) soient maintenues. Les consommateurs ne comprendraient pas qu'il en soit autrement.

► Jean Allix (ASSECO-CFDT) est représentant des consommateurs au comité des usagers des services bancaires.

### SICAV COURT TERME MONÉTAIRES

Cours 1989	Nom	Établissements fondateurs	Variation en % Jan.-août. 1989
1	Conservateur Saint-Honoré	Cie Financière	110,81
2	AXA Europe	Groupe Dronot	108,69
3	Nord Sud Développement	CCF	108,14
4	AGF Interfonds	AGF	107,63
5	Mobiliv	CGM	107,48
6	Partner International	Standard Chartered	106,22
7	Curtin Rendement	Indosuez	106,05
8	Uni-Obligations	Vermes	105,51
9	Mutuelle Union Sélection	Groupe Dronot	105,10
10	Sélection Obligations Int.	CCF	104,90
11	Finoblig	Fininvest	104,63
12	Immoblig	Société Générale	104,15
13	Dronot Sécurité	Groupe Dronot	104,08
14	France Euro Plus	Financière Collet	104,07
15	Univest Obligations	CNCA	103,74
16	Privoblig	BIM	103,72
17	Natio-Inter	BNP	103,57
18	Front-Sun	CCF	103,51
19	Victoire Sécurité	Groupe Victor	103,46
20	Épargne Revenu	Crédit du Nord	103,44
21	Eurovis	BUP	103,44
22	Obli-Mat	CIC	103,39
23	Alufi	UAP-Worms	103,30
24	Interpar	AXA	103,29
25	AGF Ecu	AGF	103,21
26	Victoire Obligations	Groupe Victor	103,14
27	Gestion Multi-Obligations	Indosuez	103,12
28	Europe Première	Crédit Chimique	102,92
29	Natio-Obligations	BNP	102,92
30	Mondiale Internationale	La Mondiale	102,62
31	Obli-Mat	Crédit Lyonnais	102,44
32	Ecnic	CIC	102,17
33	Sophia	BMI	101,52
34	France-Allemagne Obligations	Deutsche Bank	101,34
35	Ecpar	AGP	101,13
36	Épargne Assurance	Paribas	100,59
37	Europe Rendement INT	Europe Finance	99,94
38	Multi-Investissements	BAFIP	99,65
39	Europe Rendement	Paribas	99,65
40	Lafitte Rendement	Européenne de Banque	97,15

SOURCE : Europeperformance.  
100 F placés le 30 décembre 1988 donnent, après réinvestissement du dividende net éventuellement détaché, X F le 1<sup>er</sup> décembre 1989.

### SICAV COURT TERME SENSIBLES

Cours 1989	Nom	Établissements fondateurs	Variation en % Jan.-août. 1989
1	Partner Options	Standard Chartered	108,50
2	Midland Première	Midland Bank	108,18
3	Nouveau Index	Crédit Chimique	108,14
4	Compass Capital	Banque Arjel	108,10
5	Pact Plus	Tufter Revier	107,76
6	Mobilinvest	CGM	107,73
7	Sepi Première	Banque Sepa	107,72
8	Ofina court terme	Offvalmo	107,54
9	Fininvest Entreprises	BPIA	107,53
10	Multiassociations	BEACM	107,43
11	Hautmont Associations	UAP-Worms	107,34
12	Mobilinvest	CGM	107,33
13	Compass Première Catégorie	Banque Arjel	106,78
14	Fininvest	BUP	106,77
15	BIT Associations	BIT	106,58
16	Sécurité Arbitrages	Cie Patrimoine Récompense	106,55
17	Mutuelle-Dépôts	CCF	106,54
18	Sélection court terme	CCF	106,35
19	Partner Rentabilité	Standard Chartered	106,32
20	Natio Épargne	BNP	106,24
21	T. S. Plus	Cie Financière	106,15
22	St-Honoré Associations	Vermes	106,13
23	Uni-MT	CIC	106,04
24	Obli-Gai	Nivard Finance	106,01
25	Provisi MT	Indosuez	105,94
26	Gestion Sécurité	BNP	105,92
27	Natio Épargne-Tyler	NSM	105,92
28	Placements Valorisation	Crédit Lyonnais	105,81
29	Gastillon	CIC	105,75
30	Sud Gestion	Fininvest	105,68
31	Novipar	Banque de l'Épargne	105,67
32	Entreinvest Sicav	BFI	105,63
33	BIT Valor Use	Calbank	105,48
34	Cie-Valor	BIF-GAN	105,35
35	Norinvest	Indosuez	105,34
36	Gestion Evolution	CIC	105,33
37	Assic	CCF	105,32
38	Foncier Rendement	CCF	105,14
39	Sélection I. Prime	CCF	105,07
40	Elaa Première	Rothschild et Cie	105,05
41	Libre-Associations	Crédit Lyonnais	105,05
42	Gastillon	BUP	105,00
43	Elaa Valorisation	BO Rothschild	104,91
44	Ofina Liquid	Offvalmo	104,82
45	Uni-Prevision CT	Vermes	104,76
46	Thésauris	CCF	104,68
47	Obli-Mat	La Vieille	104,62
48	Finoblig	Crédit du Nord	104,47
49	Finoblig	Société Générale	104,45
50	Sogeval	Société Générale	104,32
51	Associa Première	BIM	104,14
52	Pyrénées SICAV	BICM	104,14
53	Fininvest	Fininvest	104,02
54	Alliance Plus SICAV	BFI	103,84
55	Bati Gestion	BATF	103,64
56	Fininvest	Nouillat	102,74
57	Lafitte Court Terme	Européenne de Banque	102,60
58	Investissement Obligatoire	BUP	101,84
59	Epargnib	BUP	101,55
60	Investissement Net	BUP	100,59

SOURCE : Europeperformance.  
100 F placés le 30 décembre 1988 donnent, après réinvestissement du dividende net et éventuellement détaché, X F le 1<sup>er</sup> décembre 1989.

## UNE GAMME DE SICAV POUR RÉPONDRE À CHACUNE DE VOS ATTENTES...

### LATITUDE

SICAV monétaire et vous gérerez vos liquidités à très court terme.

+ 7,56 % au 30.11.89 : 200,21 F dividende net versé en 1989

### PLENITUDE

SICAV diversifiée française, et vous bénéficiez d'un avantage fiscal dans le cadre du PEF.

+ 7,79 % au 30.11.89 : 7,75 F dividende net versé en 1989

### AMPLITUDE

SICAV internationalement diversifiée à placements actifs, et vous investissez dans le secteur dynamique de la communication.

+ 18,43 % au 30.11.89 : 18,63 F dividende net versé en 1989

### Livret BOURSE INVESTISSEMENTS

SICAV actions françaises, et vous achetez des Entreprises françaises les plus performantes.

+ 15,94 % au 30.11.89 : 16,00 F dividende net versé en 1989

### REVENUS TRIMESTRIELS

SICAV obligataire de revenus, et vous recevez des revenus chaque trimestre.

+ 4,37 % au 30.11.89 : 120,00 F par trimestre\*

### THESORA

SICAV obligataire de capitalisation, et vous achetez des titres à capital croissant.

+ 4,13 % au 30.11.89, depuis le 17.04.89, date de lancement

**LA POSTE**  
BOUEZ AVEC LA POSTE

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

**Le Monde**

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-16 - Tapez LE MONDE

ou 36-15 - Tapez LM

**Le Monde**

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71

Téléc : MONDEPUB 206 136 F

Imprimé en France

54852 IVEY

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les abonnements et tarifs : (1) 42-47-96-81

**ABONNEMENTS**

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-96-72

TARIF

FRANCE

BENELUX

SURSE

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

1 an

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre

ou par MINITEL : 36-15 LE MONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse : nous abonnée sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAKE : PARIS BP

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

021 NOV 93

## EPARGNE-PLACEMENTS

## « Le truchement de l'autruche »

La sévère beauté des Cévennes, déchirées par les terribles et gigantesques incendies de forêts du dernier été, inspire la réflexion sur le devenir de l'homme. Pour le poète, déjà sensibilisé aux images, la tentation est grande de franchir le pas pour passer au moyen d'assurer le lendemain. Dispensateur naturel de conseils pour le placement, Aimé Chazal, receveur des PTT à Génolhac, qui taquine la rime à ses heures, n'a pas résisté au plaisir de mettre la poste et l'épargne en strophes.

Pour tout gibier à plumes, on annonçait la chasse. A de blanches autruches qui ignoraient la haine, Fièvre comme haute landais montés sur leurs échasses Mais d'idées aussi riches que leur steppe africaine. Prendre du plomb dans l'aile, ô chose inopportune Est d'un pèlerin bien mince pour qui ne peut voler Pour tirer dans les pailles, débrancher leur fortune. Leur stérisme sans bréchet ferait mieux épauler. L'autruche se refuse à penser au danger. Qui a plus d'estomac ? est-ce elle ou le chasseur ? La tête dans le sable, qui va le déranger ? Rien ne peut émouvoir qui d'émeu est le sour. Les oreilles ensablées comme des portugaises Elle ne peut songer, la pauvre de nature Que pour séduire l'homme, dans quelques plumes à l'aise De plus dévêtues qu'elle se fassent une parure. Elle aurait pu trouver son salut dans la fuite L'homme le pourchassant l'eût dans ce cas ratée. Se tapant du 40, l'on eût vu la poursuite. Du retard la ratée, courir en déshonneur. Il est bien de même des petits épargnants Que la Publicité ne saurait allumer. Ferment leurs écailles, ils ne sont pas gagnants L'érosion monétaire sachant bien les plumer. Le Receveur ainsi apporte par sa fable Aux gourmets de l'argent de la curiosité. Au belin qui la lit, il y a de quoi affaiblir Le goût de la recherche, sa spécialité.

Aimé Chazal  
Receveur des postes  
30450 Génolhac.

## SICAV court terme : le triomphe des monétaires

Ce sont elles qui ont connu la plus grande faveur du public, leur en-cours progressant de 25 % sur un an

Le 1<sup>er</sup> janvier 1989 a été très bon pour les SICAV court terme, dites de trésorerie, surtout pour les SICAV monétaires, c'est-à-dire sans risque de variations de cours, qui ont connu un véritable triomphe, leur en-cours progressant de 25 % sur un an (novembre 1988-novembre 1989), à 544 milliards de francs. Globalement, l'en-cours des SICAV court terme a augmenté de 17 %, toujours sur la même période, son montant (733 milliards de francs) représentant environ la moitié de l'en-cours total des SICAV toutes catégories (obligations et actions), ce qui constitue une véritable performance.

Par catégorie, ce sont les SICAV monétaires qui ont connu la plus grande faveur du public, particuliers et entreprises. Leur en-cours atteint maintenant 75 % du total des SICAV court terme aux dépens des SICAV dites régulières et surtout « sensibles ». Les SICAV monétaires, en effet, présentent un double avantage. D'abord, elles détiennent, en permanence, plus de 75 % de leur actif en valeurs à caractère « monétaire », c'est-à-dire à durée de vie courte (bons du trésor, certificats de dépôts, billets de trésorerie), donc sans risque de perte en capital au cas où les rendements offerts sur le marché augmenteraient :

cette augmentation déprécie les cours des obligations émises précédemment et, donc, fait baisser les cours des SICAV investies en obligations.

Ensuite, les SICAV monétaires offrent les rendements pratiqués sur le marché interbancaire, depuis plusieurs mois supérieurs à ceux du marché obligataire. C'est ainsi qu'en 1989 le rendement moyen de ces SICAV a été de 8 %, avec des extrêmes de 8,65 % pour MR-Sécurité, de la société de Bourse Mesocher-Rousselle et de 6,44 % pour Iena-Montagne, de la Banque des marchés d'arbitrage (BMA), dont la contre-performance est due à son activité d'options sur le MATIF, assez perdante cette année en raison de l'augmentation de la courbe des taux. Quant aux autres formes de SICAV court terme, régulières et sensibles, elles ont souffert de la conjonction en 1989, qui a été caractérisée par une augmentation des taux à long terme, très préjudiciable à la tenue des cours.

Ainsi, les SICAV dites « sensibles », qui recherchent une « sensibilité » de la valeur liquidative aux variations des cours de Bourse, ont vu leur valeur liquidative, coupon compris, ne progresser que de 5,75 %, ce qui est inférieur au rendement moyen des obligations pour la même période (de 8,60 à 9,50 %

environ). Cette maigre performance est, précisément, imputable aux variations des cours de Bourse, qui ont baissé cette année, en raison de la hausse des rendements.

Certaines de ces SICAV ont tiré leur épingle du jeu, comme Partner Options, de la Banque Standard Chartered (+ 8,50 %) et Midland Première de la Midland Bank, la Bafip se situant en lanterne rouge avec trois SICAV à moins de 2 %.

Quant aux SICAV dites « régulières », c'est-à-dire qui « donnent la priorité à l'évolution de la valeur liquidative », et dont le portefeuille est essentiellement composé d'obligations à taux fixe mais à durée de vie courte, ou couvertes par des pactes de réméré et d'obligations à taux variable, sans beaucoup de risques de cours, elles se sont honorablement comportées avec une progression moyenne de 7 %. On a noté des extrêmes de 10 % pour Ubu-Croissance et de 3,23 % pour Capital Plus du groupe Palmet-Marmont.

FRANÇOIS RENARD

## SICAV INTERNATIONALES « ACTIONS »

Cours 1989	Nom	Établissements fondateurs	Variations en % Jan.-oct. 1989
1	Placements privatisation	NSM	141,74
2	Euro-Gan	Gan	133,86
3	Saint-Honoré bio-alimentaire	Cie Financière	122,71
4	Parabrique SICAV	Paribas	122,13
5	Europe franco-allemande	BQ Franco-Allemande	121,71
6	Amert-Gan	BQ Gan	121,43
7	Nouveau Monde	BGP-SIB	120,14
8	Méditerranée	Groupe Dreyfus	119,82
9	Plaminter	CCBP	119,75
10	AGF Invest	AGF	119,47
11	Amplitude	CDC	119,26
12	Europe Monde	CCF	119,21
13	Carat	BGP-SIB	119,16
14	Croissance prestige	Cie Financière	119,04
15	Sélection Europe	CNCA	118,46
16	Univers actions	Paribas	118,39
17	Paranope	Vermes	118,20
18	Unigestion	Comptons-Bouvet	117,89
19	Plaminter	BGP-SIB	117,82
20	Equiter	Demachy et associés	117,71
21	Stratégie internationale	UAP-Worms	117,70
22	UAP investissements	NSM	117,49
23	Placements institutionnels	CCBP	117,42
24	Fructivale	Prévision	116,97
25	PFA actions	Groupe Palmet-Marmont	116,77
26	France investissements	Crédit du Nord	116,72
27	Sélection croissance	GIS	116,59
28	Rivoli actions investissements	AGF	116,55
29	AGF actions	Orfèvre	116,39
30	Optima valeurs	Crédit du Nord	116,31
31	America valeurs	BNP	116,29
32	Epargne croissance	Société générale	116,28
33	Sogepar	UAP-Worms	116,22
34	Epargne unit	UAP-Worms	115,89
35	Epargne Europe	Crédit chimique	115,84
36	France Amérique Index	CL	115,67
37	Action	CCBP	115,21
38	Valerion	BQ-Gan	114,74
39	Nippon-Gan	CDC	114,32
40	SFI (France & étranger)	Hochmeyer	113,92
41	Providence international	CCF	113,48
42	Sélection Asie	Indosuez	113,33
43	Gestion Orient	Européenne de BQ	113,18
44	Laffitte Japon	Crédit lyonnais	112,91
45	Stavon	CDC	112,84
46	Gestion Indosuez	CIC	112,65
47	Le Vivier portefeuille	CIC	112,63
48	SNI	UAP-Worms	112,59
49	Columbia	Européenne de BQ	112,40
50	Epargne Croissance Int	Groupe Dreyfus	112,31
51	Dreyfus investissements	Orfèvre	112,10
52	Optima valeurs	BGP-SIB	112,04
53	Aurore	AGF	111,97
54	Si Est	Fininvest	111,71
55	Fininvest	CNCA	111,53
56	Fininvest	Crédit lyonnais	111,44
57	Europe 2000	Lazard	111,34
58	Objectif Connaissance	CNCA	111,25
59	Quantix Sicav	Européenne de BQ	111,17
60	Laffitte Europe	Cie Financière	111,06
61	Saint-Honoré Technologies	BNP	110,92
62	Epargne valeurs	Groupe Palmet-Marmont	110,66
63	Si Invest (et de gestion)	BMP	110,48
64	Primitif	BGP-SIB	107,81
65	Soginter	Européenne de Banque	107,75
66	Laffitte Tokyo	BUE	107,65
67	Sélection Asie	BQ-Gan	107,41
68	France-Allemagne placements	CCF	107,27
69	West Side	Barclays Bank	106,97
70	Soleil Levant	Indosuez	106,57
71	Soleil Levant	Indosuez	106,57
72	Monnaie investissements	Indosuez	106,57
73	Gestion Asie	Indosuez	106,57
74	Techno	Indosuez	106,57
75	Epargne Inter	Indosuez	106,57
76	Europe	Indosuez	106,57
77	Laffitte Asie	Indosuez	106,57
78	Japac	Indosuez	106,57
79	Techno-Gan	Indosuez	106,57
80	Sélection Asie	Indosuez	106,57
81	Sélection Asie	Indosuez	106,57
82	Colbert Croissance	Indosuez	106,57
83	Gestion Uni Japon	Indosuez	106,57
84	France Pacifique	Indosuez	106,57

SOURCE : Europerformance.  
100 F placés le 30 décembre 1988 donnent, après réinvestissement du dividende net éventuellement détaché, X F le 1<sup>er</sup> décembre 1989.

## SICAV SPECIALISEES INTERNATIONALES

Cours 1989	Nom	Établissements fondateurs	Variations en % Jan.-oct. 1989
1	Orville	Société générale	119,98
2	Enorgis	BQ-Gan	118,35
3	Premier	Crédit du Nord	118,34
4	Aurelia	CIC	117,58
5	Acti Mines d'or	Dreyfus	115,59
6	Laffitte Europe	Européenne de Banque	115,38
7	Sélection Asie	CCF	113,97
8	Oration	Barclays	113,30
9	Or Invest	Barclays Bank	112,00
10	Croissance Britannia	Indosuez	110,00

SOURCE : Europerformance.  
100 F placés le 30 décembre 1988 donnent, après réinvestissement du dividende net éventuellement détaché, X F le 1<sup>er</sup> décembre 1989.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

L'AMI FINANCIER  
VOUS OUVRE DE NOUVEAUX HORIZONS.

Face à l'argent, nous sommes tous différents. Question de revenus, question d'âge ? Pas seulement. A chacun ses projets, ses plaisirs, ses ambitions et ses façons d'investir.

L'Ami Financier le sait parce qu'il vous écoute. Parce qu'il voit plus loin : il vous ouvre de nouveaux horizons.

Les Nouveaux Horizons de l'Ami Financier, c'est une gamme toujours plus étendue de services. Un éventail de réponses adaptées aux exigences et aux attentes de chacun. De nouvelles perspectives pour mieux prendre en compte vos différences.

## LE CONSEIL PERSONNALISÉ

Une jeune femme qui poursuit de longues études pour créer son entreprise n'attend pas le même plan financier que celui d'un homme de même âge qui vit dans un studio.

Un célibataire de 35 ans tenté par la Bourse ne peut pas être conseillé de la même façon que celui qui, au même âge et à revenu égal, décide d'assurer l'avenir de sa famille. Les Nouveaux Horizons de l'Ami Financier s'ouvrent devant tous ceux qui souhaitent mieux gérer l'argent au

quotidien, construire ou développer leur patrimoine, préparer sereinement leur avenir.

DU LIVRET A DÉFISCALISÉ  
AU FONDS COMMUN DE PLACEMENT ASIATIQUE

Vous avez le goût du risque ou un besoin de sécurité. Vous décidez d'investir en France ou à l'étranger.

Vous souhaitez obtenir des revenus réguliers ou réaliser des plus-values. Vous voulez profiter d'avantages fiscaux.

A la Caisse d'Épargne Écureuil, de nouvelles perspectives s'ouvrent à vous.

Livret défiscalisé ou emprunts en euros ? Épargne-logement ou pierre-papier ? Assurance-vie ou fonds communs de placement européen ou asiatique ? L'Ami Financier peut vous offrir avec toutes les formules de crédit à court ou moyen terme, plus de 60 produits



Le Livret A, en placement sûr, en prime, dans la section de participation aux bénéfices.

bancaires. Du plus simple au plus sophistiqué.

En professionnel, votre conseiller explorera attentivement votre horizon financier et saura vous proposer la solution la mieux adaptée à vos objectifs et à votre tempérament.

La gestion patrimoniale est son métier. La satisfaction de chacun de ses clients - particuliers, associations, entreprises, collectivités locales - est sa première exigence.

L'investissement dans les relations humaines

avant celles de l'argent fait partie de la vocation naturelle des Caisses d'Épargne Écureuil.

Demandez conseil à l'Ami Financier. Vous allez découvrir, en toute confiance, de nouveaux horizons.



Le réseau Écureuil conduit des accords avec diverses Caisses d'Épargne d'Europe pour mieux répondre aux attentes des clients (particuliers et professionnels).

**Caisse d'Épargne Écureuil**



monétaire

## PLACEMENTS EUROPÉENS SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

NOUS SOMMES TRÈS BIEN PLACÉS POUR PLACER  
VOTRE ARGENT SANS QUE VOUS VOUS DÉPLACIEZ.



*A la Société Générale, premier groupe bancaire privé français, nous n'avons pas attendu le 1<sup>er</sup> octobre 1989 pour préparer l'Europe. Présents depuis longtemps dans 10 pays de la CEE, nous avons pu intégrer au fil des années tous les paramètres qui régissent ces marchés pour vous en faire profiter.*

*Mai 1987 : nous créons Sogélux Fund\*, une SICAV luxembourgeoise de capitalisation. Il s'agit d'un placement multi-compartiments : au sein du même produit vous avez le choix entre 18 catégories d'investissements offrant chacun une spécialisation géographique, sectorielle ou monétaire avec la possibilité de passer d'un compartiment à l'autre à tout moment et à moindre coût.*

*Mars 1988 : création de City Fund\*\*, géré par notre filiale Touche Remnant, l'une des plus grandes sociétés de gestion anglaises. Ce fonds vous donne accès directement à la plus prestigieuse des places financières européennes.*

*Septembre 1988 et juin 1989 : lancement de Sogibéria\*\*, investi en valeurs espagnoles et portugaises, puis de Sogitalia\*\*, valeurs italiennes, avec lesquels vous prenez position sur les marchés très prometteurs de l'Europe du Sud.*

*A la Société Générale, l'Europe financière est déjà une réalité.*

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

**CONJUGUONS NOS TALENTS.**

\* Agrément de la COB  
accordé le 3.11.1989.

\*\* FCP de droit  
français.





## RECHERCHES

ENZO COLLOTTI, *Fascisme et modernité*, Seuil, 1989, 220 p., 20 000 fr.

Cet ouvrage de synthèse, d'une clarté remarquable, est l'occasion pour l'auteur, un des plus grands spécialistes italiens des fascismes européens, en particulier de l'Allemagne nazie, de faire une mise au point à la fois claire et précise sur les problèmes théoriques et pratiques qui se posent à l'analyse graphique sur le fascisme. S'appuyant sur les analyses de Brocher et de De Felice, ColloTTi considère que, malgré leur spécificité nationale, on peut parler de « modèles fascistes » pour des régimes d'extrême droite. L'Allemagne nazie est le « type » de ce régime. L'auteur, en revanche, le concept de « totalitarisme », qui lui semble trop général. Le livre trouve également dans ColloTTi une analyse des « totalitarismes », dont certains (comme le nazisme) sont nationaux-socialistes de l'essence (en Hollande) sont encore peu étudiés. — Nicolas Tranter.

NORBERT ELIAS, *Studia über die Deutschen*, Frankfurt am Main, Suhrkamp Verlag, 1989, 353 p., 48 DM.

Norbert Elias examine les caractéristiques nationales des Allemands avec les concepts et méthodes qu'il a développés dans son œuvre principale, *Der Prozess der Zivilisation*. Dans cette perspective, les caractéristiques nationales d'un peuple sont la résultante de processus historiques et sociaux qui s'inscrivent dans les pratiques éducatives, les usages, les rituels, le maniement des affects. Elias décrit le duel sous le Second Empire comme le symptôme d'une société en transition. Il analyse l'importance des comportements sociaux dans les premières et les dernières guerres. Il s'intéresse à la condition des comportements politiques, des Corps francs de la République de Weimar jusqu'à la Fraction Armée allemande. Il termine par une étude de ces comportements sociaux : pourquoi le processus de civilisation ouest-européen n'a pas abouti en Allemagne ? — Gustav Seibt.

CHRISTINE JORDIS, *De petits enfers variés*, Paris, Le Seuil, 1989, 256 p., 120 F.

De petits enfers variés pourrait avoir pour sous-titre : « Anatomie de la méchanceté chez les romanciers anglais ». Cette brillante étude de Christine Jordis

regroupe en une décapante anthologie (qui renouvelle bien agréablement le genre) les plus célèbres écrivains de la littérature anglaise, de Virginia Woolf à A. S. Maugham, en passant par Woolf, L. E. R. L., Murdoch, Brooker, Christie, et les autres. Pour Christine Jordis, ce qui lie toutes ces romancières, c'est qu'elles ont écrit des romans, leur œuvre est l'héritage du journalisme et de l'essai du roman, un art qui a réagi à l'époque où le roman n'était qu'un jeu de l'esprit et non un art.

En anglais, c'est un art de la prose, de la narration, d'un style constant de la mécanique. Chez ces auteurs à la plume subtilement acérée, héritière de Jane Austen (chez qui : « le moment du livre peut constituer un véritable succès »), on ne trouve pas de la prose, mais de la prose. L'auteur, en revanche, le concept de « totalitarisme », qui lui semble trop général. Le livre trouve également dans ColloTTi une analyse des « totalitarismes », dont certains (comme le nazisme) sont nationaux-socialistes de l'essence (en Hollande) sont encore peu étudiés. — Nicolas Tranter.

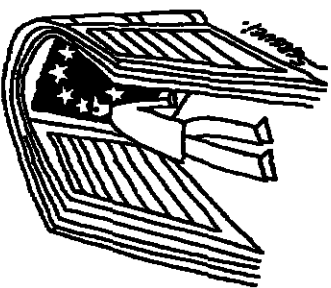
ARLETTE JOUANA, *La Noblesse française et la Genèse de l'Etat moderne*, Paris, Fayard, 1989, 304 p., 160 F.

Une analyse rigoureuse de la genèse de l'Etat moderne, de la noblesse française, de la centralisation progressive de la monarchie, de la transformation des hommes d'honneur en détenteurs d'honneurs octroyés par l'Etat. — Pierre Bourdieu.

ROBERT MANTHAN, *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989, 810 pages, 15 cartes, 3 index, 250 FF.

Rompre avec les clichés. Ecrire une histoire de l'Empire ottoman dégagée des seuls intérêts et concepts occidentaux, d'un monde méditerranéen d'un monde méditerranéen, l'influence peut se lire sur l'Europe, en puisant l'information aux sources ottomanes et non plus dans les seules archives européennes. Tel a été le projet de l'équipe de chercheurs dirigée par le professeur MANTHAN.

Bien que régit des vagues, l'ouvrage est une véritable encyclopédie sur plus d'un millénaire, dans un esprit géographique. L'ouvrage est aussi le reflet des tendances actuelles de l'historiographie. Trois aspects méritent d'être retenus : l'attention à l'étude de l'Etat islamique ; les longues



terme à la conversation. — Daniel C. Desmet.

MARGUERITE YOURCE-NAR, *En plein air et en plein air*, Paris, Gallimard, 1989, 261 p., 90 F.

Entre l'air et l'œuvre au noir, ce recueil posthume de proses lyriques et précises, traces en pointillés cinquante ans de voyages et de curiosités. La dévotion à l'air est constante, la dévotion à l'œuvre au noir, la dévotion à l'œuvre au noir. — Daniel C. Desmet.

FRANÇOISE ZONABEND, *Le Prince et la princesse*, Paris, Seuil, 1989, 183 p., 99 F.

Quand une ethnologue va chez les hommes, elle découvre le silence, la désolation, le refus de l'écouter, les discours ébouriffés et, à travers tout cela, l'audace de l'humanité technicienne. — Pierre Bourdieu.

MICHAEL HOLROYD, *The Pursuit of Power*, London, Chatto and Windus, 1989, 422 p., 18 £.

HERMIONE LEE, *A Life Saved Up*, London, Virago Paperback, 1989, 409 p., 12,99 £.

RICHARD HOLMES, *Early Victorian*, London, Hodder and Stoughton, 1989, 409 p., 14,95 £.

OLIVER MACDONAGH, *The Emancipator*, London, Chatto and Windus, 1989, 372 p., 20 £.

ANNE STEVENSON, *River of Power*, London, Viking, 1989, 413 p., 15,95 £.

Une des grandes tendances de la biographie contemporaine est l'examen minutieux qu'elle fait de l'aspect « humain », trop souvent négligé, de leurs sujets.

La biographie historique a bien évidemment une orientation différente : Oliver Macdonagh, par exemple, présente un Coleridge qui n'est pas un monstre ou une aberration, mais un homme dont les actions, bien que toujours extrêmes, ont une cohérence. — Anna Van.

dit, quant à elle, de nombreuses polémiques, car comme une grande adversaire — ce sujet est élargi par les témoignages et les critiques qui l'ont accompagnée. — Anna Van.

Entre l'air et l'œuvre au noir, ce recueil posthume de proses lyriques et précises, traces en pointillés cinquante ans de voyages et de curiosités. La dévotion à l'air est constante, la dévotion à l'œuvre au noir, la dévotion à l'œuvre au noir. — Daniel C. Desmet.

FRANÇOISE ZONABEND, *Le Prince et la princesse*, Paris, Seuil, 1989, 183 p., 99 F.

Quand une ethnologue va chez les hommes, elle découvre le silence, la désolation, le refus de l'écouter, les discours ébouriffés et, à travers tout cela, l'audace de l'humanité technicienne. — Pierre Bourdieu.

MICHAEL HOLROYD, *The Pursuit of Power*, London, Chatto and Windus, 1989, 422 p., 18 £.

HERMIONE LEE, *A Life Saved Up*, London, Virago Paperback, 1989, 409 p., 12,99 £.

RICHARD HOLMES, *Early Victorian*, London, Hodder and Stoughton, 1989, 409 p., 14,95 £.

OLIVER MACDONAGH, *The Emancipator*, London, Chatto and Windus, 1989, 372 p., 20 £.

ANNE STEVENSON, *River of Power*, London, Viking, 1989, 413 p., 15,95 £.

Une des grandes tendances de la biographie contemporaine est l'examen minutieux qu'elle fait de l'aspect « humain », trop souvent négligé, de leurs sujets.

La biographie historique a bien évidemment une orientation différente : Oliver Macdonagh, par exemple, présente un Coleridge qui n'est pas un monstre ou une aberration, mais un homme dont les actions, bien que toujours extrêmes, ont une cohérence. — Anna Van.

## LIBER

Joseph Leo Koerner  
La caverne  
de Hans Blumenberg

Pierluigi Petrobelli  
La sonorité épique  
de Luigi Nono

Carlos Fuentes  
L'autre  
visage  
de l'Europe

John Sturrock  
Perec,  
un et multiple



Christoph Hein

Les chevaliers de la Table ronde

Samuel Alphonse

L'INDICE

Le Monde

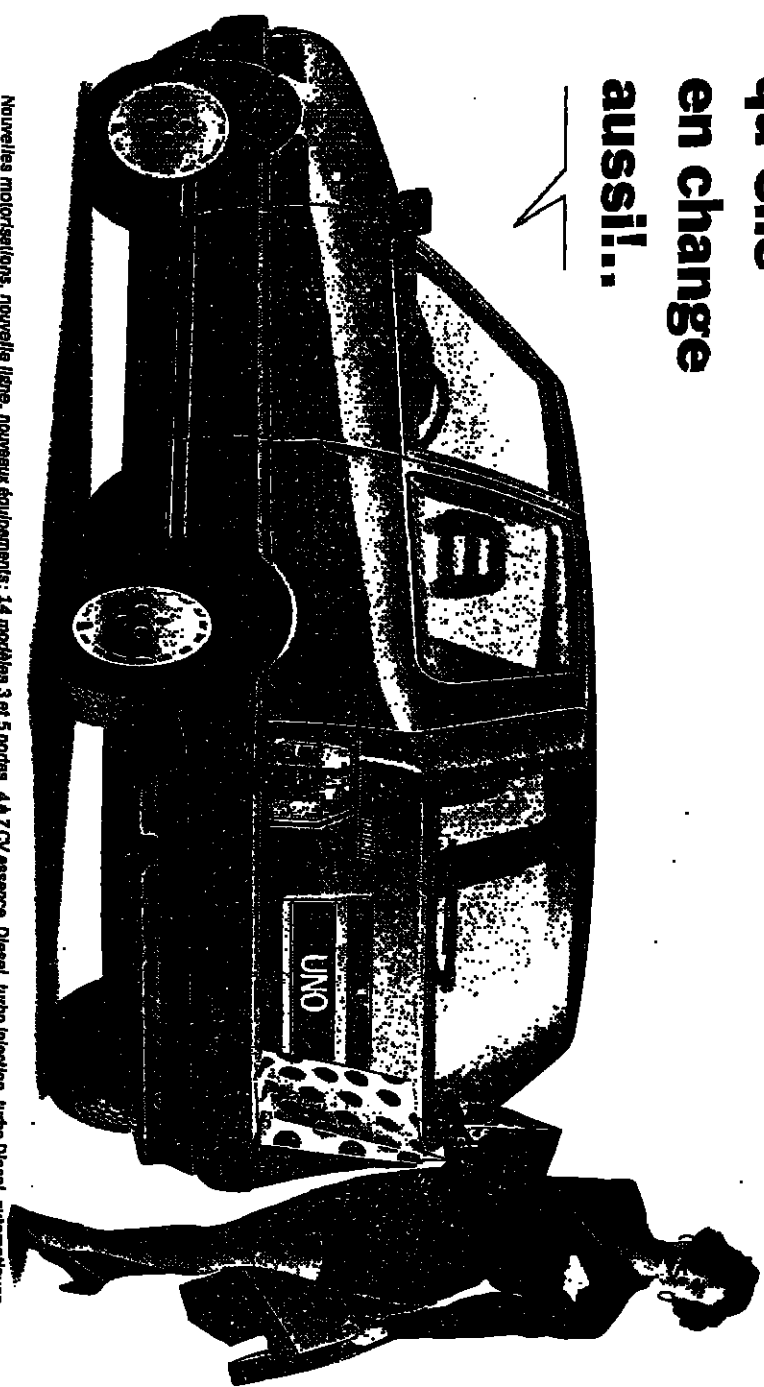
EL PAIS

T L S

Traductions de l'allemand par Brigitte Deville ; de l'anglais par Axel Mersmann et Anna Michel ; de l'espagnol par Ana Gerschenfeld ; de l'italien par Laurent Merchant et Philippe Gaudon.

**FIAT**

**Il a suffi  
que  
je change  
de look  
pour  
qu'elle  
en change  
aussi!..**



Nouvelles motorisations, nouvelle ligne, nouveaux équipements: 14 modèles 3 et 5 portes, 4 à 7 CV essence, Diesel, Uno Injection, Uno Diesel, automatique.

... **E**lle est terrible ! Et jalouse avec ça, incroyable ! Alors imaginez la crise quand elle a découvert mon nouveau look !

Ça n'a pas raté, dans la journée elle en avait changé aussi ! le nombre de boutiques qu'on a fait !

Remarque, je la comprends parce que, nouveau capot, nouvelle calandre, nouveau tableau de bord, nouveaux sièges... Il y a de quoi être étonnée, je suis un vrai canon !

*Fiat Uno, comment lui résister !*

Minitel 36.15 + FAX Fiat Crédit France finance votre Fiat.

*pour votre entreprise*

LIBER - PAGE 23



**Pour écrire, pour lire, pour compter,  
pour éditer, pour mémoriser, pour tous...  
...et pour 6 900 F HT\***

**CWP 1 Olivetti.**

**olivetti**

Veuillez adresser une documentation gratuite sur le CWP1 Olivetti, sans engagement de ma part.

Nom: \_\_\_\_\_ Société: \_\_\_\_\_  
 Fonction: \_\_\_\_\_ Adresse: \_\_\_\_\_  
 Ville: \_\_\_\_\_ Tél.: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_  
 Olivetti Office - Direction de la Communication Cedex 09 - 92047 Paris-La Défense  
 36.15 OLIVETTI

\* soit 8 184 F TTC.

مكتبة محمد





**Christoph Heintz**

[illegible]

**Arna Chazarion**  
Traduit de l'italien  
par Philippe Granon

**par Philippe Giraudon**

[illegible]

Si l'on veut aller plus loin, on peut se dire que la philosophie est une science qui a pour objet la connaissance de la vérité. Mais, si l'on veut aller plus loin, on peut se dire que la philosophie est une science qui a pour objet la connaissance de la vérité. Mais, si l'on veut aller plus loin, on peut se dire que la philosophie est une science qui a pour objet la connaissance de la vérité.

[illegible]

passer, l'écrivain peut y profiter, à un public intéressé on accessible les textes autrement inimitables d'une expérience qui est désormais pour lui insaisissable, d'un point de vue esthétique, et tout juste bon pour ses archives. Si par la prière on la menace nous amène nous l'écrivain à nous écouler nous de tels souvent, nous nous devons pas oublier qu'ainsi nous l'impulsion de travailler de produire son œuvre.

Nous sommes des êtres inachevés, comme l'est notre parole, comme l'est notre his-

[illegible]

C'est pourquoi, je ne puis concevoir l'Europe sans nous, ni nous sans l'Europe. Si nous ne sommes pas en Europe, nous ne pouvons pas expliquer l'Europe tout entière, elle nous échappe. De même, si nous ne sommes pas en Europe, nous ne pouvons pas expliquer l'Europe tout entière, elle nous échappe. De même, si nous ne sommes pas en Europe, nous ne pouvons pas expliquer l'Europe tout entière, elle nous échappe. De même, si nous ne sommes pas en Europe, nous ne pouvons pas expliquer l'Europe tout entière, elle nous échappe.

que. Mais il y a un autre élément en jeu. Depuis dix ans, on voit une prise de conscience croissante de la part des dirigeants politiques et des citoyens eux-mêmes. Les dirigeants politiques ont commencé à prendre conscience de la nécessité de réformer le système électoral. Les citoyens ont commencé à prendre conscience de la nécessité de réformer le système électoral. Les dirigeants politiques ont commencé à prendre conscience de la nécessité de réformer le système électoral. Les citoyens ont commencé à prendre conscience de la nécessité de réformer le système électoral.

Ce qui se passe au Japon pendant l'été n'est pas que le soleil et le désastre de quarante ans de répression. C'est aussi le fruit de quarante années de sacrifices, d'effort, de dévouement sur les ressources de la société civile et de la collaboration qui s'est créée avec les habitants étrangers en son honneur.

**Il filosofo  
che fu chiamato pazzo**

**Histoire d'un symbole  
que Voltaire avait nommé**

« le lait avec les pensées  
du Christ », que Picasso  
identifia avec Orphée et  
Stravinsky avec le Faust  
du peuple.

México, septembre 1989  
Traduit de l'espagnol

هكذا من الإلهي





# Le plan Marshall et les syndicats

*des mécanismes sociaux.* » L'American Federation of Labor (AFL) était violemment hostile au communisme et s'était toujours méfiée de

[illegible]

tion de leur base, pendant  
ver 1946-1947, les a  
tantes à modifier le thème du  
ffice de la classe ouvrière.

... mais Togliatti tenta de négocier avec les communistes américains, ce que l'ade américain considère comme une condition préalable, mais Moscou n'est pas d'accord. En 1947, au milieu de 1947, que aide était un piège et la à son relief. De cette façon, le concept de production, le concept de production était autrement conçu, pour l'effort américain à dépasser les modèles.

comme les Américains Radovich, Peter Weiser, Humberto Ruiz, et Jacques Lacretia-Riz) dépeignent le monde révolutionnaire des syndicats américains : la distribution de bulletins d'information par les syndicats communistes de Berkeley, les tentatives brutales de l'U. L. de provoquer des grèves au sein de syndicats américains.

... pour qu'il le pot-de-vin  
... des coutumes, ont  
... grossier le geste de  
... Dubinski brandissant,  
... on le prétend, un gros  
... A un autre nous  
... par la conspiration,  
... invite des conseillers  
... aux de l'AT, et du CIO  
... seigneur parisien et télesma  
... assistance à toutes ces

(Leave in this page only.)





**les retrouver tout seuls.  
Revenons**

[illegible]

## Sexisme littéraire

A quoi Maggie Gee, elle-même romancière vétéranne et originaire, issue du milieu universitaire, réfère-tille à cet état de choses étranges, contre London Field, et que c'est de ceux-là que les jurés du Booker Prize ont débattu. Par exemple, dit-elle, l'Angleterre a tant des effets qu'il faut pas venir l'observer, dans la fiction. Il n'est pas très difficile d'écrire des passages qui la démontrent, d'appeler comme la normalité, d'appeler comme ça, deux pages, deux pages, deux pages, dit-elle, comme ça, *Massacre Nicolas Sarkozy de mardi*, dit-elle, comme ça, d'aujourd'hui. Elle lui rappelle que c'est pour des raisons, surtout que certains critiques masculins n'ont pas aimé le livre. D'autre part, elle se demande si, en Grande-Bretagne, le débat a exporté de l'idée même du fait contre

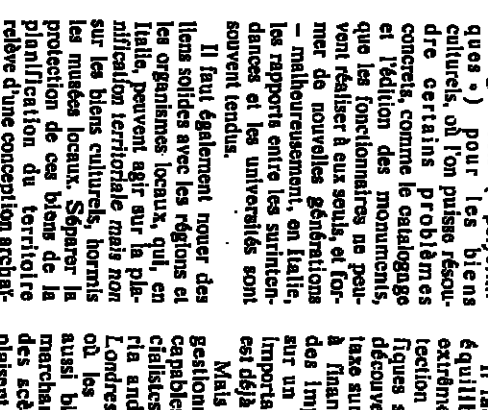
littéraire ne s'est pas envolé, et conclut que les choses écrites par le monde de la critique dans la majorité — les opinions sexuelles d'abord et les résolutions idéologiques, notamment — ne sont éduquées, un second lien — n'ont pas une place inévitable dans les jugements de goût.

Reste pour cette discussion à trouver une désastreuse façon de conclure sur ce lien. D'autres aigres lui ont dit : la tendance, connue par le plupart des jurés, que les déclarations de l'un groupe de révolution des livres, les autres, selon leurs propres critères, selon leurs motifs, ont été, que d'autres qui malgré des défauts, jouissent d'un immense soutien de la part des individus. Et, plus indirectement, les membres dont tous les députés ont officié,

[illegible]

## Débat

**Andrea Carandini**



travaux de construction, mais alors les ouvriers finissent par reculer, voire détruisent ce qu'ils ont construit.

Il faut trouver un meilleur moyen de faire que les signifiants des personnes ne soient pas des *signifiants négatifs*. Une construction visant à la reconnaissance mutuelle des identités humaines devrait être un objectif à atteindre, dont il faut faire la priorité en France.

[illegible]

## Un espace à la mémoire

Certains grands centres archéologiques ou historiques ont hérité d'une attention particulière des pouvoirs publics. Ils ont même encore des financements normaux mais tenant compte des conditions spécifiques posées à ces sites, ce qui est le cas à Paris mais non à Rome, principal centre archéologique du monde occidental et entièrement sans un son pour l'attribution.

Dans certains pays, les professionnels, historiens, chercheurs et journalistes, à condition de pouvoir faire valoir leurs connaissances, arrivent à bien faire entendre leur voix (ici est le cas à Londres). D'autres pays, en outre (surtout dans plusieurs pays, on peut y blâ-

Chaque fois que le marché se met à l'œuvre, il se crée une situation de concurrence. C'est ce qui se passe à Paris, où les pouvoirs publics ont mis en place une politique de protection des sites archéologiques. Cette politique est basée sur la notion de "site de valeur nationale". Les sites de valeur nationale sont ceux qui ont une importance historique, artistique ou scientifique. Ils sont protégés par la loi et leur exploitation est soumise à une autorisation préalable. Cette politique a permis de préserver de nombreuses œuvres d'art et de monuments historiques. Elle a également permis de créer de nombreux musées et de développer le tourisme. Cependant, cette politique a aussi entraîné une certaine rigidité dans l'urbanisme et a parfois conduit à des conflits entre les pouvoirs publics et les propriétaires privés. C'est pourquoi il est important de continuer à évaluer et à adapter cette politique.





# Le bachelier

A travers l'analyse de trois livres récents, Paul Griffiths donne une vision moderne de Liszt, grand voyageur européen, romantique de l'exil, virtuose et compositeur éclectique.

Paul Griffiths

\* Alan Walker, *Franz Liszt, Volume II: The Weimar Years, 1848-1861*, London, Dent, 1989, 404 p., 19,95 £.

\* Derek Watson, *Liszt, Journey: Letters d'un bachelier de musique, 1833-1861*, University of Chicago Press, 1989, 260 p., 19,95 £.

D'ANS le prologue du premier volume de la biographie de Liszt (paru en 1983), Alan Walker affirmait sa « conviction (...) que Liszt était la figure centrale de la culture romantique (en Europe) ».

Le bachelier de Liszt, ce livre est un ouvrage de référence, un ouvrage de travail, un ouvrage de recherche. C'est un ouvrage de référence, un ouvrage de travail, un ouvrage de recherche. C'est un ouvrage de référence, un ouvrage de travail, un ouvrage de recherche.

Cependant, comme personne, son importance est évidente. Il a influencé l'Europe, de Saint-Petersbourg à Gibraltar. Il est resté une figure publique pendant plus de cinquante ans; et ceux qu'il a rencontrés, en dehors des contemporains, ont été influencés par son exemple.

Dans une de ses lettres, il écrit: « Il convient à l'artiste plus qu'à quiconque de traverser une terre pour une heure seulement et de ne rien laisser qui ressemble à une résidence permanente. Quel qu'il fasse, où qu'il aille, il se sent toujours un étranger. » C'est, bien entendu, le thème commun de la subtilité romantique de Liszt. Liszt, il se manifeste de deux

façons. En premier lieu, l'œil n'est pas pour lui une notion abstraite, c'est une réalité: durant la période de sa vie que couvre le deuxième volume de Walker, ce Hongrois francophone vivait en Allemagne. Pourtant, il ne pouvait pas rester totalement en marge. A une époque où la notion d'artiste était en train de se former, Liszt était pour eux une figure centrale.

Parfois, d'autres personnes étaient impliquées dans la composition, non seulement Liszt, mais aussi ses contemporains, comme Schumann, Chopin, Wagner, Liszt, et d'autres. Liszt était une figure centrale de la culture romantique, et il se manifestait de deux façons.

En conséquence, bien qu'il reconnaisse ce que la musique romantique avait de nouveau, Liszt était aussi un compositeur. Ses transcriptions « illustrent la relation entre un compositeur et son auditeur. Liszt, par conséquent, était un compositeur et un auditeur.

En l'enfant, il avait besoin de nouvelles idées. Liszt était un compositeur et un auditeur. Liszt était un compositeur et un auditeur. Liszt était un compositeur et un auditeur.

Accompagné de Liszt, Liszt était un compositeur et un auditeur. Liszt était un compositeur et un auditeur. Liszt était un compositeur et un auditeur.

Dans le cas de Liszt, il apparaît clairement que le compositeur et l'auditeur sont deux aspects d'une même réalité. Liszt était un compositeur et un auditeur.

En ce sens - et contrairement à ce qui se passe à l'époque actuelle, où l'artiste est souvent considéré comme un être isolé - Liszt était un être social. Liszt était un être social.

En ce sens - et contrairement à ce qui se passe à l'époque actuelle, où l'artiste est souvent considéré comme un être isolé - Liszt était un être social. Liszt était un être social.

# Magiciens dans la ville

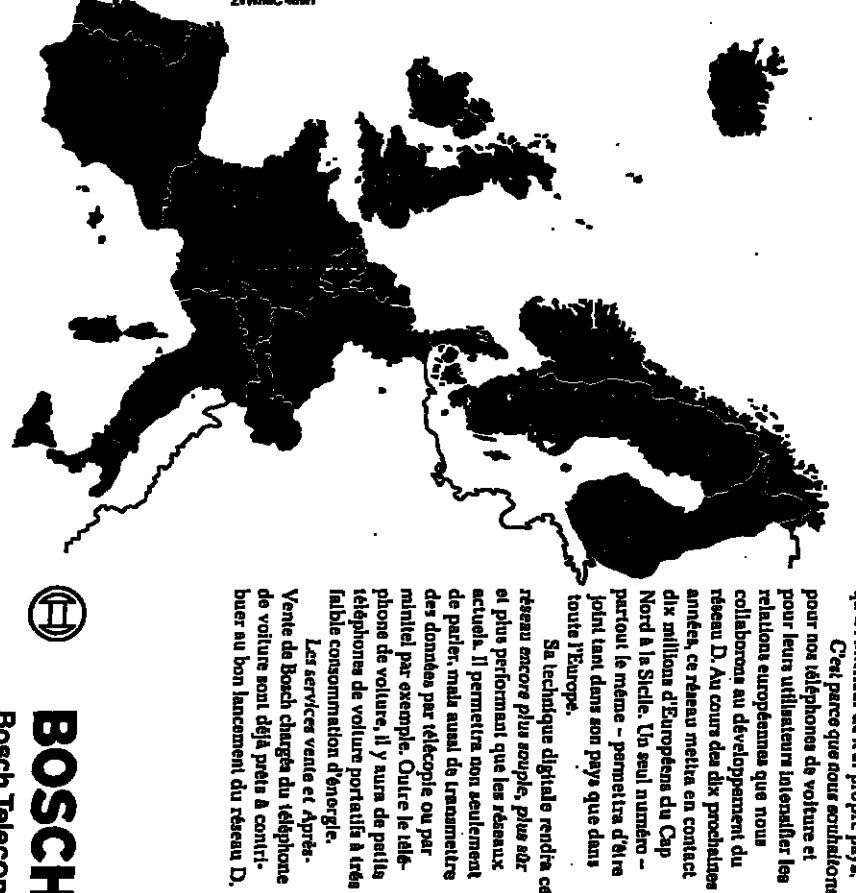
La sorcellerie à Londres aujourd'hui: rites et images éclectiques, avec un soupçon d'au-delà et une pointe de psychologie nouvelle vague.

Victoria Eblin

\* Tanya Lubman, *Perceptions of the Witch's Craft*, Oxford, Basil Blackwell, 1989, 320 p., 17,50 £.

Le rituel de la magie, le rituel de la magie, le rituel de la magie. Le rituel de la magie, le rituel de la magie, le rituel de la magie.

La communication mobile en route vers une meilleure compréhension



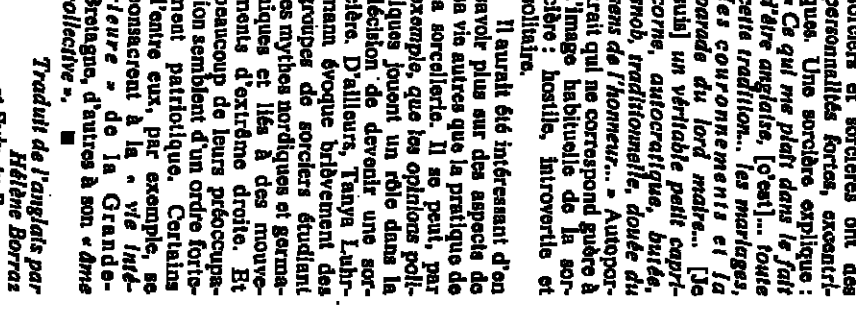
BOSCH Bosch Telecom

# Magiciens dans la ville

La sorcellerie à Londres aujourd'hui: rites et images éclectiques, avec un soupçon d'au-delà et une pointe de psychologie nouvelle vague.

Le rituel de la magie, le rituel de la magie, le rituel de la magie. Le rituel de la magie, le rituel de la magie, le rituel de la magie.

La communication mobile en route vers une meilleure compréhension



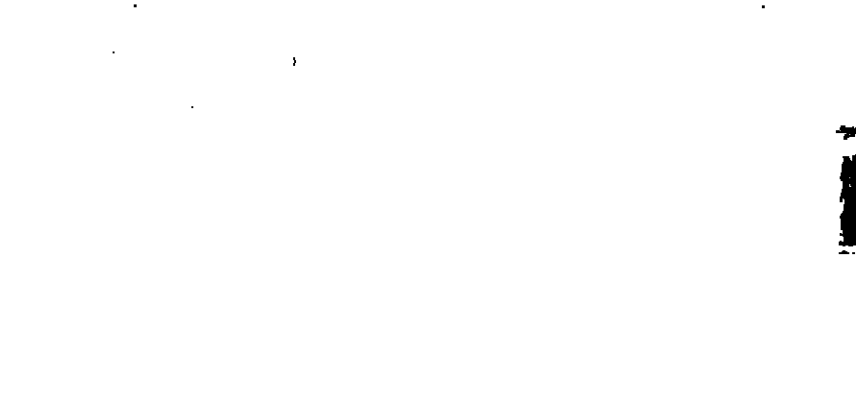
BOSCH Bosch Telecom

# Magiciens dans la ville

La sorcellerie à Londres aujourd'hui: rites et images éclectiques, avec un soupçon d'au-delà et une pointe de psychologie nouvelle vague.

Le rituel de la magie, le rituel de la magie, le rituel de la magie. Le rituel de la magie, le rituel de la magie, le rituel de la magie.

La communication mobile en route vers une meilleure compréhension



BOSCH Bosch Telecom









## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 13 DECEMBRE

**Cours relevés  
à 17 h 31**

[illegible]

**Comptant** (sélection)

**SICAV** (sélection)

13/12

VALEURS	% du com.	% du divid.	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Extension Frais Inc.	Rachet net	VALEURS	Extension Frais Inc.	Rachet net	VALEURS	Extension Frais Inc.	Rachet net
Obligations																				
Em. 8.80 % 7/83	4.918		Chemins (Ndl C.I. Maréchal)	190	158	Alcatraz (Ndl)	160 10	160 10	Vin	167 20	167 20	A.A.A.	1158 14	1127 94	France-Indes Stear	118 77	116 87	Pratichon (Ndl)	178 08	175 18
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		C.I. Maréchal	220	227	Alcatraz S.A.	380	380	Westman S.A.	109 50	109 50	Actifon	242 70	236 30	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pavel	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.238		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)	2200	2250	Maréchal P.A.	380	380	Actifon	604 50	602 74	Actifon France	604 50	602 74	France-Indes Stear	400 53	400 10	Pratichon (Ndl)	708 28	695 71
Em. 8.80 % 7/83/84	4.136		Chemins (Ndl)																	

### Cote des changes

## Marché libre de l'or

[illegible]

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

## POLOGNE

Manifestations hostiles  
au président Jaruzelski  
et au PC

Des heurts ont opposé, mercredi 13 décembre, à Szczecin, des policiers à des manifestants qui venaient de brûler une effigie du président polonais Wojciech Jaruzelski, à l'occasion du huitième anniversaire de la proclamation de l'état de guerre.

Cette décision avait été prise, le 13 décembre 1981, par le général Jaruzelski, qui avait fait arrêter des milliers de militants de Solidarité, dont M. Lech Walesa.

La télévision a rapporté que la police avait fait usage de canons à eau pour disperser les jeunes, armés de cocktails Molotov et de pierres. Ils avaient auparavant exigé des sanctions contre les dirigeants communistes responsables de la répression en 1981.

Les forces de l'ordre sont également intervenues à Katowice. Plusieurs personnes ont été arrêtées. Selon Radio-Varsovie, les manifestants ont jeté des pots de peinture rouge sur les murs du siège local du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), communiste. Des manifestations ont en outre été signalées à Varsovie, Cracovie et Wrocław. (Reuters.)

Les dirigeants de l'UDF étudient une réforme  
du fonctionnement de la confédération

Après pratiquement six mois d'absence et bien des hésitations de dernières minutes, MM. François Léotard et Pierre Méhaignerie devaient participer, jeudi 14 décembre après-midi, aux côtés de M. Valéry Giscard d'Estaing, à un bureau politique de l'UDF qui s'annonçait déterminant pour l'avenir de la confédération.

Ces retrouvailles des responsables des différentes composantes sont placées plus sous le signe d'une bonne volonté réfléchie que sous celui d'un franc enthousiasme. L'image fragile de l'UDF auprès de l'opinion, la faculté du Front national à se jouer des dissensions dans l'opposition et plus encore l'activisme déployé à nouveau par le RPR ont fini cependant par convaincre chacun des dirigeants de cette confédération de se mobiliser... une nouvelle fois.

Les dirigeants de l'UDF devaient donc se pencher mercredi sur un projet de réforme de fonctionnement de leur formation présentée par M. François Bayrou (centriste). Depuis septembre,

celui-ci a déployé une activité intense avec la pleine bénédiction de M. Giscard d'Estaing pour rénover l'UDF à défaut d'avoir pu renouer toute l'opposition. Pour tenter, comme il l'admet volontiers, « de rapprocher des points de vue irrationnels », pour parvenir « au dépassement des contraires ».

Le projet de M. Bayrou s'appuie sur le principe d'une ouverture plus large des instances dirigeantes. L'élargissement à trente-six personnes du bureau politique ; dix-huit membres représentant à parité les six composantes ; dix-huit membres élus à la proportionnelle par le conseil national. Seront membres de droit, l'ancien président de la République, l'ancien premier ministre (M. Raymond Barre...), l'ancien président d'assemblée parlementaire (Mme Simone Veil) et un représentant par groupe parlementaire.

Elargissement aussi du conseil national qui passerait de soixante à quelque six cents membres : parlementaires nationaux et européens, présidents de conseil général et régional, maires de grandes villes.

Grincement  
de dents

La deuxième pièce importante de ce projet porte sur les opérations d'investissement pour les élections à venir, point délicat qui a notamment souvent empoisonné les rapports entre les deux grands de la confédération, le PR et le CDS.

Une première instance serait mise en place ou plutôt réactivée avec le soutien d'une commission toujours confiée à M. Jean-Claude Gaudin qui est tout à fait disposé à reprendre du service.

Une deuxième instance serait chargée en cas de litige de recueillir des « informations neutres » ; elle serait composée d'experts électoraux et de politologues patentés, aptes à opérer les coups de sonde utiles.

La dernière instance de recours et de décision finale comprendrait :

■ ALGERIE : condamnation de trente intégristes. Le tribunal de Blida a condamné, mardi 12 décembre, trente intégristes à des peines allant de huit mois de prison avec sursis à huit mois de prison ferme, pour dégradation de biens publics, rébellion, outrage à corps constitués et attentat.

Les inculpés avaient été arrêtés à la mi-octobre, après des affrontements entre les forces de l'ordre et un groupe de quelque deux cents intégristes, devant le tribunal de Boufarik, où se déroulaient les procès de trois autres islamistes, dont ils exigeaient la libération.

D'autre part, la ville de Sour-el-Ghoziane, située à environ 150 kilomètres au sud d'Alger, a été, mardi 12, le théâtre de violents affrontements, à coups de grenades lacrymogènes et de pierres, entre les forces de l'ordre et la population. Les affrontements, qui ont duré trente-six heures sans interruption, ont pris fin à la suite de l'appel d'un imam de la mosquée. (AFP.)

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 14 décembre

La baisse se ralentit

La baisse était de nouveau au rendez-vous jeudi matin rue Vivienne. Mais elle a tendu à se ralentir. D'abord en repli de 0,56 %, l'indice CAC 40 n'a enregistré plus vers 11 heures qu'un retard de 0,37 %.

Les remous monétaires continuent d'inquiéter le marché. Recul de Sika Rossignol, Radio-technique, Sagem, Des Dietrich, Via Banque, Drouot Assurances, Esso.

Progress de Comptoirs modernes, Nouvelles Galeries, Sanofi, Danat.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Grande découverte

J'EN ai marre, vous pouvez pas savoir ! Depuis le temps que je me casse le cul pour le maintenir en forme, je me suis énergiquement pliée à tous les oukazes du body-building. Et Dieu sait s'il y en a eu ! Le prêt-à-muscler, ça se démode encore plus vite que le prêt-à-porter. Vous n'avez pas par quoi je suis passée : la culture physique, le gym-tonic, la fonte, l'aérobic, le stretching, la low impact, le chronogym, la musculation... Je me suis appuyée des milliers de kilomètres de marche sur tapis roulant et de bicyclette immobile. J'ai fait du jogging, du footing et du brisk-walking.

Enfin, j'ai tout fait, sauf ce qui se fait : le stairmaster. C'est la folie en Californie, où quatre millions de nouveaux adeptes ont découvert, incrédules, éblouis, qu'il existait autrefois, raconte grand-mère, avant l'ère Roux-Combaluzier, une chose qu'on appelait un escalier et qui menait d'un palier à un autre. Après de longues et patientes recherches en laboratoire, on a réussi à établir aux Etats-Unis que de monter cinq étages une fois par jour réduisait de 25 % les risques de mourir d'un crise cardiaque et augmentait d'autant les chances de se durcir les cuisses.

Fabuleux ! Mais, à notre époque, où pratiquer l'escalier ? En selle. Et, pour les privilégiés, à domicile sur un appareil, il ne coûte que 3 395 dollars, comportant deux rampes et deux marches. Sans oublier l'indispensable écran électronique où s'inscrit au fur et à mesure le nombre de calories dépensées et d'étages gravés.

Vous souriez ? Moi, je pleure. De ce côté-là, j'étais tranquille, je regagnais tous les soirs mon cinquième sans ascenseur, et voilà qu'on en installe un dans l'immeuble. Ça va me coûter la peau des fesses, et c'est pas qu'un image. Je viens d'appeler mon club. Ils m'ont rassurée. Devant l'afflux des demandes, ils se sont déjà dotés de plusieurs stairmasters littéralement pris d'assaut en dehors des heures de bureau.

Comme c'est parti, quand on arrive à s'arracher de son lit servi au doigt, à l'oeil et à la vessie par tout un tas de robots domestiques, ce sera pour ramper jusqu'à une machine à bascule et à poids qui permettra de prendre alternativement la position assise et couchée. Très bon pour la santé.

## Fausse facture de Nancy

Le maire de Toul

placé en garde à vue

Interpellé mercredi après-midi 13 décembre, M. Jacques Gosset, maire de Toul (Meurthe-et-Moselle) et vice-président (RPR) du conseil général, était toujours en garde à vue, jeudi matin, à l'hôtel de police de Nancy. L'interpellation a été opérée sur commission rogatoire de M. Gilbert Thiel, juge d'instruction chargé du dossier des fausses factures de Nancy.

Le nom de M. Gosset avait déjà été cité au début de cette affaire, et l'office HLM de Toul, dont il est le président, avait été perquisitionné en mai 1988. A cette époque, M. Gosset avait demandé à être inculpé pour « pouvoir défendre sa probité et son honneur » (Le Monde du 21 mai 1988).

A la fin de la même année, M. Gosset s'était retiré de la commission départementale d'urbanisme et de commerce (CDUC), vers laquelle s'étaient orientées les investigations du juge d'instruction (Le Monde du 21 janvier et du 22 novembre 1988).

## Concurrence

Duriez

jaloux

Ce n'est pas encore demain que l'on arrivera à percer le secret de DURIEZ : un personnel motivé, une gamme de matériels soigneusement choisis, des prix tirés, c'est avant de savoir-faire qui ne s'improvise pas ! Bien sûr, on peut toujours trouver un prix cassé, ici ou là, sur une calculatrice ou un micro-ordinateur... Mais, si l'on veut profiter de prix bas à long terme sur toute la bureaucratie et l'informatique, alors il faut se rendre chez DURIEZ ! EN BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE, DURIEZ, C'EST L'EVIDENCE.

3, RUE LA BOÉTIE (8°)  
TEL. : 47.42.91.49

112, BD St-GERMAIN (6°)  
TEL. : 46.33.20.43

132, BD St-GERMAIN (6°)  
TEL. : 43.29.69

Catalogue gratuit sur place ou par poste contre 3 timbres à 2,20 F.

122

## TAPIS PERSANS

FAITS MAIN points noués soldés à

ABANEN 397 x 262 31.000 F - 15.500 F

KERMAN 261 x 151 23.000 F - 14.500 F

KAMKAN 175 x 107 5.000 F - 2.500 F

SEKINE 160 x 145 15.000 F - 5.500 F

IRANIAN laine et soie

158 x 107 31.000 F - 21.700 F

50% et à 30%

MAISON DE L'IRAN

65, Champs-Élysées (8°)

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

Allemagne : « La méthode de Jean Monnet », par Joseph Rovan. Immigration : « Il n'y a plus de place », par Guy Aurenche ..... 2

L'évolution dans les pays de l'Est ..... 4 à 6

L'ouverture en Afrique du Sud  
Rencontre entre le président De Klerk et M. Nelson Mandela ..... 8

Parlement européen  
L'extrême droite privée de tout poste de responsabilité ..... 9

Assemblée nationale  
Débat sur le logement des plus démunis.  
La PS demande l'examen des textes sur l'emploi précaire avant le 20 décembre ..... 11

## SECTION B

Vatican : un nouveau substitut à la secrétairerie d'Etat  
Poursuite du remaniement au sommet de la Curie romaine : le pape a nommé un Italien, Mgr Re, comme substitut à la secrétairerie d'Etat, numéro trois de la hiérarchie vaticane ..... 14

Procès d'un terroriste à gages  
Habib Masmar, auteur présumé de deux attentats à la bombe commis en 1984 et 1985 à Paris, comparait devant la cour d'assises spéciale de la capitale. Le procès d'un terroriste à gages ..... 15

Plainte pour forfaiture dans l'affaire Mecili  
La veuve d'Ali Mecili, cet opposant algérien assassiné à Paris en 1987, va déposer plainte contre X... pour forfaiture. Elle estime que l'expulsion précipitée d'un Algérien soupçonné d'être impliqué dans l'assassinat de son époux a entravé les investigations des enquêteurs ..... 15

Sports  
Des menaces de racket et de procès ont marqué le retour à la compétition de l'ex-champion du monde de boxe René Jacquot.  
L'écure de formule 1 ESPO-Larousse s'installera l'an prochain, à proximité du circuit du Castellet, qui n'accueillera plus le Grand Prix de France à partir de 1991 ..... 15

Marché et patrimoine  
Comment développer le marché de l'art en France, sans préjudice pour le patrimoine ? M. Jack Lang a présenté des propositions au conseil des ministres ..... 16

François Kollar  
artisan modeste

Photographe hongrois, François Kollar a fait don de l'ensemble de ses travaux à l'Etat français ..... 16

## La bataille pour « la Voix du Nord »

Le plan de RES (reprise de l'entreprise par les salariés) mis au point l'été dernier apparaît encore menacé par les visées des autres actionnaires ..... 17

## SECTION C

## LIVRES ♦ IDÉES

## Le rêve égyptien

Jean-Claude Simon a rassemblé dans un somptueux ouvrage les textes et les peintures des voyageurs du dix-neuvième siècle ..... 21

## Histoires de danse

Le tango vu par l'essayiste argentin Horacio Salas ; la valsa vue par le sociologue Rémi Hess ..... 27

## Le feuilleton de Michel Braudeau

La section des livres de la semaine

## Un an de RMI

Quatre cent quatre-vingt mille ménages bénéficiaires, mais les actions de réinsertion demeurent insuffisantes ..... 33

## Indice des prix

Haussa de 0,2 % en novembre ..... 35

## ÉPARGNE-PLACEMENTS

Les années PEP, ou la disparition sans gloire du PER. • SICAV : 1989 fut raisonnable. • La dangereuse euphorie des SCPI en 1989. • La révolution tranquille des SICAV françaises ..... 37 à 45

## Services

Abonnements ..... 41  
Annonces classées ..... 35  
Campus ..... 19  
Carnet ..... 19  
Expositions ..... 18  
Loto, Loterie ..... 20  
Marchés financiers ..... 46 et 47  
Météorologie ..... 19  
Mots croisés ..... 20  
Radio-télévision ..... 20

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde » a été tiré à 518 888 exemplaires.

## L'élect

## Une dictat

## Transition

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde

## Le monde